



RAPPORT
D'ACTIVITÉ ET
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

07

svez

VOUS APPORTER L'ESSENTIEL DE LA VIE

NOTRE IDENTITÉ

Groupe industriel international
et de services, SUEZ conçoit des solutions
durables et innovantes dans la gestion
de services d'utilité publique
en tant que partenaire des collectivités,
des entreprises et des particuliers
dans l'électricité, le gaz, les services
à l'énergie, l'eau et la propreté.

NOTRE MISSION

Vous apporter l'essentiel de la vie.

SOMMAIRE

▶ MESSAGE DU PRÉSIDENT	2
▶ CHIFFRES CLÉS	6
▶ NOTRE VISION	10
▶ NOS MÉTIERS AU CŒUR DES ENJEUX DU XXI ^e SIÈCLE	24
▶ LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	66
▶ NOS PERFORMANCES	100
▶ GLOSSAIRE	120

ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS PLANÉTAIRES SANS LES SUBIR

État des lieux des grands défis
de notre siècle, des différentes actions
engagées pour les relever
et de l'implication de SUEZ
comme acteur de premier plan.

1

LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

2

LA PRÉSERVATION
DES RESSOURCES

3

LA MUTATION DES MARCHÉS

4

L'ANCRAGE TERRITORIAL

5

LA QUALITÉ DE VIE





AVANT-PROPOS

CONSTRUIRE DEMAIN DÈS AUJOURD'HUI



GÉRARD MESTRALLET
PRÉSIDENT-DIRECTEUR
GÉNÉRAL DE SUEZ

Lutter contre le dérèglement climatique, combattre les pollutions, faire de l'eau un enjeu partagé, mais aussi inventer une véritable croissance écologique par le changement, non seulement des modes de production, mais aussi des mentalités et de nos modes de consommation, sont aujourd'hui une priorité.

En 1997, SUEZ a fait le choix de se positionner sur ces grandes questions. Nous avons réuni de grandes entreprises françaises et belges autour d'un projet industriel fort : constituer un des premiers acteurs européens de l'énergie et de l'environnement. SUEZ est aujourd'hui en Europe le 5^{ème} producteur d'électricité, le 6^{ème} opérateur gazier, le leader des services à l'énergie et l'un des deux grands acteurs mondiaux dans l'eau et la propreté.

Pour mener à bien notre mission de répondre aux besoins essentiels des collectivités et des entreprises, nous avons choisi de privilégier un modèle de croissance solide, équilibré, créateur de valeur et d'emploi dans la durée. C'est ce qui permet au Groupe d'enregistrer aujourd'hui d'excellentes performances et ainsi d'assurer à ses clients la fourniture de services dans la durée et dans les meilleures conditions.

Notre modèle s'appuie sur une dynamique économique et industrielle, mais aussi une exigence sociale. Le Groupe choisit de répartir le fruit de sa croissance entre ses actionnaires, qui lui témoignent de leur confiance jour après jour, et l'ensemble de ses collaborateurs, dont le savoir-faire et l'engagement lui permettent de répondre aux grands enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées.

Les performances financières du Groupe sont également à l'origine des importants investissements qu'il consacre à la recherche et le développement des solutions de demain face aux impératifs d'innovation dans l'énergie et dans l'environnement. Cette recherche de solutions a conduit SUEZ à inscrire cinq défis majeurs comme point d'ancrage de ses métiers : la lutte contre les changements climatiques, la préservation des ressources, l'ancrage territorial, la mutation des marchés et la qualité de vie.

Ces problématiques figurent plus que jamais au centre des débats et des préoccupations universelles. Bien que les progrès technologiques et la science permettent de progresser dans le caractère durable des modes de consommation et de production, ils ne suffiront pas. Un changement de nos comportements individuels et collectifs est urgent.

L'exigence d'un développement durable nous concerne tous. Seule la conjugaison de nos efforts permettra de répondre à l'ampleur de la menace actuelle sur nos ressources, nos écosystèmes et nos sociétés. Quoi qu'il en soit, nos modes de vie seront amenés à changer.

Nous devons nous y préparer.

1

Les changements

Cyclones, fontes
des glaciers
et sécheresses
répétées sont autant
de symptômes
d'une planète
qui souffre. Face
à ce dérèglement,
les consciences
s'éveillent.
Du Protocole de
Kyoto à la Convention
de Bali, les instances
internationales mettent
en place des solutions.
Première cause des
changements
climatiques, et donc,
premier défi à relever :
les rejets de gaz
à effet de serre.



climatiques

QUAND INVESTISSEMENT RIME AVEC EFFICACITÉ

Après six années de travaux auxquels ont participé plus de 2 500 scientifiques internationaux, le GIEC a rendu public son rapport de synthèse en novembre 2007. Il prévoit une hausse de température moyenne de 1,8 à 4 °C, pouvant aller jusqu'à 6,4 °C en 2100 par rapport à 1990.

Depuis quelques années, le climat mondial est en proie à des phénomènes extrêmes de plus en plus fréquents. Différentes régions connaissent des canicules ou des hivers caractérisés par des températures hors normes, des périodes de fortes pluies avec inondations ou de sécheresse avec manque d'eau potable, voire des tornades de plus en plus violentes et récurrentes. Tout en se gardant de prédire avec certitude les conséquences du réchauffement climatique à long terme, la communauté scientifique constate les faits : l'évolution de la température au cours des 100 dernières années ne peut être expliquée que si l'on tient compte des émissions de gaz à effet de serre (GES) liées aux activités humaines. L'Homme agit progressivement, mais sûrement, sur l'évolution du climat.



UN SEUIL À NE PAS FRANCHIR

Pour limiter le réchauffement à un niveau qui nous serait supportable, il faudrait que l'augmentation de la température globale ne dépasse pas les 2 °C. Si tel était le cas, le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Évolution du Climat) prévoit que les émissions de GES culmineraient en 2012 avant de retomber à 23 milliards de tonnes de CO₂ par an, comparé aux 27 milliards actuellement rejetés chaque année. Mais il faudrait pour cela que nous réduisions nos émissions d'un milliard de tonnes par an. Les experts sont unanimes : il n'existe pas de réponse universelle, mais un portefeuille de solutions. Différentes approches et actions seront nécessaires, du changement sociétal et comportemental à l'innovation technologique. L'un des plus grands défis concerne la conjonction des efforts à l'échelle internationale : la solution ne peut passer que par des initiatives coordonnées des politiques du monde entier. C'est par ce biais que le Protocole de Kyoto avait pu fixer, en 1997, un objectif de réduction de 5% des GES par les pays industrialisés sur la période 2008-2012. De leur côté, les pays européens se sont mis d'accord en 2000 sur un programme sur le changement climatique qui a permis la mise en place, en 2005, d'échanges de quotas d'émissions de CO₂, un système qui mettra quelques années à se réguler.

ÉVITER LE GASPILLAGE

La réponse s'inscrit à la fois dans le court terme et dans le cadre d'une stratégie à plus longue échéance. La réaction à court terme, c'est éviter au quotidien le gaspillage d'énergie par de l'éclairage, du chauffage ou du conditionnement d'air et faire de réels efforts en vue d'une utilisation rationnelle de l'énergie. Pour SUEZ, cela consiste en d'importants



investissements dans la génération d'énergie renouvelable et dans l'amélioration de l'efficacité énergétique de ses centrales électriques et des activités industrielles de ses clients.

Sur le long terme, une stratégie équilibrée vise à couvrir un ensemble de solutions : le développement de nouvelles centrales nucléaires, la capture et le stockage de CO₂, la production d'hydrogène à bas prix et la production de nouveaux carburants pour le transport des biens et des personnes.

RENDRE EFFICACES LES TECHNOLOGIES ACTUELLES

Dans son scénario de base, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) prévoit qu'au rythme actuel, les émissions globales de CO₂ devraient plus que doubler d'ici 2050, ce qui représenterait une augmentation de 137% par rapport au niveau de 2003. L'AIE estime toutefois qu'il serait possible de ramener les émissions de CO₂ à leur niveau actuel pour un coût raisonnable de 25 dollars par tonne si l'ensemble des technologies disponibles était mis en œuvre de manière efficace.

L'amélioration de l'efficacité énergétique est aujourd'hui devenue incontournable pour réduire la concentration des GES dans l'atmosphère. D'après l'AIE, l'adoption de technologies plus performantes dans les secteurs des transports, des bâtiments et de l'industrie aboutirait en 2050 à une baisse de la consommation d'énergie comprise entre 17% et 33% et à une réduction totale des émissions de CO₂ de 45% à 53%.

Il n'existe pas de réponse universelle au réchauffement de la Terre, mais un portefeuille de solutions.

SUEZ considère que l'efficacité énergétique doit se traduire par une diminution de la consommation, de la pollution et des coûts, tout en maintenant un même niveau de service et de confort. L'objectif est de mieux produire et mieux utiliser l'énergie en s'appuyant sur de meilleures technologies et sur l'optimisation des installations existantes.

L'analyse précise des besoins est la première étape pour trouver la solution la plus efficace – que ce soit à travers un audit, l'évaluation, l'ingénierie, le choix d'une installation, l'amélioration des installations existantes ou leur maintenance. Par la suite, le suivi des équipements tout au long de leur cycle de vie permet d'assurer le meilleur rendement énergétique sur le long terme.

Cet aspect est loin d'être négligeable, car la demande mondiale en énergie a non seulement poussé les prix de marché à la hausse, elle fait aussi augmenter le coût des infrastructures et équipements des unités de production d'électricité. Pour couvrir ses seuls besoins, l'AIE estime que l'Europe devrait se doter de plus de 750 GW de capacités additionnelles d'ici 2030, soit un investissement de l'ordre de 650 milliards d'euros.

UN PROGRÈS FONDÉ SUR TOUTES LES ÉNERGIES

Entre 2005 et 2007, les prix des combustibles ont augmenté de 60% pour le pétrole, 50% pour le gaz et 30% pour le charbon. En partie impactés par le marché du CO₂, les prix élevés de l'énergie représentent une fenêtre d'opportunité: les profits à court terme servent à préparer les solutions à long terme contre le réchauffement climatique.

À l'heure actuelle, les prévisions des climatologues se rejoignent toutes sur un point: à l'horizon 2020-2030, la demande en énergie va augmenter et les énergies fossiles continueront à en satisfaire plus de 80%. Le développement industriel de pays comme la Chine et l'Inde ne permet pas d'espérer une inversion de la tendance d'ici la fin du siècle. Bien que la majorité des experts s'accorde à dire que les réserves en hydrocarbures seront suffisantes pour couvrir la demande de ce siècle, la valorisation de ces ressources nécessite d'immenses investissements pour satisfaire la demande énergétique mondiale. Le total serait de 20 000 milliards de dollars d'ici 2030, selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE).

ASSURER SÛRETÉ ET COMPÉTITIVITÉ

Pour fournir à ses clients une énergie sûre, compétitive et respectueuse de l'environnement, SUEZ choisit de leur garantir un mix énergétique équilibré reposant sur l'ensemble des sources énergétiques. Son parc de production, qui compte plus de 55 000 MW de capacités installées et 10 000 MW en construction, figure au troisième rang mondial et compte parmi les plus diversifiés sur le plan technologique et les plus équilibrés sur le plan géographique. Constitué à 32% de nucléaire et d'hydraulique et à 46% de gaz naturel, ce parc de production est l'un des plus efficaces et des moins émetteurs de CO₂ en Europe. Le Groupe considère que le nucléaire mérite sa place dans un tel mix en tant qu'énergie économe en ressources et compétitive d'un point de vue

économique. C'est en grande partie grâce au nucléaire que sa filiale Electrabel a pu augmenter sa production d'électricité de 7% en Belgique entre 1990 et 2007, tout en diminuant de 25% ses émissions de CO₂, soit 30% de moins par MW produit. Soucieux de maintenir un parc de production faiblement émetteur en gaz à effet de serre (GES), SUEZ investit activement dans les énergies renouvelables, qui représentent aujourd'hui plus de 20% de ses capacités installées au niveau mondial. De nombreux projets ont ainsi vu le jour en 2007 dans la biomasse et le solaire à travers l'Europe ainsi que dans l'éolien en France, au Portugal et au Canada.

CONTRER L'INSTABILITÉ DES PRIX

Au niveau européen, le Groupe soutient les ambitions de la Commission dans le secteur énergétique. Celle-ci a notamment fixé la part des énergies renouvelables à 20% de la consommation énergétique globale d'ici 2020 (contre 8,5% en 2005). Cette politique a pour objectif de capitaliser sur les nombreux avantages offerts par les énergies renouvelables: renforcement de la sécurité d'approvisionnement et de la protection de l'environnement, diminution des risques consécutifs à la volatilité et à l'instabilité des prix des énergies fossiles, amélioration de l'indépendance énergétique et création de nouveaux emplois. Afin d'équilibrer et de pallier les modifications de prix des différentes ressources énergétiques, SUEZ a opté pour une stratégie de portefeuille de production diversifié. Au même titre que le Groupe souhaite que le nucléaire conserve une part stable de ses capacités, le maintien du charbon dans son mix participe à la volonté de garantir l'indépendance énergétique de l'Europe en ayant une visibilité à long terme sur les prix de l'électricité. Bien que son prix ait quasiment doublé depuis 2003, à plus de 100 dollars la tonne, le charbon est aujourd'hui cinq fois moins cher

que le pétrole et trois fois moins cher que le gaz. Il restera l'une des sources d'énergie les plus compétitives dans les années à venir, même s'il est loin de faire l'unanimité auprès du grand public. Aux États-Unis, plusieurs projets de centrales à charbon ont ainsi dû être annulés, car mal accueillis par la population. Ce n'est pas le cas des deux centrales à charbon de SUEZ, en cours de construction en Allemagne et aux Pays-Bas, dont la conception s'appuie sur les dernières études en matière de réduction des émissions de GES. Grâce à un rendement énergétique de 46% – le plus élevé à ce jour – elles réduiront les émissions de CO₂ de 15 à 20% par MWh. À titre d'exemple, la centrale de Wilhelmshaven permettra d'éviter le rejet d'environ 900 000 tonnes de CO₂ par an en comparaison avec une centrale conventionnelle actuellement en service en Allemagne.

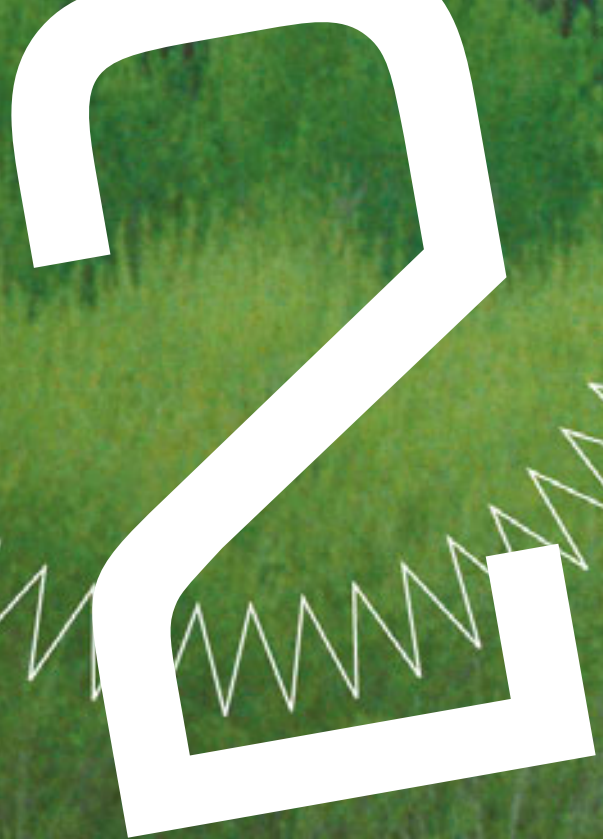
FINANCER UN AVENIR SANS CO₂

La hausse des prix de l'énergie, bien que non voulue dans l'absolu, permet toutefois de financer les efforts dans la recherche et le développement de solutions technologiques qui, pour certaines, ne sont pas encore commercialement viables. C'est le cas du captage et stockage de CO₂ (CSC) dont les technologies et le cadre réglementaire n'ont pas encore atteint un stade suffisamment avancé pour être mis en application. Appliqué aujourd'hui, le CSC aurait pour effet de réduire de manière drastique la puissance et l'efficacité des centrales tout en augmentant considérablement le coût de production de l'électricité. À terme, il permettrait de réduire presque à néant les émissions de CO₂ résultant de l'utilisation de charbon et de gaz naturel par les grandes installations industrielles, telles que centrales électriques, raffineries, cimenteries ou entreprises sidérurgiques. Selon le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Évolution du Climat), en 2050, la quantité piégée pourrait représenter 21% à 45% de tout le CO₂ émis par les activités humaines. Une chose est certaine : pour faire face à la demande, les énergéticiens n'ont d'autre choix que d'augmenter leurs capacités de production

tout en faisant appel aux dernières technologies pour contrer les effets du réchauffement climatique. C'est la stratégie que poursuivra SUEZ, qui prévoit de porter ses capacités à 75 000 MW en 2012, dont 40 000 MW en Europe, et à 100 000 MW à l'horizon 2013 dans le cadre de la fusion avec Gaz de France. Le Groupe conservera toutes les sources actuelles de combustibles de son parc dans des proportions similaires, sauf une, dont la part continuera de croître dans les années à venir : les énergies renouvelables.

Bien que non voulue, la hausse des prix de l'énergie permet de financer les efforts dans la recherche et le développement de solutions technologiques dans la durée.





La préservation

Les richesses de la planète sont limitées. C'est la leçon du XX^e siècle. C'est aussi le défi qu'il nous laisse : dans un monde de plus en plus peuplé, il faut garantir à chacun l'accès aux ressources et à l'énergie, tout en apprenant à les préserver. Pouvoirs publics et grands groupes industriels visent désormais à réinventer des modèles de production à la fois efficaces et respectueux de leur environnement.

des ressources



RÉINVENTER NOTRE RAPPORT À L'ENVIRONNEMENT

Le dérèglement du climat a dépassé le stade de danger potentiel pour devenir une menace réelle sur les écosystèmes. La protection et la préservation des ressources naturelles se doivent d'être une préoccupation essentielle. La réponse : la mise en place de méthodes de gestion soutenable de nos ressources. Pendant qu'il en est encore temps...

Mathis Wackernagel et William Rees, les inventeurs de l'empreinte écologique, ont calculé qu'en 1972 l'homme avait atteint 85% des limites de la planète. Selon eux, son empreinte dépasse les capacités de reconstitution de la biosphère depuis 1990. Aujourd'hui, elle se situe à 125% du niveau soutenable à long terme. Lancée au début des années 90, l'empreinte écologique permet à tout un chacun de mesurer l'impact de son mode de vie sur l'environnement et la quantité de ressources naturelles dont il dispose. Tout comme le bilan carbone dresse un état des lieux des émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à ses activités, son objectif est de nous faire prendre conscience de notre impact sur l'environnement et de prendre les mesures qui s'imposent. Le constat ne peut qu'appeler à une remise en question de nos systèmes économiques et politiques qui entretiennent des modes de production et de consommation non durables.



L'effort requis ne demande pas autant de concessions qu'on pourrait le croire. D'après les conclusions du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Évolution du Climat), l'augmentation de la demande énergétique mondiale pourrait être réduite de moitié au cours des 15 prochaines années en n'ayant recours qu'aux seules technologies existantes. La gestion des variations climatiques pourrait ne coûter que 0,1% du produit intérieur brut mondial par an durant les 30 prochaines années sans qu'il y ait d'impact sur la croissance mondiale.

PRÉVENIR PLUTÔT QUE GUÉRIR

Les mesures concrètes citées par le GIEC vont de l'imposition de normes plus strictes pour les climatiseurs et les réfrigérateurs à l'amélioration du rendement énergétique dans l'industrie, le bâtiment et les transports. Ce sont autant de dispositions simples à mettre en place pour diminuer l'utilisation des ressources en énergie et, par là même, des besoins de production. Bien qu'une majorité des dirigeants d'entreprises considère toujours les problématiques environnementales comme facteurs de risque, une étude du journal américain *McKinsey Quarterly* indique qu'ils sont de plus en plus nombreux à les considérer comme sources d'opportunités commerciales. En février 2008, ils étaient 61% à considérer que les changements climatiques auraient un effet positif sur leurs activités. Pour sa part, SUEZ voit la problématique du réchauffement climatique comme une opportunité d'innover dans les services à l'environnement et de lancer de nouveaux types de projets encore plus économes en ressources. Comparé aux secteurs de l'énergie et des transports, l'environnement est un faible émetteur de GES : la majorité des émissions vient de la décomposition des déchets mis en décharge qui produisent des biogaz, dont le méthane. Mais d'importants efforts ont été menés afin d'en réduire l'importance. Parmi les exemples figurent la valorisation

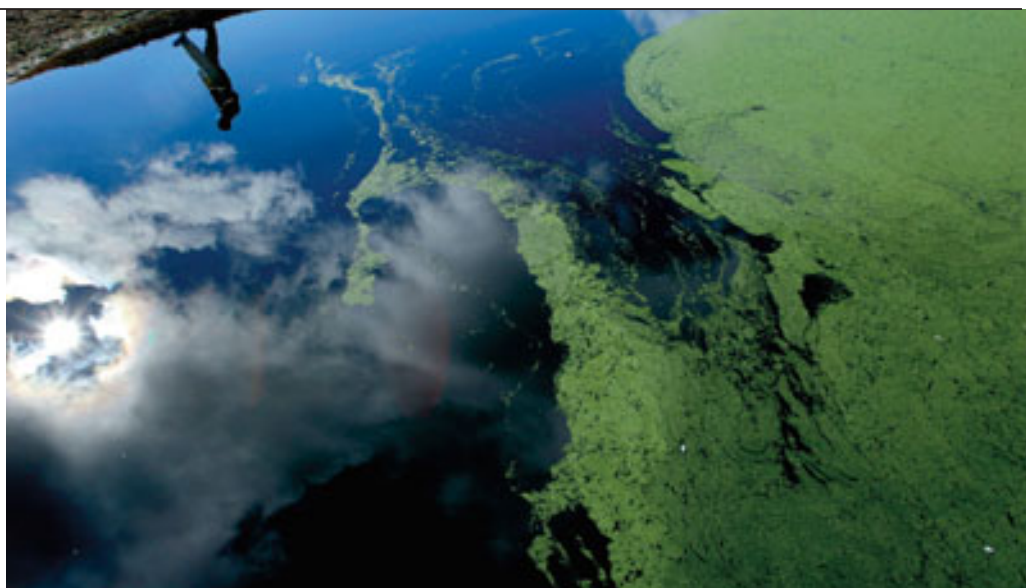
des gaz méthane provenant des décharges, le recyclage et la valorisation des matériaux, ou encore la combustion de boues dans l'industrie cimentière et dans les centrales électriques brûlant du charbon. Un autre défi concerne le traitement de l'eau pour la rendre potable – un domaine dans lequel SUEZ a développé une maîtrise pointue.

Les explosions démographique et économique entraînent à elles seules une augmentation telle de la consommation d'eau que, d'ici 2050, 40% d'une population mondiale qui devrait alors s'élever à 9,4 milliards de personnes souffriront de stress hydrique. Cela représente 3,8 milliards d'hommes, femmes et enfants qui ne disposeront pas des ressources en eau nécessaires pour satisfaire leurs besoins essentiels. Les régions les plus touchées seront le large pourtour méditerranéen – Afrique du Nord et Moyen-Orient – la Chine du Nord-Ouest, l'Inde du Sud, le Pakistan, mais aussi certaines régions des États-Unis et du Mexique. Or, le stress hydrique, dernier palier avant la pénurie, représente un réel obstacle au développement durable.

Ses conséquences sont graves : menaces sur la sécurité alimentaire, pollutions, pertes économiques... Aujourd'hui, seul 0,5% des ressources en eau de la planète sont disponibles pour usage humain, et seuls 2% des eaux usées traitées sont réutilisés. Mais, contrairement à une idée répandue, l'accès à l'eau potable ne dépend pas de la disponibilité des ressources mais de l'efficacité de sa gestion. En effet, la ressource en eau ne peut être que gérée localement et tenir compte de tous les paramètres en même temps : état des ressources, qualité des infrastructures et poids des différents postes de consommation. Toutes les solutions techniques existent, du recyclage au dessalement d'eau de mer en passant par la réutilisation des eaux usées. L'important est de les utiliser avec le maximum d'efficacité.

SAUVEGARDER LES ÉCOSYSTÈMES

L'épuisement des ressources naturelles et énergétiques, l'augmentation de la pollution et la multiplication des déchets industriels font aujourd'hui l'objet de plans d'action à grande échelle. Il ne faut pas pour autant oublier que, de son côté, la destruction des écosystèmes



a pour effet de réduire la diversité biologique et que les systèmes écologiques auront de plus en plus de difficultés à supporter les espèces en place. La communauté scientifique s'accorde sur le fait que, sur les deux derniers siècles, le rythme de disparition des espèces a été, suivant les espèces considérées, de 10 à 100 fois supérieur au rythme naturel d'extinction (une espèce sur 50 000 par siècle). Si le réchauffement moyen de la planète atteint 3°C en 2050, près de la moitié des espèces vivantes pourrait disparaître. À l'heure actuelle, la déforestation atteint chaque année 13 millions d'hectares, l'équivalent de la surface de la Grèce. D'après l'UNESCO, les 34 zones écologiques jugées les plus prioritaires ne couvrent que 2,3% de la surface terrestre mais abritent 50% des espèces connues de plantes vasculaires et 42% des mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens. Les préserver nécessiterait d'investir environ 50 milliards de dollars, soit moins de 0,1% du produit intérieur brut mondial. Soucieux de participer à l'effort collectif en faveur de l'environnement, les consommateurs du monde entier veulent acheter des produits plus sûrs et de qualité. Ils orientent de plus en plus leur choix d'achats vers des produits et services qui répondent à des critères contraignants. Selon une étude du *McKinsey Quarterly* conduite en septembre 2007, l'utilisation d'appareils électroménagers moins énergivores, la systématisation du recyclage et l'achat de véhicules à consommation réduite figurent parmi les premiers efforts cités par les consommateurs des pays les plus industrialisés.

Toutefois, deux tiers d'entre eux avouaient ne pas tenir compte de critères environnementaux ou sociaux en faisant leurs courses.



3

La mutation des

marchés

L'échiquier mondial se redessine. De nouveaux pays entrent dans la danse, pourvoyeurs de nouvelles richesses mais aussi demandeurs d'énergie. Face à ce nouveau défi, les réseaux d'approvisionnement et les modèles de distribution doivent s'adapter. Pour l'Europe d'abord, dont l'un des enjeux majeurs est l'indépendance énergétique. Pour les pays émergents ensuite, qui doivent répondre aux besoins croissants de leur population.

REVOIR EN PROFONDEUR LES MODÈLES ÉCONOMIQUES

L'enjeu est culturel autant qu'environnemental : nous devons avant tout changer notre mode de vie. Comme l'a déclaré le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, il ne s'agit pas seulement de créer un monde plus propre, plus sain et plus sûr pour tous, mais d'ouvrir la voie à une transformation écologique de l'économie mondiale.



Au XVIII^e siècle, l'avènement de la machine à vapeur actionnée par le charbon et la généralisation de l'utilisation de l'énergie fossile avaient conduit à la mutation d'une économie agraire vers une société industrialisée : c'était la première révolution industrielle. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, la deuxième révolution vit l'introduction du pétrole et du moteur de combustion interne, la généralisation de l'électricité, les premières formes de communication et les débuts de l'urbanisation. La fin du XX^e siècle a marqué la naissance de l'ère informatique et Internet et les premiers effets de la mondialisation. La troisième révolution industrielle est en route avec l'avènement de l'économie verte. La recherche continue d'une croissance profitable à tous nous incite à l'achat et à la consommation, et à une explosion de la production de biens. L'un des effets indésirables de ce que certains appellent l'économie libérale

est une accumulation de déchets sans fin. Bien que les progrès technologiques et la science aient permis de faire des avancées spectaculaires dans leur recyclage et leur valorisation, les volumes de déchets sont trop importants pour permettre leur traitement systématique.

Certains préconisent comme solution la décroissance : consommer moins et produire moins. Malheureusement, cette idée n'ouvre que peu de perspectives aux 3 milliards d'hommes et femmes qui vivent aujourd'hui dans le monde avec moins de 2 euros par jour.

RIEN NE SE PERD, TOUT SE RECYCLE

Il nous faut promouvoir des modes de production durables, changer notre manière de consommation, et ainsi mettre en place une nouvelle forme écologique de croissance. Une croissance économique qui reposerait sur une écologie créatrice d'emploi et entraînerait le développement des pays du tiers-monde et la réduction des inégalités. En Europe, différentes initiatives ont pour objectif de déployer une alternative à la forme d'économie linéaire qui conduit en masse les produits de l'usine à la décharge et mène à l'épuisement des ressources : une économie dite «circulaire», également appelée écologie industrielle. Calquant le modèle des écosystèmes, celle-ci a pour objectif de favoriser le développement éco-industriel en réutilisant les déchets et produits usagés à travers le recyclage et la valorisation énergétique.

Autrement dit, les différents projets menés par les pays européens – dont plusieurs sont des partenariats signés avec SUEZ – visent à faire de la gestion des déchets, par nature coûteuse, un atout industriel pour l'économie et l'environnement. Qu'il s'agisse d'avions, de bateaux, de voitures, d'appareils électroménagers ou électroniques, tout produit

manufacturé peut être déconstruit en fin de vie afin d'être recyclé et réintroduit dans le cycle économique.

LES BRICS EMBOÎTENT LE PAS

Cette nouvelle donne n'est pas l'apanage du monde industrialisé et a déjà été assimilée par d'autres pays tels que la Chine (*lire page 27*). C'est l'une des adaptations préconisées par le gouvernement et les entreprises locales pour tenter de faire face au développement exponentiel tant des infrastructures que des besoins de base. Au même titre que les autres pays avec lesquels elle constitue le groupe des BRIC – le Brésil, la Russie et l'Inde –, la Chine a pris conscience que son intégration réussie dans l'économie mondiale passait par une gestion modératrice de ses nouvelles habitudes de consommation.

D'après l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), à eux quatre, les BRIC représentent aujourd'hui plus d'un quart du produit intérieur brut (PIB) mondial, comparé à 17% en 1990. En 2040, leur PIB devrait égaler celui du G6 (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France et Italie). Cet élan de prospérité crée de nouvelles opportunités de croissance pour les pays occidentaux sur des marchés s'ouvrant de plus en plus au commerce et aux investissements internationaux. En 2004, les échanges de biens et services représentaient deux tiers du PIB en Chine, 56% en Russie, 40% en Inde et 31% au Brésil, comparé à une moyenne de 42% dans les pays de l'OCDE.

Il appartient à chaque pays de choisir son mode de croissance en optant pour les technologies qu'il veut promouvoir selon ses ressources naturelles, ses compétences technologiques, ses contraintes territoriales et ses préférences politiques. Il est en revanche du ressort de l'ensemble des acteurs – publics autant que privés – de le faire en bonne intelligence et de conduire les adaptations nécessaires pour le bien de l'ensemble des concitoyens.

DES BÉNÉFICES SUR LE LONG TERME

La capacité de l'Homme à remettre en question la gestion des ressources et des modes de productions est devenue un facteur essentiel

de développement de nos économies et de nos sociétés. Cette évolution passe avant tout par un changement de nos comportements sur le plan individuel et collectif, mais doit également trouver ses origines dans la sphère politique.

Le cadre institutionnel doit contribuer à aider les individus et les entreprises à accentuer leurs efforts dans une perspective à long terme.

Il appartient aux pouvoirs publics de mettre en place un contexte favorable aux économies d'énergie et à la protection de l'environnement afin qu'elles ne soient plus perçues comme générant des surcoûts mais des bénéfices.

Comme l'a dit Al Gore en décembre 2007 en acceptant le Prix Nobel : *«Nous disposons de tout ce qu'il faut pour agir dès maintenant excepté peut-être la volonté politique.*

Mais, en démocratie, la volonté politique est une ressource renouvelable».

Il est du ressort de l'ensemble des acteurs publics et privés de gérer la croissance en bonne intelligence et de conduire les adaptations nécessaires pour le bien de tous les concitoyens.



An aerial photograph of a coastal town. The foreground shows a cluster of houses with red-tiled roofs and green lawns. A road curves through the town. In the background, a body of water is visible with a small boat and a pier. The sky is a deep blue.

4

L'ancrage territorial

Nous partageons
tous la même planète,
mais n'y vivons pas
tous de la même
façon. Les besoins
s'expriment
différemment
selon les territoires.
Pour répondre à
cette diversité,
il faut être à l'écoute.
Seule cette démarche
permet de trouver
des solutions adaptées
et de répondre
de façon appropriée
à chaque situation.



LA SOLUTION NAÎT AU CŒUR DES RÉGIONS

Sur un plan démographique, l'année 2008 restera symbolique : sur une population mondiale de 6,6 milliards d'habitants, la moitié vit désormais en zone urbaine. Ce phénomène de concentration a intensifié les enjeux à l'échelle des territoires.

Libéralisation des marchés, élévation du niveau de vie, croissance de la population, urbanisation, réglementations environnementales plus strictes... Que ce soit sur un plan technique ou budgétaire, l'ensemble des phénomènes globaux actuels rendent la gestion d'une ville de plus en plus complexe, quelle qu'en soit la taille. De plus, le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Évolution du Climat) prévoit d'ici 2100 une élévation du niveau de la mer due au réchauffement des températures pouvant aller jusqu'à 80 cm. Sachant qu'aujourd'hui, 39% de la population mondiale vit à moins de 100 km de la mer, l'effet potentiel sur la démographie des territoires est considérable. On le voit : des compétences de plus en plus sophistiquées et l'accès à des sources d'investissements conséquents sont devenus indispensables pour faire face aux nouveaux besoins des populations. À travers le monde, les collectivités choisissent de faire appel aux compétences du secteur privé pour répondre à leurs besoins spécifiques en termes d'amélioration des infrastructures

et de mise à niveau des services. Que ce soit à travers l'Europe, au Maghreb, au Moyen-Orient, en Chine ou en Amérique Latine, de nombreuses villes se sont ainsi tournées vers SUEZ afin de gagner en efficacité économique, en qualité de service ou en nombre d'habitants desservis.

LE RESPECT DES ÉQUILIBRES

L'efficacité de l'action des entreprises dépend autant de leurs compétences techniques que de leur ancrage dans les territoires, pilier de la réussite du partenariat. Il est donc préférable que l'acteur privé agisse à travers des filiales locales, soucieuses de leur insertion dans la communauté et qui travaillent souvent avec des partenaires locaux.

Ceci est encore plus vrai lorsque l'on parle de la distribution d'eau, de la fourniture d'électricité, du traitement des effluents ou des déchets, tous tributaires des ressources disponibles localement. C'est aussi une affaire de durée : là où elle opère, l'entreprise s'installe pour de nombreuses années. Il s'agit pour elle de transformer les contraintes locales en véritables opportunités d'innovation et de performance.

Il y a toutefois une condition pour assurer la réussite du service : la clarté. Tout partenariat a besoin de règles transparentes pour que les équilibres soient respectés et donc pour bien fonctionner. Décisionnaires, les autorités publiques élaborent des politiques publiques, définissent le cahier des charges et contrôlent son exécution. À l'opérateur d'apporter son expertise technique et sa capacité d'innovation.

DES ENGAGEMENTS PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

Seuls ces types de partenariats nous donneront une chance de remplir l'engagement que la communauté mondiale avait pris, lors du Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes sans accès à l'eau potable et à un assainissement minimum. Aujourd'hui, plus de 1,1 milliard de personnes dans le monde



n'ont toujours pas accès à l'eau potable et 2,6 milliards ne sont pas raccordés à un réseau d'assainissement. Plus de 25 000 personnes – dont la moitié d'enfants – décèdent par jour de maladies liées à l'eau. Dans un rapport publié en 2004, l'Organisation Mondiale de la Santé confirmait que l'accès à l'eau et à l'assainissement représentait le point de départ d'un processus de développement : effets positifs sur la santé, diminution de la mortalité infantile, gain de temps important pour les femmes mais aussi pour les enfants, favorisant leur scolarisation.

UNE CONSTANCE ESSENTIELLE : LE DIALOGUE

L'innovation en matière d'ingénierie sociale et l'implication des populations locales dans le développement des services de base sont aujourd'hui des éléments de réussite des différents projets. Mais le dialogue avec les parties prenantes est la seconde composante sociale de cette réussite. Participer à la vie locale revient à créer des filiales impliquées dans le tissu économique et social d'une région en utilisant par exemple l'expertise des fournisseurs locaux ou en répondant aux enjeux spécifiques des bassins d'emploi en matière d'intégration et de formation. C'est ainsi que SUEZ mène de nombreuses actions pédagogiques d'information et de communication auprès de populations en difficulté, par des soutiens caritatifs, humains et techniques pour aider des populations déshéritées ou sinistrées à faire face à des contextes économiques incertains ou à des catastrophes naturelles. Répondant aux besoins des structures publiques avec lesquelles ils établissent de véritables relations de partenariat, les collaborateurs du Groupe s'inscrivent ainsi dans une dynamique de proximité. Dès le lancement d'un projet, les équipes locales de SUEZ vont à la rencontre de l'ensemble des acteurs de la communauté (syndicats locaux, organisations non gouvernementales, comités d'utilisateur, représentants d'entreprises, riverains) afin de présenter leur mission et d'identifier ensemble l'impact que celui-ci aura sur la vie



L'échange entre les acteurs de la communauté constitue l'un des fondements de la transparence, de la qualité et de l'efficacité des services d'utilité publique.

quotidienne de la population. C'est ainsi que l'expérience du Groupe dans la conception et la construction de grands ouvrages hydrauliques et leur insertion dans l'environnement naturel et social s'articule autour du respect des équilibres écologiques et des populations avoisinantes. C'est notamment le cas au Brésil, où le Groupe exploite d'importantes centrales hydroélectriques et en construit d'autres. Cet échange constitue l'un des fondements de la transparence, de la qualité et de l'efficacité des services d'utilité publique. Il facilite la compréhension des enjeux sociaux du territoire et figure parmi les facteurs déterminants du succès d'un partenariat. La communauté demeure ainsi l'acteur de son propre développement.

5

La qualité de



vie

Des milliards d'habitants
ne recueillent aucun
des bénéfices issus
de la mondialisation
et ne mangent toujours
pas à leur faim,
n'ont pas accès
à une eau potable,
aux soins médicaux,
à l'électricité,
à l'éducation ou
à un logement minimal.
L'amélioration
de la qualité de vie
est aussi un combat
pour l'équité sociale :
c'est permettre
la satisfaction
des besoins essentiels
de chacun.



REPENSER LE CADRE DE VIE À GRANDE ÉCHELLE

Être citoyen implique des droits et des devoirs : droit à un environnement salubre et à l'accès aux ressources vitales ; devoir de respecter le cadre de vie collectif et d'utiliser les ressources de façon responsable. Il appartient aux pouvoirs publics d'inventer des moyens de mieux vivre ensemble, et à chacun d'adhérer à ce projet.

L'enjeu est devenu consensuel : les changements climatiques portent atteinte aux équilibres écologiques et font peser une menace sur notre environnement et, plus largement, nos sociétés. Seule une économie sobre en carbone permettra des avancées conséquentes en matière de bien-être et de santé des citoyens, de croissance économique et d'emploi durable. À l'échelle globale, environ 80% des gaz à effet de serre (GES) sont émis en milieu urbain. La pollution s'ajoute à la concentration de pauvreté, l'expansion des taudis, l'insalubrité et les perturbations sociales qu'abritent les villes comme menace pour les populations qui y vivent. Selon l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE), le nombre d'Européens exposés aux pollutions atmosphériques serait passé de 51 à 103 millions de personnes entre 1996 et 2001. Tenant compte des avertissements de la communauté scientifique, l'Europe a pris les devants en produisant un plan d'action détaillé

en matière de climat et d'énergie. Les pays de l'Union ont été les premiers à se fixer des objectifs régionaux contraignants de réduction des émissions de GES. L'objectif est sans ambiguïté : réduire de 20% les émissions en 2020 par rapport au niveau de 1990.

L'INDUSTRIE VERTE, CRÉATRICE D'EMPLOIS

La stratégie européenne comporte un volet d'éco-innovation afin de promouvoir les efforts en matière de protection de l'environnement, de préservation des ressources naturelles, de compétitivité et d'emploi. Cette politique a pour objectif de promouvoir les secteurs de l'industrie «verte» : technologies respectueuses du climat, lutte contre la pollution de l'air, gestion des eaux usées et technologies du recyclage. Ce marché est estimé à 600 milliards d'euros par an avec une croissance annuelle d'environ 5% et emploie directement plus de 2 millions de personnes. L'Europe a également pris l'initiative d'accroître ses investissements dans le domaine des éco-technologies, consacrant 2,3 milliards d'euros à la recherche sur des sources d'énergie plus durables et 4,1 milliards d'euros à des systèmes de transport paneuropéens intégrés plus verts et plus intelligents. Certaines industries européennes, transfuges de l'ancienne économie, craignent que la compétitivité internationale de leurs entreprises ne souffre et que des milliers d'emplois ne soient perdus car délocalisés dans des pays non soumis à des quotas d'émissions. La réponse de la Commission Européenne est claire : de nouveaux marchés vont naître et près d'un million d'emplois vont être créés. Selon un cabinet de conseil basé à Munich, plus de personnes seront employées en Allemagne dans le secteur des technologies écologiques que dans la construction automobile d'ici la fin de la prochaine décennie.







L'IMPÉRATIF DE CADRER LA CROISSANCE

La qualité de vie est également devenue un thème récurrent dans d'autres parties du monde.

C'est le cas en Chine, qui connaît une élévation du niveau de vie et un phénomène d'urbanisation sans précédent depuis qu'elle a adopté une économie de marché. Sa croissance vertigineuse la confronte à un développement, notamment industriel, qui suscite de graves problèmes environnementaux : pollution de l'air, des eaux, des sols, accumulation de déchets en tous genres...

En multipliant les efforts pour répondre à la croissance exponentielle de ses besoins,

elle est en passe de devancer les États-Unis comme plus gros émetteur au monde.

En 2006, la Chine a implanté 105 000 MW de centrales nouvelles – l'équivalent du parc français – qui sont à 90% alimentées au charbon. À l'horizon 2030, elle devrait installer 1,3 million de MW supplémentaires alimentés à 70% au charbon, selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). Conscient des implications sur le plan environnemental, le Premier ministre Wen Jiabao s'est toutefois engagé à réduire de 20% en cinq ans la consommation énergétique de son pays par unité de produit intérieur brut. La Chine a également programmé d'investir 10 milliards de dollars dans les énergies renouvelables en 2008.

Le pays s'est par ailleurs lancé dans une stratégie nouvelle: l'économie circulaire, dont l'objectif est d'utiliser le plus efficacement possible les ressources et de protéger l'environnement. Pour ce faire, la Chine est en train de développer un dispositif réglementaire qui facilitera la mise en place d'éco-parcs et d'éco-villes à travers le pays. D'ici 2020, 400 nouvelles villes écologiques devraient accueillir 300 millions de ruraux chinois. Première ville «écologique» du monde, Dongtan devrait ainsi voir le jour dans les trois ans. Parmi ses caractéristiques, les immeubles ne dépasseront pas huit étages, les espaces piétonniers seront six fois plus grands que ceux de Londres, les bus utiliseront des piles combustibles, les toits seront végétaux et les eaux pluviales seront recyclées.

ZÉRO ÉNERGIE FOSSILE, ZÉRO CO₂

En Europe et en Amérique du Nord, de nombreuses initiatives de villes durables voient le jour à l'instigation des collectivités et des territoires. Accompagnée de volets énergétiques et climatiques, cette nouvelle politique d'urbanisme durable joue autant sur les constructions neuves que sur le patrimoine existant à travers la réhabilitation d'immeubles. Cette mobilisation de public et privé, d'élus, de membres de la société civile et de chercheurs permet de proposer des réponses éco-technologiques afin de redéfinir une qualité de vie. La conception d'un quartier durable privilégie les solutions collectives et implique de repenser les modes de construction, la production d'énergie, la gestion de l'eau et des déchets ainsi que les modes de transport. Des maisons à énergie positive sont ainsi équipées de capteurs solaires photovoltaïques et thermiques qui produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment. L'efficacité énergétique, en particulier celle des bâtiments, est aujourd'hui une voie incontournable car elle porte sur un potentiel considérable. Dans le secteur des logements sociaux, notamment, les autorités françaises estiment à 850 000 le nombre de logements peu performants. L'exploitation de ce gisement d'économie d'énergie permettrait un gain d'au moins 7 milliards de kWh et une diminution d'un million de tonnes de CO₂ par an. À l'horizon 2050, le potentiel de réduction de la

consommation énergétique dans le secteur des bâtiments résidentiels et commerciaux est de 35%, selon l'AIE. L'installation de chaudières, climatiseurs, chauffage urbain, compteurs intelligents et le recours, par exemple, d'un habitat autonome, aux énergies nouvelles (isolation, photovoltaïque, géothermie et pompes à chaleur) contribuent à augmenter de plus de 70% le rendement énergétique des nouveaux bâtiments. Combiner des choix architecturaux et techniques de qualité au respect de valeurs environnementales, économiques et sociales, telle est la vision de SUEZ. L'objectif est de démontrer qu'il est possible de construire en milieu urbain en respectant les valeurs écologiques, et d'améliorer la qualité de vie de tous, sans faire exploser les budgets des collectivités et, indirectement, du contribuable.

La politique d'urbanisme durable mobilise public et privé, élus, membres de la société civile et chercheurs pour redéfinir une qualité de vie.



“ L'exigence d'un développement durable nous concerne tous. Seule la conjugaison de nos efforts permettra de répondre à l'ampleur de la menace actuelle sur nos ressources, nos écosystèmes et nos sociétés ”

Gérard Mestrallet



2007

RADD
2007

1

NOTRE VISION

2

NOS MÉTIERS
AU CŒUR DES ENJEUX
DU XXI^e SIÈCLE

3

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4

NOS PERFORMANCES

2007, CONFIRMATION D'UN MODÈLE SOLIDE ET ÉQUILIBRÉ, CRÉATEUR DE VALEUR ET D'EMPLOIS

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Madame, Monsieur,

Cette année 2007 a été marquée par la poursuite de l'amélioration des performances de SUEZ avec des résultats en forte progression qui dépassent les objectifs fixés et par une forte accélération de notre développement industriel.

Le Groupe a de nouveau amélioré ses performances opérationnelles et sa rentabilité.

SUEZ a connu en 2007 une croissance soutenue de son activité, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 47,5 milliards d'euros. Le Groupe enregistre une croissance organique, hors effets de change et de périmètre, de 6,2%.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 5,2 milliards d'euros, en hausse de 15%. Le résultat brut d'exploitation s'élève à 7,9 milliards d'euros ; sa progression est de 12,4% et s'inscrit au-delà des 10% annoncés, traduisant les efforts soutenus et constants du Groupe en matière de rentabilité. Le résultat net, part du Groupe, atteint son plus haut niveau à ce jour : 3,9 milliards d'euros.

En s'appuyant sur une forte génération de liquidités, le Groupe a pu maintenir son ratio d'endettement à un niveau très solide (53%) tout en accélérant le développement du Groupe



(6,1 milliards d'euros d'investissements sur l'année) et en mettant en œuvre sa politique de rémunération dynamique des actionnaires (1,36 euro de dividende par action – en progression de 13,3% – et un programme de rachat d'actions de 1,1 milliard d'euros).

Ces performances traduisent la force et la visibilité de notre modèle de développement et de notre vision industrielle.

Dans un environnement économique incertain, les métiers de long terme du Groupe nous permettent de mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de développement. Des marchés porteurs durablement en croissance, de nombreux succès commerciaux, la contribution équilibrée de l'ensemble des branches à la croissance des résultats : tout cela confère une visibilité et une lisibilité fortes, dans la durée, aux performances à venir du Groupe.

Ces performances soulignent la capacité de SUEZ à conjuguer croissance soutenue, discipline financière, positionnement stratégique équilibré et rentabilité récurrente, capacité qui sera renforcée par le projet de fusion avec Gaz de France.

2007 a été marquée par une forte accélération de notre développement industriel.

Nos investissements ont progressé de 60% par rapport à 2006 et ont notamment servi à augmenter nos capacités de production électrique. Aujourd'hui, SUEZ dispose de 55 000 MW de puissance en fonctionnement et de 65 000 MW si l'on tient compte des capacités en cours de construction. Le Groupe compte aujourd'hui l'un des parcs de production les plus équilibrés sur le plan géographique et sur le plan du mix énergétique – le troisième au niveau mondial en termes de capacités.

Nous avons choisi de nous positionner fortement sur les grands enjeux qui concernent l'énergie :

la préservation des ressources, le réchauffement climatique, la sécurité d'approvisionnement. Nous avons pris le parti de mettre en valeur notre démarche : le développement conjoint et équilibré des différentes sources d'énergie. C'est notre conviction et notre engagement.

L'année 2007 nous a permis de nous renforcer dans le domaine des énergies renouvelables. Dans l'éolien, le Groupe a procédé à l'acquisition de la Compagnie du Vent en France et de Ventus au Canada et a inauguré des parcs éoliens au Portugal. Nous avons aussi lancé de grands projets hydrauliques au Brésil et poursuivi nos programmes dans la biomasse et le solaire en Europe.

Dans le nucléaire, notre expertise en tant qu'opérateur historique à travers Electrabel nous a valu de signer un partenariat important avec Total et Areva en vue de proposer aux Émirats Arabes Unis une centrale EPR avec deux réacteurs de 1 600 MW. Le Groupe compte maintenir à long terme une proportion stable de nucléaire au sein de son mix énergétique et, à ce titre, prévoit de disposer de capacités additionnelles en Europe à l'horizon 2019-2020. Notre conviction est que le nucléaire est une solution incontournable pour assurer la sécurité d'approvisionnement énergétique et lutter contre le réchauffement climatique.

De portée mondiale, notre savoir-faire dans le gaz naturel et le gaz naturel liquéfié a encore été renforcé cette année, notamment sur le continent américain. Aux États-Unis, les autorités américaines ont donné toutes les autorisations nécessaires au projet Neptune de terminal méthanier offshore au large de Boston. Au Chili, nos équipes ont lancé les travaux de construction de l'un des premiers terminaux de GNL d'Amérique Latine. En Europe, le Groupe compte également saisir les opportunités sur un marché espagnol en pleine évolution et a porté à 11% sa participation dans Gas Natural.

“ Le plus grand défi de notre siècle sera de créer une économie avec une faible teneur en carbone sans étouffer la croissance ”

Notre savoir-faire répond aux exigences d'efficacité énergétique et de réduction des émissions.

SUEZ a connu en 2007 une forte activité commerciale dans les services à l'énergie, secteur dans lequel il reste le premier acteur au niveau européen. L'efficacité énergétique est en effet au cœur des trois objectifs ambitieux que l'Union Européenne a fixés pour l'année 2020 autour des «3 x 20» : 20% de diminution de la consommation d'énergie primaire, 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale et 20% de réduction des gaz à effet de serre.

Le plus grand défi de notre siècle sera de créer une croissance véritablement écologique. Le changement passera par une approche plus globale des besoins intégrant aussi bien les aspects de mobilité et de transport que l'architecture, la gestion et le recyclage des déchets, la production d'énergie ou encore l'éclairage ou le chauffage.

Toutes ces mutations sont des facteurs de croissance pour le Groupe.

Lutte contre les changements climatiques, protection des ressources, accès à l'énergie ou à l'eau, sont au cœur de nos métiers. C'est ce qui permet aux filiales du Groupe de répondre de façon pragmatique et innovante aux attentes des collectivités et des entreprises face à des réglementations de plus en plus sévères. Pour répondre à ces exigences liées au développement durable, SUEZ a su intégrer dans son offre les nouveaux besoins dus à l'évolution de nos sociétés. Le Groupe répond aux impératifs d'une croissance écologique

en devenant un acteur de référence de «l'économie circulaire» ou rien ne se perd et tout se recycle, en particulier les produits en fin de vie – des avions aux voitures en passant par les produits électroménagers et électroniques.

Nos équipes mettent ainsi en place de grands projets de réindustrialisation et de revitalisation autour de ces nouveaux métiers qui sont en pleine croissance. C'est le sens des partenariats signés en 2007 avec Renault pour la déconstruction de véhicules et avec Michelin pour la création à Toul d'un centre industriel européen dédié à la revalorisation de produits en fin de vie.

Dans le nord de la France, 2007 aura vu l'aboutissement du chantier SITA Agora qui a permis de dépolluer et de réindustrialiser l'ancien site de Metaleurop autour des technologies de l'environnement, donnant lieu à l'implantation de 14 entreprises et la création de 420 emplois à ce jour.

“ Nos équipes mettent en place de grands projets de réindustrialisation et de revitalisation autour des nouveaux métiers en pleine croissance ”

C'est aussi la marque de notre responsabilité sociale d'entreprise.

Depuis sa création, le Groupe privilégie un modèle de croissance solide, équilibré, créateur de valeur dans la durée et créateur d'emploi. Nos métiers de long terme nous permettent de mettre en œuvre une stratégie de développement ambitieuse qui repose sur des fondations solides.

Cette stratégie comprend une forte dynamique de création d'emplois. Le Groupe a ainsi recruté 26 000 nouveaux collaborateurs dans le monde en 2007, dont 10 000 en France et 3 800 en Belgique.

Le Groupe compte embaucher 130 000 personnes dans l'ensemble des métiers à l'horizon 2013, ce qui représente la création nette de 15 000 emplois.

La dynamique industrielle de SUEZ va de pair avec une dynamique sociale, son modèle associant tous les salariés aux performances de l'ensemble du Groupe. Nous avons ainsi distribué en 2007 14 actions gratuites à chacun des 149 000 collaborateurs à travers le monde, toutes nationalités et catégories confondues. De 2004 à 2007, le Groupe aura distribué 31,5 milliards d'euros à ses salariés sous forme de rémunération, consacrant dans le même temps 27,5 milliards d'euros aux investissements de développement.

Sur la même période, SUEZ aura versé 5,3 milliards d'euros à ses actionnaires sous forme de dividendes, sa stratégie de développement reposant sur l'équilibre entre la croissance financière et la capacité à créer de la valeur pour les actionnaires.

A ce titre, le Conseil d'Administration a décidé

de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2008 un dividende ordinaire de 1,36 euro par action pour l'année 2007, en progression de 13,3% par rapport à 2006 et de 70% comparé à 2003.

Nos objectifs continueront d'être ambitieux pour 2008.

Nous continuerons à accroître nos investissements en 2008 à un niveau supérieur à ceux de 2007 tout en maintenant la discipline financière du Groupe, aussi bien pour nos critères d'investissement que sur le maintien à moyen terme de notre rating de catégorie A.

Les capacités de SUEZ à conjuguer à la fois croissance soutenue, discipline financière, positionnement stratégique équilibré et rentabilité récurrente seront renforcés par le projet de fusion avec Gaz de France, projet qui doit être mené à son terme en 2008. Les évolutions récentes du secteur de l'énergie en Europe et dans le monde ont encore démontré la logique de ce très beau projet industriel au service de nos clients, de nos équipes et de nos actionnaires.



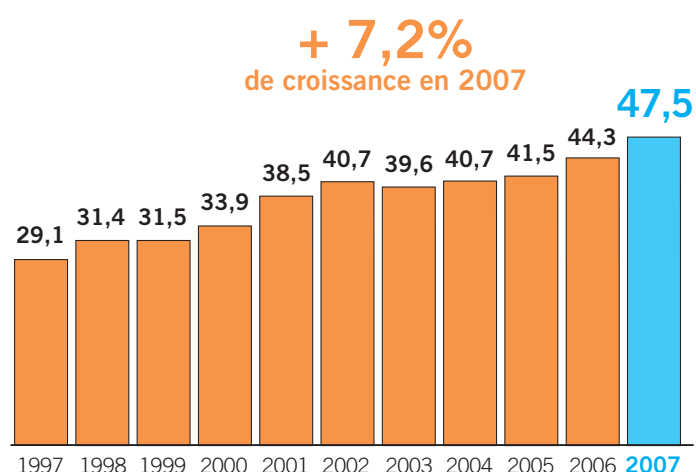
Gérard Mestrallet
Président-Directeur Général

CHIFFRES CLÉS FINANCIERS

Les résultats de SUEZ enregistrent une forte croissance pour l'année 2007 et dépassent les objectifs annoncés. Le Groupe démontre à nouveau l'efficacité de son modèle industriel et sa capacité à créer de la valeur pour ses actionnaires. Dans un environnement économique et financier incertain, les métiers de long terme du Groupe permettent de mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de développement conjuguant croissance soutenue, discipline financière et rentabilité récurrente.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DU GROUPE

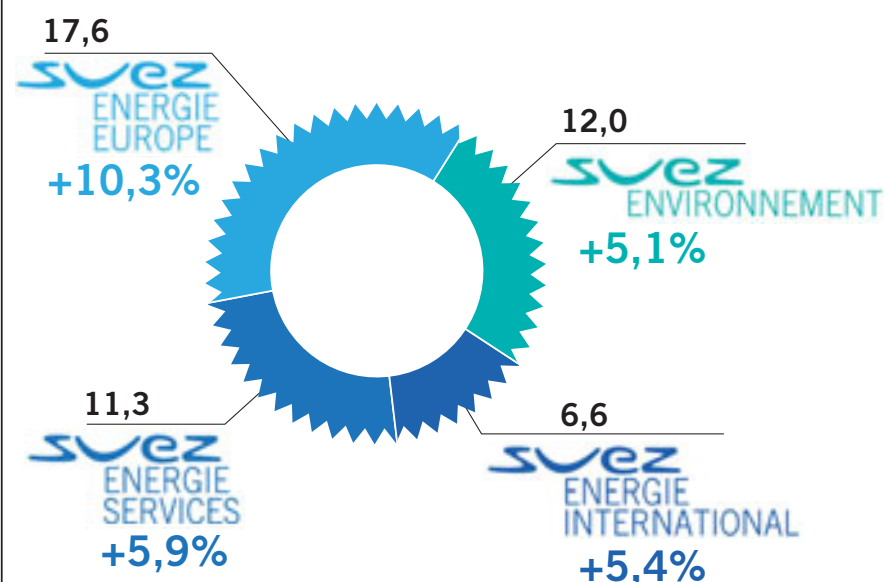
en milliards d'euros



SUEZ enregistre un chiffre d'affaires de 47,5 milliards d'euros pour 2007, en progression de +7,2% par rapport à l'exercice 2006, avec une accélération de la croissance sur le second semestre.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR BRANCHE

en milliards d'euros

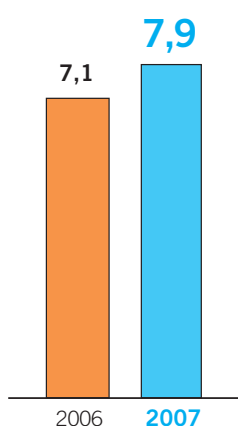


Le dynamisme commercial du Groupe se traduit par une contribution significative de chacune des branches à la croissance.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

en milliards d'euros

+ 12,4%
de croissance en 2007

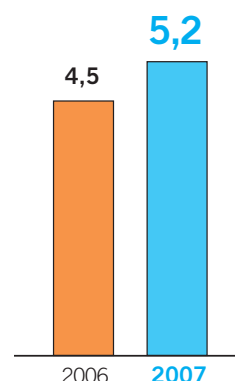


Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 7 965 millions d'euros, soit une croissance de +12,4% supérieure à l'objectif annoncé de +10%.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

en milliards d'euros

+ 15,1%
de croissance en 2007

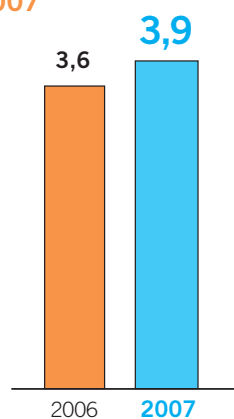


Le Résultat Opérationnel Courant atteint son plus haut niveau historique, à 5 175 millions d'euros. Il est en forte progression : + 15,1% en brut et +10,5% en organique.

RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE

en milliards d'euros

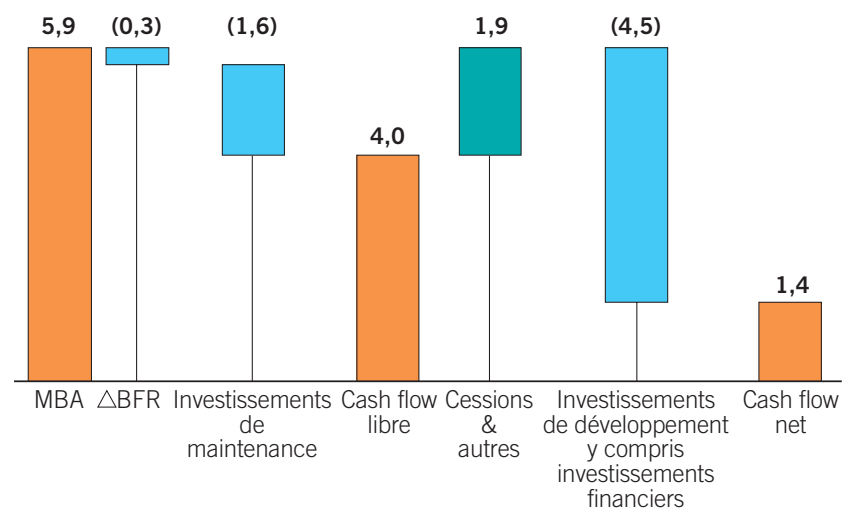
+ 8,8%
de croissance en 2007



Le Résultat Net part du Groupe s'établit à 3,9 milliards d'euros, en progression de +8,8%.

GÉNÉRATION DE LIQUIDITÉ

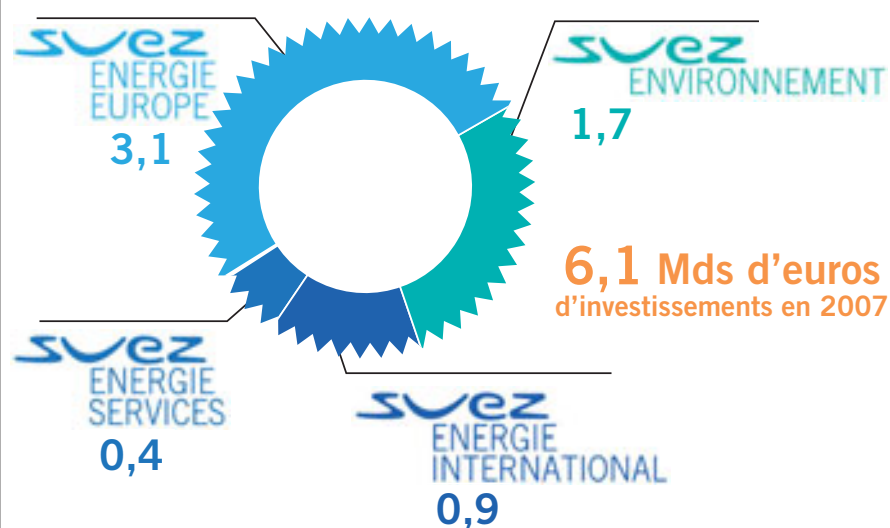
en milliards d'euros



Le cash flow libre progresse de +16,5%, à 4 milliards d'euros.

ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

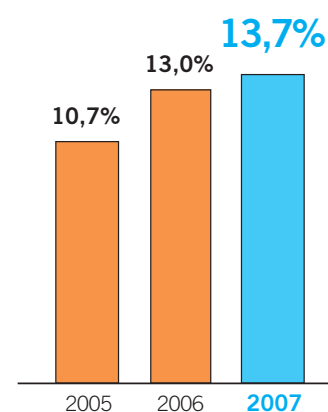
en milliards d'euros



Le Groupe a réalisé 6,1 milliards d'euros d'investissements industriels et financiers en 2007 (+ 60%) développant notamment ses activités dans la génération électrique, les énergies renouvelables, le gaz et le Gaz Naturel Liquéfié.

RENTABILITÉ DES CAPITAUX EMPLOYÉS

en pourcentages



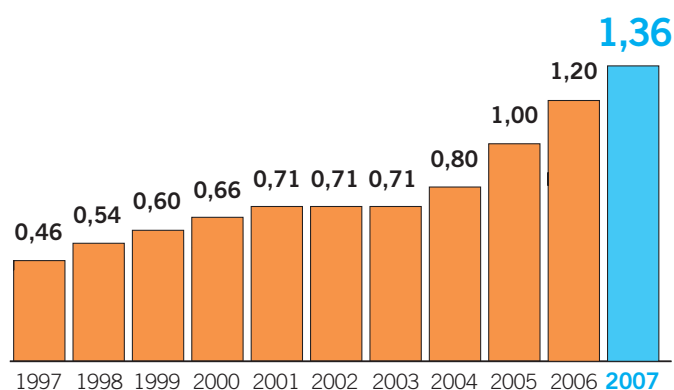
37,1 Mds d'euros de capitaux employés à fin 2007

La rentabilité des capitaux employés (ROCE) augmente à 13,7%, traduisant une nouvelle amélioration des marges et la baisse de l'intensité capitalistique.

ÉVOLUTION DU DIVIDENDE

en euros par action

+ 13,3%
de croissance en 2007

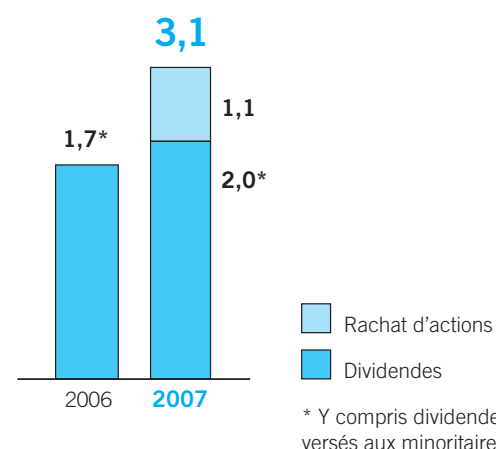


La très forte progression du dividende depuis 2004 (+70%) reflète la politique dynamique de rémunération des actionnaires du Groupe, cohérente avec l'évolution des résultats et offrant un rendement compétitif par rapport à l'ensemble du secteur.

RÉMUNÉRATION DYNAMIQUE DES ACTIONNAIRES

en milliards d'euros

+ 81%

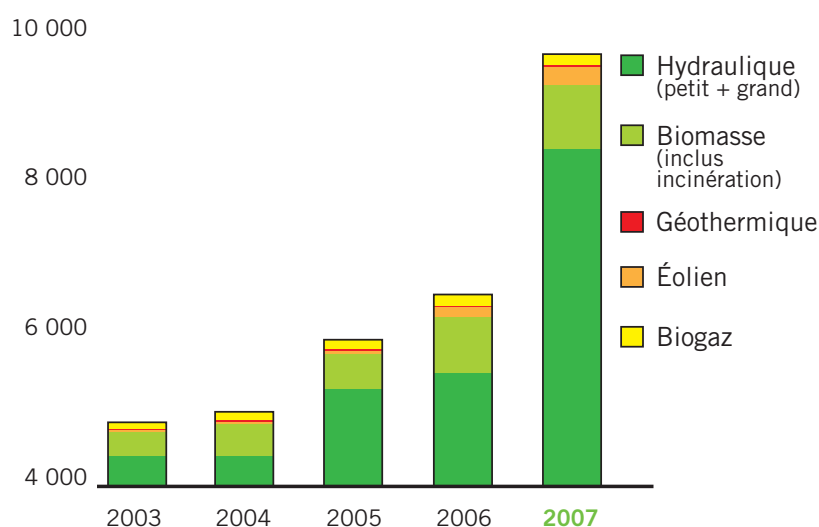


La politique dynamique de dividende est complétée depuis 2007 par un programme de rachat d'actions qui sera poursuivi en 2008.

CHIFFRES CLÉS ENVIRONNEMENTAUX

CAPACITÉS INSTALLÉES RENOUVELABLES

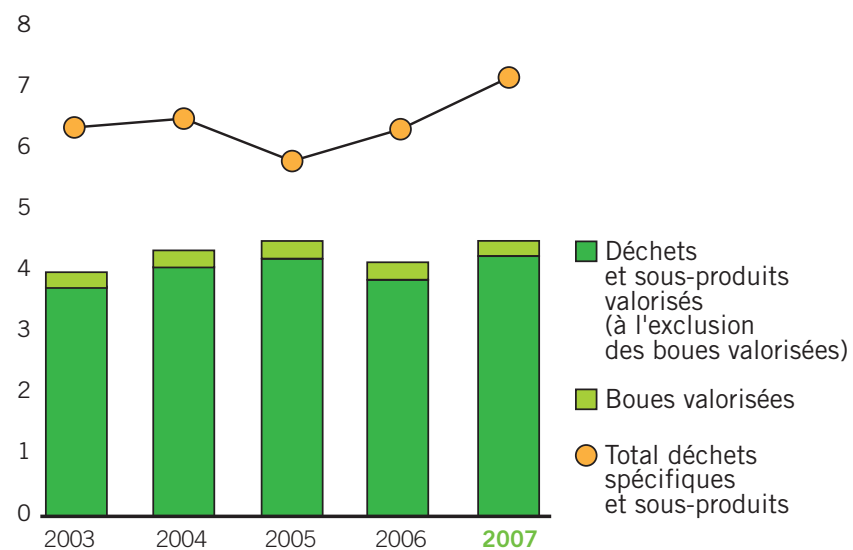
en MWeq



Les capacités installées en production d'énergie et de chaleur à partir de ressources renouvelables ont fortement augmenté, en grande partie du fait de l'intégration complète de la Compagnie Nationale du Rhône. Le développement de l'énergie éolienne et de la biomasse est également important.

DÉCHETS ET SOUS-PRODUITS VALORISÉS

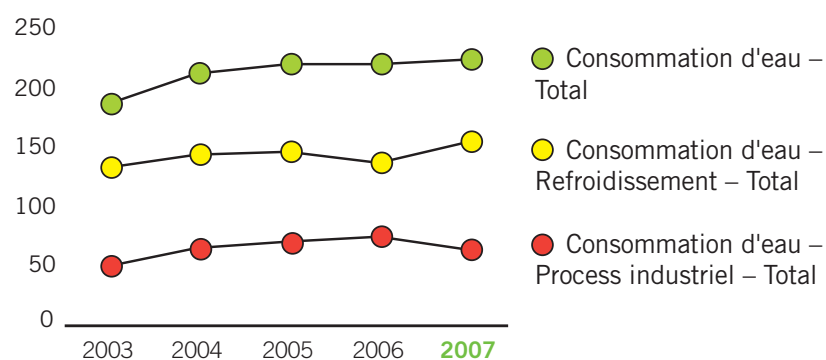
en millions de tonnes



Si l'on exclut les refus de tri et de compostage de l'activité propreté de SUEZ Environnement (impropres à une valorisation), le taux de valorisation des déchets a fortement augmenté en 2007 alors que la production totale de déchets diminuait de 6%. Les déchets spécifiques comprennent les cendres volantes, les mâchefers, les sous-produits de désulfuration et les refiorms.

CONSUMMATION D'EAU

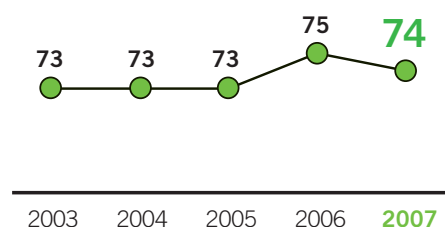
en millions de m³



Les efforts du Groupe pour gérer les consommations d'eau de manière efficace se sont traduits cette année par une diminution importante des eaux liées au process industriel.

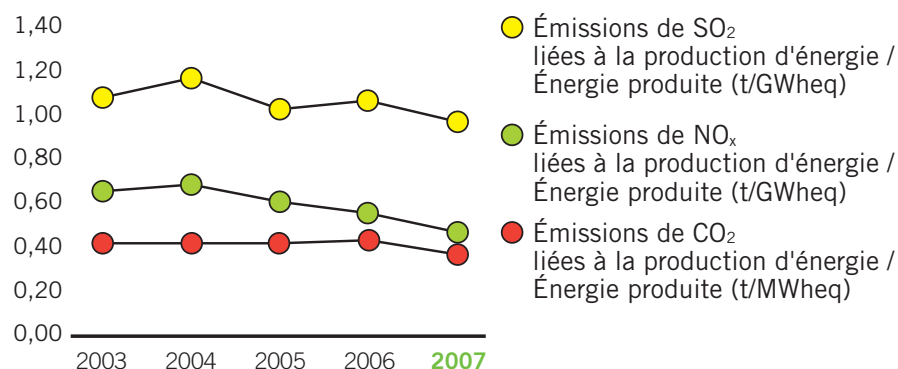
RENDEMENT TECHNIQUE DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

en pourcentage



Le rendement des réseaux est un point sur lequel SUEZ Environnement fait de nombreux efforts. La diminution observée ne traduit pas les efforts sur les contrats en cours mais correspond à une variation de périmètre, à savoir l'intégration du nouveau contrat de prestation de service de la ville d'Alger.

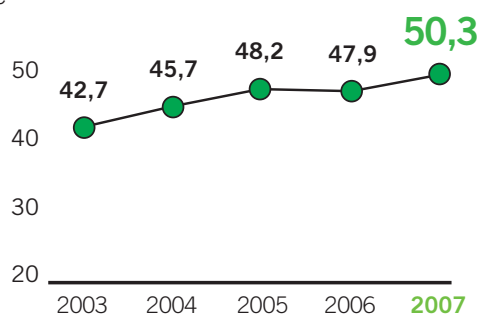
PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE



Les émissions de polluants atmosphériques sont en très nette diminution pour les gaz tels que le CO₂, SO₂ et NO_x alors que la production d'énergie a notablement augmenté.

PART DU CHIFFRE D'AFFAIRES COUVERTE PAR UN SME CERTIFIÉ

en pourcentage

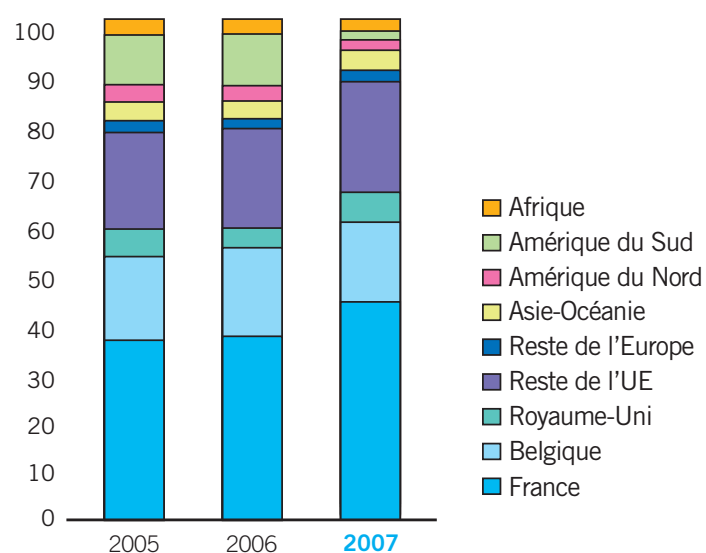


SUEZ encourage le développement des systèmes de management certifiés. Cela s'est à nouveau traduit par une hausse de la part du CA couverte par un Système de Management Environnemental (SME) certifié. Celle-ci représente plus de 50% du CA total en 2007. Plus de 92% du CA est couvert par une politique ou déclaration d'engagement environnemental à la fin 2007, malgré l'intégration de nouveaux contrats non certifiés.

CHIFFRES CLÉS SOCIAUX

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EFFECTIFS

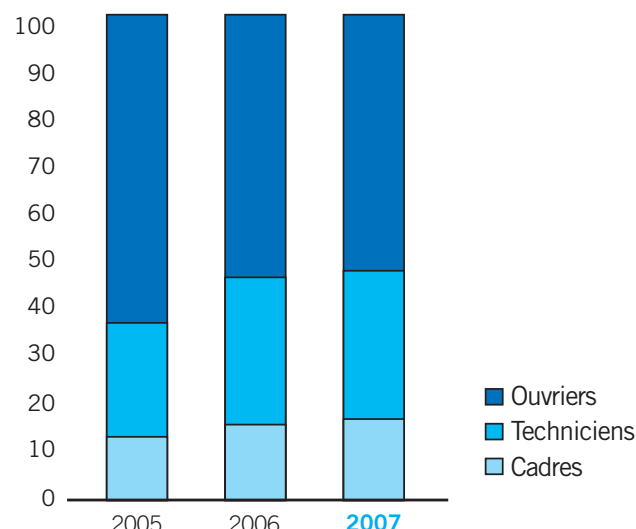
en pourcentage



La répartition géographique des effectifs est restée stable en 2007. Cela traduit la pérennité des concessions (eau et propreté), mais aussi le développement équilibré des activités liées à l'énergie (Europe au sens large, Moyen-Orient, Amériques). L'Europe représente 90% des salariés, la France et la Belgique 60%.

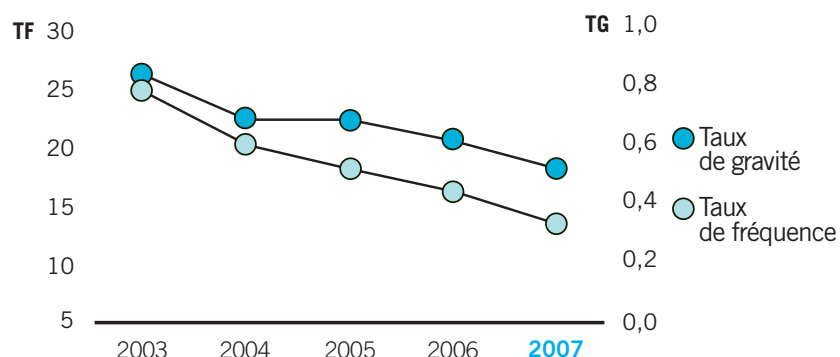
RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE

en pourcentage



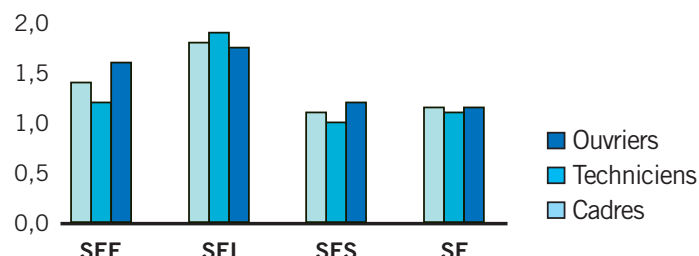
Les ouvriers représentent plus de 50% des salariés, la part des cadres est en très légère hausse. La part des femmes dans les effectifs est elle aussi en augmentation par rapport à 2006.

ÉVOLUTION DES TAUX DE FRÉQUENCE ET DE GRAVITÉ DES ACCIDENTS DU TRAVAIL



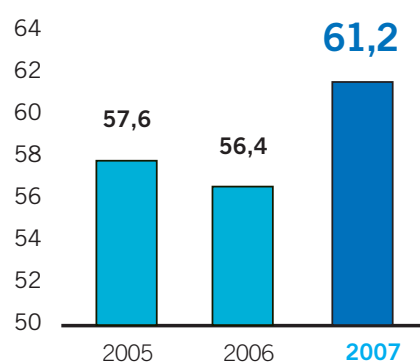
Le taux de fréquence (TF) du Groupe s'est à nouveau amélioré de manière significative en 2007, enregistrant une baisse de 17% par rapport à 2006 et de 45% par rapport à 2003. Les quatre branches ont contribué à ces progrès remarquables, avec une mention spéciale pour SES (-19%). Le taux de gravité (TG) a lui aussi poursuivi sa baisse (-14% sur un an, -37% sur 5 ans), dépassant l'objectif du Groupe. Les progrès sont marqués pour SES (-17%) et SE (-10%).

RÉMUNÉRATIONS SUEZ COMPARÉES AUX MOYENNES SECTORIELLES PAR CSP



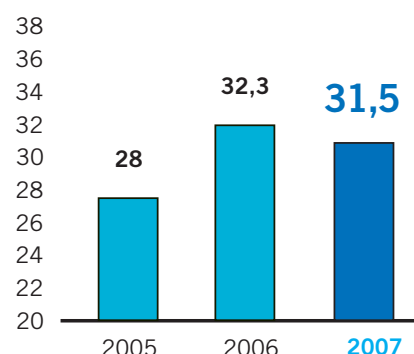
Les salaires moyens pratiqués par les quatre branches sont conformes ou dépassent les moyennes de leur secteur de référence, pour l'ensemble des catégories socio-professionnelles (CSP). Les ratios «salaire SUEZ sur salaire du secteur» les plus élevés sont obtenus chez SEI dans des pays en croissance soutenue et aux amplitudes salariales fortes.

PROPORTION DES COLLABORATEURS FORMÉS



Fidèle à sa politique en faveur de l'employabilité de ses salariés, SUEZ a porté la part des personnes formées en 2007 au-delà des 60% - en hausse significative par rapport aux années précédentes. Il s'agit d'une proportion remarquable pour le secteur des «utilities».

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'HEURES DE FORMATION PAR PERSONNE FORMÉE



La moyenne du nombre d'heures de formation reste supérieure à 30 heures par personne formée par an. Combiné avec la large diffusion des formations, ce chiffre illustre la permanence de l'engagement du Groupe en faveur de l'acquisition de compétences par l'ensemble de ses salariés, cadres, techniciens ou ouvriers.



PERSPECTIVES

STRATÉGIE

INTERNATIONAL

DEFIS

ORGANISATION

DÉMARCHE

INTERNATIONAL

DEFIS

ORGANISATION

NOTRE VISION

SUEZ est un acteur international de premier plan sur deux marchés en pleine mutation et en forte croissance : l'énergie et l'environnement. Pour développer ses activités, au cœur des problématiques planétaires, le Groupe développe un modèle dynamique conciliant performance économique, protection de l'environnement et équité sociale. Au centre de sa stratégie, le développement durable est le moteur de sa croissance et le gage de sa pérennité.

12 • DES MÉTIERS ET DES ENJEUX DE LONG TERME

14 • PERSPECTIVES

16 • GOUVERNANCE

Une gouvernance d'entreprise sous le sceau de l'efficacité
Conseil d'Administration
Comités du Conseil d'Administration
Éthique et gestion des risques
Comité Exécutif

22 • RELATIONS ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS

DES MÉTIERS ET DES ENJEUX DE LONG TERME

L'énergie et l'environnement, les deux secteurs d'activité de SUEZ, sont au centre d'enjeux vitaux qui dépassent les seules considérations économiques et industrielles. Dans une économie en pleine mutation, cette responsabilité a conduit le Groupe à placer le développement durable au centre de ses préoccupations.

4 BRANCHES OPÉRATIONNELLES

SUEZ ÉNERGIE EUROPE

CA 07 : 17,6 milliards d'euros

- Électricité
- Gaz naturel
- GNL
- Services à l'énergie

SUEZ ÉNERGIE INTERNATIONAL

CA 07 : 6,6 milliards d'euros

- Électricité
- Gaz naturel
- GNL
- Services à l'énergie

SUEZ ÉNERGIE SERVICES

CA 07 : 11,3 milliards d'euros

- Services à l'énergie
- Ingénierie
- Installations et services associés

SUEZ ENVIRONNEMENT

CA 07 : 12,0 milliards d'euros

- Service d'eau et d'assainissement
- Ingénierie du traitement de l'eau
- Services de propreté

Depuis plus de 150 ans, les sociétés qui ont formé le Groupe SUEZ délivrent des services essentiels au développement économique et social des populations : électricité, gaz, services à l'énergie, eau et propreté. Ces métiers sont exercés localement et sur le long terme, en maîtrisant leurs impacts. Les défis qui se présentent au Groupe sont des enjeux planétaires qui dépassent largement le cadre de ses activités.

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La réduction des gaz à effet de serre (GES), l'une des causes des dysfonctionnements et du réchauffement climatique, est l'un des principaux défis des politiques de développement à l'échelon mondial. Elle touche directement les métiers de SUEZ : la production d'énergie et de chaleur, comme l'enfouissement des déchets, sont d'importantes sources d'émissions de GES. Pour le Groupe, il s'agit de maîtriser les rejets de GES dus à ses propres activités sans mettre en péril sa compétitivité mais

aussi de proposer à ses clients des solutions plus performantes leur permettant d'atteindre leurs propres objectifs de maîtrise de rejets.

Entre 1980 et 2007, SUEZ a réduit de 50% ses émissions de CO₂ par kilowattheure produit en Europe et poursuit ses efforts pour améliorer encore ses performances.

LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES

L'épuisement des ressources fossiles, la dégradation de la biodiversité, les tensions pour l'accès à l'eau rappellent le besoin impératif de mettre en place une gestion rigoureuse et raisonnable des ressources naturelles utiles au développement des sociétés humaines. Producteur d'énergie, gestionnaire d'eau, SUEZ est directement concerné par ces problématiques. Le Groupe doit réduire ses propres utilisations d'énergies fossiles et celles de ses clients, préserver les ressources en eau et développer ses sites industriels dans la préservation des écosystèmes.

Les énergies renouvelables représentent plus d'un quart

du parc de production de SUEZ. Le Groupe favorise les technologies qui augmentent les rendements des installations et permettent de diminuer le recours aux ressources. Il développe le recyclage des eaux ou les installations de dessalement et les filières de retraitement des déchets permettant de les utiliser comme «matière première secondaire».

LA QUALITÉ DE VIE

L'une des finalités du développement durable est de préserver et renforcer la qualité de vie des populations actuelles et futures. L'enjeu dépasse largement le strict respect des réglementations sociales et environnementales. En veillant à la sûreté de ses installations, en diminuant leurs rejets et les niveaux sonores, en les intégrant dans le paysage, en protégeant les écosystèmes... SUEZ tente de minimiser l'impact de ses activités sur ses salariés, ses clients, les riverains de ses usines, les populations desservies. Acteur important des économies locales, le Groupe veille à prendre une part active au développement social et au bien-être des communautés pour qui il travaille.

LA MUTATION DES MARCHÉS

La mondialisation, les évolutions techniques, le dynamisme des pays émergents, la prise de conscience des enjeux environnementaux transforment radicalement les règles économiques. De puissants nouveaux acteurs (Brésil, Chine, Inde...) jouent un rôle déterminant dans les échanges mondiaux. La libéralisation de pans entiers de l'économie (comme l'ouverture du marché européen de l'énergie), le renforcement des réglementations environnementales modifient

considérablement les règles du jeu. Anticipant sur ces évolutions, SUEZ se positionne comme un acteur d'avenir, actif sur des marchés à forte croissance et capable de saisir ces opportunités pour se développer durablement.

L'ANCRAGE TERRITORIAL

D'envergure mondiale, les problématiques du développement durable se déclinent toujours localement, en fonction de situations géographiques,

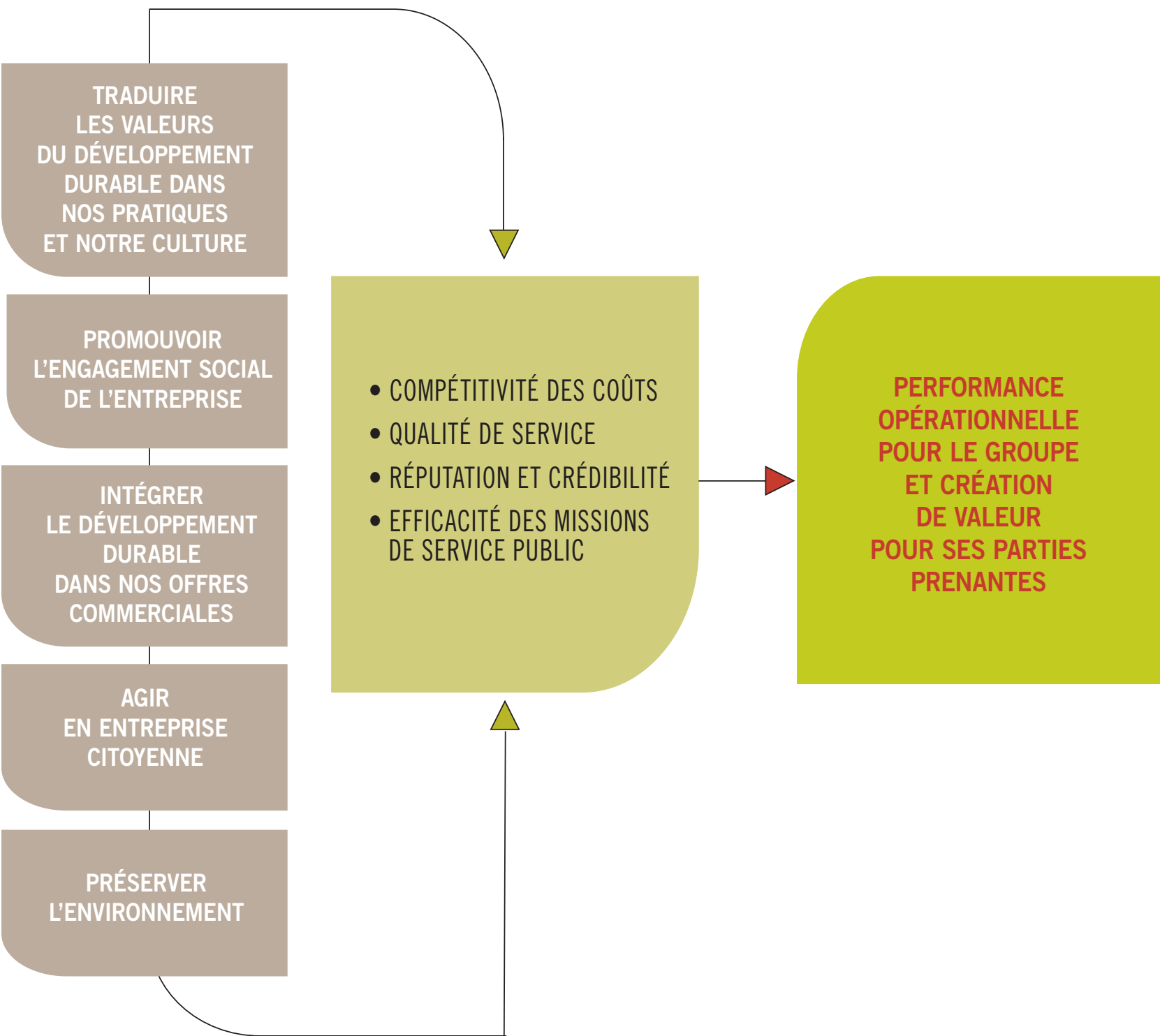
sociales, économiques différentes. La préservation des ressources en eau appelle des solutions différentes en pays tempéré et en zone aride, en Europe ou au Moyen-Orient. SUEZ intervient mondialement dans des activités à forte implication locale : la fourniture d'énergie ou d'eau, les services de proximité. Un réseau d'eau, une centrale électrique, un centre de gestion de déchets ne peuvent se délocaliser : ce sont des

infrastructures locales implantées pour apporter un service sur la longue durée. Leur impact sur l'emploi, le développement économique, la santé, l'environnement local est important. Pour SUEZ, il est donc impératif de s'implanter durablement dans les territoires où le Groupe intervient et de développer des liens de confiance et de respect dans la longue durée avec les populations locales.

UNE DÉMARCHE VOLONTAIRE

En plaçant le développement au cœur de sa stratégie, SUEZ s'est fixé des priorités d'ordre économique, environnemental et social. Contribuant à sa compétitivité et à sa qualité de service, elles assurent sa performance opérationnelle et créent de la valeur pour ses parties prenantes (collaborateurs, clients, actionnaires, utilisateurs, riverains...).

NOTRE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SERVICE DE LA PERFORMANCE



PERSPECTIVES

SUEZ a enregistré des performances historiques en 2007.
Le Groupe poursuit un important programme de développement pour accompagner la mutation de ses marchés. Il prévoit d'embaucher 132 000 personnes d'ici 2013.

6
MILLIARDS D'EUROS
D'INVESTISSEMENTS
EN 2007

47,5
MILLIARDS D'EUROS
DE CHIFFRE D'AFFAIRES
EN 2007

Dans un contexte international marqué par des incertitudes, une forte augmentation du coût des matières premières, des tensions sur le marché de l'énergie, une prise de conscience accrue des enjeux environnementaux... SUEZ a confirmé en 2007 la pertinence de sa stratégie de long terme sur les marchés cruciaux et durablement en croissance de l'énergie et de l'environnement.

PERFORMANCES HISTORIQUES SUR DES MARCHÉS PORTEURS

Le Groupe a enregistré des performances historiques et supérieures aux objectifs annoncés, avec un chiffre d'affaires en hausse de 7,2% (47,5 milliards d'euros) et un résultat opérationnel courant en progression de 15,1% (5,175 milliards d'euros). Toutes

les activités participent à la croissance. Les ventes d'électricité ont progressé en Europe, marquées par l'ouverture des marchés et des tarifs soutenus en 2007 (+17,6% des prix de référence en Europe du Nord-Ouest), et en Amérique Latine où la demande est restée très forte. Les activités GNL ont progressé en Amérique du Sud. Partout, les activités de service (énergie, eau, propreté) poursuivent leur progression sur des marchés dynamiques.

15 MILLIARDS D'INVESTISSEMENTS

Sur des marchés en pleine mutation, marqués par un accroissement mondial de la demande en énergie et une forte dynamique des prix en Europe, le Groupe a réalisé 6 milliards d'euros d'investissements

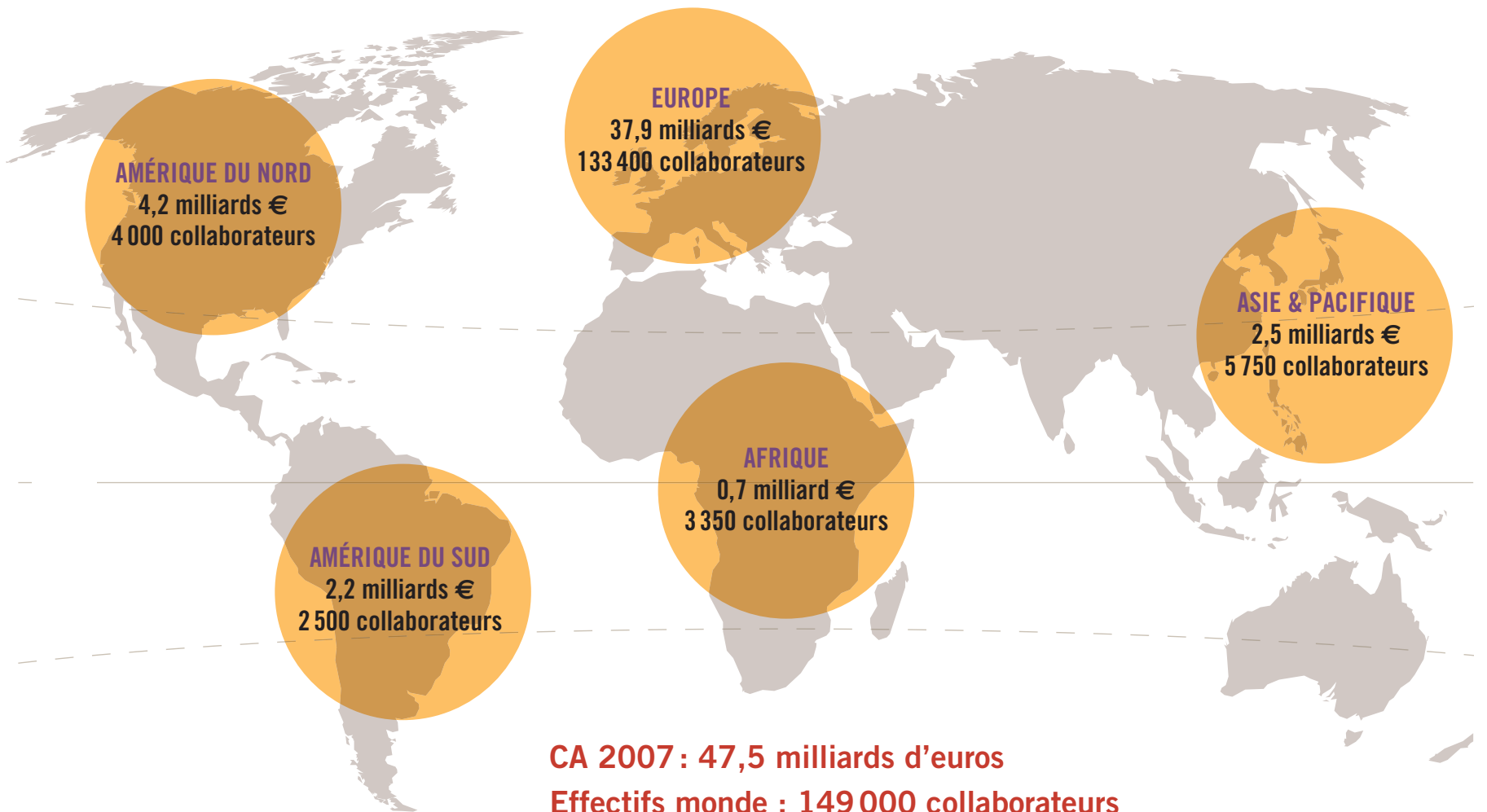
industriels en 2007, soit une progression de 60%, et devrait encore les augmenter en 2008. 80 projets ont été approuvés par le comité d'investissement du Groupe en 2007. SUEZ prévoit d'investir 15 milliards d'euros sur la période 2007-2012, principalement pour renforcer ses capacités de production électriques dans les énergies renouvelables et le thermique en Europe, en Amérique Latine et en Asie (8 à 9,5 milliards). Le Groupe investira également 4 à 4,5 milliards dans l'environnement (traitement d'eau, projets de dessalement au Moyen-Orient, en Asie, en Europe...), 1 à 1,5 milliard dans les services à l'énergie et 1 à 2 milliards dans les infrastructures GNL (nouveaux terminaux aux États-Unis et en Amérique Latine, développement des capacités européennes...).

132 000 RECRUTEMENTS

Anticipant sur les évolutions de ses métiers, SUEZ prévoit de recruter 132 000 personnes d'ici 2013 pour accompagner sa croissance et le renouvellement de ses équipes. 56 000 personnes devraient être embauchées en France et 10 000 en Belgique, ce qui devrait placer le Groupe parmi les premiers recruteurs en Europe.



CHIFFRE D'AFFAIRES ET EFFECTIF PAR RÉGION



EAU ET ÉNERGIE AU MOYEN-ORIENT

En jouant des synergies de ses deux principaux métiers, l'eau et l'énergie, SUEZ s'impose comme le principal investisseur de projets au Moyen-Orient.

Dans l'ouest de l'Arabie Saoudite, le Groupe construit une unité combinée qui, dès 2009, devrait fournir 2 750 MW d'électricité (10% des capacités électriques du pays) et 800 000 m³ d'eau douce par jour (deux fois la consommation de Paris). Un projet colossal, représentant un investissement de 3,4 milliards de dollars couvert par SUEZ et des partenaires régionaux.

À Barka, dans le Sultanat d'Oman, un autre projet est en chantier : 678 MW électriques couplés à une unité de production d'eau douce de 120 000 m³ par

jour qui utilisera le procédé de l'osmose inverse, une technique de dessalement innovante et moins coûteuse en énergie dont Degrémont, filiale de SUEZ, est le leader mondial.

À Abou Dhabi, le Groupe est l'un des principaux actionnaires de l'une des plus grandes usines eau et énergie au monde : Taweelah. À Dubai, dans les Émirats, il a remporté fin 2007 un projet de 800 millions de dollars pour la construction et l'exploitation pendant dix ans d'une centrale de réutilisation des eaux usées d'une vaste ville nouvelle en construction. Fin mars 2008, il remporte encore un projet géant de dessalement et d'électricité au Qatar.

À Oman, au Bahrein, au Qatar, en Jordanie... SUEZ exploite des centrales électriques, retraite

et distribue de l'eau. En une vingtaine d'années, le Groupe s'est imposé comme le premier investisseur de projets du Moyen-Orient.

Et le potentiel de la région est immense : pour couvrir les besoins de son expansion démographique et de son développement industriel, le Moyen-Orient devrait investir en dix ans 14 milliards de dollars dans le dessalement, 7 milliards dans la réutilisation de l'eau et devrait doubler ses capacités électriques.

Soit trois à quatre projets par an. À des horizons plus lointains, Areva, Total et SUEZ ont annoncé début 2008 leur intention de développer des projets nucléaires communs dans la région.

UNE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE SOUS LE SCEAU DE L'EFFICACITÉ

La culture de transparence et d'efficacité du Groupe trouve naturellement sa traduction au plus haut niveau de la gouvernance d'entreprise. Le bon fonctionnement des instances dirigeantes est en effet essentiel pour garantir la performance aux actionnaires.

Réaffirmant son attachement aux règles du gouvernement d'entreprise, le Conseil d'Administration a adopté, dès janvier 2002, une «Charte de l'Administrateur», de façon à fixer en toute transparence les droits et les devoirs de l'Administrateur (ce document est accessible sur le site Internet www.suez.com).



Présentation des Résultats 2007 de SUEZ

12
RÉUNIONS DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
EN 2007

Par ailleurs, comme tous les ans depuis 2004, une évaluation du fonctionnement du Conseil a été menée sous la responsabilité d'Étienne Davignon, président du Comité en charge des questions d'éthique, avec le concours d'un expert externe.

Cette analyse a conduit à relever les améliorations apportées à la suite des études précédentes, mais aussi à apprécier le fonctionnement de cette instance dans le processus préparatoire au projet de fusion avec Gaz de France. Pour 2007, le Comité a commenté les résultats de l'étude menée lors d'une séance du Conseil en février 2008.

En 2007, le Conseil d'Administration de SUEZ comportait 13 Administrateurs, dont six Français, cinq de nationalité étrangère et deux de double nationalité (française et autre).

Sur ces 13 Administrateurs, cinq ont pu être considérés par le Conseil d'Administration en séance du 7 mars 2007 comme «indépendants de l'entreprise» au

sens des critères énoncés par le Rapport Bouton.

(«*Un Administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement*»).

Il appartiendra à l'Assemblée Générale du 6 mai 2008 de reconduire les mandats de Edmond Alphandéry, René Carron, Etienne Davignon, Albert Frère, Jean Peyrelevade et Thierry de Rudder.

UNE FORTE IMPLICATION DES ADMINISTRATEURS DANS LE CAPITAL

Les statuts du Groupe imposent aux Administrateurs une possession minimale de 2 000 titres pendant la durée de leur mandat. Les Administrateurs possèdent un nombre significatif d'actions (voir p.17). Ce niveau de détention, très supérieur aux pratiques couramment observées, témoigne de

l'implication des Administrateurs et de la confiance qu'ils portent à l'avenir de l'entreprise.

UNE INTENSE ACTIVITÉ DES ADMINISTRATEURS

Le Conseil d'Administration s'est réuni à huit reprises pour examiner les évolutions stratégiques du Groupe.

Le taux d'assiduité aux séances s'est élevé à 90% (12 réunions en 2006, avec 82% de présence).

Entre le 1^{er} janvier et la fin février 2008, le Conseil d'Administration s'est réuni déjà deux fois.

En 2007, le montant total des jetons de présence distribués s'est élevé à 658 500 euros contre 793 500 euros en 2006 (en baisse de 17%). Gérard Mestrallet, en tant que Président, et Jean-Jacques Salane, en tant que collaborateur du Groupe, ne perçoivent pas de jetons de présence.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À l'issue de l'Assemblée Générale du 6 mai 2008, et sous réserve de l'approbation des résolutions par celle-ci, le Conseil d'Administration de SUEZ sera composé de 13 Administrateurs, dont six membres français, cinq membres non français et deux membres ayant une double nationalité. Le Conseil d'Administration de SUEZ, dans sa séance du 7 mars 2007, a considéré que cinq Administrateurs étaient indépendants et que huit autres ne l'étaient pas au regard des critères définis par le Rapport Bouton.

■ GÉRARD MESTRALLET

- 59 ans.
- Nationalité française.
- Président-Directeur Général.
- 54 652 actions SUEZ.

■ ALBERT FRÈRE*

- 82 ans.
- Nationalité belge.
- Vice-Président du Conseil.
- Président et Administrateur Délégué de Groupe Bruxelles Lambert.
- 2 000 actions SUEZ.

■ EDMOND ALPHANDÉRY^{(1)*}

- 64 ans.
- Nationalité française.
- Président du Conseil de Surveillance de CNP Assurances.
- 2 223 actions SUEZ.
- Membre du Comité d'Audit.

■ RENÉ CARRON*

- 65 ans.
- Nationalité française.
- Président du Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA.
- 3 500 actions SUEZ.
- Président du Comité des Nominations.

- Membre du Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable.

■ ÉTIENNE DAVIGNON*

- 75 ans.
- Nationalité belge.
- Président de Recticel.
- 11 111 actions SUEZ.
- Président du Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable.
- Membre du Comité des Rémunérations.

■ PAUL DESMARAIS JR.

- 53 ans.
- Nationalité canadienne.
- Président du Conseil et Co-Chef de la Direction de Power Corporation du Canada.
- 2 222 actions SUEZ.
- Membre du Comité des Rémunérations.

■ RICHARD GOBLET D'ALVIELLA⁽¹⁾

- 59 ans.
- Nationalité belge.
- Administrateur Délégué de Sofina.
- 2 000 actions SUEZ.
- Membre du Comité d'Audit.

■ JACQUES LAGARDE⁽¹⁾

- 70 ans.
- Double nationalité française et américaine.
- Ancien Vice-Président de The Gillette Company.
- 7 000 actions SUEZ.
- Président du Comité d'Audit.

■ ANNE LAUVERGEON⁽¹⁾

- 48 ans.
- Nationalité française.
- Présidente du Directoire de Areva.
- 3 390 actions SUEZ.
- Membre du Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable.
- Membre du Comité des Nominations.

■ JEAN PEYRELEVADE*

- 68 ans.
- Nationalité française.
- Vice-Président de Leonardo France.
- 3 694 actions SUEZ.

■ THIERRY DE RUDDER*

- 58 ans.
- Double nationalité belge et française.
- Administrateur Délégué de Groupe Bruxelles Lambert.
- 2 222 actions SUEZ.

■ JEAN-JACQUES SALANE

- 56 ans.
- Nationalité française.
- Président des Conseils de Surveillance Français des fonds Spring.
- 2 000 actions SUEZ.
- Membre du Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable.

■ LORD SIMON OF HIGHBURY⁽¹⁾

- 68 ans.
- Nationalité britannique.
- Ancien ministre d'État.
- 2 000 actions SUEZ.
- Président du Comité des Rémunérations.

Secrétaire du Conseil d'Administration :

PATRICK VAN DER BEKEN

(1) Administrateur indépendant.
*Administrateur dont le mandat est soumis à renouvellement par l'Assemblée Générale du 6 mai 2008.

LES COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pour l'aider dans ses réflexions, le Conseil d'Administration s'est doté de quatre Comités qui ont pour mission d'étudier des sujets spécifiques afin de préparer certaines délibérations du Conseil, lui transmettre des avis éclairés et des recommandations sur les décisions à prendre.

■ Le Comité d'Audit



Jacques Lagarde

Trois Administrateurs, tous considérés comme «indépendants» et comme «experts financiers», siègent à cette instance en charge de superviser les comptes : Jacques Lagarde, Président ; Edmond Alphandéry ; Richard Goblet d'Alviella. Ceux-ci ont suivi de près le processus d'évaluation retenu pour la valorisation des actifs du Groupe à fin 2007. Ils se sont également fait régulièrement présenter la situation financière et plus particulièrement la génération de liquidités, l'état de la dette, l'évolution des investissements, la flexibilité financière, l'évolution des principaux contentieux en cours ainsi que les indices clés de performance de gestion financière. À la suite de l'analyse qu'il avait faite en 2006 du projet de fusion SUEZ - Gaz de France, le Comité d'Audit a souhaité – après l'approbation par les Conseils d'Administration des deux groupes, des nouvelles orientations du projet – réexaminer une série de sujets avant leur présentation au Conseil.

L'analyse a porté tout spécialement sur :

- les termes de la fusion et leur acceptation par le marché à la lumière des réactions recueillies lors des *road-shows* de l'automne 2007 et de l'évolution des cours respectifs des deux Groupes ;
 - les principes de gouvernance, très proches de ceux adoptés l'an dernier sur la base d'un protocole d'accord ;
 - le calendrier de fusion ;
 - l'analyse du modèle économique commun, des perspectives et du nouveau profil de risque du Groupe.
- Au sujet de la cotation de SUEZ Environnement, ont également été examinés : l'avancement du processus, le périmètre, la valorisation des actifs, la politique de financement, et les règles de gouvernance.

En 2007, le Comité d'Audit s'est réuni six fois, avec un taux moyen de participation de 78%.

Les Commissaires aux Comptes ont assisté à quatre séances. Six sont programmées pour 2008 et deux se sont déjà tenues à fin février 2008.

■ Le Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable

Quatre Administrateurs y participent : Étienne Davignon, Président ; René Carron ; Anne Lauvergeon ; Jean-Jacques Salane.

Cette instance examine les voies et moyens pour mener à bien les objectifs du Groupe en matière de Développement Durable.

Quatre réunions se sont tenues en 2007, avec un taux moyen de participation de 88%.

Le Comité a examiné le rapport annuel du Déontologue du Groupe, relatif au déploiement du nouveau dispositif éthique de SUEZ (programme de formations à l'éthique, mise en place des procédures de contrôle et de prévention, politique de gestion de risques). Il a aussi demandé des comptes à la Direction des Ressources Humaines sur la politique de Responsabilité Sociale d'Entreprise (Diversité, Sécurité au travail).

Concernant la conformité et le reporting environnemental, les Administrateurs se sont fait présenter les processus relatifs au traitement des informations environnementales, les méthodes de contrôle et les procédures de vérification externe.

Étienne Davignon



■ Le Comité des Nominations



René Carron

Deux Administrateurs, René Carron, Président et Anne Lauvergeon, présentent au Conseil leurs recommandations sur les évolutions au sein du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale du Groupe. Compte tenu du rapprochement avec Gaz de France, aucune réunion ne s'est tenue en 2007.

■ Le Comité des Rémunérations



Lord Simon of Highbury

Trois Administrateurs, Lord Simon of Highbury, Président (considéré comme «indépendant»), Étienne Davignon et Paul Desmarais Jr., proposent au Conseil des modalités de rétribution tant des Administrateurs que des dirigeants membres du Comité Exécutif. Le Comité a également proposé à la décision du Conseil le contenu et les paramètres du plan de stock-options de 2007, ainsi que la fixation des attributions à Gérard Mestrallet, Jean-Pierre Hansen et Gérard Lamarche. De même en ce qui concerne le programme d'attribution d'actions gratuites. Le Comité des Rémunérations s'est réuni trois fois au cours de l'année 2007, avec un taux moyen de participation de 89%.

ÉTHIQUE ET GESTION DES RISQUES

L'éthique est l'une des valeurs fondatrices du Groupe SUEZ. Une organisation spécifique permet de formaliser et de veiller au respect des principes élaborés par le Groupe. Gage de bonne gouvernance, la maîtrise des risques repose sur une organisation et des méthodes rigoureuses déployées dans tout le Groupe.

SUEZ a été l'un des premiers groupes d'origine française à se doter d'une démarche éthique formalisée. Cette politique vise à le prémunir contre des risques qui pourraient porter atteinte à son fonctionnement, à son intégrité et à son image, à se conformer aux évolutions continues de réglementations nationales et internationales de plus en plus exigeantes et à répondre aux demandes des investisseurs et des agences de notation.

CRÉATION D'UNE DIRECTION DE LA COMPLIANCE

L'organisation de l'éthique repose sur le Secrétaire Général et Déontologue du Groupe qui rapporte au Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable. Une direction de l'Éthique est chargée de l'élaboration et de la diffusion des règles et principes. Elle anime un réseau de déontologues, renforcé en 2007 (de 82 à 93 membres), présents sur le terrain dans toutes les unités opérationnelles importantes. En 2007, cette organisation a été complétée par la création d'une direction de la Compliance, chargée de la mise en œuvre et du contrôle effectif des règles et principes élaborés par le Groupe. Elle doit notamment détecter et prévenir tout

comportement qui pourrait nuire à l'intégrité de SUEZ. Un ensemble de documents permet de formaliser les valeurs et les standards fixant les règles de conduite du Groupe en toutes circonstances. La Charte d'Éthique du Groupe, révisée et complétée en 2006, a été traduite en 17 langues et diffusée à 75 000 collaborateurs. Elle complète d'autres documents essentiels, tels que les «Règles d'organisation et de conduite des sociétés» ou le «Guide de la relation commerciale» qui encadrent les principaux actes de gestion des sociétés du Groupe.

2400 E-FORMATIONS ÉTHIQUES

Un site extranet dédié à l'éthique a été mis en place pour mettre à disposition en plusieurs langues (anglais, français, néerlandais, arabe, chinois...) l'ensemble des documents et les outils d'aide à la décision éthique. Plus de 200 managers du Groupe ont bénéficié d'une formation spécifique à l'éthique en 2007 et plus de 2400 collaborateurs ont suivi un module de téléformation (e-learning) disponible en sept langues. En 2008, 7 000 personnes devraient à leur tour suivre ce module pour accélérer la diffusion d'une culture de l'éthique reposant sur des principes clairs dans tout le Groupe.

GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES

SUEZ a mis en place un système de gestion intégrée des risques (*Enterprise Risk Management, ERM*) fondée sur des outils et des méthodes communs à toutes les entités. Cette gestion est coordonnée par un *Chief Risk Officer*, dépendant de la Présidence du Groupe, qui pilote également l'Audit interne et les Assurances. Il s'appuie sur un *Group Risk Officer* animant un réseau de *Risk Officers* chargés de déployer les outils ERM. Un Comité Consultatif des Risques (*Risk Advisory Committee*), composé de ce réseau et de quatre directeurs fonctionnels (Audit, Assurance, Contrôle Interne, Contrôle de Gestion), organise le partage des bonnes pratiques et le développement d'outils communs. Les risques du Groupe sont cartographiés à l'échelle mondiale, classés par catégorie (stratégiques, financiers, opérationnels, aléatoires), évalués en importance et en fréquence, et, dans la mesure du possible, quantifiés pour mettre en place des plans de prévention adaptés. La gestion intégrée des risques est régulièrement évaluée par l'audit interne. Transversal, le contrôle interne vise à apporter des garanties sur la qualité de la prévention et de la maîtrise des risques dans le Groupe, mais aussi sur la fiabilité des informations comptables et financières de SUEZ, sur sa conformité aux lois et réglementations et sur son efficacité opérationnelle. Les procédures de contrôle interne du Groupe sont conformes à un modèle reconnu sur le plan international : COSO (*Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*). Baptisé CODIS («*Control and DISclosure*»), ce programme a permis de renforcer le contrôle interne dans tous les domaines et d'améliorer la qualité du reporting financier. Commun à toutes les entités, il participe à la diffusion d'une culture de bonne gouvernance.

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF*

GÉRARD MESTRALLET
PRESIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



JEAN-PIERRE HANSEN
DIRECTEUR GÉNÉRAL
EN CHARGE DES OPÉRATIONS,
VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ
EXÉCUTIF, RESPONSABLE
DE SUEZ ÉNERGIE EUROPE



GÉRARD LAMARCHE
DIRECTEUR GÉNÉRAL
EN CHARGE DES FINANCES



DIRK BEEUWSAERT
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
EN CHARGE DE SUEZ ÉNERGIE
INTERNATIONAL



JEAN-LOUIS CHAUSSADE
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
EN CHARGE DE SUEZ
ENVIRONNEMENT



JÉRÔME TOLOT
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
EN CHARGE DE SUEZ ÉNERGIE
SERVICES

COMPOSITION DU COMITÉ DES DIRECTIONS CENTRALES *

Le Comité des Directions Centrales comprend les membres du Comité Exécutif et les directeurs centraux :

HENRY MASSON : Directeur Central en charge des Risques, de l'Organisation et des Services Centraux (assiste au Comité Exécutif)

MARC PANNIER : Directeur Central en charge de la Direction Performance et Organisation



Le Comité Exécutif examine les questions de stratégie, de développement ou d'organisation du Groupe à la demande du Président-Directeur Général. Ses 10 membres comprennent les dirigeants fonctionnels du Siège et les dirigeants opérationnels des quatre branches. Les questions devant être soumises à la décision du Président-Directeur Général ou du Conseil d'Administration sont également soumises au Comité des Directions Centrales pour avis.



VALÉRIE BERNIS
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
EN CHARGE DES COMMUNICATIONS
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



EMMANUEL VAN INNIS
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
EN CHARGE DES RESSOURCES
HUMAINES DU GROUPE



YVES DE GAULLE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



ALAIN CHAIGNEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ADJOINT EN CHARGE
DE LA STRATÉGIE

ROBERT-OLIVIER LEYSSENS : Directeur Central en charge de la Direction Finances et Fiscalité

CHRISTELLE MARTIN : Directeur Central en charge du Plan, du Contrôle et des Comptabilités

PAUL RORIVE : Directeur Central en charge du Suivi et du Développement des Activités Nucléaires

XAVIER VOTRON : Directeur Central en charge de la Promotion de l'Innovation Technologique et des Énergies Renouvelables

RELATIONS ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS

Transparence et sens du dialogue : ce sont les maîtres mots de la culture actionnariale de SUEZ. Le département en charge des relations avec les actionnaires individuels et institutionnels a porté cette exigence au plus haut niveau des meilleures pratiques de la Place.



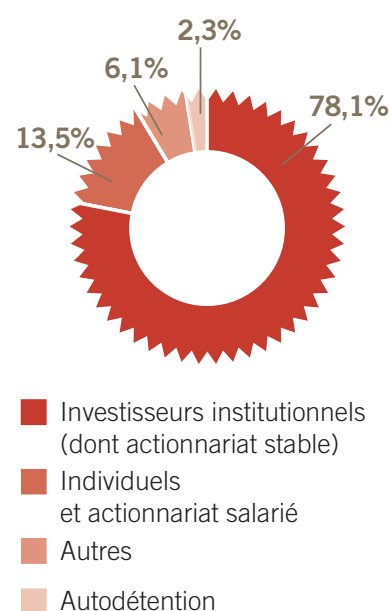
La culture d'entreprise de SUEZ est basée sur un socle de valeurs comprenant le professionnalisme, gage de performance mais aussi engagement d'ouverture et de transparence dans ses relations avec les actionnaires.

SUEZ doit à tous ses actionnaires et investisseurs une information identique, régulière et fournie. La disponibilité des services qui se consacrent au dialogue avec les actionnaires est rendue possible à travers les outils de communication interactive mis en place : les numéros verts, le site SUEZ «Espace Actionnaires». Les inscriptions

au Club ou aux différentes manifestations proposées ainsi que les réponses aux questions posées transitent par ces moyens de communication.

Le Groupe attache le plus grand soin à la qualité de ses relations avec ses actionnaires individuels. Le pourcentage du capital détenu par les actionnaires individuels est de 13,5 % dont 3 % par les actionnaires salariés.

RÉPARTITION DU CAPITAL AU 31.12.2007

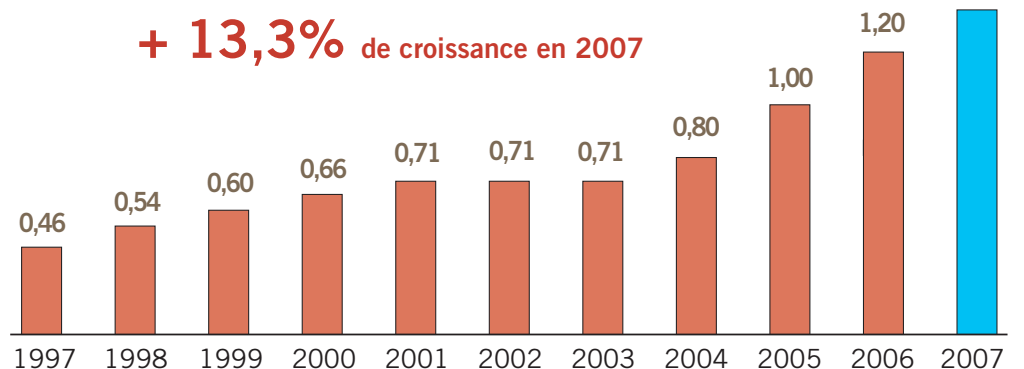


UNE RELATION DE CONFIANCE AVEC LES ACTIONNAIRES INDIVIDUELS...

Pour mieux communiquer avec l'ensemble de ses actionnaires, SUEZ a été l'un des tout premiers groupes à mettre en place un club dédié à ses actionnaires, accessible quel que soit le nombre d'actions détenues. Cela dans le but d'assurer un dialogue permanent avec tous les actionnaires et de les tenir informés de l'actualité et des activités du Groupe. Les adhérents au Club reçoivent une communication régulière à travers les Lettres aux actionnaires éditées cinq fois par an ; ils peuvent en outre obtenir des informations lors des réunions d'actionnaires, des visites de sites (cinq en 2007) ou en retrouvant l'Espace Actionnaires

ÉVOLUTION DU DIVIDENDE

en euros par action



La très forte progression du dividende depuis 2004 (+70%) reflète la politique dynamique de rémunération des actionnaires du Groupe, cohérente avec l'évolution des résultats et offrant un rendement compétitif par rapport à l'ensemble du secteur.

de SUEZ sur le salon Actionaria, à Paris, où le Groupe est présent chaque année en novembre. De nombreuses manifestations culturelles ou sportives sont proposées aux actionnaires aussi bien en France (Musée Jacquemart-André, Exposition au Musée Guimet, à l'Institut du Monde Arabe, football...) qu'en Belgique avec, tout récemment, l'exposition sur Magritte notamment.

Cinq conférences ont porté en 2007 sur les technologies du Groupe. SUEZ a également voulu mettre à disposition des outils utiles à la bonne compréhension des sujets touchant l'actionnariat à travers un programme de formation permettant de s'initier ou de se perfectionner au fonctionnement des marchés financiers, à la lecture des comptes, à la fiscalité...

Pour les actionnaires belges, ces sessions sont organisées via la Shareholders Business School dont la formation est diplômante et s'inscrit dans la durée.

Deux numéros verts :
– le 0800 177 177 pour les actionnaires français ;
– le 0800 25 125 pour les Belges, accessibles uniquement à partir des pays respectifs, permettent d'entrer en contact avec les services dédiés, toute l'année, du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h.

Enfin, pour permettre que tous les actionnaires puissent suivre l'Assemblée Générale chaque année, cette dernière est retransmise en direct et en intégralité sur le site du Groupe, puis en différé durant trois mois.

...ET AVEC LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE

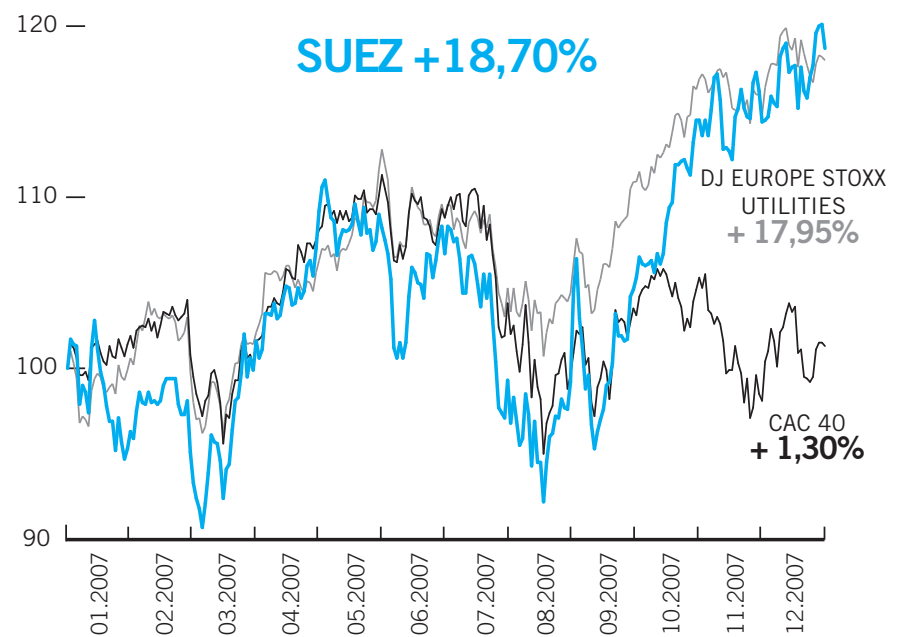
SUEZ organise des réunions d'information à l'intention des professionnels et des journalistes financiers au moment de la publication des résultats annuels et semestriels. Parallèlement, le Département des Relations Investisseurs est en contact permanent avec les analystes financiers et les investisseurs institutionnels à l'international.

Des «road-shows» (conférences avec les dirigeants du Groupe) sont organisés à Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, New York.... Ils permettent aux investisseurs de mieux connaître SUEZ. Transparence, exhaustivité, réactivité sont les principes qui guident cette information. En 2007, un effort tout particulier a été entrepris pour expliquer le déroulement du processus de fusion, mais aussi l'accélération du développement industriel et les moteurs de croissance et de progression de la rentabilité.

La Direction de la Communication Financière a également pour mission d'analyser l'évolution de la perception du Groupe par les analystes et investisseurs ainsi que les remarques et attentes exprimées par les actionnaires individuels. Au-delà de cette veille quotidienne, de rapports hebdomadaires et d'analyses du secteur ou de sociétés comparables, réalisés à destination des dirigeants, ces activités font l'objet d'un compte-rendu et d'un dossier remis à chaque Conseil d'Administration.

ÉVOLUTION DU COURS SUEZ EN 2007

(base 100 au 01.01.2007)



Depuis début 2007, l'action SUEZ a largement surperformé l'indice CAC 40, tout en conservant une avance avec l'indice sectoriel de référence (DJ Europe Stoxx Utilities). Cette performance s'explique par les caractéristiques du modèle d'entreprise de SUEZ, tout à la fois défensif et de croissance. Les investisseurs sont en effet attirés par les secteurs de l'énergie et de l'environnement ainsi que par la qualité du positionnement spécifique de SUEZ qui sera renforcé grâce à la fusion.

CONTACTS

Direction de la Communication Financière

Arnaud Erbin : arnaud.erbin@suez.com
Tél. +33 (0)1 40 06 66 29

Service des Relations Investisseurs

Sophie Charrier : sophie.charrier@suez.com
Loïc de Fontaubert : loic.defontaubert@suez.com
Eléonore de Larboust : eleonore.delarboust@suez.com

Service des Relations Actionnaires

■ EN FRANCE

Rita Rio : rita.rio@suez.com
Numéro vert : 0 800 177 177 (gratuit depuis la France)

■ EN BELGIQUE

Guy Dellicour : guy.dellicour@suez.com
Numéro vert : 0 800 25 125 (gratuit depuis la Belgique)

www.suez.com

Les investisseurs et les actionnaires peuvent trouver sur le site de SUEZ deux sections qui leur sont dédiées sous l'onglet «Finance».

CRÉATION DE VALEUR

TENARIAT

PROXIMITÉ

SATISFACTION

PROXIMITÉ

SATISFACTION

SERVICES

CRÉATION DE VALEUR

PARTENARIAT

SERVICES

PROFESSIONNALIS

PARTENARIAT

NOS MÉTIERS AU CŒUR DES ENJEUX DU XXI^e SIÈCLE

SUEZ développe des positions mondiales de premier plan dans deux secteurs en forte croissance : l'énergie et l'environnement. Parmi les dix premiers électriciens mondiaux, le Groupe est aussi le leader européen des services à l'énergie, le sixième opérateur gazier en Europe et l'un des premiers acteurs dans les domaines de l'eau et de la propreté.

**26 • ÉNERGIE, UNE RÉPONSE DURABLE
À DES BESOINS EN FORTE CROISSANCE**

28 • ÉLECTRICITÉ
Un acteur international

36 • GAZ
D'une rive à l'autre de l'Atlantique

40 • SERVICES À L'ÉNERGIE
Leader européen des services multitechniques

**46 • ENVIRONNEMENT, UN LEADER MONDIAL
DES SERVICES DE L'EAU ET DE LA PROPRETÉ**

48 • EAU
La maîtrise complète du cycle de l'eau

54 • PROPRETÉ
Déchets : de la collecte à la valorisation

**60 • RECHERCHE & INNOVATION,
INNOVER POUR DURER**

ÉNERGIE

UNE RÉPONSE DURABLE À DES BESOINS EN FORTE CROISSANCE

Présent dans l'électricité, le gaz et les services, SUEZ est l'un des principaux acteurs mondiaux de l'énergie. Opérateur majeur en Europe, le Groupe occupe également des positions stratégiques en Amérique du Nord et du Sud, en Asie et au Moyen-Orient.

86500
COLLABORATEURS
DANS LES MÉTIERS
DE L'ÉNERGIE
DANS LE MONDE

35,45
MILLIARDS D'EUROS
DE CHIFFRE D'AFFAIRES
DANS LES MÉTIERS
DE L'ÉNERGIE
EN 2007

Directement corrélée au développement et à la croissance économique, la consommation mondiale d'énergie progresse à rythme soutenu : d'ici 2030, elle pourrait augmenter de 50%. Des pays tels que la Chine ou l'Inde auront doublé leur consommation en 25 ans. Cet envol de la demande, conjugué à la raréfaction des ressources fossiles, est à l'origine de fortes tensions sur le marché mondial. Partout dans le monde, les prix de l'énergie montent, affectés par la hausse du prix des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon...), les enjeux environnementaux qui font peser de nouvelles contraintes, le renchérissement des coûts de construction des centrales, le déséquilibre entre l'offre et la demande...

UNE GESTION DURABLE DE L'ÉNERGIE

Face à ces tensions, SUEZ, comme les principaux énergéticiens de la planète, est confronté à un triple défi :

- **garantir la fourniture d'énergie en toutes circonstances**, en sécurisant les approvisionnements (un enjeu majeur pour les régions, comme l'Europe, pratiquement dénuées de ressources énergétiques fossiles) et en construisant de nouvelles capacités de production, là où la demande croît fortement ;
- **à des prix aussi contrôlés et accessibles** que possible compte tenu de l'augmentation du prix des ressources ;
- **tout en maîtrisant les effets sur l'environnement**, et notamment les rejets de gaz à effet de serre.

UN MIX ÉNERGÉTIQUE DIVERSIFIÉ ET COMPÉTITIF

Pour répondre à ces défis, SUEZ privilégie les technologies les plus efficaces et tente de limiter le recours aux énergies fossiles. Le Groupe dispose aujourd'hui de l'un des mix énergétiques les plus équilibrés du marché mais aussi de l'un des plus respectueux de l'environnement : 37% de ses

capacités n'émettent pas de CO₂ et 46,6% en émettent peu. Cette diversité lui confère également un atout compétitif en diminuant son exposition à telle ou telle énergie et lui permet de s'adapter rapidement aux contraintes extérieures (cours des matières premières, réglementation...) en privilégiant selon les circonstances les énergies les plus performantes.

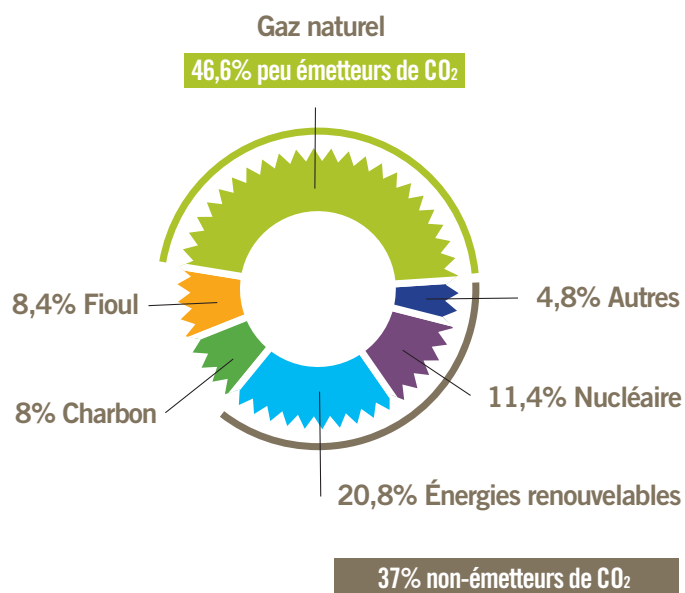
■ **Le gaz naturel** représente 46,6% des capacités installées. Le gaz est la moins émissive des énergies fossiles, ses réserves sont encore abondantes. Les turbines à cycle combiné gaz vapeur (TCGV) de dernière génération offrent des rendements performants, de l'ordre de 60%. Particulièrement souples, rapides à mettre en œuvre, les centrales à gaz permettent de répondre rapidement aux écarts de consommation.

■ **Les énergies renouvelables**, neutres en matière de bilan carbone (pas de rejet de CO₂), représentent près d'un quart du parc installé (20,8%) :



Centrale de production d'électricité de Al Ezzel (Bahrain)

RÉPARTITION DES CAPACITÉS INSTALLÉES PAR TYPE DE COMBUSTIBLE À FIN 2007



Les capacités installées correspondent à 100% de la puissance des centrales entrant dans le périmètre de consolidation.

- l'hydraulique, avec 18,1% du mix énergétique, est la principale énergie renouvelable du Groupe qui dispose d'importantes capacités en France et en Amérique Latine, notamment au Brésil ;
- la biomasse (bois, déchets de bois, huiles végétales...) connaît un important développement ;
- l'éolien est également en fort développement. En 2007, SUEZ a renforcé ses capacités par l'acquisition de la Compagnie

du Vent, en France, et de Ventus au Canada ;

- SUEZ développe également des technologies innovantes dans les domaines de la géothermie ou de la valorisation de déchets (incinération, biogaz...) pour produire de l'énergie.

- **Le nucléaire** représente 11,4% des capacités du Groupe qui exploite sept réacteurs en Belgique et dispose

d'importantes capacités dans des réacteurs français. Technologie non-émissive de CO₂, le nucléaire répond parfaitement aux besoins de produire «en base» une énergie fiable à des prix compétitifs et connaît un regain d'intérêt mondial pour répondre efficacement à l'accroissement de la demande. SUEZ ambitionne de développer son parc nucléaire, d'abord en Europe puis, à plus longue échéance, en Amérique du Nord ou au Moyen-Orient.

- **Le thermique classique** (fioul et charbon) représente 16% du mix énergétique. Ces deux énergies fossiles ont fait d'importants progrès techniques (augmentation des rendements, diminution des émissions) mais restent les plus émissives en termes de CO₂. Elles restent cependant utiles pour répondre efficacement aux besoins «de base» dans certaines régions. SUEZ participe à un important effort de R&D pour diminuer encore leur impact sur l'environnement.

Entre 1980 et 2007, SUEZ a réduit de 50% ses émissions de CO₂ par kilowatt/heure produit en Europe

ÉLECTRICITÉ

A high-angle, close-up photograph of a massive industrial machine, likely a hydroelectric turbine. The machine's structure is painted a bright orange and features a complex arrangement of metal beams, bolts, and a large, circular, segmented rotor at the bottom. A worker wearing a white hard hat, a light-colored jacket, and dark trousers stands on a metal platform with a safety railing above the machine, looking down. The background shows a dark, industrial interior with various pipes and structural elements.

10^e

PRODUCTEUR MONDIAL

5^e

PRODUCTEUR EUROPÉEN

64206

MW DE CAPACITÉ
DE PRODUCTION

UN ACTEUR INTERNATIONAL

Cinquième électricien en Europe, SUEZ dispose également d'importantes capacités de production en Amérique Latine et du Nord, en Asie et au Moyen-Orient. Sur un marché mondial très demandeur, le Groupe va développer ses capacités de production de 25% dans les quatre prochaines années en privilégiant les solutions les plus efficaces sur le plan environnemental.

SUEZ est l'un des principaux énergéticiens européens mais aussi un acteur international de premier plan : dixième producteur mondial d'électricité, 47 % de ses capacités de production sont installées hors d'Europe, principalement en Amérique du Nord, en Amérique Latine, en Asie et au Moyen-Orient.

En Europe, Electrabel, filiale à 100%, est le premier électricien au Benelux, le deuxième en France et détient des capacités importantes sur les principaux marchés de l'Union : Italie, péninsule ibérique et Allemagne. La société se développe également à l'Est, notamment en Pologne et en Hongrie. Son parc, l'un des plus diversifiés et équilibrés du continent, compte des capacités nucléaires (en Belgique et en France), des centrales gaz de dernière génération (TGV), de la cogénération, de l'hydraulique, de la biomasse et des centrales thermiques classiques. En 2007, une étude menée auprès des 22

principaux producteurs d'électricité en Europe a classé Electrabel huitième en matière d'émission de CO₂. Hors d'Europe, SUEZ est actif dans 18 pays où il emploie 5 000 personnes dans l'électricité et opère un parc de près de 30 000 MW (essentiellement hydraulique, gaz et thermique classique). Il contribue, grâce à de nouveaux projets, à répondre au fort accroissement de la demande des économies émergentes (Brésil, Chili, Asie...).

223 317 GWheq PRODUITS EN 2007

Bénéficiant d'une demande toujours très vive et du lancement de capacités nouvelles, la production d'énergie du Groupe a progressé de 15% en 2007 pour atteindre 223 317 GWheq (gigawattheure équivalent). Dans un contexte mondial toujours tendu, marqué notamment par la hausse des prix des matières premières, les prix de l'énergie sont restés orientés à la hausse,

tant en Europe qu'à l'international.

En Europe, l'activité reste très dynamique, soutenue par la demande, les objectifs de réduction de carbone de l'Union – qui favorisent les nombreux projets des technologies renouvelables ou moins émissives – et l'ouverture totale du marché européen de l'énergie depuis le 1^{er} juillet 2007.

Les centrales au gaz sont en fort développement dans le monde, et notamment en Europe. Pour garantir leur approvisionnement, les électriciens cherchent à développer leurs propres capacités gazières. Cette convergence gaz-électricité se renforce en Europe par l'ouverture totale des marchés électrique et gazier depuis l'été 2007. Elle confirme la stratégie de SUEZ, qui, jouant un rôle important dans les approvisionnements de gaz, et notamment de GNL, sécurise totalement l'approvisionnement de ses installations, dont 47% des capacités utilisent le gaz.



*Production et distribution d'électricité
Glow Energy (Thaïlande)*

**Objectif :
75 000 MW
de capacité électrique
en 2012**

FAIT MARQUANT

- **Mille milliards de watts «verts» en Pologne.**
- **Trois ans après son passage à la cocombustion, la centrale charbon-biomasse de Polianec, en Pologne, a dépassé en 2007 le térawatt/heure (mille milliards de watts) d'énergie sans carbone.**

UNE CENTRALE CHARBON À HAUT RENDEMENT EN THAÏLANDE

Glow Energy, premier producteur privé en Thaïlande et filiale de SUEZ, a remporté en 2007 un appel d'offres pour la construction d'une centrale charbon de 660 MW dans la zone industrielle de Map Ta Phut. L'installation, qui respectera les normes internationales les plus strictes en matière environnementale et sera notamment conforme à la réglementation européenne, devrait être l'une des centrales au charbon les plus propres au monde. Son rendement énergétique dépassera nettement les 40%, au-delà des 30 à 40% pour les centrales charbon classiques. La nouvelle centrale, en diversifiant les sources d'approvisionnement du pays, aujourd'hui très dépendantes du gaz et du pétrole, permettra de sécuriser et de mieux contrôler les prix de l'électricité en Thaïlande. Le projet va renforcer les capacités de Glow Energy qui opère déjà 1 710 MW à partir de gaz et de cogénération en Thaïlande.

INVESTIR 8 À 9,5 MILLIARDS D'EUROS DANS L'ÉLECTRICITÉ EN DEUX ANS

Pour répondre à l'accroissement de la demande, le Groupe a lancé un important programme d'investissement tant en Europe qu'à l'international. À fin 2007, le parc de production atteignait une capacité de 64 206 MW (installée ou en construction).

Plus de 10 000 MW sont encore en projet et devraient permettre de porter les capacités du Groupe à 75 000 MW en 2012, soit une progression de 50% par rapport à 2006. 41% de ces projets font appel au gaz, 35% au thermique classique et 20% à des énergies

renouvelables. En 2007, SUEZ a notamment renforcé ses capacités de production de 1 200 MW en Italie (trois nouvelles turbines gaz-vapeur) et lancé la construction de trois centrales aux Pays-Bas (gaz-vapeur et charbon-biomasse) et de deux en Allemagne (charbon, 850 MW). Pour chaque énergie, le Groupe privilégie les technologies les plus performantes et les moins émissives. Équipées d'installations permettant de réduire les rejets (dénitrification, désulfuration), les futures centrales charbon atteindront, par exemple, un rendement de 46,5%.

FAIT MARQUANT

Cinq nouvelles centrales pour l'Europe.

Electrabel lance la construction de cinq nouvelles centrales qui devraient entrer en service entre 2009 et 2012 : deux turbines gaz-vapeur et une cocombustion (charbon-biomasse) aux Pays-Bas et deux centrales charbon en Allemagne. Un investissement de 3,8 milliards d'euros.

ZOOM

SUEZ AIDE LE CHILI À SURMONTER UNE GRAVE CRISE ÉNERGÉTIQUE

Les tensions sur les matières premières et l'énergie sont particulièrement vives en Amérique Latine, où elles ont donné lieu à plusieurs crises sévères.

SUEZ est le principal électricien du nord du Chili et fournit environ 50% de la production locale. Jusque fin 2005, la production électrique recourait largement au gaz, intégralement fourni par l'Argentine voisine. Elle-même confrontée à une importante crise énergétique, l'Argentine a progressivement stoppé ses approvisionnements, plongeant son voisin dans une grave pénurie et des coupures massives. Pour faire face à la crise, SUEZ a accompagné les autorités chiliennes pour la mise en œuvre d'un véritable plan d'urgence. Dans un premier temps, les turbines gaz ont été reconditionnées pour tourner au fioul tandis que des capacités diesel supplémentaires ont été mobilisées pour alimenter les industriels. En accord avec les autorités chiliennes, SUEZ a ensuite lancé la construction d'un des premiers projets GNL en Amérique Latine, à Mejillones. D'une capacité de 5,5 millions de m³ par jour (soit l'équivalent d'une production électrique de 1 100 MW), le terminal, construit à vitesse accélérée, devrait recevoir son premier gaz fin 2009. Ce gaz naturel permettra d'alimenter les turbines à gaz et les grands clients miniers. En parallèle, SUEZ a lancé la construction de deux centrales à charbon et biomasse qui devraient entrer en service courant 2010 et qui alimenteront de nouveaux projets miniers. Le «plan de sauvetage» aura alors permis de sécuriser les approvisionnements chiliens en gaz grâce au GNL et de renforcer son mix énergétique (gaz, fioul, charbon et hydraulique), ce qui devrait diminuer les risques d'interruption de fourniture d'électricité.



Centrale électrique en construction à Antofagasta (Chili)

Entre 1990 et 2007, le rendement moyen des centrales à combustion fossile d'Electrabel est passé de 35 à 44% : elles consomment désormais 20% d'énergie en moins pour produire un kWh. Hors d'Europe, SUEZ totalise plus de 6 500 MW en construction en Amérique Latine, en Asie mais principalement au Moyen-Orient. En 2007, le Groupe a mis en service deux nouvelles centrales à Oman et au Bahrein, tout en poursuivant la construction de la plus grande centrale de production électrique et de dessalement du monde en Arabie Saoudite. Des projets du même type sont en cours à Oman et à Abou Dhabi.

UN PARC NUCLÉAIRE HAUTEMENT PERFORMANT

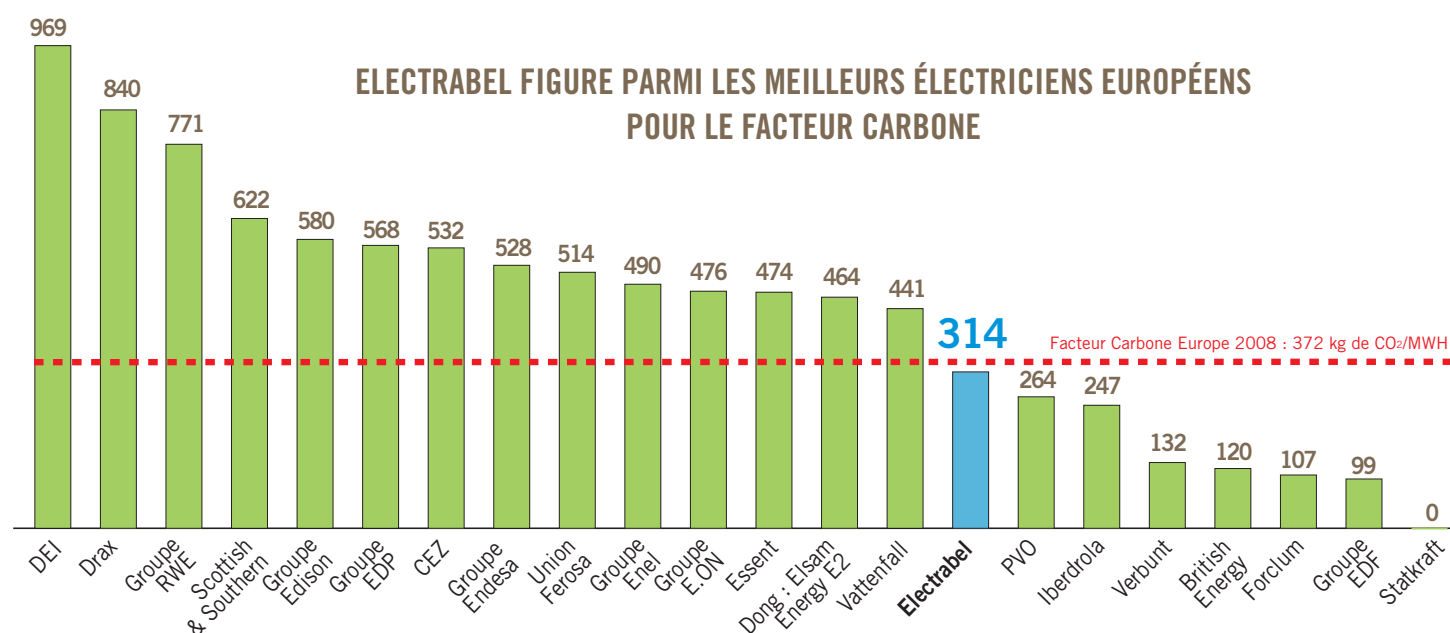
SUEZ est l'un des plus importants exploitants nucléaires en Europe. Sa filiale Electrabel, avec plus de 30 ans d'expérience, exploite sept réacteurs en Belgique (5800 MW) et dispose de 1100 MW de capacités dans les centrales françaises de Chooz et Tricastin. Représentant 11% des capacités de SUEZ, les centrales nucléaires, qui sont conçues pour fonctionner

en permanence et à coûts maîtrisés, ont totalisé 20,5% de l'électricité produite par le Groupe en 2007.

PLUS DE 90% DE DISPONIBILITÉ

Avec des taux de disponibilité supérieurs à 90%, les réacteurs exploités par Electrabel comptent parmi les plus performants au monde : l'an dernier, la centrale de Tihange 2 a même atteint un exceptionnel taux de disponibilité proche de 100%. Ces niveaux de disponibilité sont rendus possibles en portant notamment le cycle

de combustible à 18 mois (les arrêts pour rechargement ont lieu tous les 18 mois au lieu de 12 mois dans le schéma classique), une technique largement développée par Electrabel qui augmente considérablement la productivité des installations. Le parc nucléaire belge est aussi l'un des plus sûrs, comme l'a confirmé une inspection de Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA) menée en mai 2007 à Tihange. Fort de cette expertise, SUEZ ambitionne de participer au renouveau mondial du nucléaire.



En 2007, une étude du cabinet conseil PricewaterhouseCoopers portant sur 22 producteurs d'électricité en Europe, classe SUEZ parmi les huit électriciens à rejeter le moins de carbone par mégawattheure produit.

CAPACITÉS DE SUEZ EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

ÉNERGIES RENOUVELABLES	CAPACITÉ	IMPLANTATION
HYDROÉLECTRIQUE	10 031 MW	Europe : Belgique, France, Italie, Portugal International : Brésil, Chili, États-Unis, Pérou, Laos
ÉOLIEN ET SOLAIRE	833 MW	Europe : Belgique, France, Italie, Portugal International : Canada
BIOMASSE	627 MW	Europe : Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas, Pologne International : Brésil, États-Unis
INCINÉRATION	281 MW	
BIOGAZ	165 MW	

Les capacités installées correspondent à 100% de la puissance des centrales entrant dans le périmètre de consolidation.

3^e
OPÉRATEUR
BIOMASSE
AUX ÉTATS-UNIS

Après une longue parenthèse, l'énergie nucléaire connaît un nouvel essor. Portée simultanément par l'accroissement de la demande, la raréfaction des ressources et les enjeux climatiques, elle apparaît comme une des solutions incontournables pour résoudre la crise énergétique. Le nucléaire permet de répondre massivement à la consommation énergétique «de base» d'un pays à des coûts maîtrisés (l'uranium, dont les cours suivent le mouvement général de hausse des matières premières, n'entre que pour une part très faible dans le coût du kilowatt/heure nucléaire). N'émettant pas de CO₂, il permet

FAIT MARQUANT

Dallas passe au vert. La ville de Dallas, Texas, a choisi SUEZ Energy Resources N.A. pour la fourniture de 90% de l'énergie utilisée par la municipalité en 2008. Élément décisif du choix : la moitié de cette énergie sera «verte», garantie sans CO₂.

de mettre en œuvre des capacités de production importantes (1 600 MW pour les réacteurs de nouvelle génération) sans dégrader le bilan carbone d'un pays. SUEZ est candidat à plusieurs projets de nouveaux réacteurs, en Europe et au-delà.

UN LEADER MONDIAL DANS
LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

À la convergence des métiers de l'énergie et de l'environnement, les énergies renouvelables représentent un axe majeur de la politique de développement durable de SUEZ. 37% de la production électrique du Groupe n'émet aucun CO₂, grâce au nucléaire et aux énergies renouvelables. À fin 2007, les capacités du Groupe en énergies renouvelables dépassaient 12 000 MW auxquels s'ajoutaient plus de 3 000 MW en construction ou en projet. En Europe comme à l'international, les projets en construction devraient permettre au renouvelable de dépasser rapidement les 21% des capacités totales que compte SUEZ à fin 2007. Le parc est très diversifié et SUEZ se développe sur l'ensemble des technologies renouvelables, de l'hydraulique à l'éolien en passant par la biomasse, le solaire, l'incinération de déchets ou le biogaz. En Europe, le marché est très dynamique, soutenu par la réglementation de l'Union et une forte demande émanant des collectivités locales, des industriels et même des consommateurs. SUEZ y dispose de plus de 6 000 MW et de près de 2 000 MW en projet. Pour éviter les distorsions des effets de mode, le Groupe n'investit cependant que dans des projets économiquement viables et justifiés : tout investissement nouveau doit notamment satisfaire à ses critères de rentabilité habituels.

HYDRAULIQUE : 80% DES
ÉNERGIES RENOUVELABLES
DU GROUPE

Source d'énergie majeure au niveau mondial, l'hydraulique représente 10% de l'électricité produite dans l'Union Européenne. Outre ses qualités environnementales, c'est une ressource relativement bon marché (le cours de la ressource ne fluctue pas). Mobilisable à tout moment, c'est aussi la seule forme d'énergie stockable. Il joue donc un rôle important dans un mix énergétique. 80% de l'énergie renouvelable produite par SUEZ est d'origine hydraulique. Au Brésil, le Groupe exploite six barrages (5 760 MW) et en construit deux supplémentaires (1 327 MW). Les 68 centrales hydrauliques qu'il exploite sur le Rhône (via la CNR) et dans les Pyrénées (via la SHEMA) représentent une capacité de 3 710 MW et le placent au deuxième rang des producteurs français d'électricité. De nombreux projets sont en cours ou à l'étude en Amérique Latine (Brésil, Chili, Pérou) mais aussi en Asie ou en France où, grâce à une rénovation des installations, SUEZ souhaite développer ses capacités de 700 MW.

PREMIER OPÉRATEUR BIOMASSE
EN EUROPE

Avec sept centrales biomasse en Belgique, aux Pays-Bas et en Pologne, SUEZ est le premier opérateur de cette énergie en Europe. C'est aussi l'un des meilleurs experts mondiaux, exploitant notamment sept centrales aux États-Unis et une au Brésil, sans compter des installations de plus petite envergure, en Polynésie par exemple. La biomasse est, avec l'hydraulique et la géothermie, l'une des énergies renouvelables capables

RENOUVEAU NUCLÉAIRE

Après des années de léthargie, les projets d'énergie nucléaire redémarrent en Europe.

La Finlande a été la première à annoncer la construction d'un réacteur de nouvelle génération EPR 1600 MW.

La France va elle aussi construire un EPR à Flamanville. D'autres projets devraient voir le jour et SUEZ a clairement indiqué son intention d'y participer. Plusieurs projets de construction de réacteurs EPR sont actuellement à l'étude, au Royaume-Uni, en France et même aux États-Unis. Mais pour ces projets de longue haleine, les décisions d'investissement ne devraient pas intervenir avant un à deux ans.

En Europe centrale, le nucléaire devrait également permettre aux nouveaux pays membres de l'Union de répondre aux besoins énergétiques de leurs économies en forte croissance. En Roumanie, SUEZ, via sa filiale Electrabel, est fortement impliqué dans un projet de réacteur de puissance moyenne (700 MW, technologie canadienne) rassemblant sept partenaires européens parmi lesquels RWE (Allemagne), Iberdrola (Espagne) ou Enel (Italie). Le Groupe est également candidat pour un deuxième réacteur de même type en Roumanie et pour un projet de réacteur VVER de technologie russe (à eau pressurisée, comparable à la technologie occidentale) actuellement à l'étude en Bulgarie.

À des horizons plus lointains, SUEZ est également intéressé par des projets dans des pays où le nucléaire apparaît comme une solution d'avenir : début 2008, le Groupe s'est ainsi allié à Total et Areva, pour le développement futur de deux réacteurs EPR associés à des usines de dessalement d'eau de mer aux Émirats Arabes Unis.

de fonctionner en production de base. En Europe, SUEZ l'utilise essentiellement en cocombustion dans des centrales charbon dont elle permet de réduire les rejets de CO₂. En 2007, le Groupe a lancé la construction d'une nouvelle centrale de ce type aux Pays-Bas. À côté des combustibles traditionnels de la biomasse (bois et déchets de bois : sciures, palettes...), SUEZ a développé

une expertise unique pour la valorisation de nouvelles ressources (noyaux et pulpe d'olive, huiles végétales, marc de café, boues d'épuration, résidus de riz, canne à sucre, manioc, coton...) et poursuit des recherches pour l'amélioration de la combustion.



Centrale nucléaire de Doel (Belgique)



Panneaux solaires à Gand (Belgique)

FORT DÉVELOPPEMENT DANS L'ÉOLIEN

Énergie décentralisée et intermittente (les éoliennes terrestres ne fonctionnent en moyenne que 20 à 25% du temps en Europe, mais jusqu'à 40% dans les zones ventées du Canada), l'éolien connaît un essor spectaculaire ces trois dernières années, grâce à des améliorations techniques et aux systèmes de subventions et de soutiens mis en place dans l'Union Européenne notamment. En 2007, SUEZ a procédé à deux acquisitions majeures. Ventus Energy, au Canada, est une société en plein essor, avec un portefeuille de 29 MW en activité mais de plus de 2000 MW en projets, dont 350 MW à court terme. La société a notamment d'importants projets aux États-Unis : si l'État fédéral n'a pas signé le Protocole de Kyoto,

plusieurs États américains développent des politiques volontaristes de protection de l'environnement et sont demandeurs d'énergie «sans carbone». Ventus offre donc à SUEZ une nouvelle porte d'entrée sur le marché américain sur un créneau appelé à un fort développement. En France, avec l'acquisition de la Compagnie du Vent en 2007, SUEZ se propulse au premier rang des opérateurs éoliens : ses 96 MW en activité s'ajoutent aux 34 MW déjà opérés par le Groupe qui affiche d'importantes ambitions à court terme avec le développement de quelques centaines de MW supplémentaires pour 2010. SUEZ ambitionne également de développer les capacités éoliennes qu'il opère déjà au Portugal (585 MW), en Italie et aux Pays-Bas.

EXPLORER TOUTES LES VOIES DU «RENOUVELABLE»

SUEZ a en outre développé une expertise remarquable pour la valorisation de ressources : incinération de déchets (avec une capacité de 440 MWe) ou biogaz issu de la fermentation des décharges (150 MWe). Si le solaire reste l'une des énergies renouvelables au plus fort potentiel, son développement souffre du manque de maturité des technologies encore coûteuses. On estime pourtant que l'énergie solaire reçue par la terre en une heure suffirait aux besoins de l'ensemble des économies mondiales pendant une année... Pour se positionner en amont de ce marché en devenir, SUEZ a acquis deux sociétés développant et fabriquant des capteurs solaires avec l'objectif de proposer à ses clients, collectivités et entreprises, une offre globale (conception, mise en place et gestion d'installations solaires). Un premier contrat a été signé avec Honda, en Belgique, pour l'installation de 6 500 m² de capteurs sur une usine. Pour participer à l'effort de développement de cette technologie, SUEZ a lancé, début 2008, le projet de construction de la plus grande centrale solaire d'Europe à 1 000 m d'altitude, à proximité du Lubéron. Dans cette région bénéficiant d'un ensoleillement exceptionnel toute l'année, l'installation de capteurs solaires sur un parc de plus de 200 ha pourrait produire jusqu'à 50 MW à pleine puissance, soit l'équivalent d'une vingtaine d'éoliennes. À des horizons encore plus lointains, le Groupe participe à des programmes de R&D visant à développer de nouvelles voies renouvelables. Au large du Portugal, il est, par exemple, impliqué dans des expériences visant à utiliser la houle marine pour produire de l'énergie.

FAIT MARQUANT

Nouveaux horizons. En 2007, SUEZ a pris position dans deux nouveaux pays : le Panama, où il va développer de nouvelles capacités électriques, et les Philippines où il a acquis une importante centrale charbon.

“ En 2007, SUEZ a acquis
Ventus Energy au Canada
et la Compagnie du Vent
en France ”





GAZ

6^e

OPÉRATEUR EN EUROPE

2^e

IMPORTATEUR DE GNL
EN AMÉRIQUE DU NORD

669 000

M³ DE CAPACITÉ DE TRANSPORT DE GNL

D'UNE RIVE À L'AUTRE DE L'ATLANTIQUE

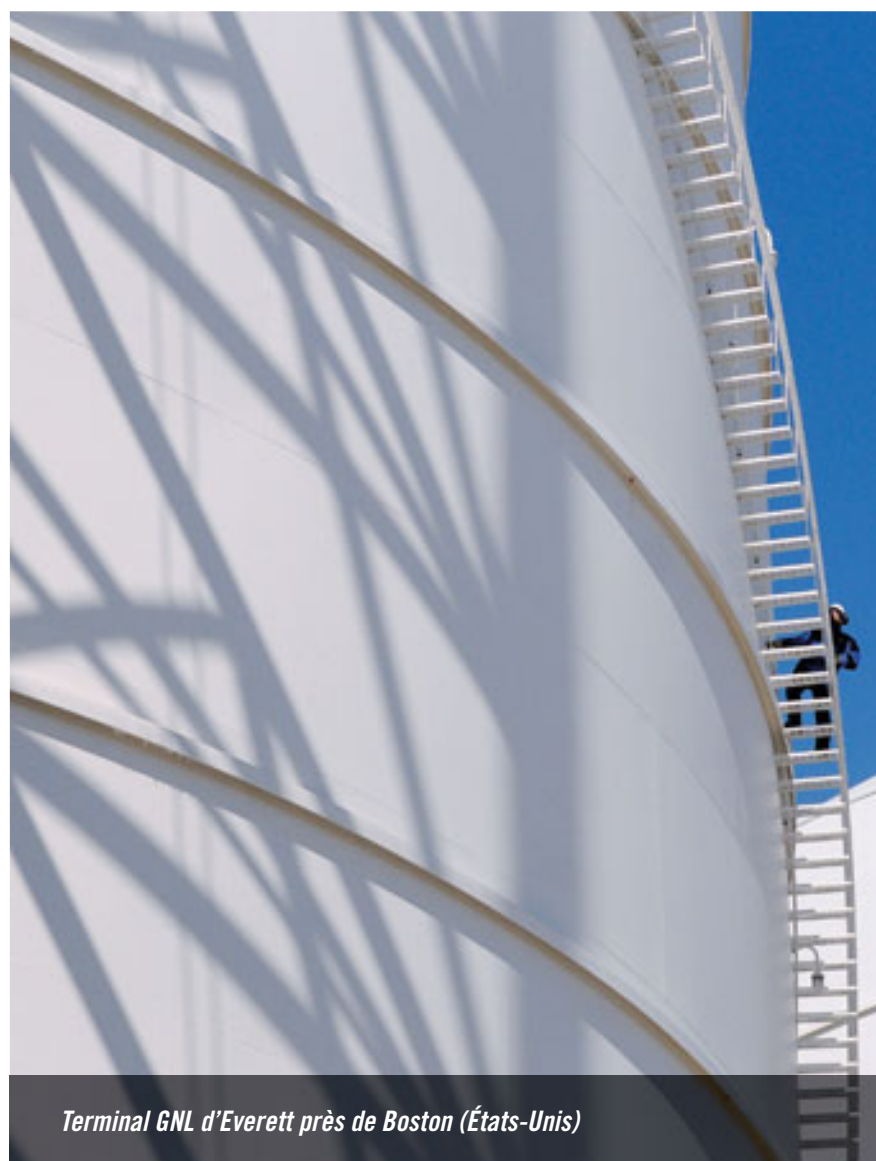
Le gaz naturel est la première énergie utilisée par le parc de production électrique de SUEZ, avec 47% des capacités. SUEZ est actif dans la vente et le négoce de gaz, le transport de gaz et de GNL, le stockage, la distribution et la conception, la construction et l'exploitation d'infrastructures gazières dans le monde entier.

Le Groupe est le premier fournisseur de gaz naturel en Belgique, *via* Distrigaz* et Electrabel. Il gère également le réseau de transport de gaz belge, *via* Fluxys. Opérateur indépendant, Fluxys met son réseau à disposition de tous les acteurs gaziers en Belgique. En 2007, Distrigaz a vendu 177 TWh de gaz naturel, à 80% en Belgique mais aussi aux Pays-Bas et en Allemagne où la société poursuit son développement. Elle est également active en France, en Espagne et au Royaume-Uni.

35% DES IMPORTATIONS DE GNL EN AMÉRIQUE

SUEZ est l'un des principaux acteurs mondiaux sur le marché en fort développement du gaz naturel liquéfié (GNL) : le Groupe contrôle 35% des échanges de GNL en Amérique du Nord et 10% des échanges européens. C'est le seul opérateur à être aussi fortement

présent sur deux marchés majeurs et à opérer des installations de regazéification sur les deux rives de l'Atlantique : à Boston, aux États-Unis, et à Zeebrugge, en Europe. Grâce à d'importantes innovations technologiques ayant permis de baisser fortement le coût des navires méthaniers et des usines de liquéfaction, le GNL est en pleine expansion : depuis 2001, la consommation mondiale de GNL progresse d'environ 7% par an contre 2% pour le gaz, contraint par les capacités de transport. Libéré des lourdes contraintes et des coûts exorbitants des pipelines, le GNL permet à l'industrie du gaz, jusqu'ici très régionalisée (l'Europe consommait du gaz russe, norvégien ou hollandais, le Japon du gaz australien ou asiatique), de se mondialiser : l'Afrique, le Moyen-Orient sont, grâce à la souplesse du GNL, également devenus des fournisseurs de gaz



Terminal GNL d'Everett près de Boston (États-Unis)

FAIT MARQUANT

* Conformément aux engagements proposés à la Commission Européenne dans le cadre du projet de fusion SUEZ - Gaz de France, la cession de la participation de SUEZ dans Distrigaz est prévue.

Développement en Allemagne. Poursuivant son développement en Allemagne entamé en 2006, Distrigaz a conclu début 2007 un nouveau contrat de fourniture de gaz avec un distributeur de la région d'Aix-la-Chapelle (Aachen).

◀◀ Avec le développement du GNL, le marché du gaz est en voie de globalisation ▶▶

en Europe. En moins de cinq ans, on a ainsi vu apparaître plus d'une vingtaine de projets de terminaux méthaniers en Europe dont la moitié devrait voir le jour. Sur ce marché en plein essor, SUEZ développe d'importants projets : le Groupe va construire un terminal offshore innovant, au large de Boston, un deuxième projet du même type est prévu en Floride. Un troisième terminal est en développement au nord du Chili,

tandis que la capacité du terminal de Zeebrugge devrait doubler dès 2009 pour atteindre 9 milliards de m³. Pour sécuriser ses approvisionnements, le Groupe diversifie ses fournisseurs : en 2007, sa filiale Distrigaz a réceptionné en Belgique sa première cargaison de gaz qatari dans le cadre d'un contrat prévoyant la fourniture annuelle de 2,75 milliards de m³ de gaz pendant 20 ans.



GNL OFFSHORE : UNE SOLUTION INNOVANTE À BOSTON

Sur la côte nord-est des États-Unis, la demande de gaz, tirée par les producteurs d'électricité, devrait progresser de 1 à 2% par an pendant les 20 prochaines années. Les capacités actuelles étant saturées, la région pourrait connaître un déficit d'environ 14 millions de m³ de gaz par jour dès 2010... SUEZ, qui opère déjà un important terminal méthanier à Boston, va construire un nouveau terminal qui pourra fournir jusqu'à 21,2 millions de m³ de gaz par jour. Neptune sera l'un des premiers terminaux méthaniers offshore au monde : les navires utilisés seront conçus pour transporter et regazéifier le GNL, le gaz étant alors déchargé via un système de bouées reliées à un pipeline sous-marin à 16 km des côtes de Boston. Avantage : des installations invisibles de la côte, très peuplée et déjà saturée d'équipements, un gain de sécurité et des opérations de déchargement facilitées pour les navires. À l'étude depuis plusieurs années, ce projet important pour la sécurité d'approvisionnement de la région a obtenu l'aval des autorités américaines en 2007.

DOUBLEMENT DE LA CAPACITÉ GNL À ZEEBRUGGE

Le 12 septembre 2007, Distrigaz a réceptionné sa millièmes cargaison de GNL à Zeebrugge. En 20 ans, le terminal méthanier exploité par Fluxys a réceptionné et injecté dans le réseau plus de 70 milliards de m³ de gaz naturel. Des travaux d'extension vont permettre de doubler sa capacité pour atteindre 9 milliards de m³ de gaz naturel par an dès 2008. Des capacités supplémentaires sont à l'étude pour l'horizon 2015-2016.

FAIT MARQUANT

- **Capacités dans le terminal GNL de Fos Cavaou.** Distrigaz et trois sociétés énergétiques remportent un appel d'offres leur permettant de disposer de capacités dans le nouveau terminal méthanier de Fos Cavaou opéré par Gaz de France, près de Marseille.



SERVICES À L'ÉNERGIE

N° 1

DES SERVICES MULTITECHNIQUES EN EUROPE

67 400

PERSONNES DANS 30 PAYS

11,3

MILLIARDS D'EUROS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

LEADER EUROPÉEN DES SERVICES MULTITECHNIQUES

Spécialiste de l'efficacité énergétique, SUEZ Énergie Services propose aux entreprises et collectivités une offre globale allant de la conception aux *facilities management* de leurs installations techniques (énergie, chauffage, éclairage...).

SUEZ Énergie Services (SES) propose aux industriels, aux entreprises tertiaires et aux collectivités des solutions techniques globales allant de la conception, la construction et la maintenance d'équipements jusqu'à la gestion des énergies et des utilités (*facilities management*). Cette offre globale et multitechnique répond à la demande des entreprises d'avoir un interlocuteur unique capable de gérer un ensemble de prestations tandis qu'elles se concentrent sur leur cœur de métier.

SUEZ Énergie Services rassemble des sociétés réputées et souvent leaders sur leur marché: Axima, Elyo, Endel, GTI, Ineo, Seitha, Tractebel Engineering... Le Groupe emploie 67 000 personnes sur un millier de sites répartis dans une trentaine de pays, essentiellement en Europe. Numéro 1 en France

et dans le Benelux, il est fortement implanté au Royaume-Uni, en Allemagne, Italie, Espagne, Suisse et Autriche et se développe au Portugal, en Grèce et dans les nouveaux pays membres de l'Union, en Europe Centrale.

UNE OFFRE MULTITECHNIQUE GLOBALE

■ Conception

Études techniques et économiques pour la création d'installations techniques.

SUEZ Énergie Services contribue à la construction du premier réacteur nucléaire de nouvelle génération EPR en Finlande ou à l'avant-projet de liaison TGV franco-italien.

■ Réalisation d'installations et d'équipements

SUEZ construit, rénove, modernise des équipements techniques dans l'électricité (centrales électriques, réseaux haute tension, électricité

industrielle, réseaux de transport, éclairage public...), la mécanique (tuyauteries, réseaux...), le génie climatique (chaufferies, climatisation...).

Le Groupe installe des parcs éoliens, des centrales biomasse ou thermiques classiques, des éléments de plate-forme pétrolière, des systèmes d'information dans les aéroports, des réseaux de chauffage urbains...

■ Gestion et maintenance multitechnique

Gestion d'installations industrielles, opération de rénovation et de maintenance, support à l'exploitation (optimisation de la conduite...).

SUEZ intervient dans la maintenance d'installations industrielles: aciéries, centrales électriques y compris nucléaires, travaux sur des terminaux gaziers, aide au pilotage de turbines...

Un interlocuteur unique pour des solutions techniques globales

FAITS MARQUANTS

● **Nouveau contrat EPR.**
EDF a choisi Endel, filiale de SUEZ Énergie Services, pour l'étude, la fourniture et l'installation des réseaux fluides des auxiliaires nucléaires de la future centrale EPR de Flamanville. Un contrat de 70 millions d'euros.

● **Envol de l'éolien.**
En 2007, Ineo a mené plus d'une quinzaine de projets éoliens (études ou construction) pour une dizaine de clients tels que EDF Énergies Nouvelles, Erelia 2 ou Ecotechnia.

■ Gestion des réseaux d'énergie

Production d'électricité, de chaleur ou de froid sur des sites industriels ou tertiaires, gestion de réseaux de chauffage et de climatisation urbains, éclairage public... SUEZ gère 65 réseaux de chauffage urbains en Europe, gère le chauffage, la production d'électricité, l'éclairage, la climatisation... pour des sites industriels, des immeubles de bureaux, des équipements publics (hôpitaux...), des centres commerciaux...

■ Facilities management

Maintenance technique et service aux bâtiments. Gestion complète d'immeubles (énergie, chauffage, climatisation, sécurité, espaces verts, nettoyage, entretien...).

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

L'utilisation rationnelle de l'énergie est au cœur de l'offre de SUEZ Énergie Services. Dans la production d'énergie, le chauffage, la climatisation, l'éclairage, les transports, les procédés industriels... SUEZ Énergie Services imagine, met en place et gère des solutions plus sobres, plus efficaces, plus économes qui permettent de consommer moins d'énergie pour un niveau de confort et de performance égal ou supérieur et pour un coût inférieur. SUEZ Énergie Services est un acteur important des énergies renouvelables, actif dans la biomasse, l'hydraulique, l'éolien, le photovoltaïque... Il intervient pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, un secteur appelé

à un fort développement : le parc immobilier représente, par exemple, 46% de l'énergie consommée en France et d'importants gains d'efficacité sont possibles. À Amsterdam, GTI, filiale néerlandaise du Groupe, est en charge de l'efficacité énergétique du projet Oosterdokseiland, une prestigieuse opération de rénovation : les solutions mises en œuvre permettront de diminuer les émissions de CO₂ de 62%. Lors de pics de consommation (pointes de froid hivernales...), la demande de chaleur supplémentaire sera, par exemple, couverte par une chaufferie à huile végétale. Le Groupe est le numéro 2 mondial des réseaux de chauffage urbains, avec plus de 65 réseaux gérés en Europe. Plus sobres, plus souples, plus efficaces et plus économes, les réseaux urbains permettent de remplacer des milliers de chaudières individuelles et leurs cheminées par une ou plusieurs chaufferies centrales mieux entretenues et combinant plusieurs énergies (biomasse, gaz, énergie récupérée de l'incinération des déchets...), afin de s'adapter au mieux aux conditions de marché. À Paris, SUEZ Énergie Services gère le troisième réseau urbain mondial (CPCU) : 49% de son énergie proviennent de l'incinération des déchets. Optimisées en permanence, les installations ont réduit leurs émissions de CO₂ de 400 000 tonnes par an par rapport à 2001. De nouveaux investissements, notamment dans la biomasse, vont encore permettre d'améliorer ces performances.

ZOOM

ELYO DEVELOPPE LE PREMIER RESEAU URBAIN ZERO CO₂ DE FRANCE

Relativement récent en France, le phénomène des éco-quartiers prend de l'ampleur depuis le Grenelle de l'Environnement, qui prévoit leur développement et les projets se multiplient.

À Limeil-Brévannes, en banlieue parisienne, le «Quartier des Temps durables» comprendra 1 076 logements, des commerces et des activités sur une dizaine d'hectares, sans voitures. Pour ce projet, Elyo a conçu, met en place et exploitera pendant 33 ans un réseau de chaleur à «zéro émission» de gaz carbonique qui fournira chauffage et eau chaude sanitaire au quartier. Une chaufferie à biomasse innovante utilisant bois et acides gras comme combustibles produira l'énergie nécessaire au chauffage. L'électricité utile au réseau sera fournie par des panneaux photovoltaïques intégrés aux toitures des bâtiments et les excédents seront revendus au réseau national. L'eau chaude sera produite grâce à des panneaux thermo-solaires. Des pompes à chaleur amélioreront le chauffage des bâtiments peu ensoleillés. L'association de ces techniques innovantes permettra finalement au quartier de produire lui-même 95% de ses besoins de chaleur sans le moindre rejet. Une première en France. Grâce à cette vitrine, SUEZ a pu s'impliquer dans les nombreux projets d'éco-quartiers en développement en France et en Europe.

FAIT MARQUANT

Santé en Allemagne.

Axima remporte une série de contrats hospitaliers en Allemagne. Dans le Bade-Wurtemberg, la société qui gère les installations techniques de l'hôpital de Buchen va installer une chaudière biomasse qui devrait réduire les coûts énergétiques de 40%.

“ SUEZ intervient
dans la maintenance
de nombreuses
installations
industrielles ”

Identifier les sources d'économies d'énergie par un audit d'efficacité énergétique



Usine sans CO₂ de Volvo Europa Truck à Gand (Belgique)

GÉOTHERMIE À SUCY-EN-BRIE

Reconduit pour 18 ans pour la gestion du réseau de chauffage urbain de Sucs-en-Brie, Elyo va renforcer les ressources géothermales en développant de nouveaux puits. Le projet fournira 12 000 MWh supplémentaires permettant de raccorder 500 «équivalents logements» supplémentaires au réseau, qui en couvre déjà 2 350.

40 000 TONNES DE CO₂ ÉCONOMISÉES À AIX-EN-PROVENCE

Elyo et SITA, deux filiales de SUEZ, vont installer une unité de traitement du biogaz dégagé par la fermentation des déchets de la centrale d'Arbois, à Aix. Une installation de 4,2 MWe permettra d'utiliser le biogaz pour produire de l'électricité, permettant ainsi d'éviter l'émission de 40 000 tonnes de CO₂ sur 15 ans.

ÉCONOMISER 20 000 TONNES DE CO₂ À CHAMBERY

À Chambéry, SUEZ Énergie Services modernise une usine d'incinération de déchets afin d'utiliser la chaleur produite dans le réseau de chauffage urbain. Dès 2009, ce projet permettra d'éviter chaque année le rejet de 20 000 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère.

ZOOM

PREMIERE USINE SANS CO₂ POUR VOLVO

La première usine à «zéro émission de CO₂» de production de véhicules fonctionne depuis décembre 2007, à Gand, en Belgique.

Volvo Europa Trucks et Electrabel ont investi 10 millions d'euros dans ce projet pilote qui sera exploité pendant 20 ans par des filiales de SUEZ Énergie Services (GTI et Axima).

En amont du projet, un audit d'efficacité énergétique approfondi a permis d'identifier des sources d'économies importantes sur la réorganisation et l'aménagement des locaux. L'installation de verrières ou l'utilisation de nouvelles peintures ont permis par exemple des gains d'éclairage et de chauffage.

La solution mise en œuvre combine ensuite quatre énergies. Trois éoliennes de 2 MW produiront environ 13,4 GWh par an, dont une partie sera revendue aux riverains. L'électricité d'appoint – quand les éoliennes ne tournent pas – provient, par le réseau, des barrages hydrauliques exploités par SUEZ en France.

Une chaudière à bois de 5 MW fournit la chaleur «de base» (chauffage et eau chaude) tandis que l'ancienne chaudière, transformée en bio-chaudière à huile, sera sollicitée pour les pics de consommation. Dans une deuxième étape, un hectare de cellules photovoltaïques seront installées sur les toits pour une puissance totale de 1 MW. Avant sa conversion, l'usine Volvo de Gand rejetait chaque année 14 000 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Sa consommation est tombée à zéro.

LA PLUS GRANDE CENTRALE SOLAIRE FRANÇAISE SUR LE TOIT D'UN ENTREPÔT À LA RÉUNION

À La Réunion, Ineo, filiale de SUEZ, a installé, début 2007, 8 500 m² de panneaux solaires sur le toit d'un entrepôt d'une centrale d'achat de la grande distribution. Plus de 6 000 panneaux solaires vont permettre de produire 1 MW par an, soit la consommation de 500 foyers. Revendue à EDF, l'électricité alimentera le réseau de l'île. Réalisée avec le soutien financier de la Région et de l'Union Européenne, cette installation s'inscrit dans le cadre du Plan régional des énergies renouvelables et d'utilisation rationnelle de l'énergie, mis en place en 2000 par la Région et l'État, afin de réduire la dépendance énergétique de l'île, et même de parvenir à son autonomie grâce aux énergies renouvelables (hydraulique, biomasse, solaire...). 100 MWc d'installations photovoltaïques devraient notamment être installés d'ici à 2025 à La Réunion.

CENTRE TECHNIQUE MULTIÉNERGIES POUR TURBOMECA

Elyo va concevoir, construire, financer et exploiter pendant 20 ans un centre capable de produire et de distribuer la chaleur, le froid, l'air comprimé, l'eau pressurisée et l'électricité de la nouvelle usine française du leader mondial des turbines Turbomeca, à Bordes. Une chaudière biomasse de 3 MW couvrira 85% des besoins en chaleur du site tout en évitant le rejet de 1 500 tonnes de CO₂ par an.



ENVIRONNEMENT

UN LEADER MONDIAL DES SERVICES DE L'EAU ET DE LA PROPRETÉ

Actif dans l'eau et la propreté, SUEZ est l'un des deux spécialistes mondiaux des services à l'environnement. Le Groupe réalise 80% de son activité en Europe mais est également présent au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique.

61 900

COLLABORATEURS
DANS LES MÉTIERS
DE L'ENVIRONNEMENT
DANS LE MONDE

SUEZ est l'un des deux spécialistes mondiaux des services à l'environnement. En 2007, la branche SUEZ Environnement a réalisé un chiffre d'affaires de 12 milliards d'euros pour moitié dans les services à l'eau, et pour l'autre dans la propreté (gestion des déchets). Si 80% de l'activité sont réalisés en Europe, le Groupe

opère dans 25 pays sur les cinq continents. SUEZ distribue de l'eau à New York, Alger ou dans 16 villes chinoises, collecte et traite des déchets à Hong-Kong ou Macao, dessale de l'eau de mer à Perth ou Abou Dhabi... Un milliard de personnes utilisent une eau issue des usines construites par le Groupe.

DES MARCHÉS EN FORTE CROISSANCE

Gestionnaire de ressources rares, promoteur du recyclage et de la valorisation de ressources jusqu'alors négligées, SUEZ Environnement évolue sur des marchés d'avenir et en forte croissance.

L'utilisation raisonnée et la préservation des ressources jouent un rôle déterminant dans la nouvelle économie qui se développe mondialement pour répondre aux défis du développement durable. La prise de conscience environnementale, les fortes attentes du public, le renforcement des réglementations sont autant de facteurs de croissance pour les activités.

4,5 MILLIARDS D'INVESTISSEMENTS

Dans ce contexte porteur, le Groupe vise une croissance dynamique dans les prochaines années et prévoit d'investir 4,5 milliards d'euros sur la période 2007/2009.

12,02

MILLIARDS D'EUROS
DE CHIFFRE D'AFFAIRES
DANS LES MÉTIERS
DE L'ENVIRONNEMENT
EN 2007

Arrivée de l'eau brute - Macao Water (Chine)



ZOOM

30 ANS DE PARTENARIATS EN CHINE

SUEZ fait figure d'entreprise de référence en Chine.

Près de 20% de la population urbaine chinoise utilisent une eau produite par les 180 usines de traitement construites depuis les années 70 par Degrémont dans tout le pays. Présent depuis plus de 30 ans dans le pays, le Groupe s'y est peu à peu développé via une stratégie de partenariats dans le cadre de contrats à long terme (jusqu'à 50 ans) qui lui confèrent un statut unique.

Leader sur le marché de l'eau, il fournit, via la joint-venture Sino-French Water Development, l'eau potable à 13,5 millions de Chinois dans 16 municipalités dont Shanghai, Chongqing, Qingdao...

À Hong-Kong, une autre joint-venture, Swire SITA, exploite 12 stations de transferts de déchets ainsi que deux décharges parmi les plus grandes et les plus modernes au monde.

À Macao, le Groupe distribue l'eau, gère les déchets, produit de l'électricité.

Près de Shanghai, SUEZ gère pour 50 ans la distribution d'eau potable et industrielle, le traitement des eaux usées et le traitement des déchets dangereux du plus grand pôle pétrochimique de Chine. Sur ce site de 29 km², le Groupe a installé une station unique au monde capable de traiter près de 50 000 m³ d'effluents industriels par jour pour éviter toute contamination.

Fin 2006, il y a inauguré le plus grand incinérateur de déchets dangereux de Chine : d'une capacité de 60 000 tonnes par an, c'est à ce jour la première installation au monde capable de traiter à la fois les déchets solides, liquides ou gazeux.

Sur un marché à très fort potentiel, le Groupe compte poursuivre son développement dans l'environnement, mais aussi dans l'énergie, en restant fidèle à sa stratégie de partenariat.

“ SUEZ Environnement distribue de l'eau à New York, Paris, Alger, Florence, Jakarta... traite des déchets à Hong-Kong, Shanghai, Macao... dessale de l'eau de mer à Perth, et bientôt Barcelone... ”

Usine de traitement des eaux usées de As Samra à Amman (Jordanie)



En Europe, son marché domestique, où les réglementations environnementales les plus contraignantes au monde dopent le marché, il compte consolider ses positions dans les pays phares de l'Union et se développer dans les nouveaux pays membres qui représentent un très fort potentiel de croissance.

SUEZ souhaite également renforcer ses positions en Australie et en Amérique du Nord où la prise de conscience

environnementale et la montée rapide des exigences ouvrent d'importantes opportunités, notamment dans la constitution de partenariats public-privé. Dans les pays émergents, où les préoccupations environnementales n'ont pas encore la même acuité, le Groupe souhaite s'implanter en sélectionnant rigoureusement les projets sur des critères de rentabilité, notamment en développant des partenariats comme il le fait en Chine, au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord.



EAU

68

MILLIONS DE PERSONNES ALIMENTÉES
EN EAU POTABLE

5

MILLIARDS DE M³ D'EAU POTABLE
PRODUITS EN 2007

10 000

USINES DE TRAITEMENT D'EAU
CONSTRUITES DANS LE MONDE

LA MAÎTRISE COMPLÈTE DU CYCLE DE L'EAU

Numéro 2 des services à l'eau en Europe et dans le monde, SUEZ Environnement a produit 5 milliards de m³ d'eau potable et distribué de l'eau à 68 millions de personnes en 2007. Il a également géré les eaux usées de 44 millions de personnes.

Le Groupe intervient majoritairement pour le compte de collectivités publiques pour lesquelles il gère des services (distribution de l'eau...) dans le cadre de délégation de services publics (concessions, affermagés...) souvent pour de longues durées (10 ans et plus) ou pour lesquelles il effectue des prestations techniques (construction de stations d'épuration...). SUEZ Environnement intervient également auprès d'industriels auxquels il fournit des services techniques (conception, construction, gestion d'installations de retraitement...). SUEZ Environnement rassemble une chaîne complète de compétences qui lui permet d'intervenir sur tout le cycle de l'eau, du captage et la production d'eau potable jusqu'au retraitement des eaux usées en passant par la distribution, la gestion de la ressource...

■ Études, schémas directeurs, maîtrise d'œuvre

Safège est une société internationale de référence dans le domaine de l'ingénierie et du conseil de l'eau : modélisation des nappes, aménagements fluviaux, barrages, réseaux, usines de traitement, gestion de la ressource... Safège possède des références dans une centaine de pays et réalise 35 % de son activité à l'international.

■ Conception, construction et gestion d'usines de traitements

Degrémont est le spécialiste mondial du traitement de l'eau : un milliard de personnes utilisent une eau issue de ses usines dans le monde. La société conçoit des installations de production d'eau potable, de dessalement, d'épuration ou de traitement des eaux usées ou de traitement des boues d'épuration. En 60 ans, la société a construit 10 000 usines dans plus de 70 pays.

■ Distribution d'eau potable et assainissement des eaux usées

En Europe, aux États-Unis, en Chine, au Brésil, au Mexique, au Maroc, en Jordanie, en Afrique du Sud... SUEZ Environnement contrôle ou détient des participations dans des sociétés de distribution d'eau qui opèrent pour de grandes collectivités.



FAIT MARQUANT

La Chine distingue SUEZ.

Deux filiales de SUEZ Environnement ont été distinguées lors d'un sondage national sur l'industrie de l'eau en Chine. Sino-French Water Development, qui fournit l'eau et l'assainissement à 13,5 millions de personnes, arrive en tête du classement des «entreprises les plus réputées du secteur de l'eau» tandis que Degrémont est élue «Meilleure entreprise d'ingénierie environnementale».

EAU ET ASSAINISSEMENT POUR TOUS

A l'occasion du Sommet du Millénaire des Nations Unies de septembre 2000, plus de 180 pays membres des Nations Unies se sont engagés à atteindre, d'ici à 2015, des objectifs de développement précis, dits Objectifs du Millénaire pour le développement, dans les domaines suivants : réduction de la pauvreté, amélioration de la nourriture infantile, de la santé, de l'éducation et lutte contre la dégradation de l'environnement. Dans ce cadre, il a été décidé de réduire de moitié la part de la population n'ayant pas accès durablement à l'eau potable et à l'assainissement (objectif 7). SUEZ contribue à la réalisation de cet objectif. Ces quinze dernières années, SUEZ Environnement a apporté l'eau potable à plus de 11 millions d'habitants et connecté plus de 5 millions à un système d'assainissement dans les pays émergents.

Son savoir-faire couvre toute la chaîne de compétence : pompage et traitement, stockage et distribution, relations avec la clientèle (relevé des compteurs, factures, services clients...), collecte et épuration des eaux usées, traitement et valorisation des boues d'épuration.

■ Production et retraitement d'eau pour l'industrie

Ondeo IS est le spécialiste mondial de la gestion des eaux utilisées dans des procédés industriels. La société aide ses clients à optimiser la ressource et diminuer leur consommation, améliorer leurs procédés, traiter

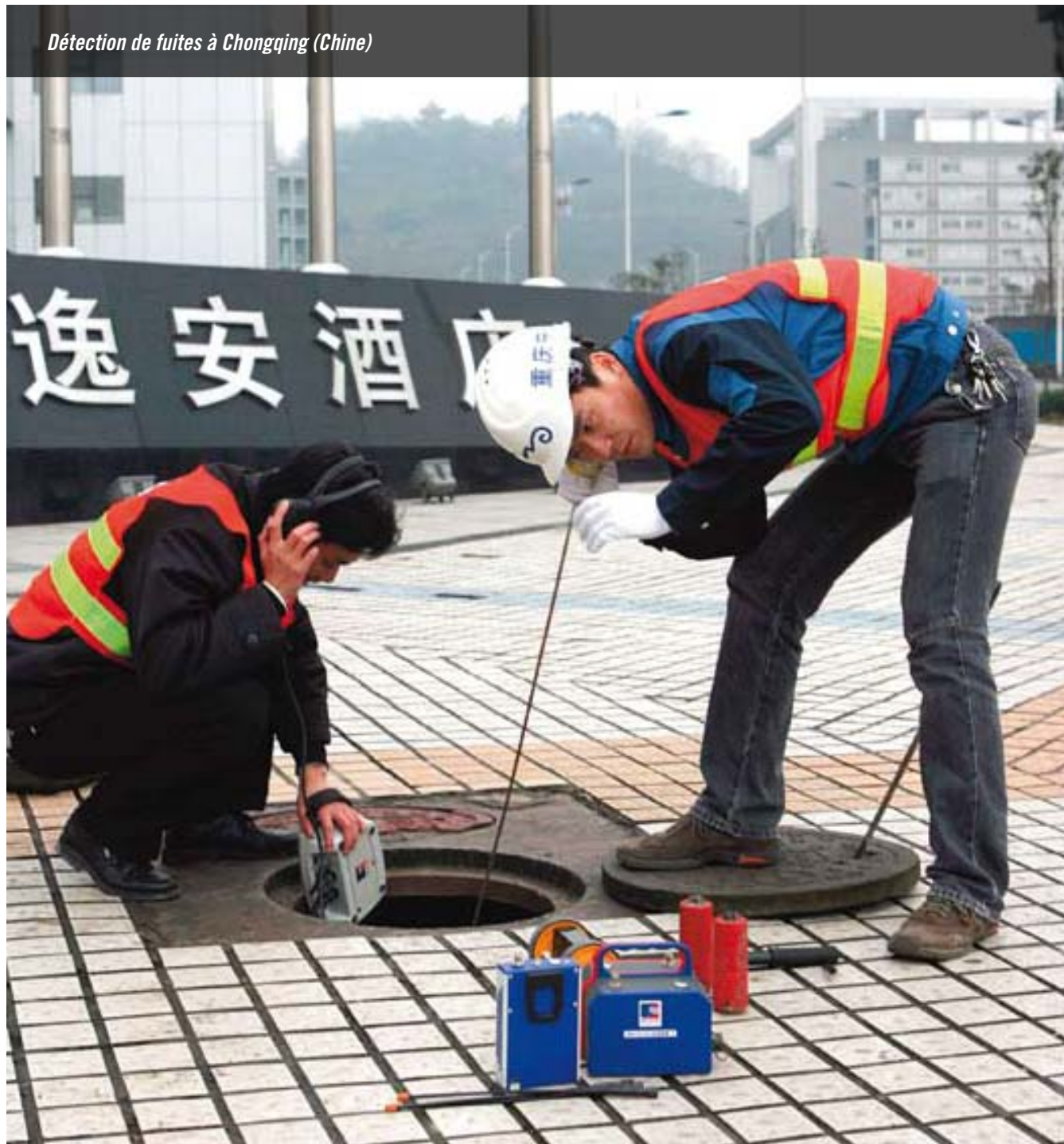
les effluents, produire des eaux spécifiques (eau ultra-pure...). Elle a construit 1 800 installations de production d'eau et 2 000 de retraitement d'eaux usées.

DES POSITIONS FORTES EN EUROPE

En Europe, le Groupe est fortement implanté en France grâce à Lyonnaise des Eaux, numéro 2 du secteur avec un chiffre d'affaires de 1,9 milliard d'euros en 2007 (+2,8%). La société gère l'eau pour 2 600 collectivités locales, apporte l'eau potable à 14 millions de personnes et traite les eaux de 9 millions de personnes.

“Seuls 2% des eaux usées collectées dans le monde sont réutilisées”

Détection de fuites à Chongqing (Chine)



En 2007, le Groupe a fortement renforcé ses positions en Espagne, son deuxième marché le plus important. Il a consolidé son contrôle d'Agbar (dont il détient désormais 90 % avec ses partenaires espagnols), un très important groupe de services de Barcelone, numéro 1 espagnol de l'eau et de l'assainissement avec 500 municipalités représentant 12 millions d'habitants. Agbar est également présent en Amérique Latine, au Royaume-Uni et développe des projets en Afrique du Nord.

En octobre, SUEZ a acquis 33% de Agua de Valencia (AVSA) qui dessert 3 millions de personnes. Également présent dans l'eau en Italie (à Milan, Florence, Pise...), en Allemagne et en Grèce, SUEZ souhaite renforcer ses positions sur les principaux marchés de l'Union et se développer dans les nouveaux pays membres où il exerce déjà des activités (en République Tchèque, en Hongrie, en Slovaquie, en Slovénie...). Degremont, qui installe des usines de traitement ou de dessalement dans le monde entier, est le fer de lance du développement international dans l'eau.

Hors d'Europe, SUEZ Environnement intervient essentiellement en partenariat avec des municipalités ou des acteurs privés pour la fourniture d'eau aux États-Unis, au Mexique, en Indonésie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le Groupe est présent en Chine depuis plus de 30 ans, notamment *via* une vingtaine de filiales détenues en partenariat avec des collectivités locales pour la distribution d'eau.

RÉUTILISER L'EAU POUR L'ÉCONOMISER

Sur les 369 milliards de m³ d'eaux usées collectées dans le monde chaque année, seuls 160 milliards de m³ sont traités... et à peine 7,1 milliards de m³ réutilisés. Le traitement des eaux usées vise d'abord à éliminer les matières en suspension et les polluants tels que les composés du carbone, de l'azote ou du phosphore. Mais les progrès des techniques d'ultrafiltration permettent d'envisager, en ajoutant une étape de traitement, une réutilisation à moindre coût de ces eaux pour des usages agricoles ou industriels. Pour la rendre potable, il faut encore envisager un niveau de traitement supplémentaire qui peut se justifier dans les régions où la ressource est insuffisante. Car le «*re-use*» de l'eau est un double moyen de préserver la ressource : il limite les prélèvements et diminue les volumes d'eaux usées rejetées dans l'environnement. Pour de nombreuses collectivités, il apparaît comme une ressource alternative permettant de préserver les ressources naturelles. Le marché est en plein essor : d'ici 2015, le volume d'eau réutilisée dans le monde devrait progresser de 180 %. Les filiales de SUEZ Environnement gèrent une capacité de plus de 2,4 millions de m³ réutilisables par jour, d'abord dans les pays où le manque d'eau est criant : au Qatar, au Mexique, en Australie... mais aussi dans des pays du Nord, où le «*re-use*» permet d'envisager une gestion plus raisonnée et moins dispendieuse de la ressource. Près de Milan, le Groupe a conçu et exploite la plus grande usine de traitement des eaux usées d'Europe qui permet d'irriguer plus de 20 000 hectares de cultures. À Grasse,

TOULOUSE-BLAGNAC : UN PREMIER PPP POUR L'EAU EN FRANCE

Lyonnaise des Eaux et l'aéroport Toulouse-Blagnac ont signé au printemps 2007 le premier contrat de partenariat public-privé du secteur de l'eau et de l'assainissement en France.

Lyonnaise des Eaux va financer, concevoir et construire une station de traitement des eaux pluviales de l'aéroport d'un montant de 10 millions d'euros qu'elle exploitera ensuite pour 20 ans. Deux autres filiales de SUEZ, Odeco IS pour une partie des équipements de traitement et Ineo pour les installations électriques, vont participer au projet. L'extension des surfaces imperméabilisées de l'aéroport rend nécessaire la construction d'une nouvelle unité de traitement des 700 000 m³ annuels d'eaux de ruissellement qui se chargent sur le tarmac de kérozène et autres polluants. Lyonnaise des Eaux, dont l'expertise, notamment au service d'Aéroports de Paris, est reconnue dans ce domaine, a prévu de réutiliser une partie des eaux traitées pour le nettoyage et l'arrosage des espaces verts.



FAIT MARQUANT

Prise de position à New York. En février 2007, United Waters, filiale de SUEZ, a finalisé l'acquisition d'Aquarion New York, l'une des dix plus grandes compagnies de distribution d'eau aux États-Unis.

AUSTRALIE : LA PLUS GRANDE USINE DE DESSALEMENT DE L'HÉMISPHERE SUD

Depuis 1990, l'Australie, confrontée à une sévère période de sécheresse, multiplie les projets pour diversifier et sécuriser son accès à l'eau.

En avril 2007, SUEZ Environnement a inauguré à Perth la plus grande usine de dessalement de l'hémisphère Sud, avec une capacité de 140 000 m³ par jour. Le projet, conception et construction incluses, a été mené en 18 mois avec un partenaire australien du BTP.

Les équipements de dessalement représentent à eux seuls un investissement de 170 millions d'euros tandis que l'exploitation de l'usine, qui sera assurée pour 25 ans par Degrémont, représente un contrat de 300 millions d'euros. L'opération a été réalisée dans le cadre d'un partenariat public-privé avec l'Agence régionale de l'Eau qui est associée au projet.

GRASSE PARIE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En mars 2007, Degrémont inaugurait à Grasse une nouvelle station d'épuration dotée d'un procédé unique en France : pour protéger les eaux d'une rivière classée sensible, la station utilise un «réacteur membranaire biologique» qui permet d'obtenir un niveau de dépollution supérieur aux exigences réglementaires et renforce la protection de la faune et de la flore aquatiques. Conformément au souhait de la ville, engagée dans une politique volontariste de développement durable, la nouvelle usine a été pensée pour s'intégrer au maximum dans son environnement : architecture discrète, nouveaux procédés de lutte contre le bruit et les odeurs... Dix mois plus tard, en janvier 2008, Grasse renouvelait sa délégation de service public à Lyonnaise des Eaux pour 20 ans. Le nouveau contrat comporte d'importants engagements pour la protection de l'environnement. Le système de collecte des eaux résiduaires (130 km de réseaux, quatre stations d'épuration) va être renforcé et le système de mesure des polluants amélioré. Des équipements vont être construits pour traiter spécifiquement les effluents des nombreux industriels de la parfumerie présents à Grasse. Une partie des eaux retraitées par les stations de la ville sera utilisée pour l'arrosage des espaces verts et le nettoyage des voiries.

Le marché du dessalement devrait croître de 15% par an pendant dix ans

dans le cadre du renouvellement du contrat de retraitement des eaux conclu en 2007 avec la municipalité, Lyonnaise des Eaux va réutiliser une partie des eaux traitées pour l'arrosage des espaces verts (jardins, golfs...). À Toulouse-Blagnac, Lyonnaise des Eaux va également réutiliser, après traitement, une partie des eaux de ruissellement de l'aéroport pour le nettoyage et l'arrosage des espaces verts.

LE DESSALEMENT SE GLOBALISE GRÂCE À L'OSMOSE INVERSE

Le marché mondial du dessalement est en plein essor. Les océans totalisent 97% de l'eau présente sur terre et 40% de la population terrestre vit à moins de 100 km des côtes : dessaler l'eau de mer apparaît donc, avec le «re-use», comme l'une des grandes voies d'avenir pour fournir l'accès à l'eau à des populations de plus en plus nombreuses et urbanisées. Dans les dix prochaines années, le marché devrait croître de 15% par an pour permettre d'installer une capacité supplémentaire de près de 80 millions de m³ par jour : de quoi fournir l'eau à 300 millions de personnes. À l'origine de ce décollage, l'apparition de nouvelles technologies moins gourmandes en énergie que les procédés classiques par distillation. Acteur historique du marché avec plus de 250 usines à son actif, Degrémont est le leader mondial de la plus récente et la plus

performante de ces innovations, l'osmose inverse.

Grâce à ce procédé moins «énergivore», le dessalement peut enfin se développer hors du Moyen-Orient. En 2007, Degrémont a inauguré à Perth, en Australie, la plus grande usine de dessalement de l'hémisphère Sud. À Barcelone, la société construit la plus grande usine d'Europe. Elle vient de lancer un nouveau projet à Alicante. Marché de référence du dessalement au vu de ses immenses besoins, le Moyen-Orient bénéficie également de ces innovations. À Fujairah, aux Émirats Arabes Unis, la plus grosse usine mondiale (63 millions de m³ par an) alimente à elle seule un million de personnes et combine, pour la première fois au monde, l'osmose inverse à des procédés classiques de distillation. Des records amenés à être battus : pour répondre aux défis posés par sa démographie, son urbanisation et son développement industriel, le Moyen-Orient devrait augmenter ses capacités de dessalement de 15 à 20% par an dans les dix prochaines années. Un investissement estimé à plus de 14 milliards de dollars.



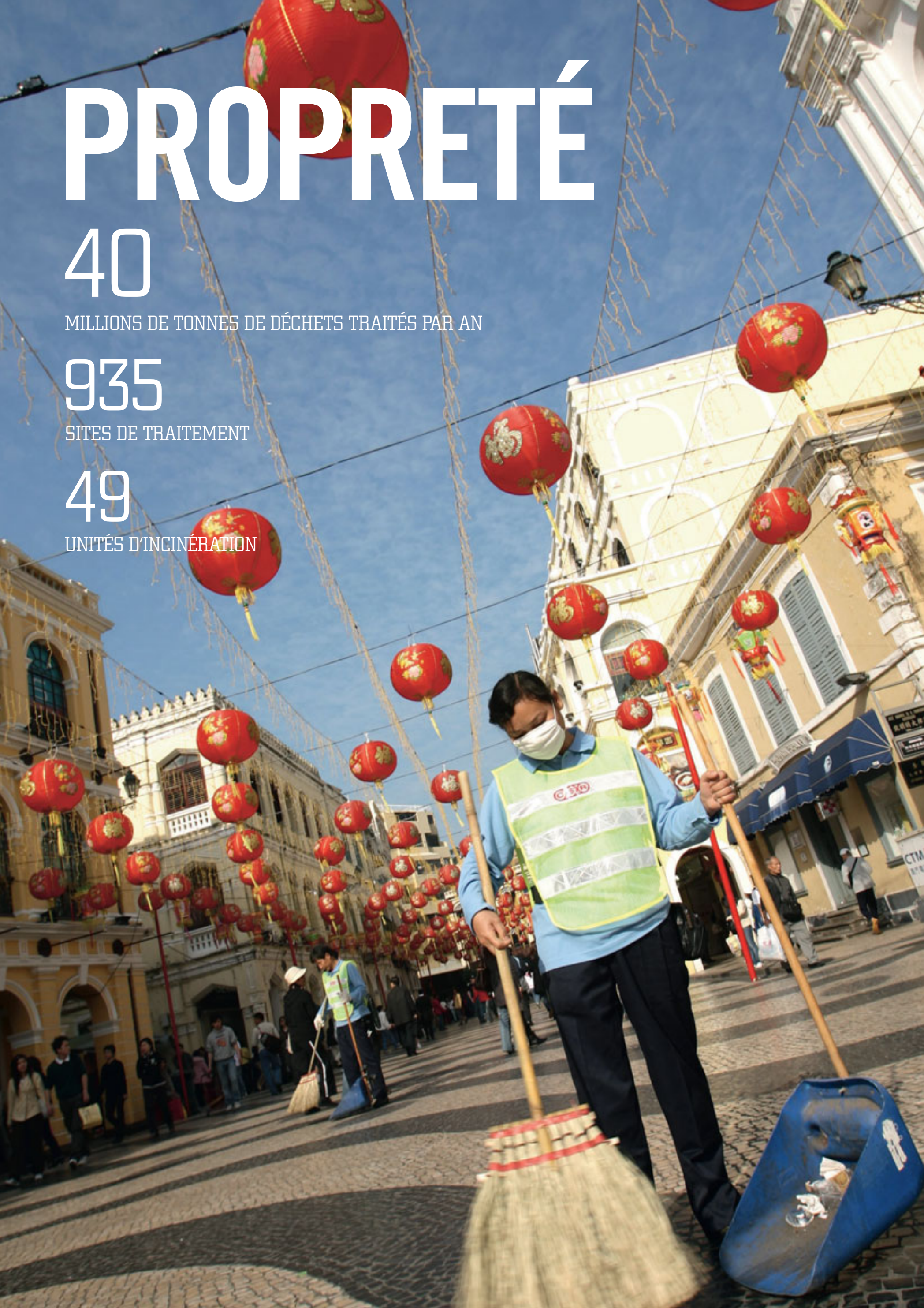
Station d'épuration de Grasse Roumigières (France)

“ D’ici 2015, le volume d’eau réutilisé dans le monde devrait progresser de 180% ”

FAITS MARQUANTS

• **Agbar en Algérie.**
L'espagnol Agbar, filiale du Groupe, va gérer pour cinq ans l'eau et l'assainissement pour les 1,5 million d'habitants d'Oran.

• **Eau potable en Inde.**
À Chennai (ex-Madras), Degremont inaugure l'une des plus grandes usines d'eau potable en Inde. Pendant sept ans, la société va exploiter cette unité de 530 000 m³ quotidiens desservant 4 millions d'habitants.



PROPRETÉ

40

MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS TRAITÉS PAR AN

935

SITES DE TRAITEMENT

49

UNITÉS D'INCINÉRATION

DÉCHETS : DE LA COLLECTE À LA VALORISATION

Numéro 2 en Europe et numéro 3 mondial des services de propreté, SUEZ traite plus de 40 millions de tonnes de déchets par an, dont 43% sont valorisés.

Les métiers de la propreté sont en complète redéfinition : d'une activité de services (l'enlèvement, le stockage ou la destruction de déchets), ils sont désormais clairement orientés grâce au recyclage vers la production de «matières premières secondaires».

Il ne s'agit plus d'éliminer mais de valoriser les déchets. SUEZ Environnement est présent sur toute la chaîne de traitement des déchets urbains ou industriels via SITA et ses filiales spécialisées.

■ Gestion des déchets des municipalités et entreprises

SITA gère une flotte de 11 800 camions bennes dans le monde pour collecter les déchets qui partent vers des centres de tri puis vers le recyclage. Les déchets dangereux ou polluants (piles, aérosols...) sont traités dans des centres spécifiques. Les déchets

non recyclés sont incinérés et peuvent servir à produire de l'énergie (chaleur, électricité) ou stockés : le biogaz issu de la fermentation est lui aussi valorisé sous forme énergétique.

■ Gestion des déchets dangereux (hors déchets nucléaires)

SUEZ Environnement a traité 2,8 millions de tonnes de déchets dangereux en 2007. Ses services spécialisés traitent des colis de quelques grammes (produits de laboratoire...) à des volumes de plusieurs centaines de tonnes. Souvent d'origine industrielle, les déchets dangereux (chimie, métaux, hydrocarbures...) peuvent être régénérés (nettoyés et réutilisés : huiles, solvants...), traités pour être valorisés comme combustibles de substitution, incinérés à haute température (avec valorisation

énergétique), traités par voie physico-chimique ou biologique, dépollués puis enfouis.

À Shanghai, SUEZ a conçu et exploite le plus important centre de traitement des déchets dangereux de Chine.

■ Réhabilitation de sites industriels pollués

SUEZ démantèle les installations industrielles en fin de vie, traite les sites, dépollue les sols, les sous-sols et les nappes phréatiques et revalorise les sites pour des activités futures. On estime que 2 milliards d'hectares sont dégradés chaque année dans le monde par les activités humaines. Leur revalorisation est un enjeu sanitaire et environnemental majeur.

43%
des déchets
traités par
SUEZ Environnement
sont valorisés

FAIT MARQUANT

Recyclage de pneus.

À Montauban, SITA a inauguré un nouveau procédé de transformation des pneumatiques entièrement automatisé. Les granulats et poudres de caoutchouc obtenus servent à la fabrication d'aires de jeux pour enfants, de revêtements de sols pour équipements sportifs, de roues et de mobiliers urbains.

Méthanisation à Montpellier.

Novergie, filiale spécialisée dans la valorisation énergétique des déchets, a obtenu l'exploitation pendant 10 ans d'une unité de méthanisation à Montpellier. Elle permettra de traiter 200 000 tonnes de déchets par an pour produire 30 000 MWh sous forme de biogaz (soit la consommation de 25 000 habitants) tandis que les résidus organiques seront utilisés comme compost.

COLLECTE «DURABLE» À LYON ET NÎMES

Les exigences du développement durable sont désormais intégrées aux contrats de propreté passés avec les municipalités.

À Nîmes, où SITA a remporté en 2007 un important contrat pour la collecte des déchets des 100 000 habitants et le nettoyage des 132 000 m² de l'agglomération (84 millions d'euros sur sept ans), la société va employer des camions silencieux fonctionnant aux énergies «propres» (électricité et biocarburant) tandis que ses chauffeurs seront formés à de nouveaux modes d'éco-conduite permettant d'économiser jusqu'à 15 % de carburant. À Lyon, où son contrat a été renouvelé wet étendu, SITA va utiliser de nouveaux outils pour optimiser les tournées de ses véhicules qui fonctionnent au diester.

■ **Assainissement et propreté urbaine** : entretien des voiries et du mobilier urbain, des réseaux municipaux, de sites industriels...

■ **Recyclage spécialisé** : déconstruction et valorisation de véhicules, aéronefs, navires...

NUMÉRO 2 EUROPÉEN

En Europe, SUEZ Environnement réalise la moitié de son activité hors de France: le Groupe est présent en Allemagne, au Royaume-Uni, en Belgique, aux Pays-Bas, en Scandinavie et dans certains nouveaux pays de l'Union: Pologne, République Tchèque, Slovaquie où il développe d'importantes activités de dépollution de sites industriels et de traitement de produits dangereux. Le Groupe est également présent en Chine: propreté urbaine à Hong-Kong ou Macao (collecte, nettoyage des rues...) et traitement de déchets dangereux à Shanghai où SUEZ opère la principale usine spécialisée de Chine.

Il travaille également à Taiwan, en Australie et au Moyen-Orient.

TRANSFORMER LES DÉCHETS EN RESSOURCE

Il ne s'agit plus de se débarrasser mais de valoriser les déchets: les progrès techniques permettent de leur donner une seconde vie et de les intégrer dans le cycle de production de nombreuses industries. Sous la pression des enjeux environnementaux et des réglementations, cette activité est amenée à croître fortement. La réglementation européenne, la plus exigeante au monde, interdit par exemple toute mise en décharge sans tri préalable. Pour étendre la chaîne de valorisation, SITA développe des usines de pré-traitement mécanique des déchets qui permettent de séparer la matière organique pour une valorisation biologique et les déchets les plus calorifiques, valorisés en co-incinération dans des cimenteries.

ZOOM

METALEUROPE : TRANSFORMER UNE FRICHE INDUSTRIELLE EN PÔLE D'AVENIR

L'économie circulaire vise à maximiser les usages des ressources en réintégrant sans cesse les produits en fin de vie dans le processus économique. Il ne s'agit plus d'abandonner et de jeter mais de transformer et de recycler dans de nouveaux usages. Dans une expérience exemplaire, SITA a appliqué ce principe à une friche industrielle, transformée et revitalisée pour vivre une deuxième vie. Au-delà des problèmes de dépollutions liés au départ d'industries parfois centenaires, la réhabilitation d'un site industriel doit aussi permettre de le reconverter économiquement et socialement, grâce à de nouvelles activités qui vont redynamiser des bassins d'emploi déprimés après de longues périodes d'abandon. Dans le Pas-de-Calais, le démantèlement des anciennes fonderies Metaleurop, en 2003, a laissé derrière elles 830 salariés et un site de 50 ha contaminé par un siècle de rejets de plomb, zinc et cadmium, considéré comme l'un des plus pollués de l'Union Européenne. Soutenue par les pouvoirs publics et les collectivités locales, SITA a investi 80 millions d'euros dans un projet de longue haleine visant, non seulement à dépolluer le site, mais aussi à en faire un nouveau pôle de développement, tourné vers le futur. Début 2008, 14 entreprises employant 420 personnes se sont installées sur le tout nouveau «écopôle Agora». Parmi elles, cinq éco-industries intègrent une cinquantaine d'anciens fondeurs. Après avoir été le symbole des délocalisations et d'une certaine forme d'industrie du passé, le site apparaît désormais comme un atout important pour le développement et l'emploi régional : au moins quatre nouvelles implantations y sont prévues en 2008. Fort de cette expertise industrielle mais aussi sociale, SITA mène des projets comparables sur d'anciens sites de Renault à Romorantin et de Kléber à Toul.



“ SUEZ valorise
les déchets
et leur donne
une seconde vie ”

27% des déchets traités en France deviennent des matières premières secondaires

NOUVELLES RESSOURCES

Si les papiers et cartons, le bois, les plastiques... sont recyclés de longue date, la liste des déchets valorisés ne cesse de s'étendre. Les boues issues des stations d'épuration étaient traditionnellement valorisées en épandage agricole. Grâce aux innovations issues d'une R&D récente, SUEZ développe des procédés visant à réduire leur volume puis à les utiliser comme combustible pour la production d'électricité, par exemple. Le biogaz, issu de la fermentation des déchets, est lui aussi valorisé dans de petites centrales thermiques. 90% des décharges gérées par SUEZ captent et brûlent ainsi leur biogaz, produisant environ 700 GWh d'électricité par an.

À Paris, SUEZ exploite le troisième réseau de chaleur urbain au monde (plus de 200 000 logements et de nombreux bâtiments publics et administratifs) dont 49% de l'énergie proviennent

de l'incinération des déchets ménagers. Préservation des ressources fossiles, diminution des rejets de CO₂, valorisation de ressources énergétiques «nationales» et non importées..., le bilan, tant économique

qu'environnemental, de ces valorisations est très positif. SUEZ développe également des filières très spécialisées, notamment dans le recyclage des véhicules en fin de vie (automobiles, navires, aéronefs...)

qui proposent des produits à grande valeur ajoutée. Le Groupe fournit par exemple à Airbus de l'acier recyclé, certifié aéronautique pour ses nouveaux appareils.

FAITS MARQUANTS

Australie.
SUEZ remporte deux importants contrats en Australie : la collecte et le traitement des déchets de la ville de Penrith (40 millions d'euros) et la construction et l'exploitation d'une usine de traitement à Liverpool, près de Sydney (35 millions d'euros).

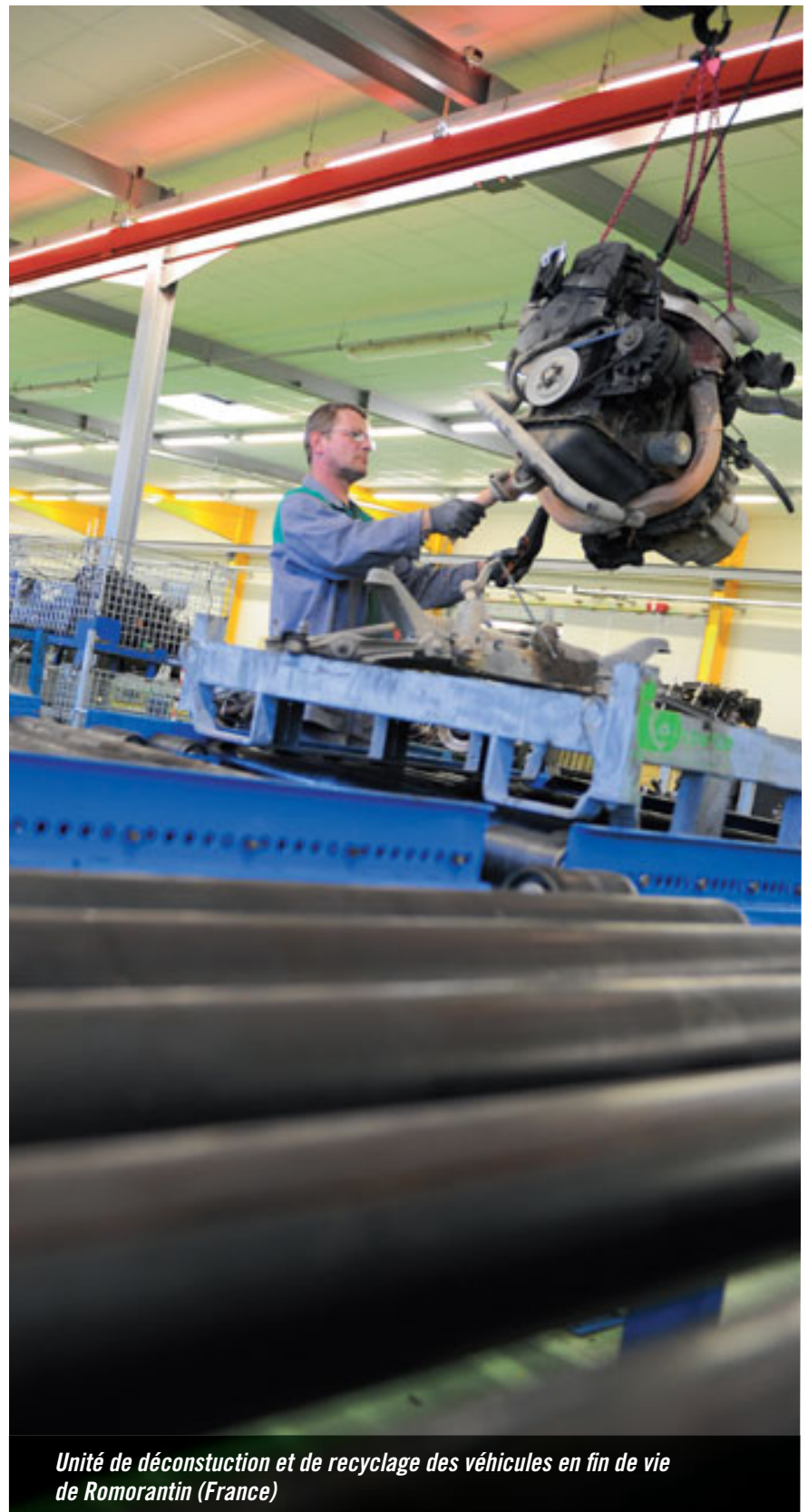
SITA retraite les déchets de Renault.
Renault renouvelle à SITA la gestion de l'intégralité des déchets de Cléon, premier site mécanique du constructeur. Un contrat de 20 millions d'euros sur trois ans.



AÉRONEFS, NAVIRES, AUTOMOBILES : RECYCLER LES VÉHICULES EN FIN DE VIE

La législation européenne prévoit que d'ici 2015, 95% du poids des véhicules hors service devront être valorisés et 85 % recyclés.

SUEZ Environnement, qui recycle déjà chaque année 230 000 tonnes de métaux et de câbles, se positionne sur ce marché dopé par les échéances communautaires. Après avoir testé la faisabilité du projet au sein d'un programme européen, SITA s'est associé à Airbus et d'autres partenaires pour créer Tarmac Aerosave, la première filière industrielle de déconstruction d'avions. Un premier site de déconstruction devrait être opérationnel à Tarbes dès 2008 et sera ouvert aux appareils civils et militaires. 300 avions arrivent chaque année en fin de vie et Tarmac Aerosave compte sur son antériorité et ses alliances pour s'imposer sur ce marché naissant. En février 2008, c'est avec Renault que SITA s'est associé dans un projet visant à valoriser les automobiles en fin de vie, conformément aux objectifs européens. Si environ 85% du poids des véhicules peuvent aujourd'hui être valorisés sans difficultés importantes, le passage à 95% impliquera de développer de nouvelles techniques pour recycler les parties non métalliques : caoutchouc, plastiques, textile, verre... Renault et SITA ont repris, au sein d'une joint-venture, une entreprise gérant 230 centres de déconstruction en France et prévoient d'y investir 150 millions pour traiter 150 000 véhicules de toutes marques par an. Au-delà du bilan environnemental, ce projet permettra à Renault d'obtenir pour ses usines une « matière première secondaire » à des prix inférieurs aux cours des matières premières. SITA se positionne également sur le marché des navires, eux aussi concernés par la directive : en partenariat avec Endel (filiale de SUEZ Énergie Services) et CMN, spécialiste de la mécanique, la société a remporté le premier contrat de démantèlement et de déconstruction d'un bâtiment militaire, le Lucifer.



Unité de déconstruction et de recyclage des véhicules en fin de vie de Romorantin (France)

Tri mécano-biologique de déchets à Alès.

SITA France signe avec un syndicat mixte de la région d'Alès un contrat pour la conception, la construction et la gestion pendant 22 ans d'un centre de tri mécano-biologique de déchets ménagers. Sur la durée, le chiffre d'affaires prévisionnel atteint 123 millions d'euros.



RECHERCHE & INNOVATION

730

CHERCHEURS
ET EXPERTS

8

CENTRES DE R&D

100

MILLIONS D'EUROS
INVESTIS DANS LA R&D

INNOVER POUR DURER

Une culture de l'innovation au plus près de ses marchés permet à SUEZ de renforcer sa compétitivité et ses performances, mais aussi d'apporter des réponses nouvelles aux défis qui se posent dans ses domaines d'activité, l'énergie et l'environnement.

Le développement de SUEZ repose largement sur sa maîtrise technologique. Le Groupe a développé des techniques d'ultra-filtration de l'eau par membrane qui se sont imposées au niveau mondial. Son parc de réacteurs nucléaires figure parmi les plus performants d'Europe, avec des taux de disponibilité supérieurs à 90%. Dans les énergies alternatives, le Groupe, qui a réalisé la première conversion d'une centrale charbon à la biomasse, dispose d'un savoir-faire de premier plan au niveau international.

UN RÉSEAU SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE MONDIAL

SUEZ emploie plus de 600 chercheurs et experts dans ses huit centres de R&D dont certains sont des références internationales de premier plan. Conformément au modèle décentralisé de SUEZ, ces centres sont rattachés aux Business Units du Groupe et développent leurs propres programmes de recherche. Dans les activités liées à l'environnement, SUEZ dispose en outre d'un réseau de 200 laboratoires d'analyses chargés de contrôler la qualité

des eaux partout où le Groupe intervient (France, États-Unis, Chine, Espagne, Royaume-Uni...).

UNE R&D ORIENTÉE VERS LE MARCHÉ

La R&D vise à élaborer des solutions innovantes répondant aux attentes des consommateurs, des industriels, des collectivités. Fortement décentralisée, elle est largement pilotée par ses différentes activités (énergie, services énergétiques, eau, propreté...) qui disposent

de leurs propres moyens de recherche, au plus près des besoins des marchés. Les innovations développées par le Groupe sont la plupart du temps issues d'une étroite collaboration entre les techniciens et les experts présents chez les clients, où ils identifient des besoins spécifiques, et les équipes de R&D. Les nouvelles solutions sont souvent testées et améliorées *in situ*, dans des conditions de fonctionnement réelles.

320
BREVETS
EN PORTEFEUILLE



Chimie organique, préparation d'échantillon au CIRSEE (France)

“ Les exigences du développement durable sont un puissant moteur d’innovation ”

FAVORISER LE DÉPLOIEMENT DE SOURCES D'ÉNERGIES DÉCENTRALISÉES

La difficulté des réseaux électriques à gérer les variations de puissance non planifiées des unités de production décentralisées (éoliennes, solaire, petite production de biomasse par exemple) est un frein au développement des énergies renouvelables. SUEZ est partenaire du programme EU-Deep, qui regroupe une quarantaine d'acteurs de neuf pays européens, pour développer les technologies qui permettront un meilleur pilotage des réseaux capables d'intégrer en toute sécurité le développement massif d'unités de production décentralisées. EU-Deep comprend un important volet de R&D, puis le déploiement de solutions nouvelles dans les domaines de la prévision, du pilotage, du soutien... pour sécuriser et adapter les réseaux au déploiement massif d'unités de production décentralisées.

ÉLIMINER LES PCB DES COURS D'EAU

Interdits depuis une vingtaine d'années, les polychlorobiphényles (PCB ou pyralènes) polluent encore de nombreux sols et cours d'eau où ils se concentrent dans les sédiments. Dans la région lyonnaise, SUEZ Environnement est un acteur important du pôle de compétitivité Axelera qui réunit industriels et recherche universitaire sur le thème de la chimie-environnement. Le programme de recherche sur la dépollution des PCB du Rhône porte, entre autres, sur les méthodes d'analyse (pour quantifier les PCB présents), les modes de dispersion des PCB et les solutions à mettre en œuvre. Il vise à développer des technologies de dépollution qui pourront être utilisées sur d'autres cours d'eau, dont certains sont plus contaminés encore que le Rhône.



RÉPONDRE AUX DÉFIS ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Maîtriser les consommations, diminuer les rejets, préserver les ressources... l'efficacité énergétique et les enjeux environnementaux sont au cœur de nombreux programmes de recherche menés par SUEZ. La forte demande sociale et réglementaire pour un développement durable est un puissant moteur d'innovation. Elle doit permettre d'apporter aux clients, industriels ou collectivités des solutions plus efficaces, moins coûteuses et anticipant sur les évolutions réglementaires qui leur permettront de renforcer leur propre compétitivité.

DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX

Les centres de R&D du Groupe développent des partenariats avec des laboratoires universitaires français et internationaux ou avec des organismes de recherche publics, tels que le CNRS ou le CEA. Dans les activités environnement, plus de 50 partenariats universitaires

permettent d'accéder à des technologies et des méthodologies nouvelles et d'élargir les domaines de recherche.

SUEZ est également partenaire de grands programmes internationaux, particulièrement dans le domaine de l'énergie. Dans le cadre des programmes européens de R&D (PCRD), le Groupe est ainsi associé aux projets visant à maîtriser les rejets de CO₂ (par la capture, le transport et le stockage), tels que le programme Castor, qui regroupe les principaux groupes pétroliers et électriciens européens.

Il joue également un rôle important dans les projets européens EU-Deep et Reliance, qui visent à sécuriser les réseaux électriques dans le cadre du marché unique.

SUEZ est encore partenaire des projets de développement des réacteurs nucléaires du futur (4^e génération, à l'horizon 2030). Au-delà, il participe également à l'ambitieux projet ITER de production d'énergie par fusion nucléaire.

LA VILLE, LIEU DE VIE ET DE CONVIVIALITÉ

- Un réseau collectif de chauffage issu d'énergies renouvelables et permettant d'économiser l'énergie

- Un réseau de climatisation utilisant des technologies plus sûres pour la santé

- Un réseau d'eau optimisé pour détecter les fuites

- Une alimentation électrique pauvre en CO₂

- Réutilisation des eaux usées pour l'arrosage des espaces verts

- Un éclairage public peu consommateur d'énergie et favorisant la sécurité

- Une collecte pneumatique des déchets évitant pollution et nuisances sonores pour la santé

PLUS D'EFFICACITÉ POUR UN SITE INDUSTRIEL

FOURNITURE EN GAZ (Gaz Naturel, Gaz Naturel Liquéfié – GNL) offrant une combinaison équilibrée entre souplesse (compétitivité des prix, flexibilité des volumes) et sécurité d'approvisionnement

SERVICES ÉNERGIE ET TECHNIQUES

- conseil & ingénierie
- gestion sur site des utilités : électricité, air comprimé, chaud, froid,...
- maintenance industrielle, gestion logistique, intégration de systèmes,...

SERVICES ÉNERGIE ET TECHNIQUES

- conseil & ingénierie
- installation technique du génie climatique, électrique, des systèmes de communication...
- gestion et maintenance des installations thermiques (chauffage, eau chaude, climatisation), et autres (électricité, ascenseurs, vidéosurveillance,...)
- facilities management

FOURNITURE EN ÉLECTRICITÉ

à partir d'un «mix» de production de proximité faible en CO₂, voire sans CO₂

SERVICES EAU

- gestion du cycle de l'Eau
- conseil & ingénierie
- gestion de l'eau de process
- gestion des eaux usées
- gestion des boues et sous-produits

SERVICES PROPRETÉ

- gestion du cycle des déchets
- collecte des déchets
- tri et valorisation
- traitement et valorisation de déchets non dangereux et dangereux
- maintenance et nettoyage industriel
- réhabilitation des sites et sols pollués

SURVEILLER DES TURBINES À DISTANCE

En Europe, en Amérique du Sud ou en Asie, plus d'une centaine de turbogroupes sont aujourd'hui surveillés à distance depuis Bruxelles grâce au LVMS (*Laborelec Vibration Monitoring System*) développé par Laborelec, le laboratoire du Groupe en Belgique. La rupture d'une ailette de turbine est un accident sérieux entraînant l'arrêt de la centrale électrique et des coûts de réparation importants. Avec le LVMS, des capteurs permettent de détecter les vibrations engendrées par l'apparition du moindre défaut sur une ailette. Les enregistrements, transmis par Internet, sont analysés à des milliers de kilomètres de là, dans les locaux de Laborelec. Grâce à des milliers d'heures d'historique, la localisation et l'évolution du défaut sont analysées finement pour décider ou non d'un arrêt pour réparation. Les coûts de maintenance sont ainsi fortement limités et la disponibilité des installations renforcée.

COLLECTER LES DÉCHETS SANS CAMION

SITA s'apprête à développer en France un système de collecte pneumatique des déchets ménagers mis au point par le groupe espagnol Ros Roca qui l'a testé dans un nouveau quartier de Barcelone. Les ordures, déposées dans des bornes sur la chaussée, sont aspirées dans des canalisations souterraines et envoyées dans un centre de transfert où elles sont prises en charge par des moyens classiques. Avantage : plus de camions-bennes, ni de nuisances associées (bruit, embouteillages, pollutions et rejets de CO₂...). Une solution facile à mettre en œuvre dans les nouveaux quartiers mais qui pourrait aussi se développer lors des rénovations de quartiers historiques aux ruelles étroites. Plusieurs municipalités d'Ile-de-France et de la région lyonnaise étudient le projet. Une première expérience pourrait voir le jour en région parisienne d'ici 2010.



Centre de recherche de Laborelec (Belgique)

AGILMENT
OVATION
PRIORITÉS

MMME
IALOGUE

ENGAGEMENT

ENGAGEMENT
INNOVATION

INNOVATION
ENVIRONNEMENT

PRIORITÉS
HOMMES

ENVIRONNEMENT
DIALOGUE

DIALOGUE

ENGAGEMENT
INNOVATION

PRIORITÉS

HOMMES

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

SUEZ a placé l'exigence d'un développement durable au centre de sa stratégie. Moteur de sa croissance et gage de sa pérennité, il lui permet de se développer en conciliant performance économique, protection de l'environnement et responsabilité sociale.

68 • LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, ACCÉLÉRATEUR DE CROISSANCE

70 • UN ACTEUR ENGAGÉ

72 • UNE IMPLICATION DE L'ENSEMBLE DU GROUPE

74 • RÉPONDRE AUX ATTENTES DE NOS PARTIES PRENANTES

80 • VALORISER LES RESSOURCES HUMAINES

88 • SANTÉ ET SÉCURITÉ : UNE AMÉLIORATION DURABLE DES RÉSULTATS

90 • MAÎTRISER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE NOS ACTIVITÉS

98 • SOLIDARITÉ ET MÉCÉNAT

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, ACCÉLÉRATEUR DE CROISSANCE

Énergie et environnement : les deux domaines d'activité de SUEZ sont au cœur des enjeux du développement durable. Concilier la croissance économique avec le développement social et la préservation de l'environnement constitue non pas une contrainte mais la raison d'être de SUEZ, le fondement de sa stratégie... et un avantage compétitif.

ENVIRON
40 %
DE LA CAPACITÉ
DE PRODUCTION
D'ÉNERGIE DU GROUPE
«SANS CARBONE»

NOTRE MÉTIER : FOURNIR DES SOLUTIONS DURABLES

Produire et apporter à destination une énergie fiable, à des coûts maîtrisés, en préservant les ressources ; apporter une eau saine et disponible à tous ; maîtriser et retraiter les rejets industriels ou domestiques...

Depuis leur création, les sociétés du Groupe délivrent des services essentiels désormais placés au centre des préoccupations du développement durable. SUEZ ne parle pas de «contraintes» mais d'«enjeux» environnementaux et de développement durable. C'est en apportant des réponses pertinentes à ces enjeux que le Groupe développe une offre compétitive pour des clients et des partenaires de plus en plus sensibilisés et exigeants.

NOTRE RESPONSABILITÉ : MAÎTRISER NOS IMPACTS

Comme toute activité industrielle, les métiers de SUEZ ont un impact sur l'environnement et sur des populations très importantes : SUEZ emploie 149 000 salariés au service de 200 millions de personnes, 500 000 entreprises, 3 000 municipalités. Plus d'un milliard de personnes utilisent une eau produite par des usines construites par le Groupe... SUEZ exploite des milliers d'installations industrielles et de centrales électriques dans le monde. La santé, le bien-être, la sécurité, l'environnement de millions de personnes, salariés,

clients, partenaires, riverains de ces installations dépendent en partie de nos activités. Une responsabilité qui implique la mise en œuvre de solutions et de comportements durables.

NOTRE VOCATION : CRÉER DE LA VALEUR DURABLEMENT

SUEZ a pour vocation de croître durablement en créant de la valeur grâce au développement durable. Innover pour créer des solutions nouvelles et plus respectueuses de l'environnement est devenu un enjeu compétitif majeur. Développer des outils nouveaux pour répondre à la demande croissante d'eau ou d'énergie, anticiper sur les besoins, les évolutions à long terme pour éviter d'improviser dans l'urgence, maîtriser les effets de ses activités, valoriser des sous-produits jusqu'ici négligés permet d'améliorer l'efficacité des installations, de diminuer les coûts, de remporter de nouveaux marchés, de développer de nouvelles activités... de créer de la valeur, durablement.



Construction de la centrale hydroélectrique de Sao Salvador (Brésil)



“ Le Groupe développe
des solutions innovantes
pour mieux valoriser les déchets
négligés jusqu’ici ”

UN ACTEUR ENGAGÉ

SUEZ joue un rôle de premier plan dans plusieurs organisations nationales et internationales qui proposent une réflexion sur la responsabilité sociale des entreprises, favorisent le partage de bonnes pratiques, l'émulation et la formulation de positions communes.

“ SUEZ adhère au Pacte Mondial des Nations Unies depuis sa création ”



SUEZ adhère depuis sa création au **Pacte Mondial des Nations Unies**, ce qui confère une portée planétaire à ses engagements en matière de développement durable. Le Groupe s'est engagé à observer les 10 principes fondamentaux en matière de droits de l'homme, de droit du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption prônés par le Pacte Mondial, et publie chaque année un rapport présentant les actions menées dans le cadre de cet engagement.

Ce rapport a été distingué par le Pacte Mondial comme faisant partie des 170 rapports qui apportent la preuve d'un engagement concret et approfondi pour mettre en œuvre les 10 principes. En 2007, Gérard Mestrallet a signé deux textes qui concernent directement les métiers du Groupe : «*Caring for climate*» formule les engagements des chefs d'entreprise dans la lutte contre le changement climatique et leurs attentes vis-à-vis des gouvernements et «*CEO water mandate*» qui appelle les entreprises à une bonne gestion des ressources en eau.

UNE FORTE IMPLICATION DANS LES ORGANISATIONS

Le Groupe participe activement aux travaux du **WBCSD** (*World Business Council for Sustainable Development*), un réseau rassemblant plus de 200 entreprises internationales engagées pour le développement durable, la croissance économique, l'équilibre écologique et le progrès social. Il est notamment très impliqué dans le groupe de travail Énergie et Climat, qui a pour objectif de proposer des solutions innovantes pour aider les entreprises à réduire l'impact carbone de leurs activités. SUEZ est membre actif de **CSR Europe**, un réseau européen d'entreprises créé par Jacques Delors et plusieurs dirigeants d'entreprises pour échanger et mutualiser les meilleures pratiques pour intégrer les paramètres environnementaux et sociaux dans leur fonctionnement. Lors du «*Market place 2007*», le forum d'échange annuel créé par CSR Europe, SUEZ a été primé pour le travail mené dans le cadre du laboratoire «Dialogue avec les parties prenantes», qu'il co-dirige avec Total dans le cadre de l'alliance européenne pour la responsabilité sociale des entreprises.

CSR Europe est également un acteur de premier plan de la concertation sur la responsabilité sociale des entreprises, initiée par les institutions communautaires. Par la voix de ce réseau, les entreprises sont ainsi représentées dans ce dialogue multi-acteurs et ont plus de force pour présenter leurs positions sur ces sujets.

SUEZ est un membre actif du Comité 21 (Comité français pour l'environnement et le développement durable) créé en 1994 dans le cadre de l'Agenda 21 du Sommet de la Terre de Rio. Réunissant plus de 300 adhérents (entreprises, collectivités, associations et établissements publics, médias), le Comité 21 est un lieu d'échanges qui permet d'exposer les positions du Groupe aux parties prenantes et, dans certains cas, de les faire évoluer. SUEZ a notamment collaboré à une série d'ouvrages pédagogiques sur le développement durable publiés par le Comité 21. SUEZ est également fortement impliqué dans les travaux d'organisations telles que EPE, IMS ou l'ORSE.



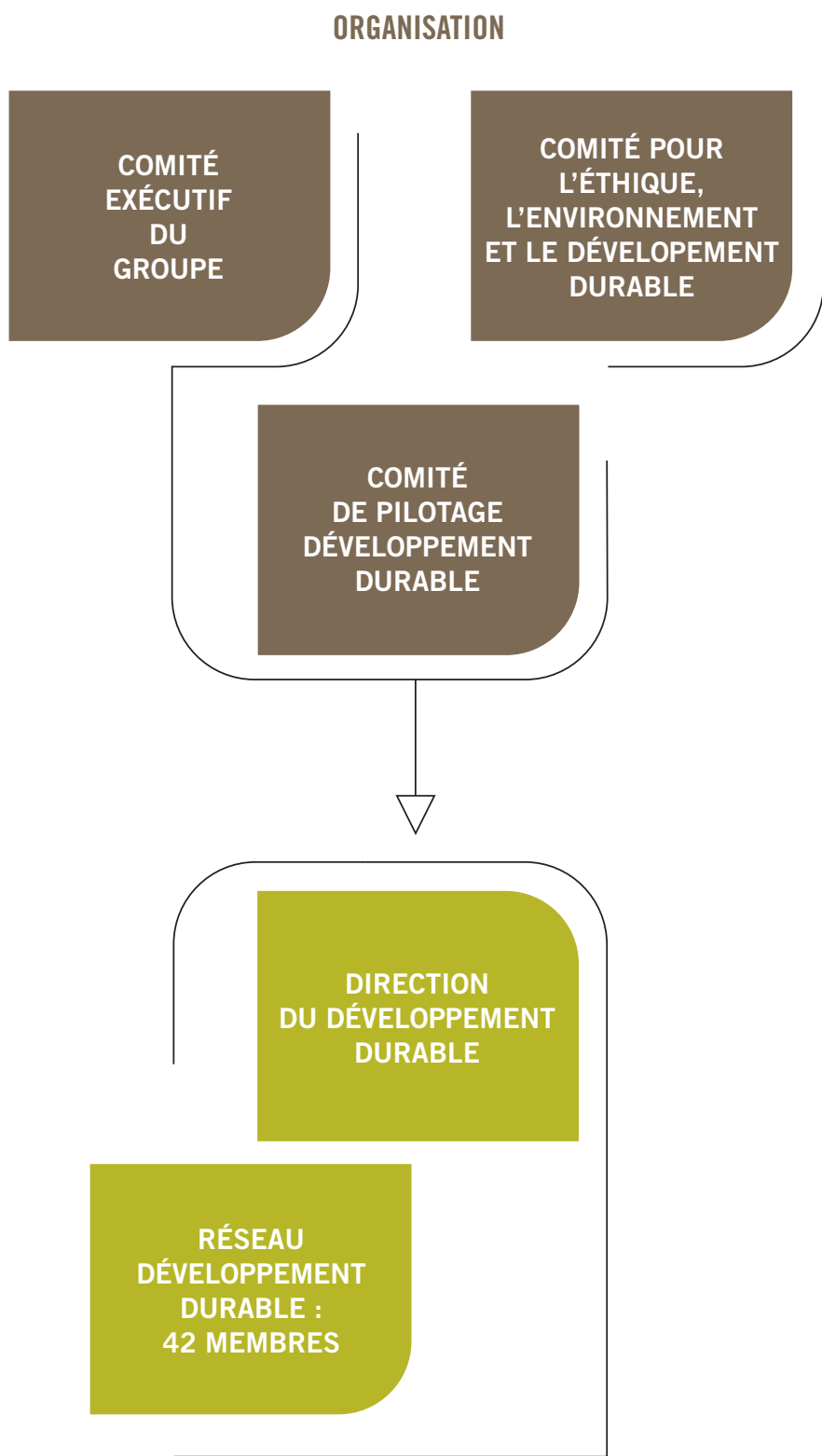
“ En 2007, Gérard Mestrallet signe «*Caring for climate*» engageant le Groupe SUEZ plus en avant dans la réalisation d’actions concrètes pour la lutte contre le réchauffement climatique ”

PARTENARIATS ET ADHÉSIONS
(liste non exhaustive)

NOM	Membres	Date de l'adhésion	Statut de SUEZ	Implication de SUEZ
Global Compact	Entreprises	2000	Comité Directeur des Amis français du GC	Signatures de « <i>Caring for climate</i> » et du « <i>CEO water mandate</i> »
WBCSD	Entreprises	1999	Participation dans le <i>core team</i> du groupe de travail « <i>business role</i> »	Groupes de travail : - <i>Energy & climate</i> - <i>Electric utilities</i> - <i>Business role</i> - <i>Water & SD</i> - <i>Development</i>
CSR Europe	Entreprises	1997	Membre du Conseil d'Administration	Participation au <i>market place</i> (forum sur les bonnes pratiques)
Comité 21	Entreprises, collectivités, associations	1997	Membre du Conseil d'Administration	Participation aux groupes de travail : - Agendas 21 et collectivités - Alimentation, énergie, bâtiment, déchets et transport - Mobilisation et formation - Achats responsables : accompagnement des PME-PMI - Marketing responsable - Innovation - Éducation au DD
IDDR / FONDRI	Entreprises, experts	2001	Membre du Conseil d'Administration	Participation aux programmes de recherche «Vulnérabilité climatique pour les activités industrielles» et «Scénarios sous contrainte carbone»
ORSE	Entreprises, syndicats	2005	Membre	Participation aux groupes de travail : - Achats durables - Club finance
EPE	Entreprises	1997	Membre du Conseil d'Administration	Participation au groupe de travail : Efficacité énergétique des bâtiments
IMS	Entreprises	1996	Membre du Conseil d'Administration	Participation au groupe de travail «Accès aux services et produits pour les populations en difficulté»

UNE IMPLICATION DE L'ENSEMBLE DU GROUPE

Pour soutenir sa stratégie, SUEZ a mis en place une organisation dédiée au développement durable, des outils de management spécifiques et un plan d'action prioritaire qui irrigue l'ensemble du Groupe.



Les engagements en matière de développement durable sont portés au plus haut niveau de l'organisation du Groupe. Le **Président du Groupe** s'implique personnellement dans ces dossiers et s'exprime régulièrement sur ces sujets, qui sont examinés au **Conseil d'Administration** qui dispose d'un **Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable**. Au niveau du Comité Exécutif, l'un des membres est spécifiquement dédié à ces sujets.

Un **Comité de Pilotage Développement Durable**, comprenant quatre membres du Comité Exécutif et un représentant des quatre branches du Groupe, définit les grands axes de la politique du Groupe en la matière et vise au déploiement et à la coordination des actions.

La **Direction du Développement Durable** propose des actions au Comité de Pilotage et coordonne le réseau de correspondants chargés de déployer les actions dans les unités opérationnelles. Elle représente le Groupe auprès des instances nationales et internationales sur les sujets concernant la responsabilité

sociale. Elle met en place des groupes de travail *ad hoc* sur des thèmes et des politiques à développer dans l'ensemble du Groupe et travaille en étroite collaboration avec les commerciaux pour l'élaboration d'offres «développement durable» pour les clients. La Direction du Développement Durable assure également avec la communication financière les relations avec les agences de notation extra financières et les Investisseurs Socialement Responsables (ISR).

Le réseau de correspondants développement durable comprend 42 membres représentant les grandes directions fonctionnelles du Groupe ou directement impliqués dans les unités opérationnelles. Il suit la mise en œuvre des plans d'actions sur le terrain et se charge de faire remonter les bonnes pratiques décelées dans chaque unité jusqu'à la Direction du Développement Durable qui peut proposer au Comité de Pilotage de les généraliser.



DES ACHATS RESPONSABLES ET DURABLES

La Direction des Achats de SUEZ est chargée de sélectionner les fournisseurs, d'optimiser les acquisitions pour toutes les filiales et de respecter les critères de qualité et de rentabilité. Elle s'est dotée en 2003 d'une «Charte éthique des achats» qui stipule notamment que chaque acheteur doit respecter *«les engagements du Groupe en matière de développement durable»* lors de l'acte d'achat et *«intégrer les préoccupations environnementales et sociétales comme critère de sélection des fournisseurs et des produits»*. Largement diffusée, disponible sur Internet et intranet, cette charte est portée à la connaissance de tous les acheteurs et les fournisseurs du Groupe. En 2007, un groupe de travail rassemblant des membres du réseau achats et du réseau développement durable a été constitué afin de renforcer cette politique et notamment d'amener les fournisseurs et leurs sous-traitants à s'engager à respecter les principes édictés par SUEZ. Dans ce but, une clause «Éthique et développement durable» est en voie d'intégration dans les contrats d'achat.

FAIT MARQUANT

Formations développement durable pour les managers.

La sensibilisation aux enjeux du développement durable est totalement intégrée aux programmes de formation de SUEZ. En 2007, 150 managers du Siège ont suivi une formation aux enjeux et aux politiques mises en place par le Groupe. La généralisation de cette formation est en cours. Des modules spécifiques ont été intégrés dans les programmes de SUEZ Université (formations pour l'intégration des nouveaux cadres, pour les financiers, les cadres dirigeants). Lors des conventions commerciales, de la convention annuelle des cadres dirigeants, les réunions des réseaux d'audit interne de communication, les enjeux de développement durable et les politiques menées sont systématiquement présentées.

RÉPONDRE AUX ATTENTES DE NOS PARTIES PRENANTES

SUEZ apporte des services essentiels comme l'eau, l'énergie, la propreté à des centaines de millions de personnes dans le monde. Les emplois, les services, les recherches, les investissements, les projets de développement, les nuisances éventuelles générées par ses activités et ses usines impactent une population plus large encore. La responsabilité du Groupe dépasse ainsi largement le simple cadre de ses performances économiques.

UN DIALOGUE PERMANENT

Le bon fonctionnement du Groupe repose sur la qualité du dialogue avec ses «parties prenantes» afin d'établir un climat de confiance, de concilier les attentes de chacun, de partager ses expertises avec ses partenaires et de créer de la valeur pour tous. SUEZ a donc mis en place une série d'espaces d'échanges avec ses parties

prenantes : instance de dialogue social avec les représentants du personnel au niveau européen, réunions régulières avec les actionnaires individuels, *Foresight Advisory Council*, débats avec des partenaires locaux ou... participation du Groupe à tous les niveaux du Grenelle de l'Environnement.

CINQ PRIORITÉS POUR UN DÉVELOPPEMENT À LONG TERME DE SUEZ

Les plans d'action développement durable de SUEZ visent à répondre efficacement aux attentes de ses parties prenantes, classées selon cinq priorités définies par le Groupe en liaison avec ses activités. La mise en œuvre de ces actions, pilotées par la Direction Générale, est régulièrement auditée et mesurée sur le terrain.

1 – Traduire les valeurs de développement durable dans nos pratiques et notre culture

Chaque entité de SUEZ élabore un programme développement durable composé d'actions mesurables. Le réseau de correspondants développement durable veille sur le terrain à l'application des actions décidées par le Groupe et les branches d'activité. Ils font également remonter les «bonnes pratiques» qui sont recueillies et diffusées dans le Groupe. Des critères d'évaluation sociaux, sociétaux et environnementaux sont intégrés progressivement à la bonne gestion du Groupe, et notamment dans la politique d'achats et les critères d'investissement. Une série d'indicateurs permet de mesurer les progrès du plan d'action développement durable.

2 – Intégrer le développement durable dans nos offres commerciales au bénéfice des clients et usagers

Sous la pression des enjeux sociétaux, environnementaux et de réglementations de plus en plus contraignantes, les exigences de développement durable ne cessent de croître et représentent désormais un puissant moteur de croissance.



SUEZ propose aux collectivités et aux entreprises des offres qui leur permettent d'atteindre leurs propres objectifs de développement durable, de limiter leurs impacts sur les changements climatiques, d'apporter l'eau à de nouvelles populations, d'économiser les ressources naturelles... Les objectifs de développement durable sont créateurs de valeur pour le Groupe.

BONNES PRATIQUES POUR TOUS

Chargé de relayer sur le terrain les programmes et les actions de SUEZ en matière de développement durable, le réseau d'une cinquantaine de correspondants permet également d'identifier et de faire remonter vers le Groupe les meilleures pratiques mises en place dans les unités opérationnelles. Actions de prévention du Sida au Pérou, projet innovant d'énergie verte au Brésil ou en Belgique, protection de la faune, accès à l'eau pour les plus défavorisés..., plus de 200 actions concrètes dans le monde entier sont répertoriées et accessibles sur l'intranet du Groupe. À chaque unité, ensuite, de s'en inspirer ou d'imaginer ses propres actions.

LES PRINCIPAUX OUTILS DE DIALOGUE FACE À NOS PARTIES PRENANTES

NOS CLIENTS

- Enquêtes de satisfaction
- Journaux ciblés par types de clients : collectivités locales, grandes entreprises, PME, particuliers
- Sites Internet dédiés
- Campagnes d'information

LES SYNDICATS ET LES SALARIÉS

- Instance Européenne de Dialogue
- Comité de Groupe en France
- Instances locales de dialogue au niveau des entités
- Intranet
- Journaux d'entreprise, newsletters
- Enquêtes de satisfaction

NOS ACTIONNAIRES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- Club Espace Actionnaires avec les investisseurs individuels ; participation du Groupe à des salons spécialisés
- Réunions régulières avec les analystes financiers
- Département Relations Investisseurs avec les investisseurs institutionnels
- Site Internet dédié
- Lettre aux actionnaires

LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES POUVOIRS PUBLICS

- Instances propres au Groupe :
 - Direction des Relations Institutionnelles de SUEZ
 - Conseil d'Orientation et de Prospective de SUEZ Environnement
 - Débats réguliers au Siège sur des thèmes comme l'insertion sociale ou la biodiversité
 - Comités locaux mis en place par les entités
- Adhésion à des organisations
 - Observatoire Social International
 - Comité 21
- Participation à des manifestations externes
 - Forum Mondial de l'eau, Salon des Maires, etc.

LES ATTENTES

- Transparence et information
- Comportement éthique et responsable
- Respect de la réglementation, des droits du travail et des droits de l'homme
- Résultats financiers
- Visibilité à long terme
- Prévention des risques
- Participation aux décisions de l'entreprise
- Gestion durable de l'emploi
- Préservation de l'environnement
- Qualité de service, compétitivité
- Innovation, réactivité
- Partenariat

3 – Préserver l'environnement

SUEZ s'applique à lui-même les objectifs de préservation de l'environnement dont il fait la promotion auprès de ses clients. Un système de management environnemental permet de contrôler et d'améliorer l'impact des activités du Groupe dans la durée. Des études d'impact environnemental sont conduites avant chaque projet.

4 – Promouvoir l'engagement social de l'entreprise

Bannissant toute forme de discrimination, SUEZ favorise l'accès équitable à l'emploi : il encourage la mixité et la diversité parmi son personnel. Des instances de concertation permettent de maintenir un dialogue social efficace à tous les niveaux du Groupe.

5 – Agir en entreprise citoyenne et assurer l'ancrage territorial de nos activités

Impliqué dans des activités à long terme, dans le cadre de contrats atteignant parfois 20 et même 50 ans, SUEZ est un acteur majeur du développement local durable. Son impact sur l'emploi et les économies locales est important. Pour renforcer son ancrage territorial, le Groupe dialogue avec l'ensemble des parties prenantes (autorités, collectivités, clients, riverains...), veille à respecter une stricte éthique dans ses activités et développe de nombreuses actions de mécénat et de solidarité.



Station d'épuration de Marbella à Biarritz (France)

“ SUEZ encourage la mixité et la diversité parmi son personnel et maintient un dialogue social à tous les niveaux du Groupe ”

INVESTISSEMENTS SOCIALEMENT RESPONSABLES

Le caractère « socialement responsable » des entreprises est désormais un critère d'appréciation important de la communauté financière.

Régulièrement questionné sur ces sujets, SUEZ s'attache à répondre de façon précise aux questions posées par les investisseurs sur les performances extra-financières du Groupe. Des rencontres et des visites de sites sont organisées.

À ces occasions, le Groupe peut alors présenter sa stratégie développement durable auprès des comités d'investisseurs.

UN CONSEIL D'EXPERTS INTERNATIONAUX POUR L'ENVIRONNEMENT

Mis en place par SUEZ Environnement, le **Foresight Advisory Council** (Conseil d'orientation et de prospective) est composé de 24 experts indépendants (universitaires, membres d'ONG, élus...) issus de 14 pays. Il a pour fonction d'aider la branche à analyser les grandes tendances politiques, sociales, économiques, techniques... susceptibles d'influencer ses métiers. Ses avis ont notamment aidé SUEZ Environnement à élaborer son plan d'action développement durable.

FAITS MARQUANTS

Carbon Disclosure Project : cette étude sur la transparence des informations sur le changement climatique données par les entreprises du FTS 500 place SUEZ dans le *Corporate Leadership Index* qui distingue les entreprises leaders. Le risque carbone SUEZ est estimé à AA (notations allant de CCC à AAA).

Innovest : SUEZ est noté AA en 2006, ce qui le classe parmi les leaders de son secteur (notation de CCC à AAA, tous les deux ans).

Vigeo a noté SUEZ en 2007 : ressources humaines(++), environnement (=), clients et fournisseurs (+), gouvernement d'entreprise (=), engagement sociétal (+), droits de l'homme (+).



Collaborateurs en réunion (Polynésie française)

• **Oekom** : en 2007, l'agence a attribué à SUEZ la notation sociale et environnementale B- (sur une échelle allant de D- à A+).

• **Cabinet Sustainability** (avec le concours de Standard and Poor's et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement) : ce classement effectué tous les deux ans place SUEZ parmi les 50 entreprises leaders en développement durable au niveau mondial en 2007. Seules trois entreprises françaises sont distinguées cette année.

• **Capital Com** (agence de communication financière française) a mené en 2007 une étude sur la communication des entreprises du CAC 40 sur les enjeux environnementaux qui classe SUEZ parmi les sept meilleures entreprises.

5 PRIORITÉS POUR UN DÉVELOPPEMENT À LONG

SUEZ est engagé dans une démarche d'amélioration continue. En 2007, le Groupe a enregistré de nouveaux progrès sur toutes les priorités qu'il s'est fixées.



1 TRADUIRE LES VALEURS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS NOS PRATIQUES ET NOTRE CULTURE

- ▶ Élaborer un programme de développement durable dans chaque entité de SUEZ
- ▶ Sensibiliser et former les salariés aux enjeux du développement durable et aux réponses mises en place par le Groupe
- ▶ Partager les bonnes pratiques au sein du Groupe
- ▶ Intégrer des critères d'évaluation sociaux, sociétaux et environnementaux dans nos actes de gestion
- ▶ Présenter un rapport annuel d'avancement au Comité pour l'éthique, l'environnement et le développement durable du Conseil d'Administration
- ▶ Étendre le périmètre de couverture du reporting environnemental et social
- ▶ Élever le niveau de certification externe du reporting environnemental et social

2 INTÉGRER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS NOS OFFRES COMMERCIALES AU BÉNÉFICE DES CLIENTS ET USAGERS

- ▶ Adapter nos modèles d'activité à la mutation des marchés et à l'environnement politique et réglementaire local
- ▶ Construire des offres permettant aux collectivités et industriels d'améliorer leurs performances environnementales et sociales
- ▶ Consolider la relation avec le client par un suivi régulier de sa satisfaction

3 PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

- ▶ Maintenir la conformité de nos sites et gérer les évolutions réglementaires
- ▶ Inventorier et maîtriser les risques environnementaux dans le cadre de la politique de gestion des risques de SUEZ
- ▶ Minimiser l'impact environnemental de nos activités dans la durée
- ▶ Généraliser les systèmes de management environnemental
- ▶ Mettre en place un plan d'action pour préserver la biodiversité sur les sites sensibles du Groupe
- ▶ Augmenter la capacité de production de SUEZ en énergie renouvelable

4 PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT SOCIAL DE L'ENTREPRISE

- ▶ Favoriser l'accès équitable à l'emploi
- ▶ Attirer et conserver les talents
- ▶ Favoriser la diversité et respecter les droits de l'homme
- ▶ Maintenir un dialogue social de confiance à tous les niveaux du Groupe
- ▶ Développer les compétences afin de favoriser l'employabilité
- ▶ Garantir la santé et la sécurité au travail
- ▶ Renforcer la motivation et l'épanouissement du personnel par un suivi collectif et individuel régulier

5 AGIR EN ENTREPRISE CITOYENNE, ASSURER L'ANCRAGE TERRITORIAL DE NOS ACTIVITÉS

- ▶ Identifier les parties prenantes dans chaque entité
- ▶ Assurer le dialogue avec la société civile et les ONG
- ▶ Renforcer la politique éthique du Groupe
- ▶ Encadrer la politique de mécénat du Groupe
- ▶ Intégrer les sous-traitants et fournisseurs dans notre démarche de développement durable
- ▶ Assurer un impact positif de l'action du Groupe sur les économies locales

	Toutes les branches sont dotées d'un plan d'action ; l'ensemble des Business Units ont fait de même
	Mise en place de formation au développement durable à l'attention des managers (depuis 2006). Sensibilisation des collaborateurs aux éco-gestes
	Une base de données de plus de 200 bonnes pratiques a été mise en place, disponible sur l'intranet Groupe sous forme de recueil et de film
	Renforcement en cours de l'intégration de critères extra-financiers dans les processus d'achat et d'investissement
	Un rapport d'avancement a été présenté le 14-11-2007 au Comité éthique, environnement et développement durable
	Le taux de couverture moyen des indicateurs sociaux est de 97,8% en 2007 et supérieur de 98% pour 90% des indicateurs environnementaux
	Plan d'action sur trois ans pour élever le niveau de certification d'un avis d'assurance modérée à un avis d'assurance raisonnable
	Développement des partenariats public-privé (PPP) et intégration croissante des sociétés du Groupe à l'économie locale pour sécuriser durablement les contrats
	De nombreux contrats ont été gagnés grâce à l'intégration du développement durable dans l'offre proposée au client
	Lancement d'une enquête Groupe sur les attentes des principaux clients industriels vis-à-vis de SUEZ en matière de développement durable
	Mise en place d'un système d'auto-évaluation des SME à destination des sites opérationnels
	Les risques environnementaux sont intégrés au processus de recensement des risques du Groupe
	SUEZ a pris 10 engagements formels dans le cadre du Grenelle de l'Environnement
	Plus de 50% du CA du Groupe est couvert par un SME certifié
	Développement de Locamaps, logiciel de localisation des sites sensibles
	Objectif : augmenter la capacité d'énergies renouvelables en Europe de 15% en 2006, à 18% en 2009. Développement dans l'éolien, la biomasse et l'hydraulique, hors d'Europe
	Édition d'un guide «recruter les talents» à destination des recruteurs avec un volet consacré à la diversité
	Campagne de recrutement et mise en place du programme Campus : 132 000 recrutements prévus d'ici 2013
	Six objectifs pour faire progresser la mixité. Participation aux travaux francophones de la BLIHR
	Signature du Pacte Social: trois engagements de portée mondiale
	61,2 % des effectifs ont bénéficié d'une formation en 2007
	Renforcement des règles SUEZ en direction des sous-traitants. Achèvement de la campagne d'audits. Lancement d'une nouvelle campagne (audits de suivi). Élaboration d'un nouveau plan d'action
	Signature, au profit des collaborateurs du monde entier, d'un accord d'intéressement financier supplémentaire sur 3 ans lié aux performances du Groupe
	Édition d'un outil Groupe d'identification des parties prenantes avec l'ORSE dans le cadre des laboratoires de l'Alliance pour la RSE
	Participation active aux travaux du Grenelle de l'Environnement
	Création d'une direction de la Compliance, augmentation du nombre de personnes ayant suivi des formations éthiques en e-learning
	Formalisation de la politique mécénat ; deux comités mécénats réunis en 2007, un en 2008
	Généralisation d'une clause «éthique et développement durable» dans les contrats d'achat
	Reconversion des sites industriels et transformation en zone d'éco-activité (Metaleurop et site Kleber de Toul)

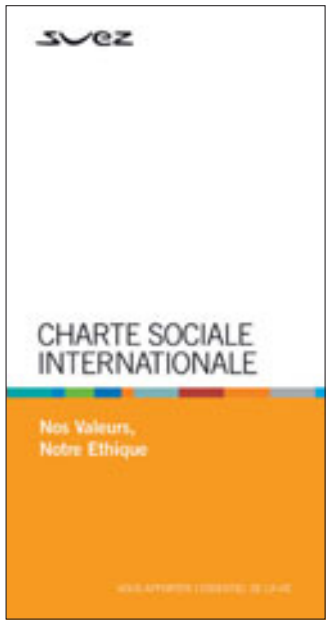
VALORISER LES RESSOURCES HUMAINES

du Groupe. Un guide «*Recruter les talents*» a été diffusé aux fonctions ressources humaines de toutes les entités en 2007. Élaboré avec l'ensemble des équipes RH des branches, il définit des objectifs et des méthodes communs pour identifier les besoins, définir des profils, rechercher les meilleurs candidats, optimiser les coûts... Un éclairage particulier sur la lutte contre les discriminations est inclus dans ce guide. En 2008, un programme de formations spécifiques s'adresse aux recruteurs pour accélérer la diffusion de ces méthodes «Groupe».

GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES

Dans les prochaines années, les ressources humaines deviendront un enjeu majeur pour le développement du Groupe : le vieillissement des populations européennes, l'évolution de la pyramide des âges qui prévoit d'importants départs à la retraite, laissent envisager une raréfaction des compétences, notamment dans les domaines techniques, et une compétition accrue entre les grands groupes pour attirer

SUEZ emploie plus de 149 000 personnes sur les cinq continents. Conformément à ses engagements de développement durable, sa politique sociale vise à permettre à ses salariés d'évoluer en confiance dans le Groupe pour accroître ses performances. Pour accompagner son développement et renouveler ses effectifs, SUEZ envisage de recruter plus de 130 000 personnes dans les cinq prochaines années.



Fin 2007, SUEZ employait 149 131 collaborateurs dans le monde, soit une progression de 6,7% essentiellement portée par la forte croissance des activités du Groupe. 90% de l'effectif sont employés en Europe, dont 60% en France et en Belgique. 28 000 recrutements ont eu lieu l'an dernier. Une fois compensés les départs à la retraite et les fins de contrat, le solde net de création d'emplois s'élève à 6 000, dont 2 500 en France et 600 en Belgique.

132 000 RECRUTEMENTS D'ICI 2013

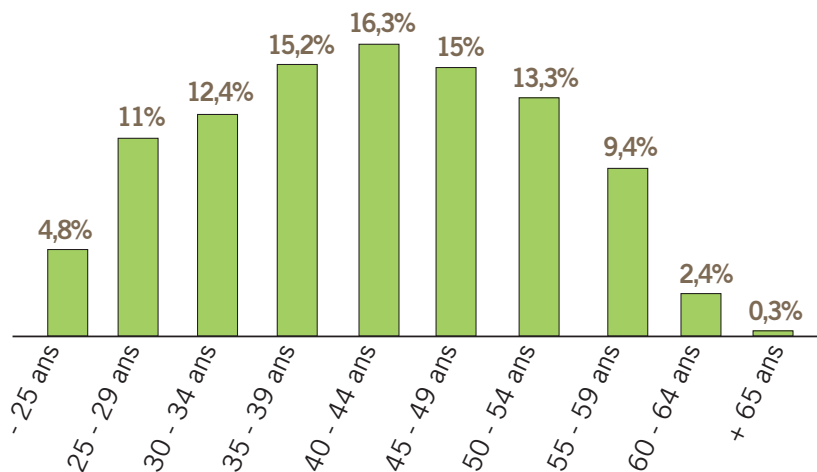
Pour accompagner le développement de ses métiers sur des marchés en forte croissance et renouveler sa pyramide des âges, SUEZ prévoit de recruter 132 000 personnes entre 2008 et 2013, dont 20 000 dès cette année. Si, comme le Groupe le souhaite, un nouveau projet nucléaire était lancé, ces chiffres seraient encore revus à la hausse. 56 000

de ces recrutements concerneront la France et 10 000 la Belgique. Pour accompagner cet effort, le Groupe a lancé une campagne de communication européenne destinée, entre autres, à renforcer sa notoriété auprès des futurs embauchés. Ce programme ambitieux est aussi l'occasion de structurer et d'harmoniser les processus de recrutement au sein

EFFECTIF ACTIF TOTAL AU 31.12.07	GROUPE
SEE	15 030
SEI	4 088
SES	67 395
SE	61 915
SIÈGES SOCIAUX	703
TOTAL	149 131



PYRAMIDE DES ÂGES DU GROUPE
(EFFECTIFS EN CDI)



La pyramide des âges de SUEZ est équilibrée et reste stable depuis trois ans. L'âge moyen pour SUEZ est toujours de 41 ans, notamment grâce aux efforts déjà engagés par des entités comme Electrabel en Belgique. Chez SEE, les moins de 30 ans représentent dorénavant 20% des effectifs. Chez SEI, le profil démographique jeune est une constante depuis la création de la branche : 50% de ses effectifs ont moins de 40 ans. Les deux branches les plus intensives en main d'œuvre, SES et SE, offrent des profils équilibrés, proches de celui du Groupe dans son ensemble. Si elle n'est pas immédiate, la problématique du vieillissement de leur population est appelée à devenir un enjeu central de ces branches : près de 25% de leurs effectifs sont âgés de 50 ans ou plus. Les premiers effets de la campagne de recrutement - même si ces embauches ne concerneront pas uniquement les jeunes - sont attendus à partir de 2008 - 2009.

les talents. Parallèlement, la poursuite du développement et de l'internationalisation de SUEZ, la croissance des énergies renouvelables, la relance du programme nucléaire... vont faire apparaître de nouveaux besoins. La gestion prévisionnelle des ressources humaines vise à anticiper sur ces phénomènes en apportant des réponses en amont. En 2007, un accord de Groupe portant sur «la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences» a été signé au niveau européen avec les organisations syndicales. Il porte notamment sur l'employabilité et la politique de formation et met en place les conditions d'une mobilité au sein du Groupe en créant des passerelles «inter-filiales» favorisant le passage d'un métier à l'autre (services à l'énergie, propreté, eau...).

SÉDUIRE DE NOUVEAUX TALENTS

Sur un marché de l'emploi de plus en plus concurrentiel, le recrutement des jeunes

diplômés est un enjeu majeur. Mis en place au niveau du Groupe, le programme Campus permet de valoriser l'image de SUEZ auprès des étudiants en jouant de la diversité de ses activités. En 2007, il a permis de participer à 21 forums de recrutement en France et en Belgique en tant que Groupe. Un déploiement à l'international est prévu en 2008. Sur le marché de l'emploi, les compétences de techniciens deviennent elles aussi très recherchées et les recruteurs doivent multiplier les expériences pour former de nouveaux profils. Confronté à un marché du travail local en forte tension, le site Electrabel de Doel, dans la région d'Anvers, a par exemple choisi d'élargir ses sources de recrutement grâce au programme «Technicians in Progress» qui, en 2007, a permis d'accueillir en contrat à durée indéterminée (CDI) une vingtaine de personnes peu qualifiées ne répondant pas aux critères de sélection habituels. Grâce à la motivation de ces

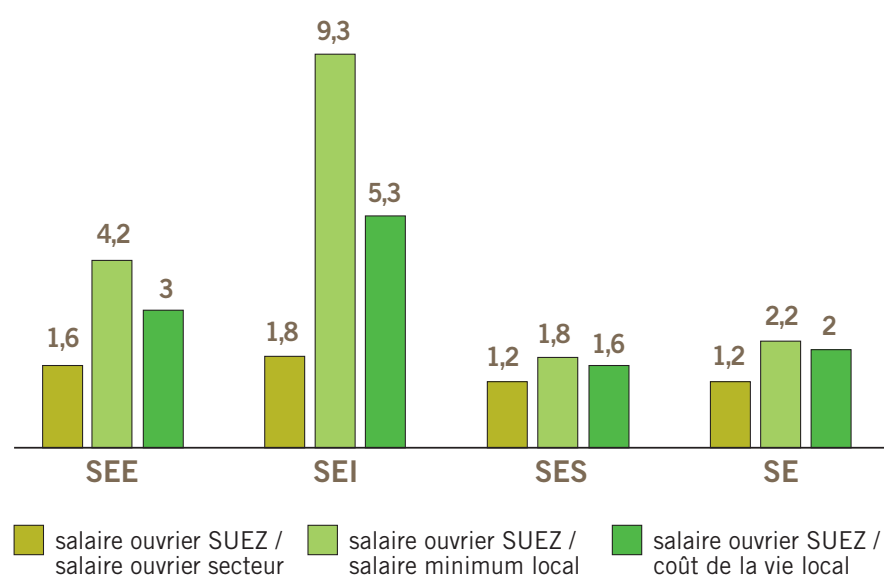
61,2% de l'effectif de SUEZ ont suivi une formation en 2007

VOUS ALLEZ AIMER L'AVENIR !

SUEZ recrute 20 000 collaborateurs dans le monde en 2008 et n'hésite pas à le faire savoir : une campagne de communication corporate a été lancée dans sept pays européens pour annoncer la bonne nouvelle. Les visuels se déclinent dans la presse, par voie d'affiche, sur le web, dans les gares, sur les bus... Un dispositif de grande ampleur pour une campagne de recrutement. Dans un contexte socio-économique morose, l'objectif de SUEZ est de renforcer son image au niveau européen en s'affirmant comme un apporteur de bonnes nouvelles et un développeur de solutions d'avenir dans des secteurs stratégiques : l'énergie et l'environnement. Une vision optimiste qui doit renforcer l'attractivité du Groupe auprès de candidats à l'embauche désormais de plus en plus courtisés.



SALAIRES OUVRIER SUEZ COMPARÉS AU SALAIRE OUVRIER MOYEN DU SECTEUR, AU SALAIRE MINIMUM LOCAL ET AU COÛT DE LA VIE LOCAL



La première comparaison permet de s'assurer que la rémunération offerte par SUEZ est compétitive. Dans l'ensemble, les entités de SUEZ offrent des salaires légèrement supérieurs aux moyennes sectorielles. La rémunération de SUEZ est particulièrement compétitive dans la production d'énergie, peu intensive en main-d'œuvre. Pour de nombreux pays (Amérique Latine), cela s'explique par la cohabitation avec un secteur public encore puissant dont les rémunérations sont plus modestes. Les ratios sont proches de 1 pour les services à l'énergie et l'environnement, des métiers à forte intensité de main-d'œuvre pour lesquels la pression concurrentielle impacte directement les niveaux de rémunération. La deuxième et la troisième comparaisons s'analysent ensemble. Elles visent à évaluer le niveau de vie que le salaire moyen payé permet d'atteindre. Le rapport «salaire SUEZ sur salaire minimum» – toujours largement supérieur à 1 au niveau des branches – permet de s'assurer que les pratiques du Groupe sont conformes à ses engagements, quel que soit le pays d'implantation. Le rapport «salaire SUEZ sur coût de la vie local» complète l'analyse : le salaire minimum n'existe pas dans certains pays, tandis que son montant peut parfois être trop bas pour garantir un niveau de vie «décent» à ceux qui le reçoivent. D'où l'intérêt d'introduire une comparaison supplémentaire avec le coût de la vie local.

nouveaux salariés et à l'implication des équipes techniques qui les encadraient, un suivi personnalisé d'un an leur a permis d'acquérir les compétences et de les mener à l'autonomie. Fort de ce succès, Electrabel a décidé de diffuser cette expérience.

UNE POLITIQUE SALARIALE ÉQUITABLE ET ATTRACTIVE

Fidèle à son engagement de «rechercher l'amélioration des conditions de vie de son personnel» (Charte Sociale Internationale, article 5), le Groupe SUEZ pratique une politique salariale équitable et attractive. À l'heure où le recrutement et la fidélisation deviennent un enjeu stratégique, la rémunération proposée doit être au moins conforme aux pratiques des secteurs de référence, ne pas créer de distorsion entre les catégories socioprofessionnelles ou

entre les pays d'implantation mais aussi récompenser la performance individuelle et collective.

ATTENTIF AU NIVEAU DE VIE DES SALARIÉS, PARTOUT DANS LE MONDE

Les salaires offerts par SUEZ – notamment aux ouvriers – doivent, dans tous les pays, permettre d'atteindre un niveau de vie supérieur au coût de la vie local. Pour le vérifier, SUEZ réalise depuis 2001 un suivi poussé des pratiques salariales de ses entités à travers le monde.

Pour chaque pays, des benchmarks sectoriels et nationaux permettent de s'assurer que les rémunérations offertes par le Groupe sont systématiquement supérieures au salaire minimum du pays d'implantation. Les comparaisons complémentaires avec le coût de la vie local permettent d'affiner la démonstration, notamment lorsque les salaires minimums sont trop bas ou inexistant. Dans le cadre du suivi annuel de l'application de la Charte Sociale Internationale, l'Instance Européenne de Dialogue du Groupe évalue chaque année l'évolution des pratiques salariales des filiales.

Les comparaisons avec les secteurs de référence (voir graphique) permettent de piloter les pratiques salariales vis-à-vis des concurrents du Groupe. La récompense de la performance des salariés passe généralement par des éléments de rémunération variables, mais aussi, lorsque la législation nationale le permet, par l'intéressement et la participation aux bénéfices de l'entité. En 2007, un accord d'intéressement Groupe a pris la forme de distribution d'actions gratuites et visait à répartir une part des bénéfices



ZOOM

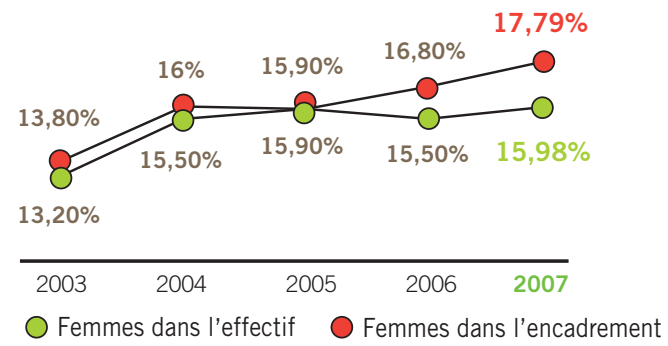
UN OBSERVATOIRE
POUR FAIRE PROGRESSER
LA MIXITE CHEZ SUEZ

16% des collaborateurs de SUEZ sont des femmes. Dans l'encadrement, la proportion passe à 17,8%.

Convaincu que la mixité et la différence sont une source d'échanges, d'innovation et de performance, le Groupe s'est engagé dans une politique volontariste pour accroître sa féminisation. En 2004, il signait la Charte de la Diversité de l'Institut Montaigne puis créait un groupe de travail européen pour faire un état des lieux de la mixité dans ses entités. Ces travaux ont abouti début 2007 à la création de l'Observatoire de la place des femmes chez SUEZ. Objectif clairement affirmé : proposer des mesures concrètes pour faire progresser la mixité, lever les obstacles, contourner les préjugés et les «habitudes organisationnelles». Composé d'une cinquantaine de femmes de toutes nationalités, issues des différentes branches du Groupe, l'Observatoire a présenté fin décembre six objectifs assortis de propositions concrètes :

- accélérer la progression des femmes vers les postes de cadres dirigeants. Un tiers des candidatures à chaque poste de cadre dirigeant devront être féminines. Les femmes à haut potentiel («*Leader for the future*») bénéficieront notamment d'un suivi professionnel dédié ;
- augmenter la présence des femmes dans tous les métiers, notamment techniques. La «liste restreinte» des candidats pour chaque poste devra au moins comporter une femme. Pour chaque recrutement, le taux de féminisation devra être égal à celui des écoles et universités cibles ;
- conforter le parcours professionnel des femmes, notamment lors des maternités ;
- faire évoluer les pratiques managériales vers plus d'ouverture et de flexibilité, notamment en les sensibilisant aux parcours féminins atypiques, en valorisant les expériences au sein du Groupe ;
- aider les femmes à créer un réseau au sein du Groupe. Mis en place sur le net, le réseau WIN (*Women In Networking*) doit permettre de favoriser les échanges et les expériences ;
- crédibiliser et contrôler la démarche mixité : une série d'indicateurs doit permettre de mesurer la progression de la mixité dans le Groupe. Un rapport sur la mixité sera rédigé dans chaque branche et un plan de communication global mis en œuvre. Ils devront permettre de mesurer les progrès.

PLACE DES FEMMES DANS LES EFFECTIFS ET L'ENCADREMENT



Près de 16% des collaborateurs de SUEZ sont des femmes. Cette proportion atteint 17,8% dans l'encadrement. Bien qu'en progression régulière depuis 2003, ces chiffres restent insuffisants. SUEZ s'est doté d'un Observatoire pour faire progresser la mixité dans le Groupe.

PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ

Le réseau interne «diversité» est un lieu d'échange des bonnes pratiques chargé de faire émerger des actions concrètes pour lutter contre les discriminations. Un accord avec l'ANPE permet d'accorder efficacement les besoins des filiales avec les profils de personnes touchées par l'exclusion du marché du travail. Signée avec des partenaires institutionnels et associatifs, la convention «Élargissement sourcing diversité» accroît le vivier de recrutement des filiales de SUEZ en intégrant des candidats touchés par la discrimination à l'embauche.

SUEZ est également à la tête de clubs d'entreprise sur les sujets d'égalité des chances et d'ancrage territorial. Suite aux diagnostics réalisés en 2006 sur les freins à l'emploi des handicapés, des plans d'action sont mis en œuvre par les filiales. L'échange de bonnes pratiques et l'émergence des principes de conduite ont été favorisés par la création d'un réseau handicap sur la France courant 2007.

SUEZ RECHERCHE
700 SPÉCIALISTES DU NUCLÉAIRE

Pour faire face au renouvellement de ses effectifs et accompagner la relance des projets nucléaires, Electrabel va avoir besoin de recruter 700 ingénieurs et techniciens spécialisés dans les prochaines années.

Mais, après des années de mise en sommeil, les filières de formation nucléaires manquent souvent d'étudiants... Anticipant sur leurs besoins futurs, les sociétés nucléaires du Groupe ont lancé un programme d'aide aux universités belges pour la mise au point d'un diplôme spécifique, reconnu au niveau européen.

Ce programme permet notamment de fournir des bourses à des étudiants étrangers ou d'envoyer des étudiants en stage à l'étranger. Par ailleurs, SUEZ a mis en place un *Nuclear Trainee Program* destiné aux futurs ingénieurs désireux de se spécialiser dans le nucléaire. D'une durée de 12 à 18 mois, il a permis d'accueillir 70 jeunes ingénieurs en stage dans les centrales en 2007.

AXIMA : NOUVEAUX PARCOURS FACE À LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

Axima a choisi d'actionner différents leviers : politique de relations école et d'apprentissage, élargissement des sources de recrutement et développement de modules de formation. Spécialiste du génie climatique, Axima est confrontée à une forte pénurie de main-d'œuvre sur certains métiers : chefs de chantier, techniciens de maintenance spécialisés... La société a renforcé ses liens avec les écoles post-Bac (IUT, BTS et écoles d'ingénieurs) en participant à un nombre croissant de forums étudiants et en augmentant le nombre de stages de fin d'études. 130 personnes ont suivi en 2007 un stage de six mois, désormais considéré comme un sas avant un recrutement. Les contrats d'apprentissage – qui s'adressent avant tout à une population Bac Pro ou CAP et qui dépassent les 5% des effectifs d'Axima – visent également à intégrer les bénéficiaires. Parallèlement, pour fidéliser les salariés, les perspectives de carrières ont été élargies grâce à des formations de longue durée permettant par exemple de former des chefs de chantier ou d'orienter des techniciens vers la profession de chargé d'affaires.

VALORISATION DE LA FILIÈRE «CHANTIER» CHEZ INEO

Spécialisé dans l'installation électrique, INEO a réalisé un travail de fond pour valoriser sa filière « Chantier », en charge de l'exécution sur le terrain des contrats d'installation.

Il n'y avait pas dans la filière «Chantiers et services» d'emplois définis au-delà du poste de conducteur de travaux, ce qui limitait les perspectives d'évolution de carrière et conduisait certains salariés qualifiés à quitter cette filière pour valoriser leurs compétences ailleurs. Pour enrayer le phénomène et fidéliser ses compétences, INEO a redéfini ses fonctions en créant de nouveaux métiers (responsable travaux, responsable d'exploitation technique, chef de service travaux, directeur d'exploitation technique et directeur de travaux) permettant d'élargir les possibilités d'évolution de carrière et de promotion interne. Le dispositif, qui a enregistré de bons résultats en interne, permet également d'offrir des perspectives plus attractives aux jeunes recrutés.

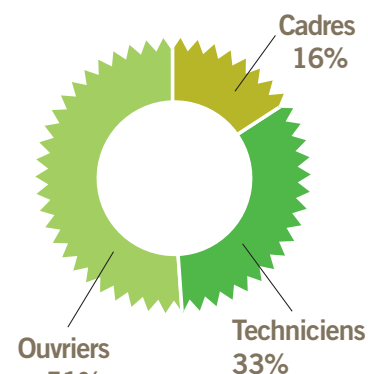
de SUEZ à l'ensemble des salariés de manière uniforme, quelle que soit sa fonction ou son pays. Enfin, des opérations d'actionnariat salarié sont réalisées régulièrement et connaissent un vif succès puisque les salariés détiennent toujours plus de 3% du capital de l'entreprise.

HARMONISATION DE LA PROTECTION SOCIALE

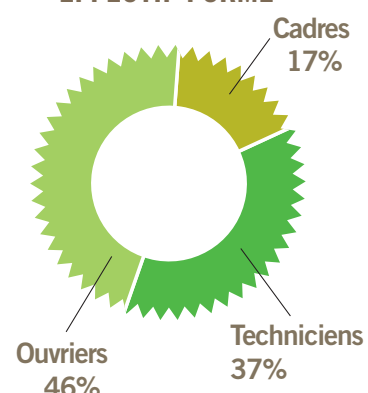
Avec le désengagement partiel des États du financement de la protection sociale, il est essentiel pour un groupe multinational de développer une réponse pragmatique et harmonisée. Au sein de SUEZ, la politique de protection sociale, qui englobe la prévoyance (frais de santé, couverture incapacité-invalidité-décès) et les régimes de retraite supplémentaires, fait l'objet d'une structuration progressive, dans le but d'accroître l'attractivité des entités du Groupe. L'existence de régimes répondant aux mêmes principes généraux permet aussi de faciliter la mobilité entre entités. Un objectif déjà ambitieux vu la diversité des conventions collectives de rattachement des différentes entités à travers l'Europe et dans le reste du monde. S'il n'est pas question d'aboutir à un système unique, la convergence des régimes est un objectif de la politique RH à moyen terme. Le principe d'équité entre salariés est affirmé, que ce soit entre les différentes entités ou entre les différentes catégories socioprofessionnelles. Un benchmark de plusieurs grandes filiales de SUEZ a été réalisé et a entraîné la création de nouveaux régimes de retraite supplémentaires, à la charge de l'employeur.

RÉPARTITION POUR CSP DES BÉNÉFICIAIRES DE FORMATION

EFFECTIF TOTAL



EFFECTIF FORMÉ



La correspondance entre effectifs totaux et effectifs formés souligne la distribution équitable des formations au sein des entités du Groupe : aucune catégorie socioprofessionnelle n'est désavantagée – un état de fait observé depuis des années.

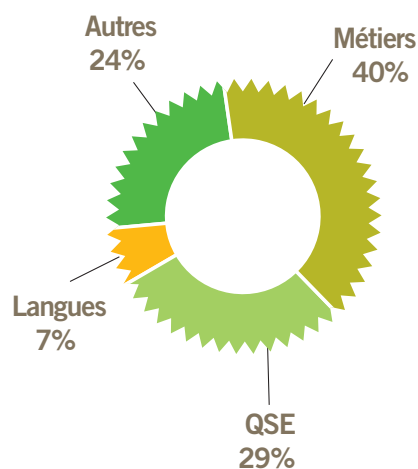
UN LARGE ACCÈS À LA FORMATION

La formation est un élément clef de la politique de gestion de carrières et d'efficacité professionnelle de SUEZ : tous les salariés doivent pouvoir accéder aux formations leur permettant de renforcer leurs compétences et d'évoluer dans leur carrière. En 2007, 61,2% des effectifs du Groupe ont ainsi bénéficié d'une formation, un niveau tout à fait exceptionnel dans les métiers de l'énergie et de l'environnement. Chaque personne formée a suivi en moyenne 31,5 heures de cours. Près de la moitié de ces formations (40%) sont consacrées aux techniques «métier» et plus d'un quart (29%) aux questions de qualité-sécurité-environnement, le reste concernant les langues, les techniques de management, etc. La plupart de ces formations



Terminal GNL d'Everett près de Boston (États-Unis)

RÉPARTITION PAR TYPE DE FORMATION



La répartition par type de formation souligne l'importance accordée aux formations métiers (qui incluent les habilitations pour les centrales). L'effort majeur engagé par le Groupe en faveur de la santé sécurité au travail se reflète aussi dans la part des formations qui ont été dédiées. L'effort majeur engagé par le Groupe en faveur de la santé sécurité au travail se reflète aussi dans la part des formations qui ont été dédiées à ces questions (entre 27 et 31% de l'ensemble des formations ces trois dernières années).

sont organisées et mises en œuvre dans les différentes branches de SUEZ, au plus près du terrain. Au niveau du groupe, SUEZ University propose des formations thématiques à destination des cadres : en 2007, 4 350 cadres issus de toutes les filiales (soit une progression de 20%) ont suivi un programme de SUEZ University dont l'offre ne cesse de se développer. Ces formations permettent notamment de renforcer la culture Groupe en développant une vision stratégique commune et en renforçant la cohérence des pratiques managériales.

L'INSERTION, UNE RESPONSABILITÉ SOCIALE

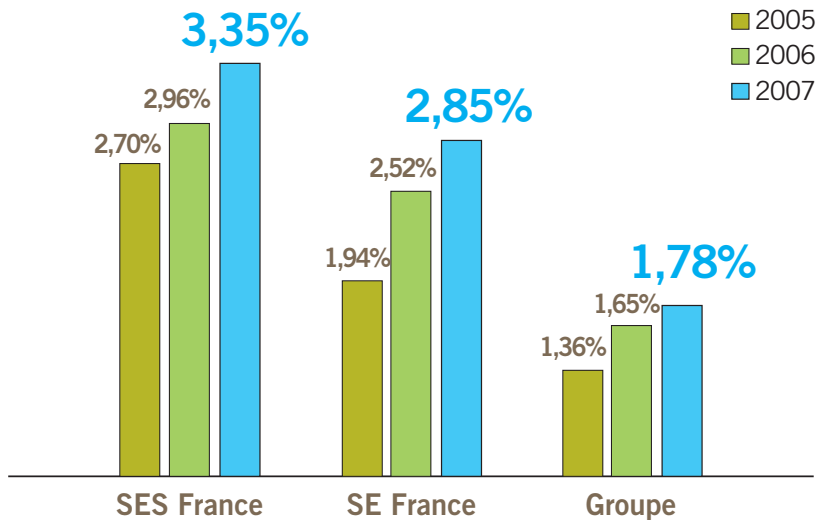
SUEZ a placé le développement personnel de ses collaborateurs parmi ses priorités et ses responsabilités sociales. Au-delà des stricts aspects professionnels, certaines formations s'adressent aux populations défavorisées ou fragilisées. Plus de 2 300 personnes sont employées dans le Groupe en contrats d'insertion. Certains métiers sont particulièrement adaptés à l'apprentissage ou au tutorat grâce au travail d'équipe sur les chantiers mais aussi grâce une longue tradition de relations écoles (installations électriques, services à l'énergie, distribution

50% des postes de cadres sont pourvus par mobilité interne



“ Un accord social, signé en 2007, porte sur l'égalité des chances et s'applique à l'ensemble du Groupe ”

PART DES CONTRATS D'INSERTION SES FRANCE, SE FRANCE ET GROUPE SUEZ



Initiée il y a quelques années, la structuration de la politique d'insertion porte ses fruits. Si l'effectif total du Groupe a augmenté de 6,7% entre 2006 et 2007, les effectifs en contrats d'insertion se sont accrus de 15,4%. La politique d'insertion du Groupe a bénéficié en premier lieu de la dynamique initiée dans les entités françaises, qui s'est appuyée sur un contexte juridique favorable (législation en faveur de l'apprentissage et de la professionnalisation). Le pourcentage de contrats d'insertion atteint 3,1% chez Ineo, 3,6% chez Lyonnaise des Eaux et même 5% chez Elyo Ile-de-France (voir par ailleurs). La situation à l'international est plus contrastée compte tenu d'environnements juridiques différents.

d'eau). En outre, certains métiers de la propreté se prêtent bien à des démarches d'insertion ou de ré-insertion.

Face à la difficulté à recruter de jeunes techniciens, Elyo a par exemple mis en place un ambitieux programme de tutorat : fin 2007, l'ensemble des contrats d'insertion (apprentissage et professionnalisation) représentait 3,6% de l'effectif total, un pourcentage en hausse de 14% par rapport à 2006.

L'apprentissage est désormais considéré comme une phase incontournable de pré-recrutement et les équipes d'Elyo sont appelées à se mobiliser pour faire de cette étape un succès. Le taux d'embauche des apprentis, qui atteint 50%, doit encore s'accroître dans les années à venir. Pour atteindre cet objectif, Elyo a mis en place une véritable démarche active : travail en amont avec les écoles, meilleure sélection des candidats, revalorisation de la rémunération des apprentis, parcours d'intégration renforcé et perspectives d'évolution plus larges pour les candidats.

Le rôle des tuteurs, essentiels dans ce projet, a été valorisé. Ils sont désormais impliqués dès la phase de sélection des jeunes et bénéficient d'un module de formation spécifique au tutorat. SITA Rebond est une filiale de SITA, spécialisée dans la réinsertion par l'économie, de personnes en situation précaire (chômeurs de longue durée, Rmistes, personnes sans qualification...). En partenariat avec des collectivités locales, des entreprises, des associations

et des services de l'État, SITA Rebond recrute des candidats, les intègre dans une équipe et leur fournit un accompagnement personnalisé (maîtrise du français, formation de base, hébergement, surendettement...) dans le cadre de contrats de travail d'insertion pouvant aller de trois mois à deux ans.

AUDIT SOCIAL

En 2007, SUEZ a poursuivi le déploiement de sa démarche interne d'audit social visant à vérifier comment se matérialisent sur le terrain les engagements du Groupe en matière de politique ressources humaines et de respect des droits de l'homme. En réalisant une cartographie des politiques RH en place dans une entité donnée et en impliquant directement les différentes parties prenantes concernées (managers, équipe RH, partenaires sociaux, salariés), le module d'audit social complète les informations quantitatives du reporting social.

TROIS ACCORDS SOCIAUX «GROUPE» EN 2007

L'Instance Européenne de Dialogue de SUEZ (IED) rassemble 47 représentants

du personnel de toutes les entités et de 15 nationalités différentes. En 2007, elle a servi de cadre à la négociation et à la signature de trois nouveaux accords d'envergure sur des sujets novateurs et rarement traités au niveau européen ou mondial : la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, l'égalité des chances et un système d'intéressement aux bénéfices du Groupe. Ces accords s'appliquent à l'ensemble du Groupe, qui souhaite ainsi développer et renforcer la dynamique sociale déjà mise en œuvre dans ses entités. L'IED est, en outre, chargée de contrôler le respect des engagements sociaux pris par le Groupe dans sa Charte Sociale internationale grâce à un monitoring effectué chaque année. Elle s'appuie notamment sur le module d'audit social progressivement déployé par les filiales. Dans le cadre de son accord sur la modernisation du dialogue social, Lyonnaise des Eaux a mis en œuvre un certain nombre de dispositions au bénéfice de ses partenaires sociaux. Des budgets spécifiques sont prévus pour permettre aux représentants syndicaux de préparer leur congrès annuel, tandis qu'un «temps national de préparation syndicale» leur est alloué depuis 2006. Ce crédit temps peut être cédé à d'autres salariés de Lyonnaise des Eaux, en vue de préparer tel ou tel dossier ouvert à la négociation ou à la consultation. En outre, une Commission de Suivi des Carrières des Délégués Syndicaux a été mise en place.



SANTÉ ET SÉCURITÉ : UNE AMÉLIORATION DURABLE DES RÉSULTATS

La préservation de la santé et de la sécurité de ses équipes est une priorité de SUEZ dont les activités industrielles peuvent comporter des risques. Le Groupe consacre des moyens importants pour améliorer ses performances et tendre vers le «zéro accident».



Centrale électrique de la CEM à Macao (Chine)

Les résultats 2007 pour l'ensemble du Groupe montrent une diminution de 17% des accidents du travail avec arrêt et de 14% de leur gravité par rapport à 2006. Sur une longue période, les taux de fréquence et de gravité connaissent une baisse spectaculaire (respectivement -45% et -37% par rapport à 2003, voir graphiques). Le Groupe a cependant dû déplorer neuf accidents mortels parmi ses collaborateurs en 2007 (un de plus qu'en 2006) et reste particulièrement mobilisé sur le sujet. Les efforts à l'égard des entreprises extérieures portent leurs fruits : quatre accidents mortels les ont concernées en 2007, contre 13 en 2006. Le suivi du taux de fréquence des accidents chez les intérimaires a également été mis en œuvre.

DES OBJECTIFS AMBITIEUX

Fidèle à son exigence d'amélioration continue, le Groupe s'est fixé des objectifs chiffrés ambitieux pour les années à venir : d'ici 2009, le taux de fréquence des accidents devra être inférieur à 10 et le taux

de gravité passer sous la barre des 0,4 – des chiffres qui correspondent à une baisse moyenne de 15% par an. Dès 2001, SUEZ s'est doté d'un Réseau Santé Sécurité composé d'experts chargés de coordonner les actions de sécurité dans toutes les filiales du Groupe. Le Réseau Santé Sécurité a progressivement bâti un référentiel complet : en 2007, quatre nouvelles règles de gouvernance d'application Groupe ont été diffusées. Deux d'entre elles visent à garantir aux prestataires extérieurs les mêmes conditions de sécurité qu'aux salariés de SUEZ. Une autre cible, notamment, l'évaluation exhaustive des risques d'accident. Ces règles ont contribué à l'amélioration sensible des résultats et complètent le travail réalisé dans le cadre du Plan d'Action Global 2005-2010 dont le contenu vient d'être actualisé : audits externes, formation et sensibilisation, inclusion des intérimaires et des prestataires extérieurs dans les plans d'action, ajout d'objectifs santé sécurité dans l'évaluation des managers (et donc dans leur rémunération variable), etc.

La campagne d'audits externes ayant été bouclée en 2007, des audits de suivi visent maintenant à mesurer les progrès des systèmes de management de la sécurité dans les entités. La santé et la sécurité continuent de représenter une part très significative des formations suivies par les salariés : près de 30% du total des formations suivies dans le Groupe sont centrées sur les sujets qualité- sécurité-environnement. En outre, plus de 1600 cadres et dirigeants ont suivi le module de formation «management de la sécurité au travail» proposé par SUEZ University depuis 2005. Un volet dédié à l'aspect comportemental y sera ajouté en 2008.

DIALOGUE SOCIAL ET PARTAGE D'EXPÉRIENCES

Depuis la signature de la Charte Santé Sécurité en 2002, le dialogue social est un instrument indispensable de la politique de SUEZ en la matière. La culture

du zéro accident passe par l'adhésion de tous aux objectifs du Groupe. Chargé de vérifier l'application de la Charte, le Comité Directeur Santé Sécurité, qui associe membres de la Direction Générale et représentants des salariés, revoit régulièrement les plans d'action et les performances des Branches, analyse les causes d'accidents graves et prend connaissance des résultats des audits externes réalisés sur site. Des journées d'information rassemblent également chaque année plus de 100 représentants de comités locaux santé sécurité (CHSCT en France, CPPT en Belgique, etc.) dans le but de bénéficier de leur expérience terrain et de remonter leurs attentes sur les enjeux émergents liés à la santé. Des réflexions sur la prise en compte systématique des enjeux santé (charge psychosociale du travail, troubles musculo-squelettiques, comportements addictifs) impliquent directement les partenaires sociaux.



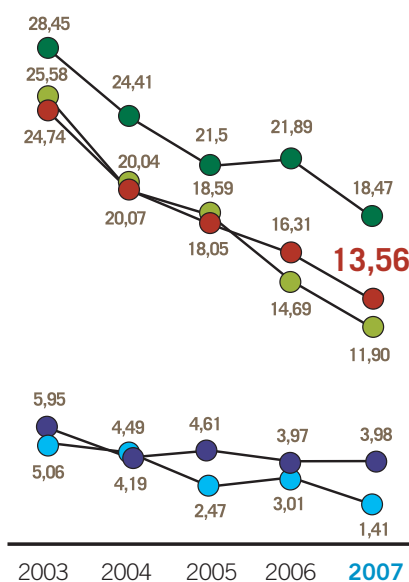
FORMER LES PRESTATAIRES EXTÉRIEURS À LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Depuis octobre 2006, Electrabel a formé plus de 2 100 prestataires extérieurs à la sûreté nucléaire sur la centrale de Tihange, en Belgique. D'une durée de quatre jours, le module très complet comprend deux jours d'initiation à la culture de sûreté dans une installation nucléaire, un jour consacré aux précautions d'usage (équipements de sécurité, manipulation de déchets dangereux...) et un jour sur un «chantier école» où les prestataires réalisent des interventions grandeur nature. À l'issue de ces formations, les prestataires sont coachés par leurs formateurs au moment où ils interviennent «en réel». Ce dispositif, qui permet d'améliorer sensiblement la sûreté des chantiers sur site, est dupliqué depuis octobre dans l'autre centrale nucléaire d'Electrabel à Doel.

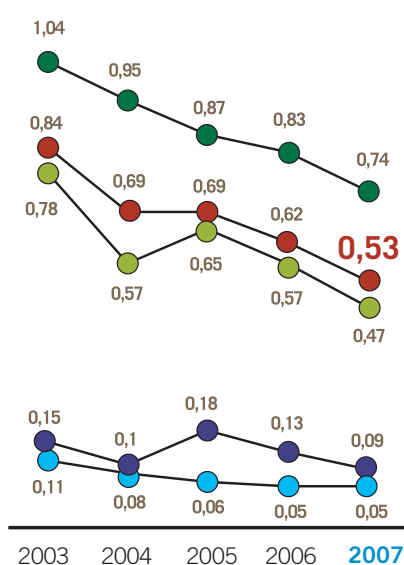
LES ÉQUIPES SITA INVENTENT UN DISPOSITIF POUR SÉCURISER LES PRESSES À DÉCHETS

Les presses à balles qui compactent les déchets peuvent exposer les opérateurs à des risques d'accidents majeurs. Pour réduire drastiquement ce risque, SITA Centre Est a développé en interne un système permettant d'arrêter automatiquement la presse à balles, dès que l'opérateur pénètre sur le convoyeur. Développé sur le site de Chemaudin (Doubs) par toute l'équipe, le «Contrôle de l'Accès en Zone à Risque» (CAZAR) a permis d'éviter tout nouvel accident de travail sur la presse, tout en améliorant la productivité. Récompensé du prix du «Défi Sécurité» de SITA puis retenu pour les Trophées de l'Innovation SUEZ en 2007, CAZAR est actuellement adapté à d'autres sites de SITA.

TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL



TAUX DE GRAVITÉ DES ACCIDENTS DU TRAVAIL



● Total Groupe
● SUEZ Énergie Europe
● SUEZ Énergie International

● SUEZ Énergie Services
● SUEZ Environnement

Le taux de fréquence du Groupe enregistre une baisse de 17% par rapport à 2006 et de 32% par rapport à 2004. Preuve supplémentaire des progrès accomplis, le taux de gravité a lui aussi poursuivi sa baisse (-14%). L'ensemble des branches a contribué à ces progrès remarquables, avec une mention spéciale pour SUEZ Énergie Services (TF -19%, TG -17%). En termes absolus, le TF et le TG de SUEZ Énergie Europe et SUEZ Énergie International restent à un niveau remarquablement bas, parmi les meilleurs du secteur de la production d'énergie. La fréquence et la gravité des accidents sont supérieures chez SUEZ Énergie Services et SUEZ Environnement. Elles sont induites par les spécificités des métiers de services et de l'environnement : intervention sur la route et sur des chantiers et sites n'appartenant pas au Groupe. L'amélioration de leurs résultats en est d'autant plus remarquable.

MAÎTRISER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE NOS ACTIVITÉS

Si les métiers du Groupe peuvent agir positivement sur l'environnement, ils ont également un impact sur les milieux et les ressources naturelles qui doit être mesuré, contrôlé et réduit au minimum dans un processus d'amélioration continue.

présenter un caractère toxique. Le Groupe consacre des moyens importants à la prévention et à la maîtrise de ces risques et de ses impacts sur l'environnement. Il veille à réaliser les investissements nécessaires pour la mise en adéquation permanente de l'ensemble de ses activités et installations avec les exigences croissantes des réglementations sanitaires et environnementales dans tous les pays où il opère. Au-delà de ces obligations, il anticipe souvent les nouvelles législations afin de répondre au mieux aux attentes de ses clients et de l'ensemble des parties prenantes. La formation des collaborateurs, l'innovation et les programmes de recherche contribuent à la maîtrise opérationnelle de ces risques.

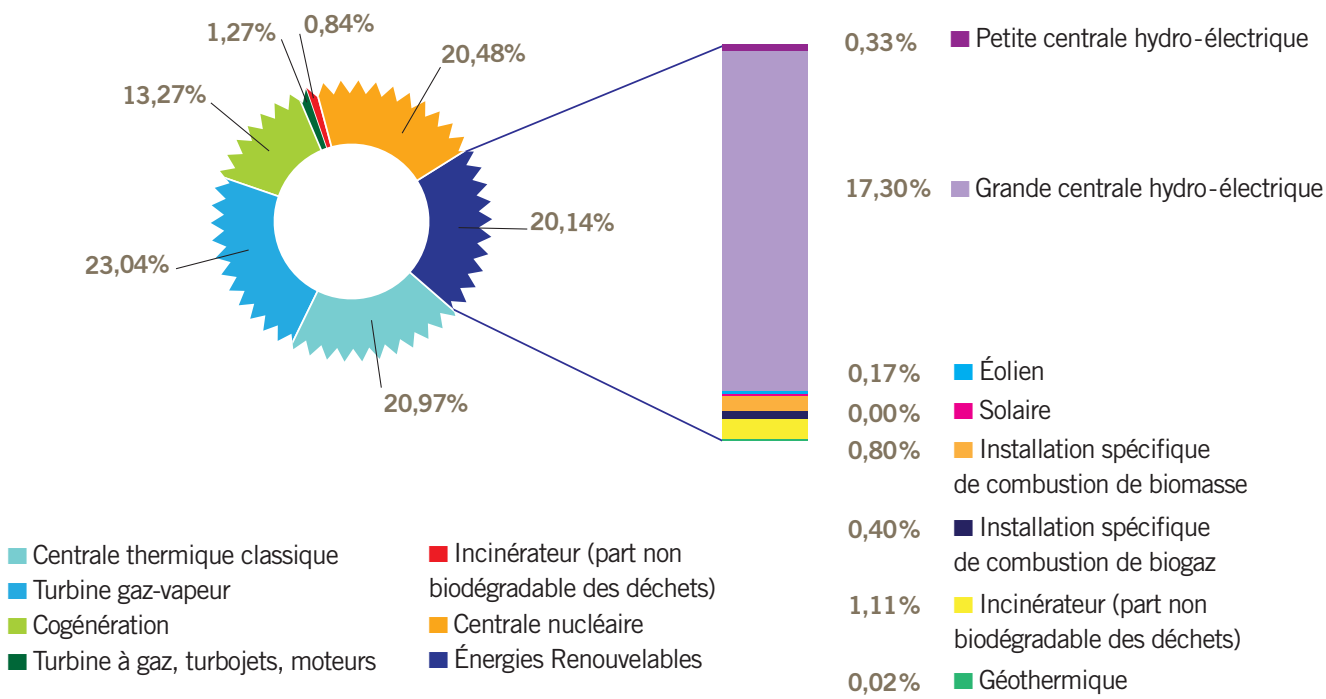
RÉSEAU DE CORRESPONDANTS ET SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

Au sein du Groupe, la Direction Environnement et Innovation coordonne et anime les actions liées à l'environnement, menées au sein des *Business Units*. Elle conçoit les politiques environnementales Groupe, les fait approuver par les responsables de branche et fait remonter de façon fiable et vérifiable les informations non financières à caractère environnemental. Elle rassemble et diffuse les informations concernant les risques environnementaux liés à nos métiers. Un réseau de plus de 100 coordinateurs environnementaux relaye la politique du Groupe dans les filiales et les unités opérationnelles. Toutes les filiales déploient leur politique environnementale, en fonction de leurs activités, des conditions économiques locales, et des attentes de leurs clients, industriels ou collectivités.

Les activités et les installations exploitées par SUEZ peuvent présenter un risque sanitaire pour les populations (salariés, fournisseurs, riverains...) et un risque pour l'environnement. SUEZ manipule notamment des produits dangereux (matières fissiles, combustibles, produits

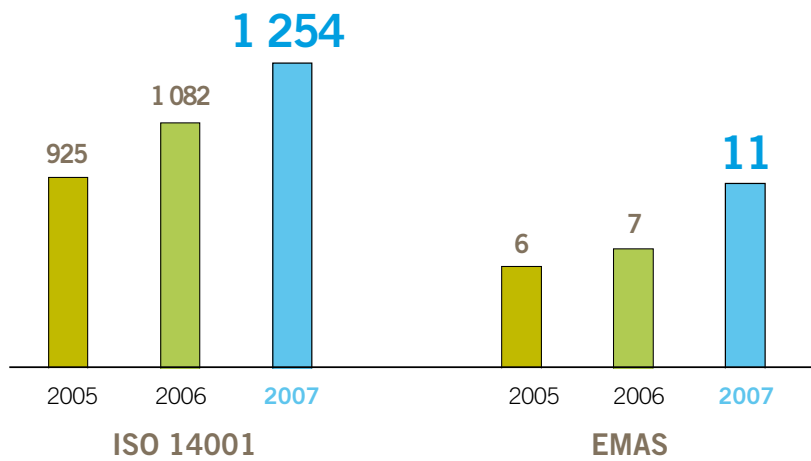
chimiques pour le traitement de l'eau). La gestion des déchets présente des risques d'émissions de gaz à effet de serre, de gaz acidifiants de l'air, de gaz nocifs, de poussières... Certaines de nos installations ont pour activité de traiter des déchets spécifiques industriels ou hospitaliers pouvant

PRODUCTION D'ÉNERGIE 2007 : 223.317 GWheq - RÉPARTITION PAR TECHNOLOGIE



2007 voit plus que le doublement de son énergie renouvelable (44 959 GWheq) par rapport à 2006. L'augmentation provient essentiellement de l'intégration de l'activité de gestion de barrages significatifs, dite Grand Hydraulique. Cette augmentation a été accrue du fait de la pluviométrie abondante tant en Europe qu'en Amérique Latine. Il faut également noter une augmentation significative des productions liées à la cogénération et à l'activité Gaz. Ces valeurs prennent en compte la production en GWheq des entités incluses dans le périmètre de reporting environnemental.

NOMBRE DE SITES OU ACTIVITÉS COUVERTS PAR UN SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL EMAS OU ISO 14001



La gestion des risques s'effectue au quotidien grâce à un nombre important de Systèmes de Management Environnementaux (SME) mis en place au sein du Groupe ou aux plans de gestion des risques déployés à cet usage. La plupart des SME sont certifiés suivant les standards internationaux (ISO 14001, 9001...). À fin 2007, plus de 50% du chiffre d'affaires du Groupe étaient couverts par un SME certifié. 1 254 sites exploités par le Groupe étaient notamment certifiés ISO 14001.

En 2006 et 2007, SUEZ a mis en place un système d'autoévaluation des SME permettant aux sites opérationnels d'identifier aisément les axes d'amélioration et d'évaluer l'adéquation de leur système de gestion environnementale aux circonstances locales. Ce système leur permet également un suivi de leur évolution ainsi qu'une analyse comparative avec d'autres sites du Groupe. En plus de cet effort permanent d'amélioration des systèmes de gestion environnementale, un effort constant de formation du personnel aux problématiques environnement est réalisé par le Groupe : 29,1% du nombre total d'heures de formations diffusées dans le Groupe concernent des domaines de la «qualité-sécurité-

environnement», ce qui représente un budget de plus de 21,7 millions d'euros en 2007.

Afin de piloter le déploiement de sa politique environnementale, de maîtriser les risques environnementaux et de favoriser la communication de ses performances environnementales

UN PRIX DE L'ENVIRONNEMENT AU BRÉSIL

Début 2008, Tractebel Energia et ses partenaires dans l'installation hydroélectrique de Machadinho (1140 MW) se sont vus décerner par le *Jornal do Brazil* le «Prix de l'Environnement du Brésil» pour leur projet «Sistema florestal Cambona 4» qui vise à minimiser l'impact de la construction du barrage sur la population et l'environnement. Le projet prévoit entre autres la plantation de thé qui apportera de nouvelles activités aux paysans locaux.

« Un budget de 21,7 millions d'euros a été alloué aux formations Qualité - sécurité - environnement »



Centrale hydroélectrique de Machadinho (Brésil)

aux parties prenantes, SUEZ s'est engagé, dès 1999, dans la mise en place d'un système de reporting spécifique. Celui-ci a été développé sur la base de travaux conduits au sein d'instances de dialogue internationales comme le *Global Reporting Initiative* ou le *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD). L'exercice de reporting réalisé en 2007 et les pratiques du Groupe en la matière ont contribué par un processus d'amélioration continue au perfectionnement des procédures de collecte et de diffusion de l'information relative à l'environnement.

REPORTING ENVIRONNEMENTAL

Le reporting environnemental est intimement lié à celui de la performance opérationnelle et est devenu, ainsi, un outil de management. Les processus formalisés de remontée d'information régulière recouvrent cinq domaines :

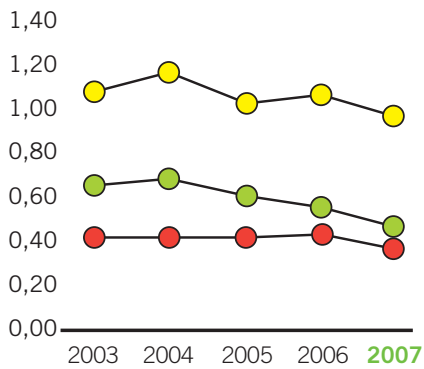
- les indicateurs de performance environnementale destinés aux rapports officiels (Document de Référence, Rapport Annuel) ;
- les lettres de conformité des responsables de branche accompagnées du rapport du correspondant environnemental ;
- l'état de la conformité légale et des plans de remise à niveau en cas de problème constaté, basé sur un questionnaire ;
- la situation des passifs environnementaux et des provisions associées, recueillie en même temps que les non-conformités ;
- les risques environnementaux, collectés par la cellule risques de SUEZ.

2007 a vu le premier déploiement d'un questionnaire d'autoévaluation de la gestion environnementale



Labortoire d'hydrologie et de mesure de la Compagnie Nationale du Rhône (France)

PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE



- Émissions de SO₂ liées à la production d'énergie / Énergie produite (t/GWheq)
- Émissions de NO_x liées à la production d'énergie / Énergie produite (t/GWheq)
- Émissions de CO₂ liées à la production d'énergie / Énergie produite (t/MWheq)

Les émissions de polluants atmosphériques sont en très nette diminution pour les gaz tels que le CO₂, SO₂ et NO_x alors que la production d'énergie a notablement augmenté.

(ESA) développé en complément de l'audit dit «de niveau 1» qui vérifie si les exigences de base de SUEZ sont respectées dans les entités opérationnelles. Testé dans 160 entités, ce questionnaire traduit en termes concrets les exigences de la norme ISO-14001, et donne une image des efforts consentis dans le Groupe et permet de renforcer l'implication des équipes en place.

GAZ À EFFET DE SERRE

En 2007, les émissions de gaz à effet de serre (GES) hors flotte de véhicules se sont élevées pour le Groupe à 82,1 millions de tonnes équivalents CO₂. L'essentiel de ces émissions provient de la production d'énergie qui représente à elle seule 76,6 millions de tonnes équivalents CO₂. La combinaison des métiers de la production d'énergie, de l'efficacité énergétique, du commerce du gaz naturel (liquéfié), des services à l'industrie et aux collectivités locales

permet de réaliser d'importants efforts en matière d'efficacité énergétique et de diversifier les ressources énergétiques vers les plus performantes et les moins émissives. Les activités de l'environnement ont pour leur part généré 5,1 millions de tonnes équivalents CO₂ en 2007, soit une augmentation essentiellement due à l'évolution du périmètre des contrats.

SUEZ participe activement au développement et à la promotion des énergies renouvelables (éolien, hydraulique, biomasse) là où les circonstances économiques le permettent. Celles-ci représentaient en 2007 près de 9,8 GW équivalents électriques installés, soit une augmentation de plus de 49% par rapport à 2006. Electrabel a réalisé une première mondiale en Région Wallonne. Awirs 4, fonctionnant précédemment au charbon, aujourd'hui exclusivement alimentée en granulés de bois pour une puissance de 80 MW. En Europe, le Groupe s'inscrit dans l'objectif que s'est fixé l'Union Européenne qui vise à atteindre d'ici 2020 une part d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de 20%. L'objectif d'Electrabel

BIODIVERSITÉ

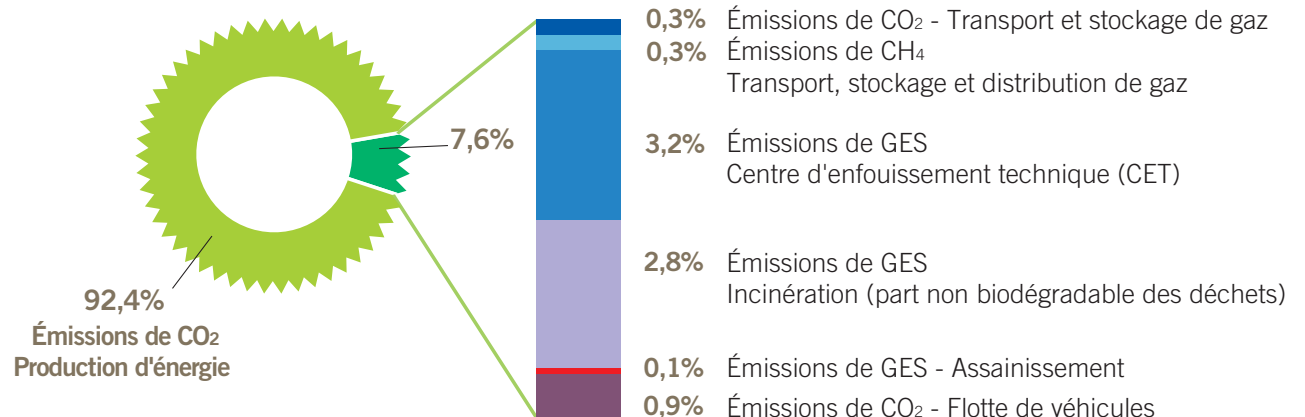
IDENTIFIER LES SITES SENSIBLES

Développé en 2007, Locamaps est un outil unique en Europe qui permet, grâce à Google Maps, de repérer l'ensemble des sites industriels de SUEZ (centrales électriques, usines de traitement d'eau, décharges...) et de leur superposer un fond de carte des sites écologiquement sensibles (cours d'eau, zones humides...). Ce nouvel outil permet en quelques minutes d'identifier pour chaque site les risques potentiels et d'envisager des actions correctives si besoin. D'abord développé pour la France, Locamaps sera étendu aux sites européens en 2008.

PROTÉGER LE MILAN ROYAL EN BOURGOGNE

Splendide rapace de 1,75 m d'envergure, le milan royal est aussi une espèce fragilisée en France. En partenariat avec des associations et les pouvoirs publics, SITA s'est engagé dans un programme visant à stabiliser la population de ces oiseaux en Bourgogne. Une plateforme permet, entre autres, de leur apporter régulièrement de la viande pour remplacer les carcasses d'animaux désormais de moins en moins présentes dans la campagne. Une dizaine de salariés de l'entreprise ont, en outre, été formés pour participer aux opérations de comptage et de sauvegarde du rapace.

RÉPARTITION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (TONNES EQ.CO₂)



est de disposer d'une capacité de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables de 6 300 MW en 2009, représentant 18% de sa capacité installée totale.

80 MILLIONS DE TONNES DE CO₂ ÉVITÉES

Les émissions évitées, qui s'élèvent en 2007 à plus de 80 millions de tonnes eq CO₂, proviennent pour 71% des technologies sans émission comme le nucléaire et l'hydraulique. Pour 13%, elles proviennent du recyclage de matériaux, cendres volantes et résidus d'incinération, pour 7% au recours à la cogénération, 3% par l'utilisation de biomasse, 3% la valorisation

énergétique des déchets et la récupération de chaleur. SUEZ est attentif aux opportunités se présentant dans le cadre des projets MDP (Mécanismes de Développement Propre) et MOC (Mises en Œuvre Conjointes) lorsque les revenus attendus permettent de couvrir les coûts additionnels liés aux mesures de réduction des GES. Plusieurs expériences suivent leur cours aussi bien en énergie qu'en environnement. Une dizaine de nouveaux projets de MDP sont à l'étude en Amérique du Sud et en Asie.

Dans le cadre de la maîtrise des émissions de CO₂ liées à l'exploitation des centrales

thermiques, SUEZ et Electrabel étudient une voie prometteuse que représentent le captage et le stockage géologique du CO₂. Un programme conjoint pluriannuel de recherche et de démonstration dans ce domaine a démarré depuis plusieurs années déjà et bénéficie au sein du Groupe d'un financement très important. La technologie du captage et du stockage des émissions de CO₂ permettra de sécuriser les investissements en nouvelle capacité charbon dans un contexte de contrainte carbone allant en s'accroissant et de maintenir la flexibilité qui caractérise aujourd'hui le parc de production d'électricité du Groupe.

PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES

La raréfaction et la dégradation de la qualité des ressources dans certains pays où le Groupe opère conduisent SUEZ à sensibiliser ses exploitations au besoin d'une gestion intégrée des ressources naturelles, en particulier la dépendance aux énergies fossiles, les économies de matière première, la préservation de la qualité des masses d'eau... La gestion des ressources en eau intègre l'ensemble des problématiques liées aux services d'eau et d'assainissement (préservation de la ressource, agriculture, aménagement du territoire) et la résolution des conflits potentiels par la négociation avec l'ensemble des utilisateurs-consommateurs.

Un contrôle de la qualité des eaux potables produites et distribuées ainsi que les rejets des stations d'épuration est opéré au niveau local par des contrôles d'autosurveillance et rapporté au niveau central qui assure le suivi de l'évaluation des performances. En matière d'épuration des eaux usées, SUEZ Environnement, en partenariat avec les collectivités pour qui elle opère, veille au respect et si possible à l'anticipation, des normes de rejet des eaux usées, ainsi qu'au devenir des boues.

En 2007, le Groupe a consommé environ 230 millions de m³ d'eau pour les procédés et les usages industriels. Ce chiffre progresse du fait de l'augmentation de périmètre.

La lutte contre les fuites d'eau a progressé, ce qui se traduit par une augmentation du rendement technique des réseaux d'adduction d'eau potable, mais ces progrès



Construction du parc éolien de Tétouan mis en service en 2005 par la Compagnie du Vent (Maroc)



Station d'épuration de Grasse Roumigières (France)

n'apparaissent pas dans les indicateurs qui intègrent le nouveau contrat de gestion de l'eau potable de la ville d'Alger.

PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ

À l'occasion du «Grenelle de l'Environnement», SUEZ s'est engagé à intégrer la biodiversité à la gestion de ses sites en France d'ici fin 2009 et de ses sites européens d'ici 2012. Afin d'évaluer son impact sur la faune et la flore, SUEZ cartographie

précisément ses sites industriels et leur milieu environnant (proximité des zones sensibles...) grâce à l'outil de cartographie Locamaps, développé spécifiquement. Quand des sites potentiellement sensibles sont identifiés (proximité de milieux humides où vit une faune fragile, par exemple), des actions de prévention et de protection sont mises en place. En Belgique, une mare artificielle a par exemple été créée à proximité d'une centrale électrique pour favoriser

la reproduction d'une espèce spécifique de batraciens.

La Compagnie Nationale du Rhône intègre la gestion de la biodiversité dans la nature même de son métier. Elle élabore par exemple avec les scientifiques et acteurs associatifs locaux, des atlas des sites d'intérêt écologiques qui servent de base à l'élaboration des plans d'action locaux, le long du Rhône, désormais classé zone Natura 2000.

Le captage et le stockage géologique du CO₂ constituent une voie prometteuse pour maîtriser les émissions de GES



Valorisation du biogaz dans l'unité de stockage de Mably (France)

DIX ENGAGEMENTS POUR L'ENVIRONNEMENT

Fortement impliqué dans le «Grenelle de l'Environnement», une vaste consultation qui a eu lieu en France pour accorder l'action politique aux exigences de la préservation de l'environnement, SUEZ a publiquement pris une série d'engagements concrets qui impliquent l'ensemble du Groupe. En tant que professionnel des métiers de l'énergie, de l'eau et de la propreté, SUEZ s'engage :

1 À fournir des solutions répondant aux objectifs ambitieux du Grenelle sur l'efficacité énergétique du bâtiment :

- en proposant, avec nos partenaires, une offre intégrée, optimisant les dimensions : émissions, consommation d'énergie et qualité de l'air intérieur ;

- en développant, pour ces prestations, des contrats de performance dans la durée, assortis d'un diagnostic initial et d'indicateurs de suivi afin de garantir aux clients des économies d'énergie réelles et durables (typiquement 20%).

2 À participer à la transition vers une production d'énergie décarbonée, en France comme à l'international :

- en augmentant significativement notre capacité de production en électricité renouvelable (hydraulique, photovoltaïque, éolien, biomasse) : en France, pour contribuer à l'objectif ambitieux de 20% d'énergie renouvelable dans la consommation finale en 2020 ; en Europe, en passant à 18% notre capacité en énergie d'origine renouvelable dès 2009 ; partout

dans le monde, en fonction des ressources et des priorités locales ;

- en développant les énergies renouvelables thermiques tant directement dans le bâtiment qu'à travers les réseaux de chaleur ;
- en participant activement à la recherche appliquée sur des projets de captage et de stockage du CO₂, et à la recherche et développement sur l'énergie nucléaire de quatrième génération.

3 À favoriser l'économie circulaire fondée sur la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets :

- en mettant au point, en partenariat avec les industriels, des processus de déconstruction ou de traitement pour : améliorer l'éco-conception des produits ; optimiser la valorisation des matériaux constitutifs de ces produits ;

- en nous fixant un objectif d'au moins 35% de valorisation matière et biologique en France à l'horizon 2012.

4 À lutter contre le gaspillage en améliorant le rendement des réseaux d'eau potable, afin d'économiser en France, d'ici fin 2010, l'équivalent de la consommation d'eau d'une ville de 700 000 habitants.

5 À développer des partenariats publics-privés (concession, contrat de partenariat...) permettant aux collectivités de réaliser les investissements nécessaires au respect des normes d'épuration des eaux usées fixées par l'Union Européenne tout en limitant leur impact sur le prix du service.

ZOOM

GRENNELLE DE L'ENVIRONNEMENT UNE DEMARCHE SANS EQUIVALENT

Entre juillet et octobre 2007, le gouvernement français a lancé une vaste consultation afin d'envisager les décisions à prendre à long terme en matière d'environnement et de développement durable. Des dizaines de réunions ont rassemblé politiques, syndicats, associations, entreprises, chercheurs... autour de six thèmes (lutte contre les changements climatiques et maîtrise de la demande d'énergie, préservation de la biodiversité et des ressources naturelles, environnement et santé...) eux-mêmes divisés en ateliers (transports, bâtiments, énergie, déchets, OGM...) permettant de balayer l'ensemble des problématiques du développement durable.

À l'issue de ces travaux, un rapport général a été présenté au président de la République en présence de deux Prix Nobel de la paix, Wangari Maathai et Al Gore, et du président de la Commission Européenne. Il fixe un cadre de cohérence pour l'action publique française selon trois priorités : la lutte contre le réchauffement climatique, la protection de la biodiversité et la réduction des pollutions. Une importante série de mesures a été annoncée sur les transports, le bâtiment, l'agriculture...

SUEZ s'est fortement impliqué dans ce processus. Plusieurs de ses experts et de ses dirigeants ont pris une part active aux travaux et aux ultimes négociations. L'ensemble du personnel français a été impliqué, notamment via un site intranet qui a recueilli 2 500 participations. SUEZ a ensuite été l'une des premières entreprises à afficher clairement ses engagements conformes aux objectifs du «Grenelle».

6 À intégrer, avant fin 2009, la biodiversité à la gestion des sites du Groupe en France et à mettre en place des plans d'actions sur les sites sensibles ; d'ici 2012, étendre cette expérience à nos sites européens.

7 À embaucher 110 000 collaborateurs d'ici 2012 et 20 000 personnes dès 2008, qui accompagneront notre développement dans les métiers de l'énergie et de l'environnement.

En tant qu'entreprise responsable, SUEZ s'engage :

8 À poursuivre ses efforts pour réduire son impact environnemental et à faire de ses collaborateurs, des ambassadeurs du développement durable :

- en s'assurant qu'en 2009, 100% des éclairages permanents dans les bâtiments administratifs du Groupe dans le monde seront économiques ;
- en privilégiant systématiquement les véhicules les moins émetteurs en CO₂ ;

- en sensibilisant d'ici fin 2009 tous les collaborateurs du Groupe aux gestes éco-citoyens (dès fin 2008 pour tous les collaborateurs en France).

9 À poursuivre un dialogue actif avec ses parties prenantes à tous les niveaux de gouvernance du Groupe :

- en mettant en place, d'ici fin 2008, une méthodologie d'identification et de recensement de l'ensemble des parties prenantes ;
- en organisant régulièrement des réunions de concertation à tous les échelons du Groupe.

10 À convaincre ses actionnaires de «l'actif» que constitue la stratégie de développement durable du Groupe :

- en enrichissant la communication sur ces thèmes, notamment lors de chaque Assemblée Générale ordinaire ;
- en valorisant le rôle du Comité Éthique Environnement et Développement Durable au sein des organes de gouvernance du Groupe.



Chaudière biomasse - Réseau de chaleur à La Rochelle (France)

SOLIDARITÉ ET MÉCÉNAT

Groupe international, SUEZ est aussi un acteur de proximité apportant des services essentiels à des publics très variés. Cette proximité et cet ancrage territorial exigent une forte responsabilité sociale qui s'exprime dans les politiques d'emploi et d'insertion mais aussi dans des actions de solidarité et de mécénat.

SUEZ encourage et soutient de nombreuses actions de solidarité auprès de publics fragilisés. Une Charte du mécénat permet d'encadrer ces programmes, qui doivent notamment être en cohésion avec les métiers du Groupe et ses exigences de développement durable. Pour accroître son efficacité dans ces domaines, SUEZ intervient généralement en partenariat avec des organismes et des associations spécialisées.

FONDATION SUEZ

Créée en 1992 sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation SUEZ a fêté en 2007 ses quinze ans d'engagements en faveur de l'enfance en détresse. Intervenant dans une centaine de pays, elle a soutenu plus d'une centaine de projets en quinze ans, la moitié situés hors d'Europe. Les projets sont très variés et visent à soulager la douleur et à favoriser l'intégration et l'épanouissement des enfants. Ils peuvent concerner la maladie (soutien aux familles d'enfants atteints du Sida en Allemagne ou de Chiliens souffrant de maladies mentales...), la prévention et l'insertion (colonies de vacances pour enfants des quartiers pauvres au Brésil, crèches pour familles immigrées en Belgique...), l'éducation (aide à la scolarisation au Pérou ou en Chine, développement de l'esprit d'entreprise au Brésil...), la sensibilisation aux questions de société (insertion, protection de l'environnement...). Au total, plusieurs centaines de milliers d'enfants ont bénéficié du soutien de la Fondation SUEZ.

PARTENARIATS

SUEZ est engagé dans de nombreux partenariats dans les domaines sportifs, culturels et dans l'environnement. Partenaire de premier rang de l'équipe de France et de la Fédération Française de Football, il est également impliqué dans le judo ou le handball. Ses différentes filiales et implantations soutiennent de nombreux clubs et associations au niveau local.

Le Groupe soutient également certains sportifs individuellement. Toutes ces initiatives sont strictement encadrées par la Charte du mécénat qui fixe notamment les règles éthiques des parrainages. Spécialiste de la mise en lumière de musées et monuments, *via* sa filiale Ineo, SUEZ est également un partenaire important de la vie culturelle. Le Groupe est, entre autres, partenaire du musée Guimet et du Louvre à Paris, du Palais des Beaux-Arts et du musée Magritte à Bruxelles mais aussi du Metropolitan Museum de New York. Le Groupe soutient également des projets symboliques dans le domaine de la protection de l'environnement, comme la Fondation polaire internationale ou le projet de maison du futur *Living Tomorrow*, qui a attiré plus de cinq millions de visiteurs à Bruxelles.

SOLIDARITÉ ET INSERTION

Le Groupe soutient de nombreuses actions de solidarité menées parfois à l'initiative ou impliquant certains de ses collaborateurs. Toutes ces actions sont également encadrées par la Charte du mécénat. Fondée en 1994, Aquassistance est une association humanitaire apportant son aide sur le terrain à des populations éprouvées par le manque d'eau par l'envoi d'experts et de matériel. En 2007, elle est notamment intervenue en Angola (adduction



*Casa Vhida, Maison d'accueil pour les enfants victimes du Sida
Fondation SUEZ (Brésil)*



**BAYTI - soutien scolaire, ateliers pédagogiques personnalisés (Maroc)
Fondation SUEZ**

d'eau et hygiène dans une dizaine de villages), Madagascar (accès à l'eau, assainissement, au Congo (réhabilitation...). Energy Assistance, créée en Belgique en 2001, poursuit des buts proches dans le domaine de l'énergie. En 2007, elle est notamment intervenue au Burkina Faso, au Burundi, au Congo-Kinshasa, en Éthiopie, en Inde... pour raccorder des populations isolées, installer des groupes dans des écoles ou des dispensaires, installer des pompes...

Dans son engagement contre toutes les formes d'exclusion, SUEZ intervient pour favoriser l'insertion des personnes handicapées et modifier le regard de la société

dans son ensemble sur le handicap et la maladie. La majorité des entités du Groupe a entamé des démarches pour une meilleure prise en compte du handicap, tant au travail que dans les services au public, ou plus généralement au sein de la société.

Au-delà des salariés du Groupe, ces efforts envers les handicapés concernent également les publics du Groupe : Lyonnaise des Eaux adresse par exemple ses factures et son magazine d'information en braille sur simple demande de ses clients malvoyants. Le site Internet de SUEZ est également adapté pour être consulté par les malvoyants. Enfin, au-delà des ses propres

publics, SUEZ s'implique dans nombre d'actions visant à améliorer la perception du handicap dans la société : en Belgique, Electrabel s'associe à de nombreuses opérations de sensibilisation en faveur des moins valides. La société soutient le Comité paralympique belge en vue des JO de Pékin.

ZÉRO ÉMISSION EN ANTARCTIQUE

Electrabel est partenaire de la construction d'une nouvelle base scientifique belge en Antarctique. La station Princesse Elisabeth, conçue par la Fondation polaire internationale, pourra héberger 20 personnes pendant les quatre mois de l'été antarctique et sera dédiée aux effets du réchauffement climatique. Ce sera la première station de ce type à utiliser entièrement les énergies renouvelables et à recycler ses déchets. SUEZ prête, entre autres, son expertise technique pour la conception de la station.

PROTECTION DE L'ENFANCE AU MAROC

Au Maroc, la Fondation SUEZ soutient l'association Bayti («Ma maison») créée par un pédiatre et à la tête d'importants projets : «Enfants des rues» pour accueillir dans des foyers et réinsérer les jeunes désocialisés à Casablanca, Meknès et Essaouira ou «Petites bonnes» pour diminuer l'exploitation domestique et sexuelle des jeunes filles.

AIDE AUX ORPHELINS DU SIDA EN AFRIQUE DU SUD

Avec 5,3 millions de porteurs du VIH/Sida, l'Afrique du Sud est le premier pays atteint par la pandémie qui a fait des centaines de milliers d'orphelins. Depuis 2006, la Fondation SUEZ soutient un programme extrascolaire mis en place par l'association François-Xavier Bagnoud. Destinées aux orphelins et aux enfants porteurs du virus, les actions permettent de soutenir les communautés dans les grands townships de Soweto, Alexandra et Witbank.



FAIT MARQUANT

Trophée de l'Entreprise citoyenne.

Gepa est une filiale d'Elyo dédiée à l'insertion des détenus. Elle forme les détenus aux métiers des services à l'énergie puis prépare leur réinsertion et les accompagne professionnellement à leur sortie. Elle a obtenu en 2007 le Trophée de l'Entreprise citoyenne.



INDICATEURS
COMPTES

REPORTING

BILAN

CHIFFRES

INDICATEURS
COMPTES

REPORTING

BILAN

CHIFFRES

NOS PERFORMANCES

Que ce soit sur le plan social, environnemental ou financier, la politique de SUEZ repose sur la publication de données fiables et certifiées. Afin de mesurer l'évolution de ses performances avec précision, SUEZ continue de renforcer son système de reporting mis en place en 2001 autour d'indicateurs couvrant l'ensemble de ses métiers.

102 • ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES SUR LE REPORTING ENVIRONNEMENTAL 2007

104 • INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

108 • ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES SUR LE REPORTING SOCIAL 2007

110 • INDICATEURS SOCIAUX

114 • RAPPORT D'EXAMEN DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

116 • BILAN CONSOLIDÉ ACTIF ET PASSIF

117 • COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

118 • FLUX DE RÉSULTAT

119 • RESPECT DES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES SUR LE REPORTING ENVIRONNEMENTAL 2007

Afin d'assurer la transparence et la fiabilité des données communiquées publiquement, SUEZ s'est engagé dans une démarche progressive de vérification par ses Commissaires aux Comptes de la qualité de certains indicateurs portant sur l'information environnementale et sociale publiée. La première étape conduite sur les données de l'exercice 2001 consistait en une revue des procédures de remontée des indicateurs de performance. En 2003 et 2004, les travaux menés ont abouti à la rédaction d'un avis d'assurance modérée sur les procédures de remontée des informations environnementales et sociales et sur la qualité d'un nombre limité d'indicateurs, sur une sélection d'entités. En intégrant les recommandations émises par les Commissaires aux Comptes, SUEZ poursuit le renforcement de ses systèmes de reporting non-financier. En 2005, le périmètre sur lequel ont porté les travaux de vérification a été étendu, ce qui a permis aux Commissaires aux Comptes d'élargir la portée de leur opinion aux données totales, et non de la limiter aux seules entités visitées. Depuis 2006, le nombre

d'indicateurs vérifiés est étendu et de nouveaux guides méthodologiques ont été déployés suite aux commentaires formulés par les Commissaires aux Comptes lors de l'exercice précédent. Pour le reporting environnemental, l'année 2007 est marquée par l'aboutissement de travaux dans les domaines suivants : clarification des règles de définition du périmètre de reporting en ce qui concerne les décharges fermées et les services matériels sous-traités, révision de certains tests de cohérence et définitions d'indicateurs et révision de références méthodologiques existantes (émissions SO₂, NO_x et PM, émissions de mercure, consommation d'eau, déchets). Une revue des indicateurs de gestion a été réalisée afin d'en réduire le nombre et d'en augmenter la pertinence. Une attention particulière a également été portée à l'amélioration de l'outil CERIS. CERIS est une solution informatique de reporting environnemental, développée par SUEZ en 2003 dans sa première version, qui permet la gestion du réseau de correspondants et coordinateurs environnement,

la gestion et la documentation du périmètre de reporting environnemental, la saisie, le contrôle et la consolidation des indicateurs, l'édition de rapports et, enfin, la mise à disposition ou la production de la documentation nécessaire à la collecte des données et au contrôle de la remontée d'information. Par ailleurs, CERIS a fait l'objet d'une vérification par l'audit interne Groupe. En 2007, la migration de la solution informatisée de reporting CERIS vers une nouvelle version a permis à SUEZ de mettre l'accent sur le renforcement du dispositif de contrôle des valeurs saisies par les entités opérationnelles. CERIS couvre actuellement l'ensemble des branches et est aujourd'hui déployé directement à l'intérieur de certaines branches et filiales. En 2007, l'outil a été déployé au niveau de la branche d'activité «Eau» de SUEZ Environnement, ce qui a fortement accru la quantité de données gérées dans l'outil. Les modalités de définition du périmètre de reporting environnemental permettent de couvrir l'ensemble des performances et impacts des installations dont le Groupe détient

le contrôle technique opérationnel. Les entités juridiques incluses dans le périmètre de reporting sont celles dont l'activité est pertinente en termes d'impact environnemental (à l'exclusion notamment donc du négoce d'énergie et des activités financières et d'ingénierie), intégrées globalement ou proportionnellement (selon les règles de consolidation financière). Ces entités rapportent les performances et impacts des installations dont elles détiennent le contrôle technique opérationnel, y compris ceux des installations opérées pour compte de tiers. Ces montants sont ensuite consolidés en tenant compte du taux d'intégration financière, exception faite des sites ou activités couverts par des SME qui sont, eux, consolidés intégralement. Sur la base du chiffre d'affaires consolidé, un chiffre d'affaires pertinent (après exclusion du CA généré par les activités jugées non pertinentes en termes d'impact environnemental) est défini et identifié pour chaque entité juridique. La couverture de ce chiffre d'affaires pertinent par chacun des indicateurs de management environnemental est rapportée.

Le jeu de procédures pour la remontée des informations environnementales se compose d'une procédure générique déclinée en une instruction type à mettre en œuvre aux niveaux appropriés du processus de reporting. Le déploiement des procédures à travers l'ensemble du Groupe repose sur un réseau de correspondants et coordinateurs environnement dûment mandatés. Ces procédures et instructions de travail au niveau Groupe

et branche décrivent en détail les phases de collecte, contrôle, consolidation, validation et transmission des données environnementales aux différents niveaux de l'organisation ainsi que les règles de définition du périmètre et de consolidation. Elles sont assorties de documents techniques fournissant des lignes directrices méthodologiques pour le calcul de certains indicateurs. La liste des entités entrant dans le périmètre de reporting environnemental est jointe aux procédures et instructions. Les fiches de définition des indicateurs utilisés pour mesurer la performance environnementale des métiers du Groupe ont été revues sur la base des commentaires des Commissaires aux Comptes. Elles ont par ailleurs bénéficié des commentaires des responsables opérationnels représentés dans un groupe de travail dédié. L'ensemble de la documentation est disponible sur simple requête auprès de la direction environnement du Groupe.

Sur les données publiées dans le présent rapport, il convient de préciser les éléments suivants :

1 SUEZ a mis en place un nouvel indicateur pour mesurer ses émissions de mercure. Toutefois, les teneurs mesurées étant proches des seuils de détection, les valeurs reportées sont donc insuffisamment fiables pour permettre actuellement un suivi dans le temps des performances. Par ailleurs, certaines entités ne réalisent pas encore ces mesures.

2 Soucieux du devenir des déchets générés par ses activités, le Groupe SUEZ dispose d'indicateurs sur la valorisation de ses déchets. Cependant, les notions de déchets et de valorisation varient selon les pays et les réglementations locales. Par ailleurs, les données sur les boues valorisées intègrent également les tonnages de boues incinérées sans valorisation énergétique. Afin d'améliorer constamment ses indicateurs, le Groupe prévoit de réaliser un zoom particulier sur ces indicateurs et ces notions à l'occasion du prochain reporting de façon à harmoniser la comptabilité et le suivi des déchets.

3 La fiabilité du périmètre couvert par le reporting environnemental est une des priorités de SUEZ qui évolue dans un contexte international de cessions et d'acquisitions d'activités. À cet égard, le Groupe mène une réflexion interne pour améliorer la gestion de son périmètre. Cela se traduira notamment par une modification des procédures existantes ou par la création d'une nouvelle procédure dédiée à la définition du périmètre applicable dès le prochain reporting environnemental. Cette démarche a notamment été motivée par le fait que deux entités de SUEZ Énergie International, à considérer en mise en équivalence, ont été incluses par erreur dans le reporting 2006.

4 Conscient des enjeux liés à la gestion de l'eau, SUEZ poursuit également ses efforts dans la maîtrise globale de sa

consommation, toutes utilisations et types de sites confondus. Une attention particulière sera portée sur les risques de double comptage et sur la possible confusion entre eaux industrielles et eaux de refroidissement.

5 À des fins de cohérence, le facteur pour convertir l'énergie thermique produite (GWhTh) en énergie électrique (GWe) est maintenu à 0,35 afin de montrer l'évolution de la performance en 2007. Il sera révisé si besoin à l'occasion des groupes de travail 2008.

6 Il est à noter que seuls les lixiviats de Centre de Stockage de classe 2 sont reportés.

7 Les indicateurs relatifs à l'autoconsommation d'énergie pour les activités de production d'énergie ont été supprimés au profit d'indicateurs plus pertinents, permettant de mesurer l'efficacité énergétique de ces activités.

8 L'augmentation du nombre de sites couverts par des systèmes de management environnemental certifiés s'explique notamment par des changements de méthodes adoptés en cours d'exercice par certaines entités. La notion de site porte à présent sur le niveau le plus bas (site industriel) et non sur des paliers intermédiaires (entités régionales) comme précédemment.

La correspondance des indicateurs de performance environnementale du Groupe avec la NRE et le GRI est documentée dans le tableau de synthèse des performances environnementales publié dans les pages suivantes.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

	Unités	SUEZ 2003	SUEZ 2004	SUEZ 2005	SUEZ 2006	SUEZ 2007	Couverture 2007
MANAGEMENT							
Politique ou déclaration d'engagement environnemental	%CA	80,7	83,7	90,2	89,8	92,2	100,0
Programme environnemental	%CA	62,8	62,7	65,3	69,6	75,2	100,0
✓ Systèmes de management environnemental (SME) certifiés	%CA	42,7	45,7	48,2	47,9	50,3	95,3
✓ Sites/activités couverts par des SME certifiés - ISO 14001	Nb	nd	865	925	1 082	1 254 ⁽³⁾	100,0
✓ Sites/activités couverts par des SME certifiés - EMAS	Nb	nd	10	8	12	16	100,0
✓ Sites/activités couverts par des SME certifiés - Autres standards	Nb	nd	160	86	1 163 ⁽²⁾	3 210 ⁽⁴⁾	100,0
Analyses environnementales	%CA	55,7	60,9	57,7	58,0	57,2	99,8
Plans de prévention des risques environnementaux	%CA	49,6	55,0	60,9	65,1	63,8	99,3
Plans de gestion de crises environnementales	%CA	78,6	64,6	70,1	76,9	70,5	98,9
Rapports environnementaux publiés par des sociétés de rang N-2	%CA	52,6	42,3	45,2	46,9	41,4	98,1
Dépenses environnementales (Capex + Opex) ⁽⁷⁾	kEuros	2 287 675	2 268 023	2 679 112	3 109 865	2 670 400 ⁽⁵⁾	100,0
Plaintes liées à des dommages occasionnés à l'environnement	Nb	94	62	111	54	34	99,4
Condamnations liées à des dommages occasionnés à l'environnement	Nb	22	19	29	9	16	99,8
Indemnités payées pour les condamnations (liées à des incidents affectant l'environnement)	kEuros	1 485	327	384	119	667	99,6
ÉNERGIE							
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Total des sources renouvelables	MWeq	4 834	4 984	5 945	6 549	9 755	80,1
✓ Capacité installée - Électricité - Petit Hydraulique	MW				230	252	100,0
✓ Capacité installée - Électricité - Grand Hydraulique	MW				5 266	8 244 ⁽⁶⁾	100,0
✓ Capacité installée - Électricité - Total hydraulique	MW	4 388	4 388	5 292	5 496	8 495	100,0
✓ Capacité installée - Électricité - Éolien	MW	24	23	48	128	238	100,0
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Géothermique	MWeq	18	18	19	19	22	100,0
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Biomasse	MWeq	142	171	185	318	373	100,0
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Biogaz	MWeq	91	120	130	152	148	80,1
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Incinération (part biodégradable des déchets)	MWeq	170	264	271	436	479	100,0
✓ Quantité d'électricité et chaleur produite - Sources renouvelables	GWheq	26 008	23 388	22 951	20 864	44 959 ⁽¹¹⁾	100,0
✓ Consommation d'énergie primaire - Total	GWh	278 522	292 864	293 444	309 262,6 ⁽¹⁾	319 024	95,3
✓ Consommation d'énergie primaire - Production d'énergie	GWh	276 393	290 193	289 118	295 573,1 ⁽¹⁾	314 082	100,0
✓ Consommation d'énergie primaire - Transport, distribution et stockage de gaz	GWh	1 323	1 574	1 477	2 097	1 900	100,0
✓ Consommation d'énergie primaire - Traitement et collecte des déchets	GWh	807	974	2 181	2 761	2 356	100,0
✓ Consommation d'énergie primaire - Traitement des eaux usées	GWh	0	123	669	651	686	95,3
✓ Consommation d'électricité - Total	GWh	nd	4 512	4 948	10 890	4 946	98,8
✓ Consommation d'électricité - Production d'énergie	GWh	nd	1 147	2 146	8 251	2 072 ⁽¹²⁾	100,0
✓ Consommation d'électricité - Collecte et traitement des déchets	GWh	722	315	350	209	244	99,9
✓ Consommation d'électricité - Collecte et traitement des eaux usées	GWh	2 111	1 154	1 067	1 050	1 067	98,8
✓ Consommation d'électricité - Traitement et distribution d'eau potable	GWh	1 982	1 896	2 026	1 380	1 563	99,1
✓ Efficacité énergétique des centrales à combustibles fossiles (inclus la biomasse) ⁽⁸⁾	%			-	-	42,0	100,0
AIR							
Émissions totales de GES	t. eq. CO ₂	78 710 688	81 778 664	79 593 754	80 692 788	82 865 722	95,3
✓ Émissions totales de GES (hors flotte de véhicules)	t. eq. CO ₂		81 153 251	78 987 093	80 040 783	82 144 335	100,0
✓ Émissions de CO ₂ - Production d'énergie	tonnes	71 086 899	74 240 459	71 974 721	74 397 654 ⁽¹⁾	76 571 027	100,0
✓ Émissions de CO ₂ - Transport & stockage de gaz	tonnes	263 679	286 402	263 395	288 538	271 262	100,0
✓ Émissions de CH ₄ - Transport, stockage & distribution de gaz ⁽⁹⁾	tonnes	25 340	16 362	13 625	10 222	9 875 ⁽¹³⁾	100,0
✓ Émissions de GES - Centres d'enfouissement technique (CET)	t. eq. CO ₂	4 179 943	3 527 597	3 669 788	2 400 410	2 654 691	100,0
✓ Émissions de GES - Incinération (part non biodégradable des déchets)	t. eq. CO ₂	2 508 921	2 712 763	2 672 160	2 626 217	2 319 317	100,0
✓ Émissions de GES - Assainissement	t. eq. CO ₂	139 098	42 420	120 910	113 319	120 663	95,3
Émissions de CO ₂ - Flotte de véhicules	tonnes	868 455	625 413	606 662	651 978	721 387	98,7
✓ Émissions de NO _x	tonnes	117 076	124 502	110 589	104 785 ⁽¹⁾	98 037 ⁽¹⁴⁾	100,0
✓ Émissions de SO ₂	tonnes	192 339	226 155	189 270	204 196 ⁽¹⁾	202 151	100,0
✓ Émissions de particules	tonnes	13 508	16 618	9 882	9 976	9 974	100,0
✓ Émissions de mercure	kg					310 ⁽¹⁰⁾	96,8

✓ Vérifié par les Commissaires aux Comptes.

(1) En 2006, les chiffres de deux centrales de SEI, Al Ezzel et Tractebel Bahrain, hors périmètre, avaient été consolidés.
- Tractebel Bahrain : cycle combiné avec production d'eau potable - 938 MW - 5 681 m³/h ;
- Al Ezzel : cycle combiné - 954 MW.

(2) En 2007, l'indicateur comprend également les sites ISO 9001 v2000 qui étaient rapportés séparément les années précédentes. Le chiffre 2006 a donc été revu pour inclure également les sites ISO 9001 v2000 et permettre la comparaison entre 2006 et 2007.

(3) Le nombre de sites certifiés ISO 14001 a fortement augmenté, principalement dans le secteur de l'eau et de la propreté (République tchèque et France), chez SES (Grande Bretagne et Espagne) ainsi que chez Electrabel (SHEM).

(4) La définition de l'indicateur a été modifiée et inclut notamment les sites ISO 9001 v2000 avec volet environnemental. 2 575 sites ont été rapportés par Lyonnaise des Eaux.

(5) Baisse des dépenses environnementales dans le secteur de la propreté principalement.

(6) Inclusion de la CNR dans le périmètre.

(7) CAPEX = Terme désignant les investissements corporels et incorporels.
OPEX = Terme désignant les dépenses et charges liées à l'exploitation de l'entreprise (charges de personnel, matières premières, etc.).

(8) Nouvel indicateur remplaçant l'autoconsommation d'énergie pour les activités de production d'énergie.

(9) Facteur 21 utilisé pour calculer l'impact en tonnes équivalent CO₂.

(10) Nouvel indicateur vérifié. Voir la note méthodologique à ce sujet

(11) Inclusion de la CNR dans le périmètre et augmentation de la production hydro-électrique due à l'importance des volumes d'eau cette année en Amérique latine (principalement Itasa et Tractebel energia)

(12) En 2006, l'autoconsommation électrique avait été ajoutée. Cette année il a été décidé de revenir à la situation de 2005 et de ne plus l'inclure.

(13) Diminution principalement due à des efforts fournis dans le métier du GNL pour diminuer les émissions de méthane lors du déchargement des méthaniers.

(14) Baisse en partie due à la modernisation d'équipements sur la centrale de Polaniec (SEE), et sur le même périmètre Electrabel, intégration d'installations de traitement (SO_x, NO_x) à la centrale de Ruien, arrêt de la centrale au charbon de Monceau et diminution de la production de la centrale d'Amercœur. Dans la branche SES, les facteurs d'émissions utilisés les années précédentes donnaient des émissions plus élevées que la réalité. Ces facteurs d'émissions ont été affinés cette année.

	Unités 2007	SEE 2007	SEI 2007	SES 2007	SE 2007	CORRESPONDANCE	
						NRE	GRI3
MANAGEMENT							
Politique ou déclaration d'engagement environnemental	%CA	82,3	94,0	97,0	90,5	3	4,8
Programme environnemental	%CA	77,3	94,0	57,3	86,3	3	4,8
✓ Systèmes de management environnemental (SME) certifiés	%CA	62,0	31,4	34,2	73,3	3	4,8
✓ Sites/activités couverts par des SME certifiés - ISO 14001	Nb	50	41	184	979	3	4,8
✓ Sites/activités couverts par des SME certifiés - EMAS	Nb	5	0	1	10	3	4,8
✓ Sites/activités couverts par des SME certifiés - Autres standards	Nb	1	0	92	3 117	3	4,8
Analyses environnementales	%CA	76,5	80,6	37,7	59,6	3-4	-
Plans de prévention des risques environnementaux	%CA	74,0	92,7	30,0	85,1	6	4,9
Plans de gestion de crises environnementales	%CA	74,3	93,6	40,5	92,9	6	4,9
Rapports environnementaux publiés par des sociétés de rang N-2	%CA	63,6	22,1	21,5	63,9	6	-
Dépenses environnementales (Capex + Opex) ⁽⁷⁾	kEuros	295 950	153 382	62 705	2 160 690	5	EN30
Plaintes liées à des dommages occasionnés à l'environnement	Nb	4	9	2	19	8	EN28
Condamnations liées à des dommages occasionnés à l'environnement	Nb	0	6	0	10	8	EN28
Indemnités payées pour les condamnations (liées à des incidents affectant l'environnement)	kEuros	0	1	0	666	8	EN28
ÉNERGIE							
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Total des sources renouvelables	MWeq	4 283	4 704	220	548	1	EN5 - EN6
✓ Capacité installée - Électricité - Petit Hydraulique	MW	203	0	49	-	1	EN5 - EN6
✓ Capacité installée - Électricité - Grand Hydraulique	MW	3 699	4 545	0	-	1	EN5 - EN6
✓ Capacité installée - Électricité - Total hydraulique	MW	3 901	4 545	49	-	1	EN5 - EN6
✓ Capacité installée - Électricité - Éolien	MW	234	0	4	-	1	EN5 - EN6
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Géothermique	MWeq	0	0	22	-	1	EN5 - EN6
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Biomasse	MWeq	122	159	92	-	1	EN5 - EN6
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Biogaz	MWeq	0	0	9	139	1	EN5 - EN6
✓ Capacité installée - Électricité et chaleur - Incinération (part biodégradable des déchets)	MWeq	26	-	44	409	1	EN5 - EN6
✓ Quantité d'électricité et chaleur produite - Sources renouvelables	GWheq	18 289	22 930	470	3 270	1	EN5 - EN6
✓ Consommation d'énergie primaire - Total	GWh	159 415	127 930	28 136	3 544	1	EN3
✓ Consommation d'énergie primaire - Production d'énergie	GWh	158 365	127 080	28 136	502	1	EN3
✓ Consommation d'énergie primaire - Transport, distribution et stockage de gaz	GWh	1 050	850	0	-	1	EN3
✓ Consommation d'énergie primaire - Traitement et collecte des déchets	GWh	0	0	0	2 356	1	EN3
✓ Consommation d'énergie primaire - Traitement des eaux usées	GWh	0	0	0	686	1	EN3
✓ Consommation d'électricité - Total	GWh	1 609	0	261	3 076	1	EN3
✓ Consommation d'électricité - Production d'énergie	GWh	1 609	0	261	202	1	EN3
✓ Consommation d'électricité - Collecte et traitement des déchets	GWh	0	0	-	244	1	EN3
✓ Consommation d'électricité - Collecte et traitement des eaux usées	GWh	0	0	-	1 067	1	EN3
✓ Consommation d'électricité - Traitement et distribution d'eau potable	GWh	0	0	-	1 563	1	EN3
✓ Efficacité énergétique des centrales à combustibles fossiles (inclus la biomasse) ⁽⁸⁾	%	44,3	40,7	36,0	-	1	EN5 - EN6
AIR							
✓ Émissions totales de GES	t. eq. CO2	40 196 480	30 897 757	6 328 169	5 443 314	1	EN16
✓ Émissions totales de GES (hors flotte de véhicules)	t. eq. CO2	40 101 040	30 890 491	6 328 169	4 824 634	1	EN16
✓ Émissions de CO2 - Production d'énergie	tonnes	39 925 328	30 587 587	6 058 111	0	1	EN16
✓ Émissions de CO2 - Transport & stockage de gaz	tonnes	118 760	152 502	0	0	1	EN16
✓ Émissions de CH4 - Transport, stockage & distribution de gaz ⁽⁹⁾	tonnes	2 712	7 162	1	0	1	EN16
✓ Émissions de GES - Centres d'enfouissement technique (CET)	t. eq. CO2	0	0	0	2 654 691	1	EN16
✓ Émissions de GES - Incinération (part non biodégradable des déchets)	t. eq. CO2	0	0	270 037	2 049 280	1	EN16
✓ Émissions de GES - Assainissement	t. eq. CO2	0	0	-	120 663	1	EN16
Émissions de CO2 - Flotte de véhicules	tonnes	95 440	7 266	0	618 681	1	EN16
✓ Émissions de NOx	tonnes	39 147	37 826	15 560	5 504	1	EN20
✓ Émissions de SO2	tonnes	42 553	153 621	5 711	266	1	EN20
✓ Émissions de particules	tonnes	1 732	8 084	73	85	1	EN20
✓ Émissions de mercure	kg	37	3	-	270	1	EN20

UNITÉS DE MESURE

%CA = pourcentage du chiffre d'affaires

Nb = nombre

W = Watt = unité de mesure de la puissance ou de l'énergie par unité de temps : 1 joule/seconde

Wh = Watt heure = unité de mesure de l'énergie développée par une puissance d'1 W pendant 1 heure = 3 600 joules

We = Watt électrique / Whe = Watt heure électrique = unité de mesure de la puissance et de l'énergie électrique

Wth = Watt thermique / Whth = Watt heure thermique = unité de mesure de la puissance et de l'énergie thermique

Weq = Watt équivalent = unité de mesure de la puissance électrique et thermique (pour 2007, SUEZ a fixé l'équivalence de 1 Whth à 0,35 Wheq)

Wheq = Watt heure équivalent = unité de mesure de l'énergie électrique et thermique (pour 2007, SUEZ a fixé l'équivalence de 1 Whth à 0,35 Wheq)

Bq = Becquerel = unité de mesure de la radioactivité

T = Tonne = 1 000 kilogrammes

T.eq.CO2 = tonnes équivalent CO2 (1 T CH4 = 21 T CO2)

m³ = mètre cube

k = Kilo = 10³

M = Méga = 10⁶

G = Giga = 10⁹

T = Tera = 10¹²

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

	Unités	SUEZ	SUEZ	SUEZ	SUEZ	SUEZ	Couverture
	2007	2003	2004	2005	2006	2007	2007
EAU							
✓ Consommation d'eau - Process industriel - Total	Mm³	47,35	62,63	73,57	78,13	71,41	72,7
✓ Eau de surface	Mm³	17,31	28,86	45,31	54,68	53,16	72,7
✓ Eau souterraine	Mm³	3,63	5,29	4,62	4,52	4,14	100,0
✓ Eau des réseaux publics	Mm³	25,20	28,47	23,64	18,94	14,11 ⁽¹⁵⁾	97,7
✓ Consommation d'eau - Refroidissement - Total	Mm³	140,99	145,24	147,06	142,04	156,06	71,6
✓ Eau de surface évaporée	Mm³	129,50	133,98	136,51	130,52	140,71	71,6
✓ Eau souterraine	Mm³	7,85	7,72	6,83	7,11	7,27	100,0
✓ Eau des réseaux publics	Mm³	3,64	3,54	3,73	4,41	8,09	99,9
Distribution d'eau potable							
Quantité d'eau injectée sur le réseau	Mm³	7 291	5 599	5 154	3 213	3 425	96,0
Taux de couverture de la population	%	93	92	93	92	97	100,0
✓ Rendement technique des réseaux	%	73	73	73	75	74	100,0
Assainissement							
Quantité d'eau usée traitée	Mm³	2 396	2 244	2 160	2 017	2 211	95,3
Taux de couverture de la population	%	78	78	84	95	96	100,0
Longueur des réseaux	km	95 540	82 741	84 672	76 411	73 137	98,4
Nombre de STEP - Capacité de traitement ≤ 120 kg DBO ₅ /jour	Nb	802	752	743	740	733	95,3
Nombre de STEP - Capacité de traitement ≥ 120 kg DBO ₅ /jour	Nb	777	741	733	714	843	95,3
✓ Charge polluante traitée (tonnes de DBO ₅ par an)	tonnes	1 033 288	590 869	503 865	471 504	489 497	95,1
DÉCHETS							
✓ Déchets spécifiques							
✓ Cendres volantes, Refioms	tonnes	3 598 542	3 280 292	2 998 283	3 269 161	3 224 969	100,0
✓ Cendres cendrées, mâchefers	tonnes	2 373 793	2 859 815	2 663 097	2 688 399	2 758 263	100,0
✓ Sous-produits de désulfuration	tonnes	199 738	219 529	153 415	203 164	179 739	100,0
✓ Boues des stations d'épuration	tonnes	846 566	583 365	507 188	489 486	438 651	95,3
✓ Déchets non spécifiques							
✓ Autres déchets non dangereux	tonnes	1 946 437	3 765 568	3 673 113	4 939 578	446 074 ⁽¹⁶⁾	99,7
✓ Autres déchets dangereux	tonnes	187 604	114 714	106 430	84 157	210 234 ⁽¹⁷⁾	100,0
✓ Déchets et sous-produits valorisés (spécifiques et non spécifiques, hors boues valorisées)	tonnes	3 701 343	3 991 200	4 154 354	3 813 934	4 198 508 ⁽¹⁸⁾	93,5
✓ Boues valorisées	tonnes	231 209	292 888	264 878	275 445	246 476	95,1
Quantité de lixiviats collectés	m³	3 097 871	3 292 610	4 030 936	2 935 769	3 461 925	100,0
✓ Quantité de lixiviats traités (en externe ou en interne)	m³	3 105 995	3 718 966	4 185 674	3 075 266	3 366 311	100,0
✓ Valorisation énergétique des déchets							
✓ Électricité vendue (Incinération + CET)	GWh	1 848	2 143	2 142	2 516	2 624	100,0
✓ Chaleur vendue (Incinération)	GWh	nd	2 346	2 479	1 245	1 379	100,0
NUCLÉAIRE							
Émissions gazeuses radioactives							
Gaz rares	TBq	nd	18,4	14,1	18,2	33,5	100,0
Iodes	GBq	nd	0,0700	0,0700	0,1000	0,1629	100,0
Aérosols	GBq	nd	0,0000	0,0400	1,7300	0,0144	100,0
Déchets nucléaires radioactifs (faible et moyenne activité)	m³	177,9	147,9	180,7	229,1	272,3	100,0
Rejets liquides radioactifs - Émetteurs Bêta et Gamma	GBq	nd	44,63	26,25	34,41	24,29	100,0
Rejets liquides radioactifs - Tritium	TBq	nd	87,50	84,68	90,18	110,83	100,0
VÉHICULES							
Nombre total de camions	Nb	16 971	13 226	13 960	12 420	13 138	100,0
Nombre de camions «verts»	Nb	8 747	180	10 785	11 598	11 662	95,6
Nombre de camions «carburants alternatifs»	Nb			421	542	651	95,4
Part de la flotte «verte» dans la flotte de camions	%	51,5	1,4	77,2	93,4	88,8	95,6
Part de la flotte «carburants alternatifs» dans la flotte de camions	%			3,0	4,4	5,0	95,4
ÉCO-EFFICIENCE							
Énergie produite / Émissions de CO ₂ liées à la production d'énergie	MWheq/T	2,53	2,51	2,51	2,43	2,83	-
Énergie produite / Émissions de SO ₂ liées à la production d'énergie	GWheq/T	0,93	0,85	0,99	0,95	1,10	-
Énergie produite / Émissions de NO _x liées à la production d'énergie	GWheq/T	1,56	1,50	1,69	1,84	2,28	-
Gaz naturel transporté / Émissions de CH ₄ liées au transport du gaz	GWheq/T	23,26	49,60	57,52	84,50	85,26	-
Gaz naturel distribué / Émissions de CH ₄ liées à la distribution du gaz	GWheq/T	nd	96,20	106,40	77,75	65,04	-
Assainissement - Boues valorisées / Production de boues des stations d'épuration	%	27	50	52	56	56	-
Incinération - Énergie vendue / déchets incinérés avec valorisation énergétique	kWh/T	277	373	376	375	388	-
CET - Énergie vendue (biogaz) / déchets enfouis	kWh/T	14	20	20	37	40	-
Tonnage de déchets valorisés (énergie et matière) / Tonnage de déchets traités	%	29	34	33	42	45	-

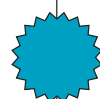
✓ Vérifié par les Commissaires aux Comptes.

(15) Les années précédentes, les eaux de refroidissement de Novergie (SITA France) avaient été également incluses dans les eaux industrielles. Il en va de même pour l'entité TERIS France. Cela représente un double comptage d'environ 2,7 Mm³ sur 2006.

(16) En 2007, les refus de tri et de compostage du secteur de la propreté ne sont plus comptabilisés dans cet indicateur, d'où un écart important avec les années précédentes.

(17) Hausse due principalement aux activités dans le secteur de la propreté chez TERIS Espagne et SITA Wallonie ainsi que chez Electabel en Belgique.

(18) Comprend tous les déchets spécifiques (cendres volantes, mâchefers, sous-produits de désulfuration) et non spécifiques (dangereux et non dangereux).



	Unités 2007	SEE 2007	SEI 2007	SES 2007	SE 2007	CORRESPONDANCE	
						NRE	GRI3
EAU							
✓ Consommation d'eau - Process industriel - Total	Mm³	10,78	40,76	15,90	3,97	1	EN8
✓ Eau de surface	Mm³	4,41	34,73	14,02	0,00	1	EN8
✓ Eau souterraine	Mm³	1,66	2,27	0,20	0,00	1	EN8
✓ Eau des réseaux publics	Mm³	4,70	3,75	1,68	3,97	1	EN8
✓ Consommation d'eau - Refroidissement - Total	Mm³	117,25	34,12	0,57	4,12	1	EN8
✓ Eau de surface évaporée	Mm³	117,18	22,62	0,00	0,91	1	EN8
✓ Eau souterraine	Mm³	0,02	6,87	0,38	0,00	1	EN8
✓ Eau des réseaux publics	Mm³	0,06	4,63	0,18	3,21	1	EN8
Distribution d'eau potable							
Quantité d'eau injectée sur le réseau	Mm³	–	–	–	3 425	1	–
Taux de couverture de la population	%	–	–	–	97	–	–
✓ Rendement technique des réseaux	%	–	–	–	74	–	–
Assainissement							
Quantité d'eau usée traitée	Mm³	–	–	–	2 211	2	EN26
Taux de couverture de la population	%	–	–	–	96	2	EN26
Longueur des réseaux	km	–	–	–	73 137	2	EN26
Nombre de STEP - Capacité de traitement ≤ 120 kg DBO ₅ /jour	Nb	–	–	–	733	2	EN26
Nombre de STEP - Capacité de traitement ≥ 120 kg DBO ₅ /jour	Nb	–	–	–	843	2	EN26
✓ Charge polluante traitée (tonnes de DBO ₅ par an)	tonnes	–	–	–	489 497	2	EN26
DÉCHETS							
✓ Déchets spécifiques							
✓ Cendres volantes, Refioms	tonnes	785 406	2 150 159	30 085	259 319	1	EN22
✓ Cendres cendrées, mâchefers	tonnes	411 039	986 856	97 922	1 262 447	1	EN22
✓ Sous-produits de désulfuration	tonnes	179 739	0	0	0	1	EN22
✓ Boues des stations d'épuration	tonnes	0	0	0	438 651	1	EN22
✓ Déchets non spécifiques							
✓ Autres déchets non dangereux	tonnes	87 767	31 751	24 334	302 222	1	EN22
✓ Autres déchets dangereux	tonnes	60 877	1 606	2 599	145 152	1	EN22
✓ Déchets et sous-produits valorisés (spécifiques et non spécifiques, hors boues valorisées)	tonnes	1 460 847	1 531 899	63 556	1 142 206	1	EN22
✓ Boues valorisées	tonnes	–	–	0	246 476	1	EN22
Quantité de lixiviats collectés	m³	–	–	–	3 461 925	1	EN22
✓ Quantité de lixiviats traités (en externe ou en interne)	m³	–	–	–	3 366 311	1	EN22
✓ Valorisation énergétique des déchets							
✓ Électricité vendue (Incinération + CET)	GWh	–	–	4	2 620	1	EN6
✓ Valorisation énergétique des déchets - Chaleur vendue (Incinération)	GWh	–	–	375	1 005	1	EN6
NUCLÉAIRE							
Émissions gazeuses radioactives							
Gaz rares	TBq	33,5	–	–	–	1	–
Iodes	GBq	0,1629	–	–	–	1	–
Aérosols	GBq	0,0144	–	–	–	1	–
Déchets nucléaires radioactifs (faible et moyenne activité)	m³	272,3	–	–	–	1	–
Rejets liquides radioactifs - Emetteurs Bêta et Gamma	GBq	24,29	–	–	–	1	–
Rejets liquides radioactifs - Tritium	TBq	110,83	–	–	–	1	–
VÉHICULES							
Nombre total de camions	Nb	80	–	nd	13 058	1	EN29
Nombre de camions «verts»	Nb	0	–	nd	11 662	1	EN29
Nombre de camions «carburants alternatifs»	Nb	0	–	nd	651	1	EN29
Part de la flotte «verte» dans la flotte de camions	%	0,0	–	–	89,3	1	EN29
Part de la flotte «carburants alternatifs» dans la flotte de camions	%	0,0	–	–	5,0	1	EN29
ÉCO-EFFICIENCE							
Énergie produite / Émissions de CO ₂ liées à la production d'énergie	MWheq/T	3,33	2,42	1,78	2,50	1	EN16
Énergie produite / Émissions de SO ₂ liées à la production d'énergie	GWheq/T	3,12	0,48	1,97	19,25	1	EN20
Énergie produite / Émissions de NO _x liées à la production d'énergie	GWheq/T	3,39	1,96	0,72	0,93	1	EN20
Gaz naturel transporté / Émissions de CH ₄ liées au transport du gaz	GWheq/T	164,63	38,33	–	–	1	EN16
Gaz naturel distribué / Émissions de CH ₄ liées à la distribution du gaz	GWheq/T	0,00	65,04	62,87	–	1	EN16
Assainissement - Boues valorisées / Production de boues des stations d'épuration	%	–	–	–	56	1-2	EN22
Incinération - Énergie vendue / déchets incinérés avec valorisation énergétique	kWh/T	–	–	–	365	1-2	EN6
CET - Énergie vendue (biogaz) / déchets enfouis	kWh/T	–	–	–	40	1-2	EN6
Tonnage de déchets valorisés (énergie et matière) / Tonnage de déchets traités	%	–	–	–	45	1-2	EN6

ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES SUR LE REPORTING SOCIAL 2007

Dans la continuité des précédents exercices, les services spécialisés des Commissaires aux Comptes ont mené une mission de vérification d'une sélection d'indicateurs sociaux publiés par le Groupe. Issues des travaux réalisés sur les sites des entités ainsi qu'aux sièges des branches et du Groupe, les recommandations formulées en 2007 ont permis à SUEZ d'engager différentes actions de progrès.

Élaboré en étroite collaboration avec les équipes des branches et des entités, le «Guide de l'Utilisateur» rassemble l'ensemble des définitions et procédures qui composent le référentiel commun au Groupe. Depuis sa conception en 2005, son contenu a été enrichi et précisé. La coopération avec le Réseau Santé Sécurité, qui gère la consolidation des données liées aux accidents du travail, a été approfondie.

D'autre part, grâce aux nouvelles fonctionnalités offertes par le nouvel outil de reporting Groupe («Magnitude», voir point 1 de la note), les procédures de contrôle lors de la remontée des données sociales sont à la fois plus larges

et plus faciles d'usage. L'ensemble de ces évolutions a abouti à une plus grande uniformité et une fiabilité accrue des pratiques de la part des correspondants reporting.

Depuis 2005, une série de nouveaux indicateurs a été progressivement introduite dans l'outil de reporting et testée par les correspondants reporting. Ces indicateurs seront publiés dès qu'ils satisferont les exigences de qualité et de fiabilité requises et que leur périmètre de couverture sera suffisamment représentatif.

Les données sociales quantitatives de ce rapport sont issues de la phase DRH de Magnitude, outil de consolidation Groupe. Après avoir été collectées, elles ont fait l'objet d'un traitement et d'une consolidation selon des procédures et des critères clairement définis.

1 Magnitude, progiciel de consolidation financière, permet la collecte, le traitement et la restitution de données saisies par les entités juridiques locales, filiales du Groupe SUEZ. À chacune de ces entités est attribuée, y compris dans la phase DRH, la méthode de consolidation financière : intégration globale (IG), intégration proportionnelle (IP) et mise en équivalence (MEE). Les analyses sociales effectuées dans ce rapport concernent exclusivement les entités en IG, sociétés pour lesquelles SUEZ détient le contrôle, en capital et en management. Dès lors qu'une société entre dans le périmètre des sociétés en IG dans les comptes de SUEZ, ses données sociales sont intégrées à hauteur de 100% quel que soit le pourcentage de détention du capital.

2 Périmètre de restitution
À chaque indicateur est attaché un périmètre de restitution correspondant à la couverture de l'indicateur visé en pourcentage de l'effectif Groupe (effectif des sociétés en intégration globale dans les comptes de SUEZ). En effet, certaines sociétés

peuvent ne pas avoir communiqué leurs données ou encore l'information remontée peut présenter certaines incohérences, nous conduisant alors à exclure les données en question du périmètre de restitution.

3 Deux méthodes de consolidation des indicateurs sont utilisées :
– agrégation, pour les données de structure et de flux d'effectifs, de conditions de travail, de formation et de sécurité ;
– pondération par l'effectif pour les salaires.

4 Les données externes utilisées pour le calcul des indicateurs de rémunération sont fournies par UBIFRANCE dans le cadre d'un contrat de collecte d'informations pays par le réseau des missions économiques locales. Ces données sont complétées par les statistiques des Nations Unies («Fonds des Nations Unies pour la population»), de la Banque Mondiale et de l'OCDE. Les procédures d'UBIFRANCE sont certifiées ISO 9000 et les informations fournies dans le cadre de ce partenariat sont disponibles au siège de SUEZ.



Sur les données publiées dans le présent rapport, il convient de préciser les points suivants :

- 1** Le total des effectifs des branches est inférieur de 703 personnes à l'effectif total publié. Cette différence tient principalement aux effectifs du siège à Paris et Bruxelles, mais également à ceux des activités dans les secteurs de la finance, qui ne sont pas rattachés à l'une des quatre branches opérationnelles.
- 2** La répartition des effectifs par catégorie socioprofessionnelle (CSP) arrêtée en 2005 est maintenue. Les employés administratifs sont comptabilisés parmi les TSM («techniciens supérieurs et agents de maîtrise») pour une plus grande cohérence. La branche SEE enregistre encore quelques mouvements au profit de la catégorie TSM, afin de stabiliser la répartition de ses effectifs par CSP et d'être en cohérence avec les définitions Groupe.
- 3** À la différence du reporting social, le reporting santé sécurité intègre les données des entités sortantes ou acquises en cours d'année, en prenant en compte des critères de contrôle opérationnel ou de fiabilité des données. Cet aspect n'est pas encore traité de manière identique par toutes les branches et sera clarifié lors de la révision de la procédure de reporting santé sécurité. Cette situation entraîne une légère différence dans le périmètre des effectifs couverts par les deux reportings.
- 4** L'indicateur de turnover prend uniquement en compte les

licenciements et les démissions. Il est calculé sur la base des mouvements semestriels rapporté à l'effectif moyen du semestre.

- 5** Compte tenu des délais, les données sur la formation portent sur des éléments prévisionnels. Les éléments définitifs ne sont disponibles qu'au second semestre.

- 6** La construction des indicateurs de rémunération a poursuivi son affinement : les pratiques salariales nationales sont mieux appréhendées grâce à l'identification des secteurs d'activité de référence et grâce à une meilleure connaissance des moyennes de rémunération pratiquées localement. Les informations sur les rémunérations pratiquées dans chaque secteur en fonction des pays sont disponibles auprès de la Direction des Relations Sociales du Groupe, au siège de SUEZ. Concernant le «coût de la vie», celui-ci est approché par la consommation privée par personne, sur la base des informations fournies par UBIFRANCE, avec des compléments provenant de l'OCDE et des offices de statistiques nationaux.

- 7** Quelques valeurs inférieures à 1.0 ont été constatées pour l'indicateur «salaire brut ouvrier / salaire minimum local». Après vérification, il s'agit d'entreprises du Groupe qui ont une vocation d'insertion ou qui ont un taux significatif de temps partiels.

- 8** Les salaires des quelques entités françaises (hors DOM-TOM) de la branche SES rattachées à la convention collective du Bâtiment

et des Travaux Publics ont été retraités. Le montant moyen reporté a ainsi été majoré de 13,14% pour tenir compte du fait que les caisses de congés payés BTP prennent directement en charge les congés payés.

- 9** Très ancrée dans la réalité du monde du travail français, la notion de «cadres» reste parfois difficile à appréhender dans d'autres pays où SUEZ est implanté. Cet état de fait peut conduire à une légère sous-estimation du nombre de cadres car certaines entités ont pu être amenées à ne prendre en compte que leurs cadres dirigeants.

- 10** Concernant le nombre de personnes handicapées, les chiffres mentionnés représentent l'effectif total des personnes handicapées déclarées rapporté à l'effectif moyen mensuel semestriel de la branche concernée. Ces chiffres fournissent la meilleure information possible sur l'intégration des personnes handicapées dans les entreprises de SUEZ. Nous ne considérons pas pertinent de fournir un périmètre de couverture de cet indicateur.

INDICATEURS SOCIAUX

SUEZ Énergie Europe							SUEZ Énergie International						GRI	
		2005	2006		2007		2005		2006		2007			
EFFECTIF PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE													LA1	
Union Européenne		15 812	12 770		15 030		185		165		218		LA1	
Reste de l'Europe		0	0		0		49		48		0		LA1	
Amérique du Nord							1 183		1 196		1 291		LA1	
Amérique du Sud							1 564		1 631		1 833		LA1	
Afrique Moyen-Orient							19		44		176		LA1	
Asie-Océanie							1 066		809		570		LA1	
✓ TOTAL		15 812	12 770		15 030		4 066		3 893		4 088			
(périmètre)		(100%)	(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)			
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR CSP													LA1	
✓ Cadres		2 861	2 699		3 478		1 017		1 063		1 167		LA1	
✓ T.S.M.^		2 887	8 607		9 753		1 117		1 199		1 174		LA1	
✓ O.E.T.^		10 064	1 464		1 799		1 932		1 631		1 747		LA1	
TOTAL		15 812	12 770		15 030		4 066		3 893		4 088			
(périmètre)		(100%)	(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)			
PART DES FEMMES DANS LE GROUPE													LA13	
✓ Proportion de femmes dans l'effectif		23,0%	25,3%		25,8%		19,0%		19,9%		20,3%		LA13	
(périmètre)		(100%)	(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)			
Proportion de femmes dans l'encadrement		15,0%	16,6%		17,9%		21,1%		20,5%		22,2%		LA13	
(périmètre)		(100%)	(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)			
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR TYPE DE CONTRATS													LA1	
C.D.I.		91,5%	91,6%		92,8%		99,2%		98,3%		97,2%		LA1	
Autres		8,5%	8,4%		7,2%		0,8%		1,7%		2,8%		LA1	
(périmètre)		(99,8%)	(99,1%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)			
PYRAMIDE DES ÂGES (sur l'effectif en CDI)														
✓ Moins de 25 ans		4,1%	5,7%		6,2%		4,1%		4,0%		2,7%		LA1	
✓ 25 - 29		9,4%	11,7%		13,8%		13,8%		12,8%		12,2%		LA1	
✓ 30 - 34		11,0%	11,0%		11,5%		20,9%		19,7%		18,4%		LA1	
✓ 35 - 39		13,3%	13,1%		13,5%		17,3%		17,2%		17,0%		LA1	
✓ 40 - 44		16,0%	14,9%		13,7%		16,6%		17,2%		17,6%		LA1	
✓ 45 - 49		17,4%	16,2%		15,4%		13,2%		13,3%		14,0%		LA1	
✓ 50 - 54		17,2%	16,3%		15,3%		8,4%		9,2%		10,1%		LA1	
✓ 55 - 59		11,1%	10,3%		9,8%		4,1%		4,7%		5,6%		LA1	
✓ 60 - 64		0,5%	0,8%		0,9%		1,2%		1,4%		2,0%		LA1	
✓ 65 et plus		0,0%	0,0%		0,0%		0,4%		0,4%		0,4%		LA1	
(périmètre)		(99,8%)	(99,1%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)			
EMPLOI		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	LA2
✓ Turnover		2,0%	1,7%	2,1%	2,4%	2,4%	2,1%	5,7%	5,8%	7,0%	6,3%	5,0%	4,1%	LA2
(périmètre)		(98,9%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,1%)	(99,9%)	(94,45%)	(99,5%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	
Turnover volontaire		1,6%	1,3%	1,7%	1,8%	1,9%	1,8%	4,0%	4,4%	6,0%	5,6%	4,6%	3,4%	LA2
(Valeur minimale)		(98,9%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,1%)	(99,9%)	(94,45%)	(99,5%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	
Taux d'embauche		5,5%	7,2%	6,3%	8,8%	8,2%	10,0%	8,0%	6,9%	10,0%	7,6%	9,5%	9,8%	LA2
(périmètre)		(98,9%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,1%)	(99,9%)	(94,45%)	(99,5%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	
Taux d'embauche en CDI		46,2%	42,3%	55,0%	59,0%	66,2%	57,6%	93,9%	98,6%	88,0%	58,5%	86,3%	84,8%	LA2
(périmètre)		(98,9%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,1%)	(99,9%)	(94,45%)	(99,5%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	
Pourcentage d'handicapés / effectif moyen		0,30%	0,27%	0,24%	0,22%	0,30%	0,32%	0,07%	0,07%	0,08%	0,08%	0,10%	0,18%	LA10
CONDITIONS DE TRAVAIL		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	LA7
Taux d'absentéisme (jours absence / personne)		9,6	8,29	10,8	7,36	8,59	7,46	3,8	2,8	2,4	2,3	2,52	1,92	LA7
(périmètre)		(99,7%)	(99,8%)	(99,8%)	(99,1%)	(99,96%)	(99,3%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	(99,9%)	
Heures supplémentaires		2,6%	3,3%	2,5%	2,8%	2,3%	2,3%	6,1%	6,7%	6,9%	6,7%	7,5%	7,3%	ø SUEZ
(périmètre)		(99,8%)	(98,5%)	(99,9%)	(98,9%)	(99,98%)	(99,84%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	(100%)	(99,9%)	

	SUEZ Énergie Europe			SUEZ Énergie International			GRI
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	
RÉMUNÉRATIONS							EC5
✓ Salaire moyen brut ouvrier ^Λ / salaire minimum brut local	4,0	4,8	4,2	9,3	8,7	9,3	EC5
(Valeur minimale)	1,5	1,2	1,6	3,8	2,1	2,3	
(périmètre)	(95,5%)	(99,7%)	(97,6%)	(88%)	(99,4%)	(92,6%)	
Salaire moyen brut / salaire moyen brut du secteur							Ø SUEZ
Cadres	1,6	1,4	1,4	1,7	2,0	1,8	Ø SUEZ
(périmètre)	(94,5%)	(99,7%)	(98,9%)	(99%)	(96,6%)	(97,5%)	
T.S.M.	1,4	1,2	1,1	1,8	1,9	1,9	Ø SUEZ
(périmètre)	(90,6%)	(98,5%)	(95,4%)	(98,6%)	(97,4%)	(96,1%)	
O.E.T.	1,8	1,4	1,6	1,8	2,1	1,8	Ø SUEZ
(périmètre)	(95,5%)	(99,7%)	(99,9%)	(97,8%)	(99,4%)	(92,6%)	
Salaire moyen brut ouvrier / coût de la vie local	3,7	2,9	3,0	5,3	5,8	5,3	Ø SUEZ
(périmètre)	(95,5%)	(99,7%)	(99,9%)	(97,8%)	(99,4%)	(92,6%)	
SÉCURITÉ AU TRAVAIL							LA7
✓ Nombre d'accidents mortels (collaborateurs)	0	0	0	0	0	0	LA7
✓ Taux de fréquence	4,61	3,97	3,98	2,46	3,01	1,41	LA7
✓ Taux de gravité	0,18	0,13	0,09	0,06	0,05	0,05	LA7
(périmètre)	(99,6%)	(100%)	(92,1%)	(94,7%)	(99,8%)	(97,8%)	
FORMATION							LA10
✓ Pourcentage effectif formé	68,2	79,8	88,3	73,0	76,3	72,8	LA10
(périmètre)	(94,6%)	(99,5%)	(100%)	(78,7%)	(100%)	(99,7%)	
Proportion de cadres et non-cadres dans l'effectif formé							
Cadres	18,9%	21,4%	22,1%	24,0%	24,1%	22,6%	LA10
T.S.M. + O.E.T.	81,1%	78,6%	77,9%	75,9%	75,9%	77,4%	LA9
(périmètre)	(94,6%)	(97,8%)	(100%)	(78,7%)	(100%)	(99,7%)	
Dépenses de formation par personne (€ / pers.)	1 156,8	1 231,5	1 104,3	1 008,6	1 128,4	1 478,9	LA10
(périmètre)	(94,6%)	(99,5%)	(100%)	(78,7%)	(100%)	(99,72%)	
Nombre d'heures de formation par personne (h / pers.)	41,4	46,5	49,5	76,5	65,9	66,6	LA10
(périmètre)	(89,8%)	(99,5%)	(100%)	(78,7%)	(100%)	(100%)	
Dépenses de formation par heure de formation (€ / heure)	27,9	26,5	22,3	13,2	17,1	22,2	Ø SUEZ
(périmètre)	(94,6%)	99,5%)	(100%)	(100%)	(100%)	(99,72%)	
Répartition des heures de formation par thèmes							Ø SUEZ
Technique des métiers	48,8%	46,9%	47,8%	37,2%	32,3%	26,1%	
Qualité, Environnement, Sécurité	16,1%	15,2%	18,1%	22,5%	24,4%	30,0%	
Langues	5,1%	7,1%	9,4%	9,6%	8,0%	9,6%	
Autres	30,0%	30,8%	24,7%	30,7%	35,3%	34,3%	
(périmètre)	(94,6%)	(99,5%)	(100%)	(100%)	(100%)	(99,72%)	

✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes.

Λ Vérifiés pour la première fois en 2006.

□ Sur ce ratio, seul l'indicateur «salaire moyen brut ouvrier» a été vérifié.

Ø SUEZ: les indicateurs «Ø SUEZ» sont développés en plus de ceux répertoriés dans la GRI.

INDICATEURS SOCIAUX

SUEZ Énergie services							SUEZ Environnement						GRI
	2005		2006		2007		2005		2006		2007		
EFFECTIF PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE													LA1
Union Européenne	60 401		59 401		62 070		47 261		48 364		52 477		LA1
Reste de l'Europe	2 520		3 547		2 901		79		73		78		LA1
Amérique du Nord	10		8		10		3 261		2 553		2 704		LA1
Amérique du Sud	435		344		448		15 548		272		231		LA1
Afrique Moyen-Orient	0		0		0		3 255		3 552		3 646		LA1
Asie-Océanie	1 658		1 744		1 966		2 726		2 632		2 779		LA1
✓ TOTAL	65 024		65 044		67 395		72 130		57 446		61 915		
(périmètre)	(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR CSP													LA1
✓ Cadres	9 506		9 692		10 340		6 783		7 091		7 766		LA1
✓ T.S.M.^	24 226		25 375		26 276		11 835		10 406		11 365		LA1
✓ O.E.T.^	31 292		29 977		30 779		53 512		39 949		42 784		LA1
TOTAL	65 024		65 044		67 395		72 130		57 446		61 915		
(périmètre)	(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		(100%)		
PART DES FEMMES DANS LE GROUPE													LA13
✓ Proportion de femmes dans l'effectif	10,7%		10,7%		11,1%		18,5%		18,0%		18,3%		LA13
(Valeur minimale)	(100%)		(100%)		(100%)		(99,9%)		(99,9%)		(100%)		
Proportion de femmes dans l'encadrement	10,8%		11,2%		11,7%		21,4%		22,7%		23,9%		LA13
(périmètre)	(100%)		(100%)		(100%)		(99,9%)		(99,9%)		(100%)		
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR TYPE DE CONTRATS													LA1
C.D.I.	93,9%		92,8%		92,7%		94,5%		92,9%		92,1%		LA1
Autres	6,1%		7,2%		7,3%		5,5%		7,1%		7,9%		LA1
(périmètre)	(99,9%)		(100%)		(100%)		(99,9%)		(99,9%)		(100%)		
PYRAMIDE DES ÂGES (sur l'effectif en CDI)													
✓ Moins de 25 ans	5,2%		5,3%		5,5%		5,0%		4,1%		4,0%		LA1
✓ 25 - 29	11,1%		11,3%		11,7%		10,2%		9,3%		9,6%		LA1
✓ 30 - 34	12,6%		12,2%		12,1%		14,0%		13,4%		12,5%		LA1
✓ 35 - 39	15,4%		15,0%		14,5%		16,4%		16,4%		16,1%		LA1
✓ 40 - 44	15,7%		15,8%		15,7%		16,6%		17,7%		17,5%		LA1
✓ 45 - 49	14,2%		14,4%		14,3%		14,4%		15,2%		15,7%		LA1
✓ 50 - 54	13,4%		13,4%		13,5%		11,9%		12,6%		12,9%		LA1
✓ 55 - 59	10,2%		10,3%		10,1%		8,4%		8,6%		8,7%		LA1
✓ 60 - 64	1,9%		2,2%		2,5%		2,6%		2,4%		2,7%		LA1
✓ 65 et plus	0,1%		0,2%		0,2%		0,5%		0,4%		0,5%		LA1
(périmètre)	(99,9%)		(100%)		(100%)		(99,9%)		(99,9%)		(100%)		
EMPLOI	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	LA2
✓ Turnover	3,6%	5,1%	4,4%	4,8%	4,9%	4,7%	5,0%	5,6%	4,3%	4,7%	4,3%	4,4%	LA2
(périmètre)	(81,8%)	(99,8%)	(100%)	(98,3%)	(97,9%)	(100%)	(96,7%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,7%)	(99,6%)	
Turnover volontaire	2,2%	2,9%	2,9%	3,5%	3,6%	3,5%	2,0%	2,3%	2,4%	2,9%	2,9%	2,8%	LA2
(périmètre)	(81,8%)	(99,8%)	(100%)	(99,3%)	(97,9%)	(100%)	(96,7%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,7%)	(99,6%)	
Taux d'embauche	6,2%	8,6%	8,1%	9,3%	9,4%	10,4%	9,7%	9,1%	7,9%	8,7%	9,1%	10,5%	LA2
(périmètre)	(81,8%)	(99,8%)	(100%)	(98,3%)	(97,9%)	(100%)	(96,7%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,7%)	(99,6%)	
Taux d'embauche en CDI	69,2%	60,7%	67,8%	54,2%	68,6%	61,7%	65,3%	69,8%	59,8%	58,1%	59,9%	59,4%	LA2
(périmètre)	(81,8%)	(99,8%)	(100%)	(98,3%)	(97,9%)	(100%)	(96,7%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,9%)	(99,7%)	(99,6%)	
Pourcentage d'handicapés / effectif moyen	1,34%	1,30%	1,31%	1,37%	1,42%	1,47%	1,34%	1,42%	1,60%	2,25%	1,63%	1,69%	LA10
CONDITIONS DE TRAVAIL	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	LA7
Taux d'absentéisme (jours absence / personne)	7,1	7	7,2	6,5	7,12	6,72	8,0	7,3	8,5	8,8	7,7	7,8	LA7
(périmètre)	(97,6%)	(99,1%)	(100%)	(100%)	(100%)	(98,1%)	(99,6%)	(99,6%)	(99,1%)	(99,9%)	(99,4%)	(96,2%)	
Heures supplémentaires	2,7%	3,2%	2,9%	3,1%	2,3%	3,3%	4,9%	3,3%	5,2%	5,0%	5,0%	4,9%	∅ SUEZ
(périmètre)	(99,0%)	(78,8%)	(99,9%)	(100%)	(100%)	(97,75%)	(99,6%)	(97,8%)	(94,6%)	(99,5%)	(99,7%)	(99,88%)	

	SUEZ Énergie services			SUEZ Environnement			GRI
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	
RÉMUNÉRATIONS							EC5
✓ Salaire moyen brut ouvrier ^Λ / salaire minimum brut local	1,9	1,7	1,8	2,3	2,2	2,2	EC5
(Valeur minimale)	0,7	0,8	0,9	0,7	0,7	0,7	
(périmètre)	(89%)	(91,5%)	(93,1%)	(91,3%)	(83,6%)	(89,2%)	
Salaire moyen brut / salaire moyen brut du secteur							Ø SUEZ
Cadres	1,0	1,0	1,1	1,3	1,2	1,2	Ø SUEZ
(périmètre)	(85,3%)	(85%)	(86,1%)	(98,3%)	(93,7%)	(99,7%)	
T.S.M.	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	Ø SUEZ
(périmètre)	(75,1%)	(79,2%)	(81,6%)	(97,3%)	(92,2%)	(99,5%)	
O.E.T.	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	Ø SUEZ
(périmètre)	(87,9%)	(92,7%)	(94,2%)	(99,1%)	(93,5%)	(98,6%)	
Salaire moyen brut ouvrier / coût de la vie local	1,7	1,5	1,6	2,1	2,0	2,0	Ø SUEZ
(périmètre)	(90,9%)	(92,7%)	(94,2%)	(99,2%)	(93,5%)	(98,6%)	
SÉCURITÉ AU TRAVAIL							LA7
✓ Nombre d'accidents mortels (collaborateurs)	7	4	4	4	4	6	LA7
✓ Taux de fréquence	18,41	14,69	11,90	21,50	21,89	18,47	LA7
✓ Taux de gravité	0,65	0,57	0,47	0,87	0,83	0,74	LA7
(périmètre)	(98,2%)	(99,85%)	(98,7%)	(95,9%)	(98,9%)	(94,2%)	
FORMATION							LA10
✓ Pourcentage effectif formé	50,8	55,4	55,3	59,8	58,6	60,0	LA10
(périmètre)	(77,1%)	(87,9%)	(88,7%)	(95,5%)	(99,9%)	(94,37%)	
Proportion de cadres et non-cadres dans l'effectif formé							
Cadres	15,5%	15,3%	15,4%	9,8%	13,6%	16,5%	LA10
T.S.M. + O.E.T.	84,5%	84,7%	84,6%	90,1%	86,4%	83,5%	LA10
(périmètre)	(77,1%)	(87,9%)	(88,7%)	(95,5%)	(99,9%)	(94,37%)	
Dépenses de formation par personne (€ / pers.)	667,2	711,1	763,1	519,8	703,8	889,9	LA10
(périmètre)	(76,9%)	(87,9%)	(88,72%)	(95%)	(99,9%)	(94,37%)	
Nombre d'heures de formation par personne (h / pers.)	25,6	32,5	27,7	23,1	24,8	25,3	LA10
(périmètre)	(76,9%)	(87,9%)	(88,72%)	(96,3%)	(99,9%)	(94,37%)	
Dépenses de formation par heure de formation (€ / heure)	26,1	21,9	27,5	22,5	28,4	35,2	Ø SUEZ
(périmètre)	(76,8%)	(87,9%)	(88,72%)	(95,8%)	(99,9%)	(94,37%)	
Répartition des heures de formation par thèmes							Ø SUEZ
Technique des métiers	46,0%	58,5%	46,1%	30,0%	29,8%	31,2%	
Qualité, Environnement, Sécurité	29,3%	24,0%	30,0%	40,7%	38,5%	36,3%	
Langues	4,0%	2,4%	3,7%	5,2%	8,2%	8,5%	
Autres	20,7%	15,1%	20,3%	24,1%	23,6%	24,1%	
(périmètre)	(76,9%)	(87,9%)	(88,72%)	(96,2%)	(99,9%)	(94,37%)	

✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes.

Λ Vérifiés pour la première fois en 2006.

□ Sur ce ratio, seul l'indicateur «salaire moyen brut ouvrier» a été vérifié.

Ø SUEZ: les indicateurs «Ø SUEZ» sont développés en plus de ceux répertoriés dans la GRI.

RAPPORT D'EXAMEN

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR CERTAINS INDICATEURS

ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

À la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaires aux Comptes de SUEZ, nous avons effectué un examen visant à nous permettre d'exprimer une assurance modérée sur les indicateurs environnementaux et sociaux sélectionnés par SUEZ («les données») et identifiés par le signe ✓ dans les pages 100-103 et 106-109 pour l'exercice 2007.

Ces données ont été préparées sous la responsabilité de la Direction Générale de SUEZ, conformément aux référentiels internes suivants :

- ensemble des procédures relatives au reporting des données environnementales,
- ensemble des procédures relatives au reporting des données sociales, qui sont consultables auprès des Directions Environnement & Innovation et Relations Sociales et dont un résumé figure en pages 98-99 et 104-105.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion sur ces données.

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons mis en œuvre des diligences limitées conduisant à une assurance modérée sur le fait que les données sélectionnées ne comportent pas d'anomalie significative. Une assurance de niveau élevé aurait nécessité des travaux plus étendus. Ces diligences portent sur les données consolidées au niveau Groupe ; elles ne portent pas sur les taux de couverture qui les accompagnent.

- Nous avons apprécié les référentiels relatifs au reporting des données environnementales et au reporting des données sociales au regard de leur pertinence, leur fiabilité, leur objectivité, leur caractère compréhensible et leur exhaustivité.
- Nous avons mené des entretiens auprès des personnes concernées par l'application du référentiel à la Direction Environnement & Innovation, à la Direction Relations Sociales au siège, et au sein des branches : SUEZ Énergie Europe (SEE), SUEZ Énergie International (SEI), Suez Énergie Services (SES) et SUEZ Environnement (SE).
- Nous avons réalisé des travaux de détail sur 31 sites appartenant à 19 entités sélectionnées ⁽¹⁾ pour les données environnementales, représentant en moyenne 72% des données consolidées SUEZ ⁽²⁾, et auprès de 26 entités sélectionnées ⁽³⁾ pour les données sociales, représentant 68% des effectifs consolidés SUEZ, en progression par rapport à l'année précédente sur les deux types de données.
- En outre, nous avons mis en œuvre des procédures analytiques et des tests de cohérence au niveau de cinq entités supplémentaires pour le reporting environnement et 14 entités supplémentaires pour le reporting social.
- Nous avons testé par sondage les calculs et vérifié la remontée des données aux différents niveaux de consolidation.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de ces travaux, aux experts en environnement et développement durable de nos cabinets, sous la responsabilité de Monsieur Eric Duvaud pour Ernst & Young et de Monsieur Eric Dugelay pour Deloitte & Associés.

COMMENTAIRES SUR LES PROCÉDURES

SUEZ a poursuivi l'amélioration de la fiabilité des processus de reporting des données environnementales et sociales et, notamment, a pris en compte les commentaires que nous avons formulés dans notre rapport d'examen au titre de l'exercice 2007. Ces processus appellent de notre part les commentaires suivants :

Reporting environnement

- Depuis l'exercice précédent, les contrôles au niveau de certaines branches et entités se sont encore améliorés, en particulier sur SEI et certaines entités de SE. Cependant, les dispositifs de contrôle interne doivent être renforcés notamment pour un certain nombre d'entités, en particulier sur l'identification des sites industriels qui leur sont rattachés.
- L'application du référentiel de reporting et son contrôle doivent être renforcés au niveau des sites et des entités, notamment pour les indicateurs : «émissions de GES – centre d'enfouissement technique», «consommation d'énergie primaire – collecte et traitement des déchets» et «déchets et sous-produits valorisés».

Reporting social

- La mise en place d'un nouvel outil de reporting a permis d'améliorer la fiabilité du processus de reporting des données sociales et de renforcer l'application et la formalisation des contrôles. Néanmoins,
 - le déploiement des contrôles doit être poursuivi sur l'ensemble des entités;
 - l'application du référentiel de reporting doit progresser pour certains indicateurs, en particulier le «turnover» et le «nombre de personnes formées».
- Le reporting des données de santé et de sécurité peut encore être amélioré en renforçant l'application du référentiel de reporting et son contrôle, notamment sur le périmètre de reporting et sur les indicateurs «heures travaillées» et «jours d'arrêt de travail».

CONCLUSION

Au cours de nos travaux, nous avons constaté des anomalies sur les données suivantes.


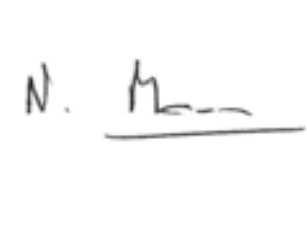
- Les émissions de mercure reportées pour la première fois cette année pour lesquelles nous avons relevé des erreurs et des omissions sur plusieurs sites, qui n'ont pas toutes pu être corrigées.
- La consommation d'eau de process pour laquelle nous avons relevé des erreurs de reporting sur plusieurs entités, qui ont été corrigées.

Sur la base de nos travaux et sous ces réserves, nous n'avons pas relevé d'autres anomalies significatives de nature à remettre en cause le fait que les données examinées ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux référentiels mentionnés.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 22 février 2008

Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young et Autres
Pascal Macioce **Nicole Maurin**

Deloitte & Associés
Jean-Paul Picard **Pascal Pincemin**




(1) ■ SEE : Electrabel SA (sites de Saint-Ghislain, Doel, Langerlo, Ruien), Polaniec, Voghera, Shem, Electrabel Spain (Castelnou), Electrabel Nederland NV (site d'Almere) – SEI : SEGNA (sites de Syracuse, Nassau, NEPCO), Enersur (sites de Chilca, Yuncan), Electroandina (Tocopilla) – SES : Elyo France (siège d'Elyo Centre-Ouest et site d'Airbus), Elyo UK (siège d'Elyo Industrial Limited et site de London Hall) – SE : Lyonnaise des Eaux (siège), Degrémont (sites de Rithala et Sonia Vihar, Inde), United Water (sites de Camden et Pennsylvania, États-Unis), Sita France (siège, sites de Scori, Hersin, Montlouis, Inveko), Sita UK (siège et sites de Cleveland et Ellington), Sita Wallonie (siège et site de Grâce-Hollogne), Sita Pologne (siège et site de Lublin), Teris Belgique (siège et site de Grimbergen).

(2) ■ Nombre de sites couverts par des systèmes de management environnemental certifiés : 86% ; Consommation d'énergie primaire totale : 56% ; Consommation d'électricité (hors autoconsommation) : 77% ; Efficacité énergétique (production électrique équivalente) : 59% ; Capacité installée – Electricité et chaleur – Total des sources renouvelables : 66% ; Quantité d'électricité et chaleur produite – Sources renouvelables : 64% ; Émissions de gaz à effet de serre (hors flotte de véhicule) : 62% ; Émissions de SOx : 88% ; Émissions de NOx : 66% ; Émissions de poussières : 79% ; Émissions de mercure : 98% ; Consommation d'eau dans les process industriels : 44% ; Consommation d'eau de refroidissement : 73% ; Charge polluante traitée (assainissement) : 87% ; Déchets non spécifiques non dangereux : 73% ; Déchets non spécifiques dangereux : 82% ; Déchets spécifiques : 76% ; Déchets valorisés : 79% ; Quantités de lixiviats traités : 69%.

(3) ■ SEE Electrabel, Electrabel Nederland, SHEM, CNR, N-ALLO – SEI : SENA, Enersur – SES : Fabricom GTI SA, Groupe Ineo, GTI, Axima Service Belgique, Elyo Iberica, Elyo France – SE : Lyonnaise des Eaux France, Eurawasser, Degrémont Inde, Sita France, Sita Pays-Bas, Sita Flandres, Sita UK, Sita Pologne.

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF ET PASSIF

En millions d'euros	Note*	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations incorporelles nettes	10	3 497,7	3 488,1	3 453,5
Goodwill	9	14 902,8	13 404,6	13 033,2
Immobilisations corporelles nettes	11	22 597,1	21 002,8	20 212,4
Titres disponibles à la vente	14	4 120,7	2 816,5	2 671,5
Prêts et créances au coût amorti	14	2 107,0	2 170,1	2 440,2
Instruments financiers dérivés (yc matières premières)	14	1 140,1	1 014,1	2 145,9
Participations dans les entreprises associées	12	1 214,3	1 259,7	3 154,9
Autres actifs	17	730,5	778,8	1 686,5
Impôts différés Actif	7	1 085,0	871,0	1 225,2
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		51 395,2	46 805,7	50 023,3
ACTIFS COURANTS				
Prêts et créances au coût amorti	14	331,3	298,8	194,0
Instruments financiers dérivés (yc matières premières)	14	3 363,3	3 318,6	4 533,3
Clients et autres débiteurs	14	11 869,3	10 412,2	10 394,7
Stocks	16	1 571,8	1 483,4	1 344,8
Autres actifs	17	2 556,5	2 336,6	2 693,1
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	14	1 319,5	833,0	885,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	6 720,2	7 946,3	10 374,4
TOTAL ACTIFS COURANTS		27 732,0	26 628,9	30 419,8
TOTAL BILAN ACTIF		79 127,2	73 434,6	80 443,1
Capitaux propres part du Groupe		22 192,8	19 503,8	16 255,9
Intérêts minoritaires		2 668,1	3 060,0	2 567,3
TOTAL CAPITAUX PROPRES	18	24 860,9	22 563,8	18 823,2
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions	19	8 448,5	8 419,7	9 118,8
Dettes financières	14	14 526,0	13 000,6	16 406,9
Instruments financiers dérivés (yc matières premières)	14	800,9	711,7	2 191,7
Autres passifs financiers	14	778,0	467,5	858,5
Autres passifs		1 004,5	917,3	949,5
Impôts différés passif	7	1 643,6	1 444,5	1 165,8
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		27 201,5	24 961,3	30 691,2
PASSIFS COURANTS				
Provisions	19	1 106,6	1 366,1	1 724,4
Dettes financières	14	7 129,8	6 678,5	9 079,9
Instruments financiers dérivés (yc matières premières)	14	3 201,9	3 369,5	5 188,9
Fournisseurs et autres créanciers	14	10 038,1	9 209,4	10 078,8
Autres passifs		5 588,4	5 286,0	4 856,7
TOTAL PASSIFS COURANTS		27 064,8	25 909,5	30 928,7
TOTAL BILAN PASSIF		79 127,2	73 434,6	80 443,1

*Les notes figurent dans la section 20 du document de référence 2007 de SUEZ, consultable sur le site www.suez.com

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Note*	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
CHIFFRE D'AFFAIRES		47 475,4	44 289,2	41 488,9
Achats		(21 289,4)	(21 010,0)	(18 678,7)
Charges de personnel		(8 141,5)	(7 640,8)	(7 902,9)
Amortissements, dépréciations et provisions		(1 912,7)	(1 684,8)	(1 701,9)
Autres produits et charges opérationnels		(10 956,4)	(9 457,1)	(9 303,2)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4	5 175,4	4 496,5	3 902,2
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel		67,8	17,1	(151,1)
Dépréciations d'actifs corporels, incorporels et financiers		(132,0)	(150,3)	(657,9)
Restructurations		(42,6)	(88,8)	(101,5)
Cessions d'actifs		339,4	1 093,1	1 529,9
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	5	5 408,0	5 367,6	4 521,6
Charges financières		(1 709,5)	(1 610,6)	(1 582,2)
Produits financiers		987,3	879,6	856,9
RÉSULTAT FINANCIER	6	(722,1)	(731,0)	(725,3)
Impôt sur les bénéfices	7	(527,5)	(815,1)	(585,3)
Quote-part de résultat des entreprises associées	12	457,9	372,7	565,5
RÉSULTAT NET		4 616,3	4 194,2	3 776,5
Dont Intérêts minoritaires		692,7	587,9	1 263,8
Dont Résultat net part du Groupe		3 923,5	3 606,3	2 512,7
Résultat net part du Groupe par action	8	3,09	2,86	2,39
Résultat net part du Groupe par action dilué	8	3,04	2,83	2,36

*Les notes figurent dans la section 20 du document de référence 2007 de SUEZ, consultable sur le site www.suez.com

FLUX DE TRÉSORERIE

En millions d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
RÉSULTAT NET	4 616,3	4 194,2	3 776,5
• Quote-part de résultat consolidé d'entreprises associées	(457,9)	(372,7)	(565,5)
+ Dividendes reçus d'entreprises associées	229,8	355,7	467,1
• Dotations nettes aux provisions, amortissements & dépréciations	1 925,3	1 743,3	2 242,7
• Plus-values nettes sur cessions	(339,4)	(1 097,7)	(1 652,9)
• MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	(67,8)	(17,1)	151,1
• Autres éléments sans effet de trésorerie	110,8	31,7	21,4
• Charge d'impôt	527,5	815,1	585,3
• Résultat financier	722,1	731,0	725,3
MBA avant résultat financier et impôt	7 266,6	6 383,5	5 750,9
+ Impôt décaissé	(1 005,6)	(985,4)	(722,9)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	(244,3)	(225,9)	797,5
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	6 016,6	5 172,2	5 825,5
Investissements corporels et incorporels	(3 129,7)	(2 367,6)	(2 667,1)
Acquisitions d'entités nettes de trésorerie et équivalent de trésorerie acquises ⁽¹⁾	(1 508,3)	(1 088,2)	(9 060,2)
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(1 361,9)	(315,6)	(526,6)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	131,1	181,8	355,0
Cessions d'entités nettes de trésorerie cédée et équivalents de trésorerie cédés	554,9	2 009,9	1 972,9
Cessions de titres disponibles à la vente	406,3	777,8	650,1
Intérêts reçus d'actifs financiers non courants	116,0	151,3	69,8
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants	202,4	288,7	134,3
Variation des prêts et créances émis par l'entreprise et autres	(92,1)	(4,0)	79,7
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(4 681,2)	(365,9)	(8 992,0)
Dividendes payés	(1 968,5)	(1 720,9)	(1 521,6)
Remboursement de dettes financières	(7 579,0)	(8 744,0)	(3 245,8)
Variation des actifs financiers évalués à leur juste valeur par résultat	(265,3)	346,3	(538,4)
Intérêts financiers versés	(1 230,9)	(1 081,4)	(1 029,2)
Intérêts financiers reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie	272,8	326,9	347,3
Augmentation des dettes financières	8 478,7	3 538,3	8 515,5
Augmentation de capital ⁽¹⁾	832,9	162,4	2 962,1
Cession de créances litigieuses			995,4
Mouvement sur actions propres	(1 058,2)	234,3	2,9
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(2 517,5)	(6 938,1)	6 488,3
Effet des variations de change, de méthodes et divers	(44,0)	(296,3)	166,3
TOTAL DES FLUX DE LA PÉRIODE	(1 226,1)	(2 428,1)	3 488,2
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	7 946,3	10 374,4	6 886,2
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	6 720,2	7 946,3	10 374,4

(1) Ce montant ne comprend pas en 2005 les 2 414 millions d'euros correspondant à l'émission des titres SUEZ dans le cadre de l'OPM sur Electrabel.

RESPECT DES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

Le Pacte Mondial des Nations Unies invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence 10 principes fondamentaux en termes de Droits de l'Homme, de droit du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption. SUEZ a adhéré au Pacte Mondial, dès son lancement en 2000, et respecte ces engagements, qui correspondent à ses valeurs et à ses priorités en matière de développement durable.



NOS PRIORITÉS

- Traduire les valeurs de développement durable dans nos pratiques et notre culture
- Intégrer le développement durable dans nos offres commerciales
- Préserver l'environnement
- Promouvoir l'engagement social de l'entreprise
- Agir en entreprise citoyenne

Pour évaluer l'engagement des entreprises partenaires du Pacte Mondial, l'agence de notation sociale Innovest leur attribue des indicateurs verts, orange et rouges : en 2005, tous les indicateurs de SUEZ étaient verts.

LES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

CORRESPONDANCE

1	Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence	P. 16-19, 70-73, 78-79, 87-89
2	et à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme	P. 16-19, 70-73, 78-79, 87-89
3	Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective	P. 16-19, 70-73, 78-79, 87-89
4	L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire	P. 16-19, 70-73, 78-79, 87-89
5	L'abolition effective du travail des enfants	P. 16-19, 70-73, 78-79, 87-89
6	L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession	P. 16-19, 74-77, 78-79, 80-87
7	Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement	P. 16-19, 78-79, 90-97
8	A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement	P. 2-5, 12-13, 27-65, 68-79
9	A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement	P. 2-5, 27-65, 70-79
10	Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin	P. 16-19

GLOSSAIRE

ALIMENTATION EN EAU POTABLE :

ensemble des équipements, des services et des actions qui permettent, en partant d'une eau brute, de produire une eau conforme aux normes de potabilité en vigueur, distribuée ensuite aux consommateurs. On considère quatre étapes distinctes dans cette alimentation : prélèvements/captages, traitement de potabilisation, adduction (transport et stockage) et distribution au consommateur.

ANALYSE ENVIRONNEMENTALE :

analyse approfondie des problèmes, de l'impact et des résultats en matière d'environnement liés aux activités menées sur un site.

ARBITRAGE :

dans l'énergie, possibilité d'un opérateur de choisir à tout moment entre plusieurs activités en fonction de leur rentabilité relative.

Exemple : brûler du gaz pour vendre de l'électricité ou vendre le gaz et acheter l'électricité à un autre producteur.

ASSAINISSEMENT :

ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération, d'un site industriel ou d'une parcelle privée avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement.

BIOGAZ :

ensemble des gaz qui résultent de la fermentation des déchets, tels que le méthane et le dioxyde de carbone. Les biogaz peuvent être récupérés et traités dans les centres de stockage ainsi que dans les installations de fermentation spécifiques (digesteurs) afin d'être valorisés dans la production d'électricité et de chaleur.

BIOMASSE :

ensemble des produits organiques d'origine végétale et animale utilisés à des fins énergétiques (électricité et chaleur) ou agronomiques.

BOUES D'ÉPURATION :

mélange d'eau et de matières solides séparées par des procédés biologiques ou physiques des divers types d'eau qui les contiennent.

CENTRE DE STOCKAGE :

anciennement «centre d'enfouissement technique» ou «décharge contrôlée», installation de stockage accueillant les déchets ultimes n'ayant pu faire l'objet d'aucune forme de valorisation. La classification tient compte de la nature des déchets traités : les sites de classe I, géologiquement sûrs, pour les déchets industriels spéciaux ; les sites de classe II, imperméables, pour les déchets ménagers ou assimilés ; les sites de classe III pour les matériaux inertes tels que gravats et déblais.

CENTRE DE TRI :

unité spécifique de tri et de regroupement des déchets après collecte.

CERTIFICAT VERT :

certificat octroyé gratuitement par l'autorité publique à un producteur d'électricité et qui atteste la production effective d'une certaine quantité d'électricité à partir d'énergies renouvelables reconnues. Ce certificat peut être librement cédé ou vendu, par exemple à des fournisseurs d'électricité obligés d'en détenir une certaine proportion de leurs ventes aux clients ultimes.

COGÉNÉRATION/TRIGÉNÉRATION :

production simultanée d'électricité et d'énergie thermique (chaleur ou/et froid) dans des installations spécialement conçues à cet effet. Ce système de production permet un rendement énergétique plus élevé et une meilleure protection de l'environnement, ainsi que la réalisation de petites ou moyennes installations intégrées dans le tissu urbain à proximité des consommateurs.

COLLECTE SÉLECTIVE :

toute collecte qui sépare certains types de déchets en vue de leur valorisation.

COMITÉ 21 :

comité français pour l'environnement et le développement durable réunissant les différentes composantes de la société civile (entreprises, collectivités, associations, établissements publics, établissements de recherches et de formation...) pour un ancrage du développement durable dans les pratiques socio-économiques.

COMPOSTAGE :

transformation en présence d'eau et d'oxygène des déchets organiques par des micro-organismes (champignons microscopiques, bactéries...) en un produit appelé compost.

CONDITIONNEMENT DE L'EAU :

activité de services qui permet, dans une relation quotidienne avec le client, de définir, mettre en œuvre et contrôler les produits nécessaires au maintien de la qualité de l'eau requise par le process industriel.

CROISSANCE ORGANIQUE :

croissance à périmètre, méthodes et taux de change constants. Pour calculer la croissance organique du chiffre d'affaires, le Groupe exclut également l'effet des variations du prix du gaz qui ne reflète pas une croissance d'activité dans la mesure où elle est accompagnée d'une variation globalement symétrique des achats.

DÉCHETS :

les déchets sont répertoriés en quatre catégories :

• ordures ménagères (OM) :

déchets de l'activité quotidienne des ménages qui peuvent être pris en compte par la collecte traditionnelle ou la collecte sélective ;

• déchets industriels non dangereux :

déchets non ménagers provenant de l'industrie et du commerce n'ayant pas de caractère dangereux ;

• déchets dangereux :

déchets nécessitant des précautions particulières vis-à-vis de la protection de l'environnement lors de leur traitement

• déchets des activités de soins (DAS) ou déchets hospitaliers (DH).

DÉCHETS SPÉCIFIQUES :

résidus ou sous-produits générés en quantité industrielle par les activités propres du Groupe (cendres, boues, etc). Ces déchets sont de type soit dangereux soit non dangereux, suivant leur composition et selon la législation en vigueur dans la région où ils sont produits.

DESSALEMENT :

procédé permettant de réduire la concentration en sels des eaux afin de les rendre propres à la consommation humaine ou animale ainsi que pour divers usages, notamment industriels.

DIGESTION ANAÉROBIE

(voir méthanisation)

DIOXINE :

composé chimique très toxique apparaissant lors de la combustion de certaines matières organiques. Il existe 210 dioxines, dont 17 sont considérées comme nocives.

ÉCO-EFFICIENCE :

selon le *World Business Council for Sustainable Development*, l'éco-efficience consiste à fournir des produits et services à des prix compétitifs satisfaisant aux besoins de la population et assurant une meilleure qualité de vie, tout en réduisant progressivement les impacts environnementaux et l'usage des ressources naturelles tout au long du cycle de vie. Les indicateurs d'éco-efficience sont construits sur le modèle suivant : valeur du produit ou service/impact sur l'environnement (ex. : tonnes de GES émis, tonnes de déchets incinérés, etc.).

ÉCONOMIE CIRCULAIRE :

également appelée écologie industrielle, l'économie circulaire s'inspire de la dynamique des écosystèmes pour proposer une optimisation des flux d'énergie et de matière, et ainsi diminuer le gaspillage des ressources naturelles, à l'échelle d'un site de production, d'une zone d'activité ou d'un bassin d'emploi. Le principe est de réexploiter le solde de matière première ou d'énergie utilisée dans la fabrication d'un produit fini sous forme de ressource pour une autre industrie située à proximité. Cette démarche s'oppose à l'économie dite linéaire qui épuise les ressources et rejette des déchets sans contrôler les flux et les rejets qui en sont issus.

EFFLUENTS :

désigne de façon générale tout fluide émis par une source de pollution, qu'il soit le fait de zones d'habitations ou d'installations industrielles.

EMAS (ENVIRONMENTAL, MANAGEMENT AND AUDIT SYSTEM) :

certificat fondé sur une certification ISO 14001 et une déclaration environnementale certifiée par des vérificateurs européens, approuvée par la Commission Européenne et publiée.

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE :

concept créé par un scientifique américain au début des années 1990, l'empreinte écologique d'une population correspond à la surface productive de terres et de mers nécessaires pour produire les ressources que cette population consomme et assimiler les déchets qu'elle génère. Plus le niveau de vie est élevé, plus l'empreinte est forte. Il faudrait ainsi disposer de trois planètes si tout le monde adoptait le mode de vie actuel d'un Européen moyen et de cinq planètes pour le mode de vie d'un Américain.

EPR (EUROPEAN POWER REACTOR) :

concept européen de centrale nucléaire de nouvelle génération.

FACILITIES MANAGEMENT :

délégation par un client, à un prestataire unique, du management des services et utilités relatifs au fonctionnement de son environnement (activités de conduite et de maintenance des équipements techniques, maîtrise d'ouvrage déléguée pour les travaux, ensemble de services relatifs à la vie du bâtiment – sécurité, services généraux).

GAZ À EFFET DE SERRE (GES) :

gaz qui contribuent à maintenir sur terre la chaleur reçue du soleil à travers l'atmosphère, dont le plus courant est le dioxyde de carbone (CO₂). L'augmentation significative des GES produits par l'activité humaine est, entre autres, responsable du réchauffement de la planète enregistré ces dernières années et de ses conséquences sur l'écosystème.

GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ (GNL) :

composé essentiellement de méthane, le GNL est un gaz naturel qui est refroidi à une température d'environ -163°C afin d'être condensé à l'état liquide. La liquéfaction du gaz naturel permet de réduire 600 fois son volume, facilitant ainsi son transport maritime sur de grandes distances. Environ deux fois plus léger que l'eau, le GNL est un liquide transparent, inodore, non corrosif et non toxique.

GESTION DÉLÉGUÉE

(voir partenariat public-privé - PPP)

GIEC (GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT) :

organisme créé en 1988 par l'Organisation Météorologique Mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le GIEC établit des rapports d'évaluation des changements climatiques sur la base d'éléments scientifiques et techniques.

GLOBAL COMPACT :

lancé en juillet 2000, le Global Compact comprend 10 principes universels relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail et à l'environnement. Il représente l'engagement volontaire des grandes entreprises à contribuer à la promotion et la mise en œuvre d'une politique de développement durable au niveau planétaire.

GLOBAL REPORTING INITIATIVE (GRI) :

initiative de la CERES (*Coalition for Environmentally Responsible Economies*), en partenariat avec le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) fondée sur une action à long terme, internationale et multipartite (entreprises, ONG, consultants, associations professionnelles, universités...). La GRI a pour mission de concevoir et de diffuser des lignes directrices d'application générale pour la production de rapports sur le développement durable, que les entreprises pourront utiliser pour rendre compte des dimensions économiques, environnementales et sociales de leurs activités, produits et services.

HUB GAZIER :

point de jonction dans un réseau de transport où arrive le gaz naturel en provenance de plusieurs sources et qui offre la possibilité physique d'échanger des volumes de gaz entre ces sources et les marchés finaux.

INCINÉRATEUR :

installation soumise à autorisation, destinée à brûler les déchets. De plus en plus d'incinérateurs valorisent les déchets sous forme d'électricité ou d'énergie thermique. Les sous-produits de l'incinération (mâchefers et REFOM) sont traités, en vue de maîtriser les impacts de ce procédé sur l'homme et sur l'environnement.

INSTANCE EUROPÉENNE DE DIALOGUE (IED) :

comité d'entreprise européen, mis en place par SUEZ en 1995 en anticipation de la directive de la Commission Européenne de 1996. Cette instance réunit les représentants du personnel des sociétés européennes du Groupe en fonction du poids de chaque pays dans l'effectif.

INTERCOMMUNALE :

association de communes ayant pour objet d'assurer des services d'utilité publique, souvent en collaboration avec un partenaire privé (dans ce cas, on parle d'intercommunale mixte).

ISO 9001 :

norme internationale qui définit des critères de qualité au sein des procédures de travail. Elle concerne la conception d'un produit, la maîtrise de l'outil de production et du procédé de fabrication ainsi que le contrôle qualité du produit final.

ISO 14001 :

norme internationale destinée à vérifier l'organisation des procédures et méthodes d'unités organisationnelles d'une entreprise, ainsi que la mise en place efficace de la politique de l'environnement et de ses objectifs environnementaux.

LIXIVIATS :

eau ayant été en contact avec les déchets mis en décharge et chargée de polluants organiques ou minéraux.

MÂCHEFER :

sous-produit de l'incinération des déchets constitué de cendres retirées en base de four.

MARCHÉ RÉGULÉ :

marché sur lequel les municipalités ne sont pas responsables des services d'eau potable et d'assainissement. Des sociétés privées peuvent ainsi être titulaires d'une licence ou franchise leur confiant la responsabilité du service public, dans quel cas elles deviennent propriétaires des installations, les tarifs étant fixés par une autorité de régulation. Ce mode de fonctionnement est celui du secteur des *regulated utilities* aux États-Unis.

MÉTHANISATION :

également appelée digestion anaérobie, la méthanisation est un processus de décomposition de matières organiques en l'absence d'oxygène qui dégage principalement du méthane.

NÉGOCE D'ÉNERGIE (TRADING) :

activité de vente et d'achat d'énergie sur les bourses d'énergie.

OBSERVATOIRE SOCIAL INTERNATIONAL (OSI) :

association indépendante lancée en 2000 à l'initiative de SUEZ pour entretenir un dialogue social avec l'ensemble des partenaires sociaux (entreprises, organisations syndicales, associations, universités et acteurs de la vie publique).

OET :

catégorie des ouvriers, employés et techniciens.

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ (PPP) :

le PPP repose sur un contrat adapté à chaque situation locale par lequel l'autorité publique confie certaines missions à un délégataire en lui fixant des objectifs. Les pouvoirs publics fixent les objectifs de service à l'opérateur privé tout en conservant la propriété du patrimoine et le pouvoir de régulation, contrairement à la privatisation qui est fondée sur le transfert de la propriété des ouvrages. Les collectivités locales ont de plus en plus recours au PPP dans la gestion de leurs services de l'eau.

PRODUCTEUR INDÉPENDANT :

entreprise dont l'activité principale est la production d'énergie électrique avec l'unique intention de la vendre à un distributeur ou, au travers d'une tierce partie, aux consommateurs.

PROTOCOLE DE KYOTO :

accord intergouvernemental signé en 1997 lors de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre sur le Changement Climatique visant à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

QUOTA :

droit d'émission à restituer pour chaque tonne de CO₂ émise par une installation soumise à la Directive SEQEN.

RECYCLAGE :

réintroduction directe d'un déchet dans le cycle de production dont il est issu en remplacement total ou partiel d'une matière neuve.

REFIOM :

sigle pour Résidus d'Épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères, ou déchets ultimes.

RENTABILITÉ DES CAPITAUX EMPLOYÉS :

la rentabilité des capitaux employés est le rapport entre le résultat opérationnel net (NOPAT) et les capitaux employés. Le résultat opérationnel net est le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) dont on déduit les dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation (hors amortissements des écarts d'acquisition) et la charge d'impôt courante exigible. Les capitaux employés correspondent aux ressources allouées au développement de chacun des métiers du Groupe et comprennent le total des actifs (hors disponibilités et valeurs mobilières de placement), net des comptes spécifiques des concessions, des provisions pour risques et charges, des dettes d'exploitation diverses et des comptes de régularisation passif. Ce ratio est utilisé par le Groupe parmi les critères de sélection des investissements et comme outil d'appréciation des performances des différents métiers du Groupe.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE) :

le RBE exprime le montant des ressources que l'entreprise tire de son cycle d'exploitation avant coût de financement associé. Il correspond au résultat d'exploitation avant amortissements et provisions, augmenté de la part dans le résultat courant des sociétés mises en équivalence et des revenus nets financiers non liés à l'endettement net.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (RNPG) :

le RNPG correspond au résultat net total (ce que l'ensemble des sociétés du Groupe a dégagé comme résultat) duquel est déduite la partie qui appartient aux actionnaires tiers des filiales dont SUEZ ne détient pas la totalité du capital. Le RNPG correspond à la somme du RCNPG et du RENPG.

SEQEN :

Système Européen des Quotas d'Émissions Négociables issu d'une directive européenne de 2003 et s'appliquant depuis le 1^{er} janvier 2005 aux émissions de CO₂ de quelques secteurs industriels.

SPOT :

marché sur lequel s'opèrent les achats et les ventes d'énergie à court terme.

SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL CERTIFIABLE :

un système de management environnemental (SME) opérationnel (procédures et documentation rédigées, objectifs définis dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue) est déclaré certifiable lorsqu'il est audité régulièrement, permettant la maîtrise du risque environnemental inhérent à l'activité. Le choix de la certification externe du SME relève alors de la politique commerciale de l'entreprise.

TAUX DE FRÉQUENCE :

nombre d'accidents du travail survenus au cours de la période par millions d'heures travaillées.

TAUX DE GRAVITÉ :

nombre de jours perdus pour cause d'accidents du travail au cours de la période par milliers d'heures travaillées.

TRADING (voir négoce)

TSM :

catégorie des techniciens supérieurs de maîtrise.

ULTRAFILTRATION :

technique avancée de traitement de l'eau qui consiste à faire passer l'eau à travers des membranes (filtres) dont les pores sont 10 000 fois plus petits que ceux de la peau humaine. L'eau ainsi filtrée est parfaitement pure, car débarrassée de toutes les particules de taille supérieure à 0,01 micron : pollens, algues, parasites, bactéries, virus, germes et kystes.

UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE :

usine d'incinération des déchets avec récupération énergétique pour une valorisation thermique (chauffage urbain, vapeur pour industrie) et/ou électrique.

UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE (URE) :

ensemble de mesures encourageant une utilisation parcimonieuse de l'énergie en combinant le plus efficacement possible les trois exigences que sont l'énergie, l'économie et l'écologie.

VALORISATION :

réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie. Parmi les différents types de valorisation, on peut distinguer :

• valorisation énergétique :

récupération des calories contenues dans les déchets incinérés, permettant la production d'énergie thermique ou électrique ;

• valorisation matière :

mode de traitement des déchets permettant le réemploi, la réutilisation ou le recyclage (ex. : déchets issus de la collecte sélective et recyclés, mâchefers valorisés en sous-couches routières...);

• valorisation biologique :

mode de traitement des déchets organiques par compostage ou méthanisation.

EN SAVOIR PLUS

WWW.SUEZ.COM

L'ensemble des publications réalisées par la Direction des Communications de SUEZ sont disponibles sur le site du Groupe :

- «Développement durable, pilier de notre stratégie»
- Charte du Groupe dont «Nos Valeurs, Notre Éthique»
- «10 ans d'initiatives de responsabilité sociale»
- «L'expertise nucléaire dans le mix énergétique»
- «Les énergies renouvelables»
- «La lutte contre les changements climatiques»
- Présentation détaillée de l'engagement de SUEZ dans le cadre du Global Compact

CONTACTS

Direction du Développement Durable

Stéphane Quéré : stephane.quere@suez.com
Tél.: +33 (0)1 40 06 27 38

Direction de la Communication Financière

Arnaud Erbin : arnaud.erbin@suez.com
Tél.: +33 (0)1 40 06 66 29

Service des Relations Investisseurs

Sophie Charrier : sophie.charrier@suez.com
Loïc de Fontaubert : loic.defontaubert@suez.com
Eléonore de Larboust : eleonore.delarboust@suez.com

Service des Relations Actionnaires

En France

Rita Rio : rita.rio@suez.com
Numéro vert : 0 800 177 177 (gratuit depuis la France)

En Belgique

Guy Dellicour : guy.dellicour@suez.com
Numéro vert : 0 800 25 125 (gratuit depuis la Belgique)



Ce document a été imprimé sur un papier couché 100% recyclable et biodégradable, fabriqué à partir de pâtes blanchies ECF (*Elemental Chlorine Free*) dans une usine européenne certifiée ISO 9001 (pour sa gestion de la qualité), ISO 14001 (pour sa gestion de l'environnement), CoC PEFC (pour l'utilisation de papiers issus de forêts gérées durablement) et accréditée EMAS (pour ses performances environnementales).

Le Rapport d'Activité et Développement Durable 2007 est paru avec le Document de Référence 2007 de SUEZ à l'occasion de l'Assemblée Générale des Actionnaires du Groupe qui s'est tenue à Paris le 6 mai 2008. Il a été tiré à 10 000 exemplaires dans sa version française. Le Rapport d'Activité et Développement Durable 2007 est disponible en anglais, en espagnol et en néerlandais via le site web du Groupe (www.suez.com) où l'ensemble des publications de SUEZ peuvent être téléchargées.

Conception et rédaction : **SUEZ** Création graphique et réalisation : Publicis Consultants |

Illustrations p.63 et 64 : Barthelemy-Griño Architectes.

Photothèques : SUEZ, SUEZ Energie Europe, SUEZ Energie International, SUEZ Energie Services, SUEZ Environnement. Cirsee, Compagnie Nationale du Rhône, La Compagnie du Vent, Degrémont, Edelnor, Electricité de Tahiti, Electrabel, Elyo, Fabricom GTI, Fondation SUEZ, Glow Energy, Laborelec, Lyonnaise des Eaux, Re-source Industries, SITA France, Tractebel Energia.

Photographes : Abacapress, China Photos, Corbis, Gamma Eyedea, Getty, ImageForum, R.E.A., Reuters. AP/Sipa, T.Arruza, P.Aventurier, R.Beckers, R.Boyce, A.Brunet, P.Crié, R.De Barse, S.De Bourgies, O.Douliery, M.Dubrac/Anyone, J.Eder, M&P.Fogden, D.Gray, Ch.Guibbaud, N.Gouhier, P.Hounsfield, R.Jones/Sinopix, J.Karageorge, S.Leen, Ph.Lesage, B.Levy, F.Lolley, P.Loriferne, W.Lyons, Ph.Matsas, L.Moscia, D.Mossiat, Th.Orban, A.Abd Rabbo, M.Ralston/AFP, D.Rose/Panos, M.Sasse/Laif, L.Schifres, J.Shaw, B.Sherif, P.Sittler, R.Shroeder, P.Souders, F.Werner, X. © 04/2008

NOS VALEURS

Professionalisme

Sens du partenariat

Esprit d'équipe

Création de valeur

Respect de l'environnement

Éthique



Société anonyme au capital de 2 615 529 924 euros

Siège Social : 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris - France

Tél. : +33 (0)1 40 06 64 00

Siren 542 062 559 RCS PARIS

TVA FR 52 542 062 559

www.suez.com